100 VILLES 100 JOURS

LA VOIE DES VILLES

RNI | التجمع الوطني للأحرار

NOTE DE RÉDACTION

Les synthèses des réunions publiques, les témoignages des citoyens et les listes de doléances retranscrivent le plus fidèlement possible le ressenti des participants lors des rencontres.
La formulation de ces opinions peut sembler excessive, voire inexacte, eu égard à la situation locale. Toutefois, nous avons fait le choix de respecter la parole des habitants, sans jugement, sans rectification, pour en préserver l'authenticité.

Bien que chaque ville ait une trajectoire propre, marquée à la fois par son identité, son potentiel et ses défis, beaucoup de doléances sont communes et devraient alimenter la réflexion autour du plan de développement propre à chaque ville moyenne

DES DOLÉANCES COMMUNES AUX VILLES MOYENNES, NONOBSTANT LES PARTICULARITÉS LOCALES

UN NOUVEAU MODÈLE : PARTIR DU CITOYEN

93% des répondants ne s'estiment pas consultés par les responsables de la ville

1 personne sur 3 a une idée de projet à réaliser, mais seuls 5% les réalisent

97% des répondants n'ont pas de moyens de suivre les projets en cours dans leur ville

ECONOMIE : MULTIPLIER LES SOURCES D'EMPLOIS

Peu de différenciation (seulement 30% des villes ont une vocation spécifique)

Services les plus attendus :
- Formation professionnelle
- Orientation professionnelle
- Accompagnement de projets

Une personne sur trois est demandeuse de formations renouvelées en langues étrangères, codage, informatique, etc.

LIEN SOCIAL : CRÉER DES ESPACES D'ÉCHANGE

9 personnes sur 10 manquent de lieux où se divertir

30% des répondants souhaitent voir la construction de parcs et d'espaces publics

Centres culturels polyvalents : chaque ville a exprimé des demandes différentes en termes d'activités et de services

SERVICES PUBLICS : FOCALISER LES POINTS NOIRS

Un point noir principal : les hôpitaux

Santé : des problèmes de "soft" - nombre de médecins, relation avec le personnel de santé et équipements

Education : manque d'infrastructures, de personnel enseignant, classes surchargées, etc.

IDENTITÉ : CRÉER UN SENTIMENT DE FIERTÉ

Seulement 40% connaissent l'histoire de leur ville

Potentiel inexploré des symboles, des sites historiques ou touristiques

Seulement une ville sur cinq a des célébrations citées spontanément par la population

100 VILLES, 100 JOURS : À LA RENCONTRE DES CITOYENS…

Débutée à Demnate en novembre 2019 et achevée à distance – en raison de la pandémie de Covid-19 – avec les habitants de Aït Melloul en septembre 2020, l'initiative 100 Villes, 100 Jours constitue un projet sans précédent au Maroc. Pour la première fois, une consultation publique ouverte à tous, sans considération partisane, a été organisée dans une centaine de villes du Royaume, en respectant toujours les mêmes principes. Des réunions, réunissant chacune des centaines de participants, se sont tenues physiquement, puis à distance, pour donner la parole aux habitants.

Cette approche participative a permis d'écouter et d'échanger directement avec les citoyens à propos de leurs problématiques quotidiennes. A travers ces nombreuses interactions, il se dessine un Maroc bien différent des clichés parfois véhiculés, animé par de multiples doléances mais aussi empreint d'espoir et de fierté.

C'est à cette réalité que le Rassemblement national des indépendants voulait se confronter, afin de cerner précisément les besoins de ces villes et pouvoir construire avec elles, localement, des solutions pour le présent et le futur.

Renouer un lien de confiance avec les citoyens

Depuis 2017, la refondation du Rassemblement National des Indépendants s'est articulée autour d'un objectif supérieur, qui guide toute l'action de ses responsables et de ses militants sur le terrain : renouer patiemment et dans la durée le lien de confiance entre les partis politiques, d'un côté, et les citoyennes et les citoyens, de l'autre. Ce lien, sans lequel aucune ambition n'est possible, a été abîmé par une décennie de promesses non tenues. Ces années gâchées, marquées par un style politique tonitruant, gouailleur et provocateur, ont en effet durablement entamé la confiance du public : les promesses non tenues accouchent souvent de lendemains amers, au goût de déception et de trahison.

C'est dans ce contexte que le Rassemblement National des Indépendants (RNI), fidèle à la promesse de ses fondateurs il y a quarante ans, a choisi de prendre un nouveau départ, en incarnant une approche réinventée de l'action politique. La mission qu'il s'est donnée paraît immense, mais elle tient en peu de mots : contrer la défiance en posant des actes concrets. Bien sûr, la confiance perdue ne se reconquiert pas facilement et c'est par un travail de tous les instants, à tous les échelons du territoire, qu'il veut inverser, avec les Marocaines et les Marocains, la tendance.

En ce sens, l'initiative 100 Villes, 100 Jours poursuit la dynamique de concertation lancée par le RNI depuis 2017. Après avoir mené trois tournées régionales qui ont permis de rapprocher la direction, des militants et des citoyens (2017, 2018 et 2019), le parti a décidé d'investir une capillarité sans égale, en allant à la rencontre des Marocaines et des Marocains dans leurs villes, pour recueillir leurs idées in situ, dans le cadre d'un forum ouvert, au-delà des seuls militants.

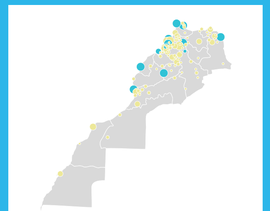
En favorisant le maillage territorial (régions, provinces, communes et arrondissements), le travail militant de proximité et une démarche continue d'acteur, les Indépendants entendent réinventer la pratique politique, en plaçant les citoyennes et les citoyens à toutes les étapes de l'action. Cette volonté s'applique autant au diagnostic, incluant la prise en compte d'opinions diversifiées à travers le débat, qu'à la formulation des idées et l'identification des priorités, ainsi qu'à l'expérimentation et à la mise en oeuvre des mesures. Cette méthode bottom-up, qui rompt avec des décennies de politiques "par le haut" est, aux yeux des Indépendants, le plus important défi pour tous les partis politiques. Le RNI, attaché au multipartisme et respectueux de tous les autres acteurs de la scène partisane, ne se pose pas en donneur de leçons, mais il prend toute sa part dans le renouvellement de la pratique politique.

Tendre l'oreille aux voix des villes moyennes

Le choix de Demnate - où tout a commencé pour la caravane des cent villes - était celui d'une ville-carrefour qui symbolise par excellence les contraintes et les richesses des villes moyennes. Ni véritables centres urbains, ni villages ruraux, ces villes rassemblent des populations aux attentes variées : ménages préoccupés par l'éducation et la santé, jeunes en recherche d'emploi, seniors inquiets pour l'avenir de leurs enfants et en quête d'autonomie et de loisirs, mères de famille débordées, étudiants ambitieux cherchant à réaliser leurs rêves, etc. Ces différents publics représentent la société marocaine, mais dans les villes moyennes, leurs attentes et leurs frustrations semblent démultipliées.

En 2030, 10 millions de Marocains, soit près de 40% de la population urbaine, habiteront dans une ville moyenne accueillant entre 25 000 et 250 000 habitants. L'évolution en dix ans, entre les deux derniers recensements (2004 et 2014), montre que la croissance démographique a été de 2,4% annuellement dans les villes moyennes, contre 1,8% seulement dans les grandes villes. Les projections de croissance démographique à horizon 2030 suggèrent que cinq villes moyennes franchiraient le palier de 250 000 habitants pour émerger en tant que grandes villes, tandis que trente autres petites villes dépasseraient le seuil de 25 000 habitants pour intégrer la famille des villes moyennes. Celles-ci sont donc au cœur du projet de la régionalisation avancée, impulsé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste et consacré par la Constitution marocaine.

Le territoire national compte près de 100 villes moyennes de plus de 25.000 habitants

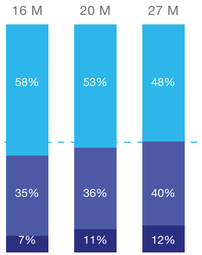


POPULATION (HAB.)

- > 50000
- < 50000
- > 250000
- > 200000
- > 100000

2 URBAINS SUR 5 VIVRAIENT DANS UNE VILLE MOYENNE, À HORIZON 2030

VENTILATION DE LA POPULATION URBAINE MAROCAINE (M HABITANTS ET POURCENTAGE) PAR TYPE DE VILLE



EXEMPLES DE NOUVELLES VILLES À 2030

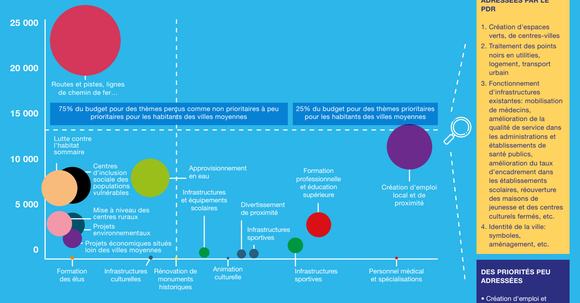
5 nouvelles grandes villes
- Laayoune
- Mohamedia
- El Jadida
- Khouribga
- Béni Mellal

29 nouvelles villes moyennes
- Sidi Bouknadel
- Echemmaia
- Oulad Berhil
- Lbir Jdid
- Ain Attig
- Et bien d'autres…

Les efforts menés pour décentraliser la dynamique de développement, à travers l'adoption de plans de développement régionaux (PDR), rompent avec une tradition d'Etat centralisateur. Mais, pour l'instant, ces PDR ne paraissent pas dépasser la logique centripète qui a longtemps prévalu au plan national. Douze centres ont été comme renforcés par la régionalisation avancée telle qu'elle est pratiquée pour l'instant. Les grandes villes, déjà mieux dotées en infrastructures, en pôles économiques, en équipements sanitaires et éducatifs se taillent la part du lion dans les budgets régionaux, et les villes moyennes, dont la population croît plus vite, sont délaissées. Ce sont pourtant les villes moyennes qui réclament l'attention renforcée des pouvoirs publics, en dépassant l'approche jusque-là retenue et qui reposait sur le pari d'un effet d'entraînement des investissements dans les grandes villes sur les villes de moindre taille. Dans ces dernières, les taux de chômage sont plus élevés, la pauvreté jusqu'à deux fois plus importante et les citoyens se retrouvent souvent désabusés face à un discours "développementaliste" sans impact positif sur leurs vies.

Plans de développement régionaux (PDR) : DÉSALIGNEMENT AVEC LES PRÉOCCUPATIONS

Budget prévu par les PDR en MDH



- Economie
- Santé
- Education
- Offre culturelle et d'animation
- Services publics
- Transport
- Logement
- Autres thématiques
- Engagement mutuel
- Espace public
- Environnement
- Mise à niveau des centres ruraux

DES PRIORITÉS NON ADRESSÉES PAR LE PDR

1. Création d'espaces verts, de centres-villes
2. Traitement des points noirs en utilities, logement, transport urbain
3. Fonctionnement d'infrastructures existantes: mobilisation de médecins, amélioration de la qualité de service dans les administrations et établissements de santé publics, amélioration du taux d'encadrement dans les établissements scolaires, réouverture des maisons de jeunesse et des centres culturels fermés, etc.
4. Identité de la ville: symboles, aménagement, etc.

DES PRIORITÉS PEU ADRESSÉES

- Création d'emploi et économie de proximité
- Formation professionnelle et enseignement universitaire
- Infrastructures sportives et de loisirs
- Divertissement de proximité et animation culturelle

Pourquoi des villes moyennes ? Cette question, nous nous la sommes posée avant de commencer le programme. L'intuition de départ - laquelle s'est vérifiée dans les étapes de cette tournée - était qu'une partie croissante des défis posés par l'urbanisation du Maroc ne semblait pas être prise en charge politiquement. Certes, les conseils élus (communes, provinces voire régions) s'engagent, et notamment depuis l'accélération de la régionalisation en 2015, à consacrer davantage de leurs ressources à réduire les inégalités spatiales, mais l'aménagement du territoire continue de laisser des "trous", un peu comme des filets de pêche au maillage trop large.

Au niveau national, les stratégies sectorielles les plus abouties, comme le plan d'accélération industrielle ou le plan Maroc vert ne ciblent pas spécifiquement les villes moyennes, lesquelles en majorité ne forment pas des centres urbains assez denses ou assez proches de grands centres ou de ports afin de pouvoir accueillir des zones industrielles. De la même manière, même si certaines villes moyennes - et nous en avons visité - restent liées à une importante activité agricole, beaucoup de leurs problématiques de développement ne peuvent être prises en charges seulement par le département de l'agriculture.

Au RNI, notre conviction est que le développement de tout le Maroc doit se faire en veillant à ne laisser pour compte aucune région, aucune province, aucune ville de notre pays. Nous voulons élever le niveau de vie de nos concitoyens, renforcer leurs sentiments d'attachement, de fierté et de protection face aux aléas de la vie, assurer un avenir meilleur à leurs enfants et créer plus de richesses pour assurer la prospérité des générations futures. Mais pour y arriver, ensemble, nous devons embrasser toutes les situations locales, tous les particularismes, toutes les histoires. C'est pourquoi nous avons voulu déployer l'initiative 100 Villes, 100 Jours : plus qu'une tournée ou une caravane, notre initiative a d'abord visé l'émergence d'idées nouvelles, en donnant la parole aux habitants des villes moyennes, trop souvent oubliés dans les réflexions et plans d'actions politiques. En visitant plusieurs villes et régions simultanément, le RNI a voulu panacher les contextes et les questionnements posés, dans la finalité de tirer de ce kaléidoscope territorial une synthèse de doléances, de priorités et de propositions.

Plus qu'une tournée, une démarche et une organisation à l'échelle du Royaume

Pour toutes les raisons précitées, le RNI a choisi de donner la parole aux habitants des villes moyennes, de les écouter raconter leur vécu, formuler des critiques, proposer des solutions, définir des priorités, et ainsi participer à la vie politique. Pour y parvenir, un vaste programme a été élaboré pour permettre à la caravane des Indépendants de visiter une centaine de villes en quelques mois. A l'exception d'une dizaine de grandes villes, lesquelles ont été approchées à l'échelle de quartiers périphériques connaissant parfois des problématiques proches de villes moyennes, toutes les autres sont des villes moyennes, représentant toute la diversité du Royaume. Sélectionnées au sein de l'ensemble des régions, ces communes présentent des profils variés : agricoles ou industrielles, dynamiques ou en difficultés économiques, touristiques ou plus discrètes, etc.

La méthodologie adoptée pour l'ensemble des étapes du programme était la condition nécessaire pour faire émerger des diagnostics comparables et mesurables à l'échelle de tout le territoire : c'est en appliquant un cadre cohérent, tout en restant souple sur des agencements à la marge, que 100 Villes, 100 Jours s'est imposée comme une démarche rationnelle, plus qu'une simple tournée.

Encadré 1 : Une méthodologie de travail en 5 points

1. Aller à la rencontre des citoyens, sans filtre, dans plus de 100 villes ;
2. Donner la parole aux citoyens dans le cadre d'un débat organisé, prenant la forme de dizaines de tables de dix personnes, composant autant de mini-agoras ;
3. Recueillir les impressions des habitants des villes, mais aussi leurs priorités locales sur des sujets définis par eux de manière participative ;
4. Offrir aux citoyens l'opportunité d'un dialogue direct avec les élus et responsables du RNI, tant au niveau local que national ;
5. Encourager la prise d'initiative des habitants des villes, dans le sens d'une participation politique citoyenne.

Afin de garantir des échanges libres et ouverts à tous, il a été décidé que la moitié au moins des participants seraient choisis parmi les non adhérents au RNI. Acteurs de la société civile et simples citoyens, engagés politiquement ou non, étaient donc largement invités à prendre part aux rencontres, afin de créer les conditions d'un débat sans autocensure. Chaque week-end, ce sont deux, trois, et jusqu'à cinq localités qui ont accueilli des débats francs, directs sur les problèmes et les attentes de chacune des villes visitées. Encadrés par les membres du bureau politique et les coordonnateurs du RNI, ces forums ont rencontré un succès estimable, attesté par la couverture médiatique et les échos positifs dans les autres partis, qui ont honoré de leur présence certaines réunions.

La philosophie générale de l'initiative 100 Villes, 100 Jours prônant l'ouverture, l'écoute et la proposition de solutions prend tout son sens dans le contexte de crise de la représentation et de défiance face à l'acteur politique. Il s'agit de la réponse en action du RNI aux discours nihilistes et destructeurs qui entendent prospérer sur le désenchantement et le désespoir. Les 35 000 participants à ce programme, avec leurs attentes, leurs contributions et leurs interpellations, ont apporté un démenti éclatant à ceux qui ont accueilli le lancement de 100 Villes, 100 Jours par la moquerie. A ceux qui dénigraient hier notre engagement, nous retournons aujourd'hui le défi : êtes-vous sûrs de continuer à mépriser l'intelligence de dizaines de milliers de nos concitoyens ?

Organisés en mini-agoras de dix à douze personnes, les habitants ont pu prendre la parole individuellement à propos de tous les thèmes : santé, éducation, emploi, infrastructures, logement, culture, libertés individuelles, etc. Des rapporteurs ont ensuite partagé l'ensemble des résultats pour en discuter avec les représentants du RNI. Au final, chaque étape a fait ressortir les points forts et les points faibles de chaque ville, en évoquant différentes solutions pour améliorer sa situation. Le travail de synthèse issu des recommandations de chacune des tables, de chaque étape, est l'objet du présent ouvrage.

100 Villes, 100 Jours ne devait pas tourner à l'introspection nombriliste : une manière de faire sortir les responsables du parti de leur zone de confort, mais surtout de les pousser à s'ouvrir aux compétences et aux talents de la société civile, sans exclusive. A cet égard, il a été recommandé aux organisateurs de s'assurer à chaque étape d'une participation significative de citoyens non encartés dans une formation politique, de représentants de la société et d'autres formations politiques. La participation des organisations parallèles du parti à l'organisation de ces événements ainsi qu'à l'animation des débats et la formulation de rapports synthétiques, à l'issue des échanges, a été un test de leur capacité à travailler ensemble : jeunesse, femmes, Ighata, ingénieurs, médecins, étudiants, etc. ; toutes les énergies étaient les bienvenues.

Durant plus de quatre mois, les chapiteaux ou salles communales accueillant les événements ont été autant de ruches où s'affairent des dizaines de volontaires. Autour d'une table de dix personnes, un animateur explique la méthodologie de travail. De larges dépliants en format A3 servent à la fois de support à la discussion et de pense-bête. Les thèmes de la discussion sont choisis par les participants eux-mêmes. On s'interrompt à peine pour le mot de bienvenue du coordonnateur. Puis, au travail ! Pendant une heure et demie, les participants répondent aux questions et échangent entre eux, racontant leurs expériences personnelles, décidant des priorités premières pour leur ville, avançant propositions et contre-propositions. De leur côté, les responsables du parti ne restent pas les bras croisés. Faisant le tour des tables, ils se présentent, écoutent. Interpellés, ils expliquent les actions menées par le RNI, ses ministres, ses élus, répondent aux critiques, avancent leur expérience et sortent de cet échange, revigorés, challengés. Les citoyennes et les citoyens semblent apprécier ce moment de partage, sans protocole ni autocensure. Parfois, l'interpellation prend des accents de rudesse, mais en plus de 58 étapes organisées en présentiel, aucun débordement n'a été enregistré : une preuve éclatante du sens civique de tous. Après l'apparition des premiers cas de Covid-19, le programme de rencontres physiques a été suspendu (lire encadré ci-après), avant de redémarrer sous forme de consultation publique à distance, en mai 2020, ce qui a permis de mener à terme le programme, tel qu'il était initialement prévu.

Encadré 2. Comment 100 Villes, 100 Jours s'est adaptée à la pandémie de Covid-19 ?

Puis, survint la pandémie de Covid-19 ! Déjà sensibilisés au moment de l'apparition du premier malade à Casablanca, les responsables du parti décident de suspendre les rencontres, le 6 mars 2020, afin de préserver la santé et la sécurité des participants. Une décision difficile pour ceux qui se préparaient à accueillir les étapes déjà programmées, mais nécessaire face à l'évolution rapide de la maladie. A ce moment, la caravane de la Colombe avait fait escale dans 58 villes. Les premières semaines de la crise, marquées par la mobilisation nationale pour la lutte contre l'épidémie, ont donné l'occasion au parti de faire une pause salutaire et propice au dépouillement des milliers de documents, notes et résultats des étapes accomplies. En parallèle de ce travail de fourmi, le RNI lance une consultation nationale en ligne sur le Maroc d'après-Covid19. La plateforme électronique www.maba3d-corona.com est lancée le 11 avril 2020 et accueille plus de 1400 contributions. La vague "Zoom" qui déferle sur le monde en temps de pandémie et le succès de maba3d-corona ("après Corona") précipite la réflexion autour d'un programme "100 Villes, 100 Jours" entièrement à distance. C'est ainsi que les militants de la région de Marrakech-Safi ont été les premiers à déployer, le 9 mai 2020, leur programme de rencontres entièrement digitalisées, via l'application Microsoft Teams. S'appuyant sur des dizaines de volontaires, le coordonnateur régional réussit à tenir toutes les étapes prévues en quelques semaines, ouvrant la voie aux autres régions. Une quarantaine d'étapes "100 Villes, 100 Jours" sont ainsi organisées par visioconférence, après inscription en ligne des participants. Les hésitations des premières minutes, les petits soucis de caméras ou de micros sont progressivement dépassés, pour donner libre cours aux échanges et interpellations, en définitive presque aussi vifs que les rencontres physiques...

Enseignements d'un exercice démocratique sans précédent

En présentiel comme à distance, les étapes du projet 100 Villes, 100 Jours ont rencontré un réel succès populaire. En effet, chaque réunion a attiré en moyenne 350 à 400 participants, certaines devant même refuser des inscriptions en raison des capacités limitées des salles qui les accueillaient ! Pour de nombreux citoyens, il s'agissait d'une première rencontre avec des responsables politiques. Certains ont même souligné que leur commune n'avait jamais reçu de dirigeants nationaux jusque-là et que cet événement constituait déjà un signe positif pour l'avenir. Par ailleurs, cet engouement a été salué par les médias, qui ont largement relayé les différentes étapes de la caravane, mais aussi sur les réseaux sociaux, avec de multiples témoignages de participants. Enfin, l'initiative a également convaincu d'autres partis politiques, qui ont honoré de leur présence certaines rencontres : une reconnaissance qui atteste le bien-fondé de cette démarche participative, unique en son genre.

Loin des grandes agglomérations du Royaume, qui focalisent souvent toute l'attention du système politico-médiatique, vit un tout autre Maroc. En prenant le pouls de ces villes de taille moyenne, l'initiative 100 Villes, 100 Jours lève le voile sur la réalité quotidienne de millions de personnes. Ainsi, d'une région à l'autre, ce sont toujours les mêmes priorités qui apparaissent au fil des réunions.

La première d'entre elles est la santé, et ce, bien avant que ne surgisse la pandémie de Covid-19. L'absence d'équipements dans les hôpitaux et les dispensaires est systématiquement signalée par les participants, de même que le manque de personnel médical pour prendre en charge les patients. Les témoignages sont souvent accablants et dénoncent la recrudescence de la corruption, ou encore la non-prise en considération des personnes les plus démunies, en dépit du Ramed. Dans la plupart des villes, il faut faire plusieurs dizaines de kilomètres, voire davantage, pour de simples soins ou un accouchement. Et souvent, en raison du manque d'ambulances et de routes sécurisées, ces trajets sont périlleux !

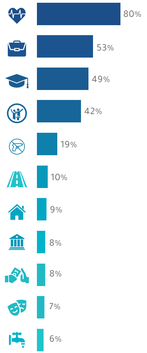
La deuxième thématique la plus abordée durant les débats est celle de l'emploi. En réalité, elle est tout aussi présente que la santé, mais la solidarité familiale et la générosité des habitants semblent la rendre un peu plus supportable que le manque d'accès aux soins. Pourtant, le taux de chômage dans les localités visitées est toujours jugé élevé. Les villes moyennes ont souvent le sentiment d'être marginalisées et de ne bénéficier d'aucune aide pour développer leur activité économique. Les démarches administratives sont jugées lourdes, contraignantes et ne favorisent pas une dynamique d'entrepreneuriat. Cependant, les citoyens demeurent convaincus que des opportunités existent et que chacune peut exploiter les divers atouts de ces villes : potentiel agricole de la région, tourisme, mines, industrie, pêche, etc. Tous espèrent un soutien étatique, porté par une vision commune, qui permettrait à chaque ville de s'épanouir économiquement et socialement.

Enfin, la troisième priorité qui ressort le plus souvent des rencontres est le secteur de l'éducation. Peu nombreux et mal équipés, les écoles, collèges et lycées n'ont pas les moyens d'accueillir dignement les élèves. Les classes sont surpeuplées et les enseignants sont souvent décrits comme livrés à eux-mêmes, dans l'incapacité d'assurer un apprentissage basique. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, c'est le manque d'accès aux formations qui est décrié. En général, les étudiants issus des villes moyennes sont obligés de quitter leur ville, voire leur région, ce qui n'est pas toujours possible en l'absence de bourses. Par ailleurs, les diplômes proposés localement ne sont pas toujours en adéquation avec les besoins locaux et les jeunes diplômés sont souvent confrontés au chômage. D'autres, plus ambitieux et mieux formés, n'ont d'autres choix que de s'installer dans les métropoles voisines, faisant subir aux villes moyennes une véritable hémorragie liée à la fuite de leur élite.

En plus de ces thématiques, des sujets transversaux sont fréquemment abordés par les participants. C'est notamment le cas des infrastructures urbaines, qui sont encore défaillantes dans certaines localités : éclairage public, eau, électricité, assainissement, etc. De même, le transport public et l'état des routes au sein des villes et dans leur périphérie sont régulièrement cités comme un frein au développement économique et à la mobilité.

Beaucoup de participants regrettent une jeunesse de plus en plus désœuvrée. Écartés du marché de l'emploi qui n'offre pas les débouchés espérés, les jeunes de plusieurs villes ne trouvent parfois aucun espace d'épanouissement. Et pour cause, les centres culturels, artistiques et les installations sportives, quand il y en a, sont souvent inactifs ou mal entretenus.

LES CHANTIERS PRIORITAIRES DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME 100 VILLES 100 JOURS



Des paysages urbains contrastés qui manquent de perspectives

Si les problématiques prioritaires soulevées sont souvent les mêmes, d'une ville à l'autre, il n'en reste pas moins que de profondes disparités subsistent. En effet, si quelques communes semblent bien se développer, portées par des dynamiques économiques fortes, telles que le tourisme, l'industrie, les mines ou encore l'agroalimentaire, d'autres, plus nombreuses, sont touchées par la pauvreté, qui a pour conséquence d'atteindre le moral des populations et de les priver de perspectives positives. Ce sentiment d'impuissance, voire de fatalité, est sans doute le constant le plus préoccupant issu de ces consultations publiques. Ces citoyens ont perdu confiance et dressent un tableau sombre des acteurs locaux, sans concessions : "les élus ne tiennent pas leurs promesses, les hôpitaux pratiquent le favoritisme, les entreprises ne respectent pas le droit du travail, les enseignants sont désengagés, etc.". Plus que des moyens, ces habitants des villes moyennes appellent à une société plus juste et plus solidaire.

Toutefois, au-delà des difficultés quotidiennes partagées durant les rencontres, il est frappant de constater à quel point les participants posent toujours un regard bienveillant sur leur ville et leurs concitoyens. Fiers de leur histoire et de leur culture, les habitants des communes visitées croient en eux et en leur capacité à agir ensemble. Cette identité marocaine, qui les rassemble, est omniprésente et fonde le socle d'une solidarité saluée par tous.

Les participants expriment ainsi un fort attachement à leur région et un réel sentiment d'appartenance à leur patrie, qui leur donne la force de croire en un avenir meilleur. Derrière chaque problème, chaque angoisse et chaque déception se dresse un indéfectible espoir : celui d'un pays qui a toujours su répondre aux défis pour aller de l'avant.

Cet optimisme, qui a traversé toutes les étapes de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, entre en résonance avec les aspirations profondes du Rassemblement National des Indépendants. Ancrés localement et attentifs à faire avancer le Maroc, les Indépendants sont convaincus que l'avenir du Royaume doit se construire aussi avec l'énergie débordante de ces villes moyennes si souvent oubliées.

LISTE DES VILLES

Organisée selon l'ordre des étapes de la Caravane 100 Villes, 100 Jours

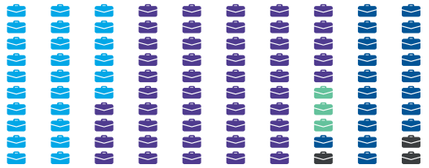
1	Demnate	26	Nador	51	Benguerir	76	Assa
2	Biougra	27	Guercif	52	Taounate	77	Rabat
3	Azilal	28	Jerada	53	Khemisset	78	Tan-Tan
4	Ouislane	29	M'Diq	54	Mechraa Bel Ksiri	79	Had Soualem
5	Kasba Tadla	30	Dcheira Al Jihadia	55	Kariat Ba Mohamed	80	Salé
6	Azemmour	31	Inezgane	56	El Hajeb	81	Casablanca
7	Safi	32	Tetouan	57	Sidi Yahya El Gharb	82	Bouknadel
8	Ksar El Kebir	33	Agadir	58	Sefrou	83	Ouled Berhil
9	Azrou	34	Taroudant	59	Marrakech	84	Temara
10	Bejaad	35	Assilah	60	Youssoufia	85	Kénitra
11	Taza	36	Taourirt	61	Essaouira	86	Ain Aouda
12	Khénifra	37	Ouled Teima	62	Ait Ourir	87	Skhirate
13	Al Hoceima	38	Missour	63	El Attaouia	88	Midelt
14	Khouribga	39	Midar	64	Chichaoua	89	Errachidia
15	Chefchaouen	40	Bouaarfa	65	Deroua	90	Tifelt
16	Beni Mellal	41	Fès	66	Meknès	91	Ouarzazate
17	Zaio	42	Souk Larbaa	67	El Jadida	92	Zagora
18	Oued Zem	43	Settat	68	Dar Bouazza	93	Tinghir
19	Tahla	44	Ouazzane	69	Mediouna	94	Erfoud
20	Berkane	45	Berrechid	70	Mohammedia	95	Laâyoune
21	Fkih Ben Saleh	46	Jorf El Melha	71	Ben Ahmed	96	Tanger
22	Larache	47	Sidi Kacem	72	Ben Slimane	97	Dakhla
23	Tiznit	48	El Kelaâ des Sraghna	73	Sidi Ifni	98	Boujdour
24	Oujda	49	Sidi Slimane	74	Sidi Bennour	99	Es-Semara
25	Bouskoura	50	Moulay Yacoub	75	Guelmim	100	Ait Melloul

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Équiper les hôpitaux et les dispensaires et proposer davantage de spécialités médicales ;
- Mettre à disposition plus d'ambulances et assurer leur gratuité ;
- Mettre en place un centre de néphrologie et d'hémodialyse, ainsi que des laboratoires d'analyses ;
- Aménager une zone industrielle et valoriser les produits locaux (huile d'olive, amandes, caroubiers, pommes, etc.) ;
- Faciliter les démarches administratives pour les investisseurs ;
- Développer le tourisme et valoriser l'héritage culturel de la région ;
- Elargir le périmètre du transport scolaire ;
- Construire davantage d'écoles et augmenter l'effectif des enseignants afin de faire face à l'encombrement des classes ;
- Créer des établissements provinciaux d'enseignement supérieur pour que les jeunes poursuivent leur parcours académique à proximité de leur ville ;
- Améliorer le système d'assainissement de la ville ;
- Aménager des espaces verts et animer la maison des jeunes de la ville.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



26% Actifs
49% Non actifs
3% Etudiants
20% Journaliers
2% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

75% Je suis d'accord

25% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 43%
45 ans et plus — 40%

NIVEAU D'ÉDUCATION

64% Scolarisé
36% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 65% La santé
- 46% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 43% L'éducation
- 42% La création d'emploi, combattre le chômage
- 15% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 1 - DEMNATE

Renforcer les effectifs en personnel soignant et dynamiser l'économie

L'initiative 100 Villes, 100 Jours a démarré à Demnate, dans le Haut Atlas, le 2 novembre 2019. A l'occasion de cette première étape, 300 habitants sont venus échanger avec les Indépendants, afin d'évoquer la commune et son avenir. Point de rencontre entre le dir et la montagne, Demnate est une ville millénaire, réputée pour son calme, sa végétation luxuriante, ses noix, ses sites archéologiques, ainsi que sa poterie. Les Demnatis estiment être reconnus pour leur tolérance, leur vivre-ensemble et pour leur résistance face à la colonisation. Ils sont attachés à leur région et fiers de son patrimoine, mais ils regrettent le manque de dynamisme, d'équipements et d'infrastructures.

Au premier rang des problèmes soulevés, la santé est source d'angoisse pour la population. Les participants expliquent que les rares hôpitaux et dispensaires sont très mal équipés et qu'il faut souvent se déplacer dans une autre localité pour se faire soigner. De plus, certaines spécialités médicales sont absentes de Demnate, qui manque cruellement de médecins. Par ailleurs, plusieurs personnes déplorent que la carte Ramed ne soit pas prise en considération, obligeant ses bénéficiaires à payer leurs consultations ou à y renoncer.

Sur le plan économique, les citoyens soulignent le manque de projets pour développer la ville. Le taux de chômage est élevé, notamment chez les jeunes diplômés, qui doivent souvent quitter la région pour travailler. Demnate est réputée pour ses productions agricoles, telles que les piments, les noix et les amandes ou l'huile d'olive, et les participants ne comprennent pas pourquoi cela n'engendre pas plus d'activités industrielles. Même remarque pour le tourisme, qui est mal exploité par la commune, alors qu'il existe un patrimoine historique et naturel à faire découvrir. La grotte d'Imnifri et les paysages alentour sont notamment cités comme des atouts indéniables.

Autre thématique longuement abordée par les habitants, l'éducation rencontre de nombreuses difficultés. Les écoles publiques sont dépassées par le grand nombre d'élèves et la faiblesse des moyens mis à la disposition des enseignants. Tous semblent livrés à eux-mêmes. Les enfants qui viennent de loin prennent des risques en l'absence de transport scolaire, ce qui les conduit souvent à abandonner les bancs de l'école.

Soufiane A. participant à l'étape de Demnate

Beaucoup de choses me désolent : pas d'espaces verts, trop de marchands ambulants qui bloquent la circulation et entachent l'image de la ville, une maison des jeunes quasiment inactive, l'encombrement dans les écoles, etc. Nous avons uniquement deux lycées et aucun des deux ne propose de filières techniques.

Malheureusement, les monuments historiques ne sont pas valorisés et on ne s'en sert pas pour attirer les touristes. Comme par exemple le palais Moulay Hicham qui est abandonné. Aucun effort de sauvegarde n'a été fait ! Et même s'il y a des sites naturels dans la région, on ne fait pas d'efforts pour les mettre en valeur. On pourrait pourtant créer des circuits touristiques pour faire connaître la région.

L'hôpital de proximité est avant tout un hôpital "d'éloignement" ! Parce que lorsqu'une femme y va pour accoucher, on l'envoie directement à Kelâa Sraghna. Les bâtiments sont là, mais je pense que c'est plutôt un manque de ressources humaines. Sans parler des ambulances, pour lesquelles on te demande d'abord de payer avant de te transporter.

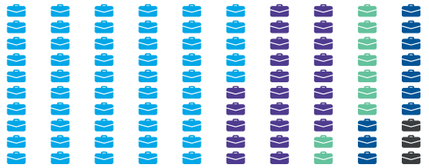
Nous n'avons pas de projets qui créent suffisamment d'emploi pour les jeunes, alors 80% voire 90% d'entre eux quittent la ville. Ils vont à Casa ou à Tanger. Ceux qui restent tentent de travailler dans l'agriculture ou le bâtiment en tant que journaliers, de manière informelle et sans aucune stabilité. Et puis, même si la région est connue pour l'huile d'olive et l'amande, l'agriculture a besoin d'une industrie agro-alimentaire. Alors, moi par exemple, j'ai étudié ici, mais là je travaille à Marrakech de manière saisonnière, parce que je sais que si je reste ici, je ne ferai rien de ma vie.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Recruter davantage de médecins et de cadres paramédicaux efficaces et compétents et assurer la disponibilité des médicaments, notamment pour les maladies chroniques ;
- Équiper l'hôpital provincial avec plus de matériel médical (scanner, radio), mettre en place un service de maternité et un service d'urgence et y améliorer l'accueil et l'accès ;
- Agrandir l'hôpital provincial, le doter de plus de spécialités et construire des dispensaires de proximité afin d'étoffer l'offre de soins ;
- Diversifier les domaines d'emploi sans se limiter au domaine agricole et créer un pôle industriel et de services ;
- Renforcer l'inspection du travail, notamment en ce qui concerne le nombre d'heures travaillées et le salaire minimum ;
- Accompagner et encadrer les jeunes demandeurs d'emploi pour leur permettre d'intégrer le marché du travail ;
- Revoir la fiscalité des secteurs commerciaux, artisanaux et tertiaires ;
- Aménager des terrains de proximité et des maisons des jeunes ;
- Encourager l'économie sociale et solidaire afin de lutter contre la pauvreté, la précarité et les disparités sociales ;
- Aménager des espaces verts et résoudre les problèmes liés à l'assainissement ;
- Revoir le cahier des charges du contrat de transport public ;
- Mettre en place plus de conteneurs à déchets dans les quartiers de la ville.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



55% Actifs
23% Non actifs
9% Etudiants
10% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

59% Je suis d'accord

41% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 27%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 34%

NIVEAU D'ÉDUCATION

81% Scolarisé

19% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

65% La santé

44% La création d'emploi, combattre le chômage

43% L'éducation

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

31% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 2 - BIOUGRA

Améliorer les infrastructures et mieux exploiter l'agriculture

Deuxième étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, Biougra a fait bon accueil aux Indépendants. Ce sont 400 citoyens qui sont venus débattre de la situation actuelle et des perspectives de la ville. Les sujets abordés furent nombreux, tant la commune connaît des difficultés, en dépit de son développement récent.

Très attachés à leur culture amazighe, les habitants sont soucieux de préserver leur patrimoine. Ils apprécient le calme et la sécurité des lieux, mais souhaiteraient une amélioration des infrastructures, notamment sanitaires.

Il y a beaucoup à faire dans le secteur de la santé. Le seul hôpital Mokhtar Soussi ne suffit pas pour une ville aussi grande. Son équipement est limité, le personnel médical est insuffisant et il ne compte aucun service de réanimation. Beaucoup d'habitants critiquent les soins qui y sont pratiqués et dénoncent la corruption, qui laisse de côté les plus démunis.

D'un point de vue économique, la situation préoccupe tout le monde. Malgré le développement de la ville, le taux de pauvreté reste élevé et les opportunités de travail sont peu nombreuses. Les participants évoquent le besoin d'une nouvelle zone industrielle et la nécessité de mieux exploiter le secteur agricole, dont ils sont fiers. Pour cela, il faudrait soutenir les initiatives locales, mais aussi offrir de meilleures conditions aux travailleurs qui viennent de loin : pour le moment, ils n'ont ni logements corrects, ni moyens de transport adaptés. En outre, plusieurs personnes regrettent que certaines entreprises respectent peu la législation du travail.

L'éducation est aussi citée parmi les problèmes de Biougra. Avec des classes de plus de cinquante élèves, les écoles publiques ne peuvent pas faire face à la situation et les écoles privées se multiplient. Les enseignants manquent de moyens et sont souvent critiqués par les parents, qui regrettent leur faible implication. Tous sont conscients que le niveau se dégrade et que des efforts sont nécessaires pour augmenter les capacités d'accueil des écoles.

Ayoub A. participant à l'étape de Biougra

La ville n'a pas une identité claire ! Pas de vision pour le futur non plus ! On ne sait pas si on veut juste continuer à attirer du monde pour travailler dans les domaines agricoles de la région ? Est ce qu'on veut diversifier l'activité économique ? Est ce qu'on veut un rayonnement culturel ? On n'a fait aucun effort pour construire l'image de la ville, alors quand on parle de Biougra ailleurs, personne ne sait où elle se trouve ! Biougra vient de "Bi Goura" qui veut dire "Celle qui a des portes" mais malheureusement, les deux portes principales de la ville ont été détruites. L'architecture de la ville ne raconte pas son histoire et ne respecte aucune esthétique.

En tant que chef-lieu de la province Chtouka Ait Baha, Biougra devrait disposer de tout ce qui caractérise une ville moderne, avec des avenues propres, des équipements, une activité culturelle et sportive de qualité, mais on n'a rien de tout ça ! Nous avons droit au strict minimum en termes de services. En d'autres termes, nous avons accès à l'eau, l'électricité et à un petit débit d'Internet.

D'un autre côté, nous avons des routes dégradées, des problèmes d'eaux usées et d'éclairage public, nous avons des structures culturelles qui ne correspondent pas à nos ambitions et un manque de terrains sportifs de proximité ! Nous n'avons pas non plus de crèches et nous déplorons le manque d'infrastructures au niveau du quartier industriel, du marché hebdomadaire même s'il connaît une grande affluence, et également dans quelques quartiers comme Souama ou Derb Gnaoua.

La majorité des personnes qui vivent ici travaillent dans les domaines agricoles avoisinants. Ces gens-là, il faut leur donner un minimum de considération et respecter leur dignité. Il leur faut d'abord un service de transport : on ne fait que les mettre dans des pick-ups. C'est humiliant ! Il leur faut aussi un habitat décent et des logements sociaux. On a eu un seul projet économique ici. Rien de plus. Et puis l'autre souci maintenant c'est qu'il faut passer par des intermédiaires pour travailler, et dans le noir ! Je me demande aussi pourquoi il n'y a aucune offre de formation en agronomie dans une région qui vit de l'agriculture ? Nous avons un centre de formation professionnelle qui propose trois ou quatre spécialités uniquement et aucune annexe universitaire dans cette ville, chef lieu de la province ! Sur le plan de la santé, nous avons des quartiers qui comptent plus de 10.000 habitants et qui n'ont pas de dispensaire. Résultat : tout le monde s'entasse à l'hôpital Mokhtar Soussi. Ce n'est pas viable !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager une zone industrielle ;
- Encourager le tourisme de montagne ;
- Soutenir les associations et les coopératives dans la commercialisation de leurs produits ;
- Mettre en place les conditions nécessaires pour assurer une stabilité du personnel de la santé dans la région ;
- Proposer plus de spécialités médicales à l'hôpital provincial et améliorer le service de maternité ;
- Allouer plus de moyens au secteur de la santé afin de mieux équiper l'hôpital et les centres de santé ;
- Garantir l'accès au soin pour les porteurs de la carte Ramed ;
- Proposer un service de transport scolaire ;
- Mettre à niveau les voiries et construire des routes goudronnées ;
- Construire de nouvelles écoles et des internats et les équiper avec le matériel nécessaire ;
- Garantir le droit aux bourses pour les étudiants démunis ;
- Améliorer le système d'assainissement de la ville.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

33% Actifs
34% Non actifs
9% Etudiants
17% Journaliers
7% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

64% Je suis d'accord

36% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 20%
25 à 44 ans — 43%
45 ans et plus — 37%

NIVEAU D'ÉDUCATION

67% Scolarisé
33% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

80% La santé
56% L'éducation
48% La création d'emploi, combattre le chômage
39% L'amélioration des standards et des conditions de vie
7% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 3 - AZILAL

Soutenir le développement touristique et rénover les services publics

Lors de sa troisième étape, la caravane des Indépendants s'est arrêtée à Azilal, au cœur du Haut Atlas, où l'attendaient 400 habitants. Tous apprécient la tranquillité de la commune et la beauté des paysages, qui attire de nombreux touristes. Azilal, littéralement le "plateau" en tamazight, est juchée à 1300 mètres d'altitude. Son climat sec et sain attire les randonneurs, qui viennent profiter de ses forêts et de ses pistes de montagne. La proximité des sites comme Ouzoud, Ait Bouguemez, Zaouiat Ahansal ou encore Bin El Ouidane constitue un atout très important pour le développement de la commune. Cependant, malgré les efforts fournis pour élever Azilal à son statut de chef-lieu, les habitants trouvent qu'elle se détériore et que les services publics ne sont pas à la hauteur.

La santé a été un sujet important lors de la rencontre et les habitants ont dénoncé l'incapacité de l'hôpital provincial à prendre en charge correctement les citoyens. Exemple, parmi tant d'autres, cités durant la rencontre : les femmes doivent parfois se déplacer pour accoucher à Beni Mellal, car l'hôpital manque d'équipements et de personnel. Une situation d'autant plus problématique que le nombre d'ambulances est limité. Plus généralement, les services médicaux sont surchargés et l'offre de soins à Azilal reste en deçà des attentes de la population. De plus, la carte Ramed ne garantit pas l'accès aux soins pour les plus démunis.

L'histoire d'une femme ayant perdu son jeune fils, atteint de leucémie, car elle ne pouvait faire le trajet jusqu'à l'hôpital de Beni Mellal ou de Marrakech a ainsi tristement illustré la problématique.

Le constat est tout aussi décevant dans le secteur éducatif, où le manque de moyens est flagrant. Les classes sont encombrées et les enseignants ne semblent pas en mesure d'accomplir leur mission éducative.

Enfin, l'ensemble des participants est très préoccupé par l'activité économique. Beaucoup de jeunes diplômés sont au chômage et aucun projet d'envergure ne laisse présager une amélioration de la situation. Certes, l'entraide joue un rôle important dans la vie locale, mais les habitants voudraient que la ville exploite davantage ses atouts touristiques notamment. En l'absence d'un réseau routier en bon état et d'initiatives ambitieuses, ils se montrent peu optimistes. De plus, certains citent les dysfonctionnements administratifs et le non-respect des droits du travail comme autant de freins au développement local.

Fatma L. participante à l'étape d'Azilal

Il n'y a pas de travail à Azilal ! Pour avoir un vrai job, il faut avoir des connaissances et celui qui n'en n'a pas, n'en trouve pas. Je travaille avec un salaire qui ne me suffit même pas pour payer le loyer et les factures d'eau et d'électricité. Avant, j'ai travaillé pour une entreprise qui ne m'a même pas payé. Et personne ne m'a aidé pour obtenir mon dû.

Beaucoup de gens vivent dans la précarité à Azilal. A l'hôpital, même si tu agonises, on peut te donner un rendez-vous dans quatre mois. Sérieusement, c'est quoi ça ? J'ai eu des douleurs intenses au foie, le médecin m'a dit de faire des analyses et un scanner puis revenir la même semaine. J'ai fait les analyses et pour le scanner, je me suis présentée en mars et ils m'ont donné rendez -vous pour juillet ! Lorsque ceux qui habitent en périphérie font appel à une ambulance, le chauffeur leur demande d'avancer les frais du gasoil avant de les emmener à l'hôpital. Parfois, on nous dit qu'ils ne peuvent pas faire certaines analyses à l'hôpital et qu'il faut aller ailleurs. Donc même avec la carte Ramed, on est obligé d'aller au privé et payer. Mais, on n'a pas de quoi payer !

Pour ce qui est de l'enseignement, il n'y a pas vraiment d'échange ou de communication avec les instituteurs. On ne sent pas qu'il y a un suivi. Alors qu'avant, les professeurs considéraient les élèves comme leurs enfants. Ici, après le Bac, il y a la formation professionnelle, mais ça reste moyen. Mon fils y suit une formation en mécanique, mais ils ont un professeur qui s'est absenté quasiment toute l'année. Ils ont terminé l'année scolaire au mois de novembre de l'année d'après. Comme ce n'était pas de leur faute, je pense qu'on s'est arrangé pour qu'ils réussissent. C'est dommage, parce qu'on peine à sortir les 700 dirhams par an qu'on paye.

On galère juste pour qu'on nous goudronne une route ! On n'a pas arrêté de réclamer, d'envoyer des courriers… rien ! On habite au beau milieu d'Azilal et pendant l'hiver, la boue nous arrive jusqu'aux genoux.

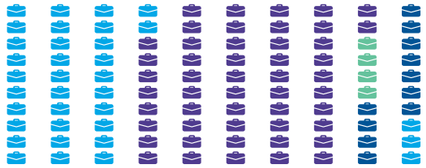
On implore Dieu pour qu'il y ait un jour quelqu'un pour nous défendre et répondre à quelques-unes de nos doléances…

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Diversifier l'offre de santé en proposant de nouvelles spécialités au sein de l'hôpital avec un service moderne de maternité et construire de nouveaux dispensaires de proximité, afin de limiter l'encombrement et d'améliorer l'offre médicale ;
- Réduire le nombre d'élèves dans les salles de classes en construisant de nouveaux établissements d'enseignement afin de suivre le rythme de l'évolution démographique de la ville et assurer un service de transport pour les élèves qui vivent loin des établissements scolaires ;
- Créer une annexe universitaire et des instituts supérieurs afin de rapprocher l'offre d'études supérieurs des étudiants de la ville ;
- Aménager une zone industrielle et développer une stratégie économique pour la ville en s'ouvrant aux métiers de l'industrie et aux zones franches ("offshore") ;
- Trouver une solution aux marchands ambulants en créant des centres commerciaux de proximité ;
- Créer des espaces pour les retraités ;
- Construire des terrains de proximité et des centres culturels et artistiques ;
- Etendre et renforcer l'éclairage public dans tous les quartiers de la ville ;
- Améliorer l'état des routes dans la ville et la route reliant Ouislane à Meknès.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



32% Actifs
50% Non actifs
4% Etudiants
11% Journaliers
3% Retraités

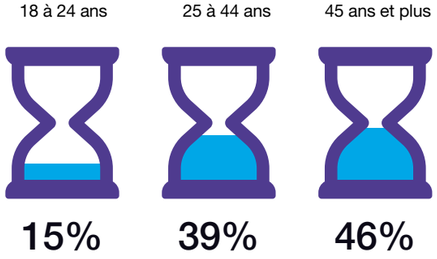
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 15%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 46%

NIVEAU D'ÉDUCATION

69% Scolarisé

31% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

72% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

43% L'amélioration des standards et des conditions de vie

42% L'éducation

22% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 4 - OUISLANE

Rénover la ville et créer des centres médicaux

Marquée par la présence d'un millier de personnes, la réunion publique de Ouislane a constitué un évènement majeur de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Ainsi, les nombreux participants ont longuement débattu des atouts et des faiblesses de leur ville, que tous voudraient voir plus active.

Grâce à son emplacement en bord de fleuve, Ouislane est proche de terres agricoles fertiles qui lui offrent un fort potentiel économique. De plus, elle possède un patrimoine historique important, susceptible d'être mis en valeur pour des fins touristiques. Mais ces avantages ne sont pas exploités car, selon les habitants, les infrastructures sont défaillantes : routes mal entretenues, manque de transports en commun, éclairage insuffisant, etc.

La ville attire en effet peu d'investisseurs et le taux de chômage dépasse les %20. Les participants expliquent que le coût de la vie est relativement élevé et que l'activité économique est au ralenti depuis longtemps. De plus, les jeunes ne trouvent pas d'opportunités et, faute d'offre de formation professionnelle, sont tentés de partir. Beaucoup ne peuvent pas étudier, et certains abandonnent l'école très tôt, car les établissements scolaires n'ont pas la capacité d'accueillir tous les élèves dans de bonnes conditions.

Enfin, la santé représente l'autre grand point noir de Ouislane. Les centres médicaux sont trop peu nombreux et l'hôpital manque de personnel pour fonctionner convenablement. En l'absence de plusieurs spécialités, les habitants sont souvent obligés d'aller à Meknès, alors même que le trajet peut s'avérer risqué. Par ailleurs, plusieurs critiques sont formulées à l'encontre des services médicaux, considérés comme peu professionnels et ne respectant pas les bénéficiaires du Ramed.

Jawad A. participant à l'étape de Ouislane

La ville de Ouislane dispose de ressources financières importantes mais la population n'en bénéficie pas. Nous déplorons les problèmes d'éclairage public et des routes dégradées. Les jardins publics sont inexistants. Et puis pourquoi nous n'avons pas d'annexe universitaire qui permettrait d'éviter aux étudiants de parcourir chaque matin 15 km pour aller étudier ? Pourquoi nous n'avons pas plus de spécialités au niveau du centre de formation professionnelle ? Non seulement la population de Ouislane en bénéficiera mais également celles de Sbaâ Ayoun, Lamhaya, Taoujtat et Bouderbala. Pourquoi toutes ces populations doivent-elles aller jusqu'à Meknès? Pareil pour la santé. Il n'y a ni hôpital digne de ce nom ni maternité et les populations de toutes les zones que j'ai citées doivent encore une fois aller à Meknès. C'est fastidieux, coûteux et surtout dangereux. Des vies humaines sont perdues sur le trajet qui nous sépare de Meknès !

De plus, il n'y a pas un jour qui passe sans qu'il n'y ait un accident de la circulation sur la route qui lie Ouislane et Meknès. Les virages sont dangereux et les automobilistes ne respectent pas la limitation de vitesse. Pour y remédier, pourquoi on ne construit pas un pont comme celui entre Salé et Rabat ?

Je me demande aussi pourquoi on n'a pas une école où chacun paierait en fonction de sa situation matérielle, au lieu d'avoir un système à deux vitesses. Maintenant il y a une disparité énorme entre les différentes classes sociales pour un service qui doit être proposé à tous les citoyens et avec la même qualité.

Je constate qu'il n'y a pas suffisamment d'efforts déployés pour moderniser Ouislane et en faire une vraie ville à l'image des autres. Plusieurs infrastructures manquent à notre cité et nous nous trouvons souvent obligés d'aller jusqu'à Hamria à Meknès.

Les jeunes n'ont pas de travail. Ils sont désoeuvrés ! Pour être tout à fait franc, je dirai que la société civile ne joue pas son rôle non plus. On ne peut pas tout mettre sur le dos des autorités. Nous sommes dans le même bateau, ça veut dire que les citoyens aussi doivent assumer leurs responsabilités. Malheureusement, même les intellectuels ne jouent pas leur rôle en termes d'encadrement et de propositions d'idées pour améliorer la gestion des affaires publiques.

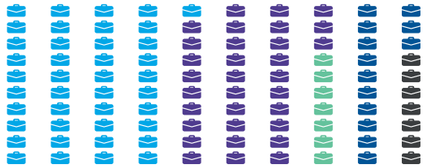
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Proposer de nouvelles filières de formation professionnelle ;**
- **Construire des terrains de proximité et des maisons de jeunesse ;**
- **Fournir les médicaments gratuitement aux plus démunis ;**
- **Aménager une zone industrielle afin d'attirer des investisseurs potentiels ;**
- **Soutenir les jeunes dans leurs projets d'entrepreneuriat ;**
- **Équiper les hôpitaux et les dispensaires avec le matériel et les ressources humaines nécessaires ;**
- **Construire davantage d'écoles et de salles de classes afin de réduire le nombre d'élèves et de séparer les différents niveaux scolaires ;**
- **Mettre à disposition plus d'ambulances.**

JOUR 5 - KASBA TADLA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



41% Actifs
32% Non actifs
7% Etudiants
13% Journaliers
7% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

75% Je suis d'accord

25% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 37%
45 ans et plus — 51%

NIVEAU D'ÉDUCATION

76% Scolarisé
24% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 79% La santé
- 51% L'éducation
- 48% La création d'emploi, combattre le chômage
- 44% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 21% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 5 - KASBA TADLA

Retrouver les raisons d'espérer un avenir meilleur

Organisé lors de la 5e étape, l'échange avec les 400 habitants de Kasba Tadla fut un moment intense de la caravane des Indépendants. Marqués par les difficultés socio-économiques et la faiblesse des infrastructures, les participants ont partagé les défis de leur quotidien.

Ceux qui ont fréquenté les services médicaux sont unanimes : la situation est déplorable. Le plus souvent, l'hôpital Moulay Ismaïl redirige les patients vers Beni Mellal pour se faire soigner, y compris pour les cas graves et malgré le manque d'ambulances. A Kasba Tadla, les soins restent sommaires, car il y a peu d'équipements et de médecins. De plus, la mauvaise gestion administrative est largement décriée par les participants et les personnes les moins favorisées se plaignent d'un favoritisme ambiant. Les citoyens se sentent isolés et dénoncent ces agissements qui les incitent à vouloir quitter la ville.

Ce sentiment d'abandon est également perceptible sur le plan économique. Les habitants déclarent que rien n'est fait pour soutenir leur commune, car le taux de chômage élevé et le manque d'entreprises ne laissent que peu d'espoir aux jeunes, qui tombent parfois dans la délinquance.

Pourtant, Kasba Tadla possède un fort potentiel agricole, avec les céréales, les grenadines ou encore les agrumes. Les participants appellent à la création d'une zone industrielle, porteuse d'un cadre incitatif pour les entreprises et les investisseurs. De même, le secteur touristique pourrait offrir plusieurs opportunités, grâce notamment à la Kasbah Ismaïliya et au fleuve d'Oum Er Rbia, susceptibles d'attirer les visiteurs. Pour y parvenir, il faudrait aussi améliorer les routes, qui deviennent impraticables dès qu'il pleut.

Pour aider la jeunesse et l'inciter à rester dans la ville, plusieurs personnes soulignent le besoin de formations dans les domaines de l'agriculture. Plus généralement, c'est tout le secteur de l'éducation qui est à améliorer : les écoles, collèges et lycées sont peu nombreux et sous-équipés, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement. Là encore, les familles les plus pauvres ne reçoivent pas d'aide et leurs enfants sont souvent déscolarisés.

Abdelwahed T. participant à l'étape de Kasba Tadla

Quand on veut parler de Tadla, on évoque souvent la bonté, la générosité, la sécurité et la propreté… mais dès qu'on passe à l'économie, il n'y a plus rien à dire. Voilà, ça donne grosso modo une idée globale sur la ville. Nous avions l'une des meilleures usines de laine et elle a fermé. D'autres investisseurs ont tenté de relancer l'activité, mais ils ont rencontré des obstacles, dont on ignore l'origine. Alors, ils ont repris leur argent et ils sont partis.

En toute franchise, il y a eu des efforts en termes d'infrastructures. Il y a aussi des actions associatives honorables et quelques maisons de jeunesse et centres culturels qui font un bon travail. Mais des opportunités d'emplois, il n'y en a pas ! A part les institutions étatiques et les communes, il n'y a pas d'autres secteurs qui embauchent les jeunes de la ville. Plusieurs amis, qui ont des compétences, des ingénieurs, des médecins etc… ont quitté Tadla. Certains vers d'autres villes et d'autres ont quitté le pays.

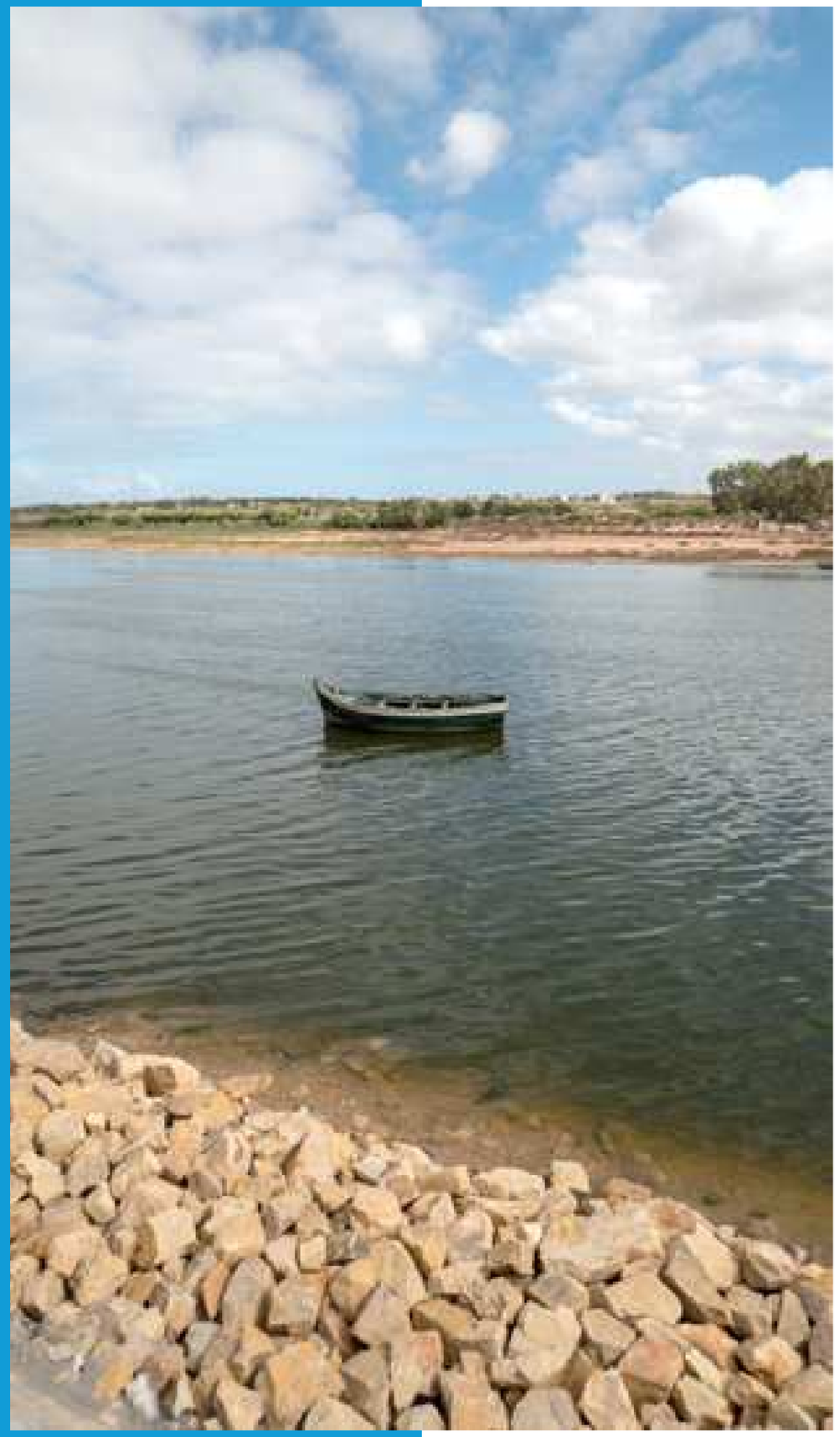
Si vous rentrez à l'hôpital Moulay Ismaïl, vous aurez du mal à trouver la sortie, tellement il est immense. Mais en termes d'équipements et de médecins, il n'y a pas grand chose ! Tout ce qu'on daigne nous dire, c'est : voilà une signature et une ambulance ; allez à Beni Mellal. Pour tout ce qui nécessite un scanner ou une intervention chirurgicale, il faut aller jusqu'à Beni Mellal. Et là, je vous parle d'un hôpital qui couvre la région de Tadla, Zaouiat Cheikh, Ksiba, Tagzirt, El Kamoun, Mejjat, Ait Ali. Et regardez comment il est abandonné...

Le fleuve d'Oum Er Rbia est à côté, mais malheureusement, il n'y a pas d'infrastructures pour créer une dynamique touristique. On a eu droit à des promesses dans ce sens, mais ça n'a jamais vu le jour. Au contraire, cet endroit qui représente notre seul défouloir ne cesse d'être massacré par les eaux usées qui y sont déversées. On ne peut plus y aller pour pêcher ou se détendre !

La Kasbah Ismaïliya est une ville antique avec une grande histoire et j'espère qu'elle aura la considération qu'elle mérite. Je suis originaire de Tadla et je compte finir mes études et rester à Tadla, alors naturellement j'ai un amour pour ma ville et je me demande toujours pourquoi d'autres villes se développent et pas Tadla.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

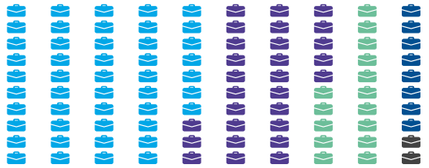
- Résoudre le problème de déversement des eaux usées dans l'Oum Er Rbia qui nuit à l'environnement ;
- Aménager un port de pêche disposant de l'équipement adéquat, de chambres froides et d'un marché ;
- Étoffer l'offre de soins de l'hôpital local, en mettant en place davantage d'unités spécialisées disposant d'équipements et de personnel (médecins, infirmiers et techniciens), notamment en ce qui concerne la psychiatrie, l'oncologie et créer un centre de dialyse ;
- Construire davantage de dispensaires de proximité et mettre en place des services de maternité dans les quartiers périphériques ;
- Étendre la couverture médicale des détendeurs de la carte Ramed ;
- Prévoir une formation continue au profit du corps médical dans les hôpitaux et les dispensaires afin d'améliorer leurs compétences techniques et leur capacité à répondre aux attentes des citoyens ;
- Généraliser l'enseignement public et l'octroi de bourses pour les étudiants démunis. Construire des nouvelles écoles et rénover les salles de classes ;
- Subventionner les coopératives agricoles et artisanales et valoriser les produits du terroir et l'artisanat local (broderie de style zemmouri et tissage de la laine) ;
- Mettre en place une piscine municipale, une salle de sport couverte et des terrains de proximité et en assurer la gratuité. Ouvrir davantage de maisons des jeunes pour encourager les talents locaux ;
- Soutenir les programmes de lutte contre l'analphabétisme et créer des opportunités de travail pour les personnes en situation de handicap ;
- Structurer le secteur du transport public et lutter contre l'informel ;
- Aménager des lieux de divertissement et des espaces verts.



JOUR 6 - AZEMMOUR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



47% Actifs
28% Non actifs
15% Etudiants
8% Journaliers
2% Retraités

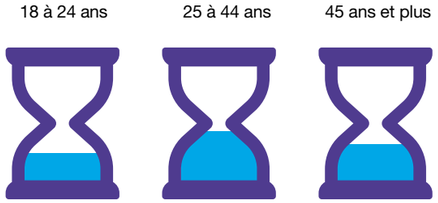
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

84% Je suis d'accord

16% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 24%
25 à 44 ans — 44%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

90% Scolarisé

10% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

68% La santé

49% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

38% L'éducation

38% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 6 - AZEMMOUR

Exploiter enfin les atouts de la ville et développer le secteur médical

Fin novembre 2019, les habitants d'Azemmour avaient rendez-vous avec les Indépendants, à l'occasion de la sixième étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Ce sont ainsi 400 participants qui ont pris part à cette rencontre, pour souligner notamment le potentiel économique, patrimonial et touristique inexploité de leur commune. D'après eux, cette ville, chargée d'histoire et située à proximité de plusieurs lieux touristiques, est délaissée et souffre d'une image dégradée.

Pour commencer, les citoyens déplorent l'état du secteur de la santé, que le nouvel hôpital n'a pas amélioré. Les équipements et le personnel sont très insuffisants et certains avancent de faibles niveaux de densité médicale et paramedicale dans la ville d'Azemmour et dans toute la province. De plus, la gestion est très critiquée, avec des allégations nombreuses de mauvaise gestion et la dénonciation de faits de négligence des personnes détenant une carte Ramed. Il faut donc souvent aller se faire soigner ailleurs, mais les ambulances sont rares elles aussi.

Le sentiment de négligence est également fort au niveau économique. En dépit d'atouts touristiques et patrimoniaux indiscutables, avec sa magnifique médina ou le site d'Oued Oum Er Rbia, Azemmour ne bénéficie pas de dynamique d'activité suffisante. Pire encore, des édifices historiques, tels que la citadelle portugaise, la Capitainerie ou les Borjs, ne sont pas entretenus correctement.

Par ailleurs, la commune ne dispose pas de zone industrielle, ce qui ne facilite pas l'installation des entreprises et la création d'emplois. Le chômage reste donc élevé. Pourtant, comme l'expliquent des participants, les projets autour du tourisme ou de l'artisanat ne manquent pas : développer la broderie zemmourie et le tissage de la laine, améliorer l'offre balnéaire, promouvoir la destination, etc. Mais personne ne semble capable de les mettre en œuvre.

Dernier point soulevé par les citoyens : les lacunes du secteur de l'éducation. D'après eux, les établissements publics sont mal équipés et mal gérés, avec des classes surchargées, provoquant l'essor du privé. Par ailleurs, l'absence d'offre universitaire locale pousse les jeunes à quitter la ville après le lycée.

Mourad G. participant à l'étape d'Azemmour

Nous n'avons pas d'infrastructures publiques à la hauteur, comme les espaces verts, les parcs pour enfants ou encore les terrains de proximité. Nous avions un jardin où nous sortions souvent sur l'avenue Mohammed V, mais il a été rasé. Les terrains de proximité ont subi le même sort, le dernier en date est celui qui est en face de l'hôpital vers le quartier Oum Er Rbia. Et quand ils aménagent un coin, ça coûte énormément sans que le résultat ne soit satisfaisant.

La ville connaît aussi un gros problème depuis que les eaux usées commencent à être déversées du côté de l'Oued Oum Er Rbia. Une catastrophe environnementale ! Dernièrement on a trouvé un tas de poissons morts. Ça fait mal au cœur.

Les opportunités de travail sont rares ici. Beaucoup essaient d'en trouver dans le quartier industriel d'El Jadida alors qu'il n'arrive même pas à absorber la demande des locaux. Il faut également trouver des terrains alternatifs pour les marchés hebdomadaires."Souk Tlat" était très actif mais ils l'ont déplacé une fois qu'ils ont vendu le terrain pour en faire un projet immobilier. Et le terrain proposé pose également des problèmes et les marchands ont été obligés de l'évacuer. Pareil pour "Souk Laghzal".

En ce qui concerne le secteur de la santé, nous avons bien un hôpital mais nous n'avons toujours pas de santé. L'hôpital est encore neuf mais il manque d'équipements. Et le sens du service est inexistant. Sur les murs on voit des pancartes de lutte contre la corruption mais il n'y a personne pour lutter. Même une femme sur le point d'accoucher est parfois contrainte de négocier combien elle doit payer pour être prise en charge. Évidemment il ne faut pas généraliser.

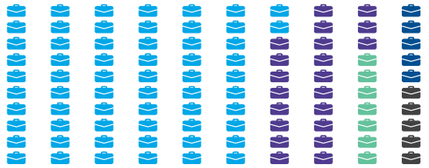
Le tourisme se portait déjà mal, mais là c'est encore pire. Je ne comprends pas pourquoi on fait des travaux dans la ville pendant l'été. On creuse partout alors les gens préfèrent passer leurs vacances ailleurs. Et puis nous n'avons ni animation culturelle, ni manifestation sportive, ni rien. Azemmour est parmi les plus anciennes villes du Maroc, avec une histoire et un patrimoine qui ne sont malheureusement pas exploités.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Créer de nouvelles spécialités au sein de l'hôpital provincial et l'équiper avec le matériel nécessaire, y allouer plus de ressources humaines qualifiées et réduire la pression qu'il subit en créant plus de dispensaires ;**
- **Aménager une zone industrielle et accorder plus d'importance au secteur de l'industrie ;**
- **Réactiver l'ANAPEC afin d'accompagner et de soutenir les jeunes ;**
- **Équiper, entretenir et restaurer les écoles, en créer de nouvelles et enseigner les langues étrangères à partir du préscolaire ;**
- **Créer des écoles préscolaires publiques ;**
- **Mettre en place des moyens de transport pour les étudiants et généraliser l'octroi des bourses universitaires ;**
- **Aménager des terrains de proximité ainsi que des maisons de jeunes ;**
- **Mettre en place des stations de traitement des eaux usées et améliorer l'infrastructure de la ville.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



62% Actifs
21% Non actifs
7% Etudiants
5% Journaliers
5% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

80% Je suis d'accord

20% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 14%
25 à 44 ans — 52%
45 ans et plus — 34%

NIVEAU D'ÉDUCATION

96% Scolarisé

4% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79% La santé

52% L'éducation

47% La création d'emploi, combattre le chômage

39% L'amélioration des standards et des conditions de vie

23% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 7 - SAFI

Exploiter le potentiel de la ville et redorer son blason

En rencontrant 400 citoyens de Safi, les Indépendants ont pris toute la mesure de cette ville d'exception aux nombreux potentiels. Les participants rappellent ainsi que la cité était un haut lieu du commerce des Phéniciens et des Carthaginois, et que son histoire devrait être davantage valorisée.

Hélas, le patrimoine de la commune semble à l'abandon et son monument le plus célèbre, la forteresse Ksar El Bahr, menace de s'effondrer par manque d'entretien. Cette dégradation est d'autant plus dommageable que Safi pourrait développer un réel potentiel touristique. Il en va de même pour la poterie, qui fait pourtant la fierté des Safiotes : le savoir-faire ancestral se perd et la célèbre colline des potiers tombe en ruine.

D'après les citoyens présents, la ville est agréable mais souffre d'un déséquilibre entre le nord et le sud. Les deux parties ne se développent pas à la même vitesse et cela nuit à sa cohésion. Selon eux, cette problématique doit être prise en compte pour favoriser son essor, car depuis plusieurs années l'activité économique tourne au ralenti.

Autrefois considérée comme le principal port de pêche du Royaume, avec la sardine en produit phare, Safi est à la recherche d'un second souffle. L'industrie des phosphates et le très fort potentiel agricole de la région constituent des atouts importants que les participants voudraient voir mieux exploités. Il s'agirait ainsi de diminuer le taux de chômage en favorisant un recrutement local. Ils souhaitent pour cela encourager l'installation de nouvelles usines, en proposant par exemple une véritable zone industrielle, qui fait cruellement défaut jusqu'à présent.

Par ailleurs, des efforts sont aussi attendus au niveau de la santé. Ce domaine préoccupe particulièrement les participants, qui déplorent le manque d'équipements médicaux. Il est notamment indiqué que l'hôpital ne dispose pas d'un service d'urgences performant, ce qui nuit à son efficacité. De plus, il apparaît que les personnes handicapées et les bénéficiaires du Ramed ne peuvent pas obtenir de soins gratuits.

Enfin, les constats sont également préoccupants pour l'éducation : les écoles se sont fortement dégradées depuis de nombreuses années et le niveau de l'enseignement n'est pas du tout satisfaisant selon les familles.

Rabia K. participante à l'étape de Safi

Je travaille dans le milieu associatif. Nous aidons les enfants abandonnés, nous accompagnons et orientons les adolescents et nous apportons un soutien aux publics souffrant d'addictions de toutes sortes. Je suis dans ce milieu depuis quelques années et je constate avec beaucoup d'amertume le manque d'espaces dédiés au soutien des jeunes et des enfants. Nous avons le statut d'association, nous avons des gens qui veulent travailler et donner de leur temps et de leur énergie mais nous n'avons pas de local pour assurer un service d'écoute des jeunes. Nous avons frappé à plusieurs portes, mais nous n'avons rien obtenu encore. J'espère que l'Etat se décidera à dédier une partie de son foncier à des activités d'accompagnement de la jeunesse.

Nous avons aussi un problème de manque de médecins et de spécialités. Nous n'avons pas de centre oncologique et il arrive souvent qu'on ne trouve pas de médecin disponible au service d'urgences ! Dans plusieurs cas, nous sommes contraints de nous déplacer à Marrakech pour nous faire soigner.

Et puis, vous avez vu la corniche qu'ils viennent d'inaugurer en début d'année ? Des milliards dépensés pour nous mettre cette espèce de pierres rougeâtres au sol ! Les citoyens n'ont pas cessé de manifester pour exprimer leur colère et leurs suspicions.

Safi souffre également de l'exode rural et de la pollution qui émane de quelques industries. Et je veux également souligner que nous ne profitons pas suffisamment du poisson.

Je pense que tous ces problèmes peuvent être résolus, à condition que les gens soient beaucoup plus conscients. Les gens doivent se mettre en tête que lorsqu'ils ne votent pas, ils laissent d'autres décider à leur place !

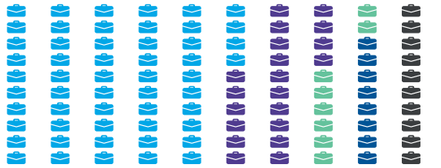
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Équiper l'hôpital provincial et le nouveau centre de santé en matériel médical et fournir les médicaments pour le traitement des maladies chroniques ;
- Créer un service de maternité efficace et performant ;
- Changer le système de garde de pharmacie (une seule pharmacie de garde n'est pas suffisante pour toute la ville) ;
- Activer la carte Ramed, élargir le champ de son utilisation et assurer la gratuité des soins pour les plus démunis ;
- Former des comités de suivi de l'hôpital provincial pour y améliorer les services d'accueil et renforcer la surveillance et installer des caméras de surveillance ;
- Appliquer le code du travail, notamment le respect du nombre d'heures de travail ;
- Construire de nouvelles classes et de nouvelles écoles et mettre en place des moyens de transport suffisants pour les élèves ;
- Aménager des terrains de proximité gazonnés et des maisons des jeunes ;
- Mettre fin à l'enclavement entre les quartiers de Rhamna et Al Ouamra.

JOUR 8 - KSER EL KEBIR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



54% Actifs
20% Non actifs
8% Etudiants
8% Journaliers
10% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

51% Je suis d'accord

49% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 15%
25 à 44 ans — 38%
45 ans et plus — 47%

NIVEAU D'ÉDUCATION

92% Scolarisé

8% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

83% La santé

50% L'éducation

46% La création d'emploi, combattre le chômage

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

24% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 8 - KSER EL KEBIR

Améliorer le niveau de vie des habitants

La Caravane des Indépendants a traversé Oued Loukkos pour s'arrêter à Kser El Kebir, ville millénaire fondée par les Phéniciens et témoin de la dernière croisade entreprise par les Portugais en vue de conquérir le Maroc. Plus de 400 ans après la Bataille des Trois Rois, c'est une tout autre bataille que les habitants mènent quotidiennement face à la précarité et au chômage.

Dès les premiers instants de la rencontre, les 370 participants placent la santé en tête de leurs préoccupations : très longs délais pour les interventions chirurgicales, insuffisance de personnel et d'équipements médicaux – notamment de scanners, clientélisme et manque de considération pour les bénéficiaires du Ramed. Malgré l'ouverture du nouvel hôpital, les conditions ne s'améliorent pas et de nombreux patients doivent voyager jusqu'à Larache pour se faire soigner.

Du point de vue économique, la situation est difficile et le taux de chômage avoisine les %20. La ville souffre d'un manque d'investissement de la part des entreprises, qui ne créent que peu d'emplois. Les jeunes sont particulièrement touchés et beaucoup envisagent une émigration clandestine. De plus, le tourisme n'est pas encore développé, alors qu'un plan de développement touristique de la ville a été présenté en 2016 afin de l'intégrer au circuit du cap nord.

Les actifs occupés sont à peine mieux lotis : les salaires sont bas et beaucoup n'ont ni protection sociale, ni couverture médicale, ni retraite. Capitale agricole de la région, Kser El Kebir rassemble essentiellement des agriculteurs, pour qui les revendications sont claires : être mieux soutenus pour développer leur activité et bénéficier de leurs droits sociaux.

Enfin, l'éducation est citée comme un autre point noir de la ville. En raison du manque d'établissements scolaires, les classes sont surchargées et dépassent parfois les 50 élèves. L'absence de transport décourage les familles les plus éloignées et le taux d'abandon est très élevé.

Plus généralement, ce sont les infrastructures de Kser El Kebir qui semblent défaillantes, en cela compris le manque d'éclairage public dans certaines zones de la ville.

Abdelouahed L. participant à l'étape de Kser El Kebir

Nous vivons dans une ville conservatrice, avec une histoire et des citoyens qui partagent des relations de bonté et de sérénité. Les soucis que nous avons viennent du manque de civisme et de conscience. En même temps, comment voulons-nous que l'école remplisse ce rôle d'éducation avec l'encombrement dont elle souffre ? Il est impossible pour un instituteur d'assurer le suivi personnalisé de 50 élèves et d'aider chacun en fonction de ses besoins. C'est pour ça que des fois, on trouve un élève de l'école primaire qui ne sait même pas lire. Ça veut dire qu'il est scolarisé et analphabète. C'est du grand gâchis. De nos jours, tout le monde a besoin de faire des heures supplémentaires. Le monde entier évolue alors que chez nous, notre système d'éducation des années quatre-vingt était meilleur que celui que nous avons en 2020 !

Un nouvel hôpital a été construit à Ksar El Kebir, mais avec des cadres et des moyens insuffisants. Résultat, on n'a pas senti un vrai changement par rapport à la situation d'avant. En plus de ça, il n'y a pas d'opportunités de travail. On a juste un peu d'agriculture ici. Mais celui qui a une licence en droit ou en économie, va-t-il accepter de travailler dans l'agriculture ? Ça me semble difficile !

Et quand les jeunes réalisent qu'ils n'ont pas de chance d'avoir un boulot, ils se tournent vers la mer. Pour eux, le seul moyen d'assurer leur avenir reste l'émigration clandestine. Il est donc nécessaire de multiplier les actions de sensibilisation et c'est là le rôle des partis politiques et des associations. Car en plus de la gestion des institutions publiques, le rôle des partis est également d'encadrer et de sensibiliser les citoyens de manière permanente.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Mettre en place un centre d'hémodialyse ;**
- **Construire des dispensaires dans les nouveaux quartiers afin de réduire la pression sur l'hôpital tout en fournissant les équipements et les médicaments nécessaires ;**
- **Restaurer et rouvrir le sanatorium de Bensmim ;**
- **Construire de nouvelles écoles afin de réduire l'encombrement dans les salles de classes ;**
- **Généraliser le service de transport scolaire au profit des élèves qui vivent loin des établissements scolaires ;**
- **Trouver des solutions à la problématique du chauffage lors de la saison hivernale (subvention du chauffage solaire ou au gaz) ;**
- **Définir une stratégie de développement pour le secteur touristique et valoriser l'héritage culturel de la ville ;**
- **Construire des centres d'accueil, améliorer les services sociaux et les accessibilités aux administrations au profit des personnes en situation de handicap ;**
- **Encourager l'investissement public dans la ville en s'ouvrant à de nouveaux secteurs économiques ;**
- **Aménager des terrains de proximité et des centres culturels.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

22% Actifs
37% Non actifs
6% Etudiants
34% Journaliers
1% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

77% Je suis d'accord

23% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 56%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

79% Scolarisé
21% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

80% La santé
55% L'amélioration des standards et des conditions de vie
46% La création d'emploi, combattre le chômage
42% L'éducation
10% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 9 – AZROU

Aider les habitants à se chauffer, dynamiser le tourisme et améliorer l'accès à la santé

Arrivée à Azrou qui signifie rocher en berbère, fin novembre 2019, la caravane des Indépendants n'a pas été confrontée au grand froid, mais elle en a beaucoup entendu parler. Les 180 habitants présents à la réunion ont en effet insisté sur cette problématique qui n'est pas simple à gérer : les établissements publics sont mal équipés et les plus démunis ont besoin d'aide pour se chauffer convenablement, chez eux.

Au-delà de ces difficultés, la ville est présentée comme agréable, au sein d'un environnement naturel réputé pour la richesse de sa faune, avec notamment les macaques de Barbarie, mais aussi de sa flore : la ville est bordée de montagnes plantées de chênes verts et surtout de fameuses cédraies pluri-centenaires, de pommiers et de cerisiers. Les citoyens apprécient son ambiance conviviale, son histoire et sa forte identité amazighe. Selon eux, tous ces atouts attirent les touristes et la commune devrait mieux en tirer parti.

Ainsi, cela permettrait de développer une activité économique plus dynamique. Le taux de chômage est très élevé et les opportunités de travail, principalement liées à l'agriculture, sont rares, surtout en hiver. Pour les participants, il est urgent d'attirer des entreprises pour créer une dynamique locale.

L'autre grande priorité d'Azrou concerne la santé. L'hôpital du 20 août est encore insuffisant pour prendre en charge l'ensemble des spécialités médicales et de nombreux médicaments font défaut. Dans ces conditions, il est difficile de se faire soigner et le manque d'ambulances rend tout déplacement périlleux. Les habitants regrettent l'époque où, à quelques kilomètres, le sanatorium de Bensmim, aujourd'hui à l'abandon, faisait la fierté de la région !

Enfin, les écoles de la ville rencontrent également beaucoup de problèmes : elles sont souvent très peu équipées et les enseignants ont bien du mal à appliquer leur programme.

Hicham B. participant à l'étape d'Azrou

Ici, au lieu d'économiser pour acheter du blé ou de l'huile, on pense d'abord à laisser de l'argent pour avoir de quoi nous chauffer. Le boisement qui est devenu plus rare qu'avant et les variations climatiques font qu'on ramène le bois des autres régions et c'est donc plus cher. Quand on fait brûler un morceau de bois, cela revient à faire brûler 5 dirhams. Toute la ville souffre de l'hiver rude de la région et nous n'avons pas de subvention dans ce sens, malgré nos doléances.

L'hôpital 20 Août a été rénové et différentes spécialités y sont proposées, mais il manque toujours de médecins. La dernière fois, il a fallu attendre un an pour remplacer un ophtalmologue. Et puis, il y a le problème du scanner, qui est souvent en panne. En tant que membre de l'association provinciale des personnes en situation de handicap, je veux souligner qu'on souffre de la qualité d'accueil et de l'accessibilité dans les hôpitaux. De manière générale, il y a un manque de considération et le travail associatif reste indispensable pour qu'on puisse obtenir nous-mêmes nos droits. On demande aussi l'égalité des chances en matière d'embauche, que ce soit dans les administrations publiques ou locales. Le chômage est important à Azrou mais la situation est encore plus compliquée pour les personnes en situation de handicap. Ici, à part l'agriculture et les cafés, il n'y a pas grand chose. Nous avons des richesses naturelles mais nous n'en profitons pas assez et l'immobilier gagne du terrain au détriment de la nature. Nous ne misons malheureusement pas suffisamment sur le tourisme et par conséquent nous n'avons pas l'infrastructure qu'il faut pour attirer les touristes. Autre point à souligner : il y a un manque flagrant de communication avec le citoyen. On voudrait bien être au courant des projets avant leur réalisation pour donner notre avis. Pourquoi pas ?

Pour terminer, il faut avouer qu'il y a de belles choses ici, à commencer par les habitants d'Azrou, des gens modestes qui s'entraident. Pour moi, c'est une miniature du Maroc, il y a les Amazighs , les Rifains, les Soussis, les Arabes, les Sahraouis, qui cohabitent tous en harmonie.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Aménager une zone industrielle et faciliter les démarches administratives pour les investisseurs ;**
- **Construire des écoles et les équiper en matériel nécessaire afin de faire face à l'encombrement des classes ;**
- **Garantir un service de transport scolaire ;**
- **Mettre en place une annexe universitaire et diversifier l'offre de formation supérieure afin de faciliter l'accès à l'emploi au profit des jeunes de la ville ;**
- **Doter l'hôpital de l'équipement nécessaire et de médecins spécialistes ;**
- **Soutenir l'artisanat et exploiter les richesses de la ville ;**
- **Assurer des services sociaux de qualité ;**
- **Mettre en place une offre de logement social pour permettre aux populations défavorisées d'accéder au logement ;**
- **Fournir l'éclairage public dans toute la ville.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

38% Actifs
38% Non actifs
10% Etudiants
10% Journaliers
4% Retraités

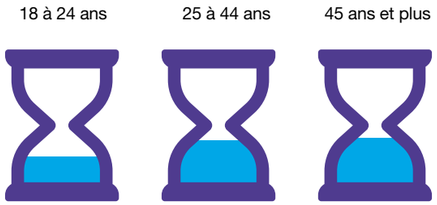
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

52% Je suis d'accord

48% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 23%
25 à 44 ans — 37%
45 ans et plus — 40%

NIVEAU D'ÉDUCATION

81% Scolarisé
19% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé
58% La création d'emploi, combattre le chômage
45% L'amélioration des standards et des conditions de vie
44% L'éducation
9% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 10 - BEJAAD

Disposer d'un bon hôpital et sauvegarder l'identité de la ville

La 10e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours a connu une forte affluence au sein de la commune de Bejaad. 700 habitants ont en effet pris part à la rencontre avec les Indépendants, pour faire le point sur la situation locale. Cette ville sainte, qui s'est construite autour du mausolée de Sidi Bouabid Charki, a donné au Maroc de grands commis d'Etat. Les participants se montrent ainsi fiers de leur commune et de son riche patrimoine historique, quand bien même ils regrettent la disparition de son identité culturelle et son manque d'infrastructures.

Première préoccupation des citoyens : la santé. D'après eux, il n'existe pas de réel hôpital à Bejaad et il faut bien souvent aller à Khouribga pour se faire soigner ou pour accoucher. En effet, la commune manque d'équipements et de médecins dans de nombreuses spécialités. De plus, il est rapporté que les bénéficiaires du Ramed sont dans l'obligation de payer leur consultation, faute de quoi ils ne sont pas pris en charge.

Ce dernier point est d'autant plus grave que le taux de pauvreté semble élevé à Bejaad. L'activité économique est faible, en l'absence de zone industrielle, et le chômage touche particulièrement les jeunes diplômés. Beaucoup de participants remarquent que la ville n'exploite pas ses richesses culturelles et qu'il n'existe pas de soutien pour les petites entreprises qui souhaitent se développer. De plus, les dysfonctionnements administratifs ont plusieurs fois été cités comme une entrave à l'essor de la commune.

En ce qui concerne le secteur de l'éducation, les constats sont aussi sévères : les établissements sont trop peu nombreux pour accueillir tous les élèves et les enseignants apparaissent comme démunis face au manque de moyens et pour certains, ils seraient relativement désengagés. Par conséquent, le taux d'abandon scolaire est assez élevé dans la localité. Par ailleurs, il n'y a pas de faculté à Bejaad et les étudiants sont obligés de quitter la ville pour poursuivre leurs études supérieures, s' ils en ont les moyens.

Souad J. participante à l'étape de Bejaad

Une ville entière sans un vrai hôpital ! Une ville sans université ! Une ville qui compte à peine quatre écoles ! Tous ceux qui veulent faire des études doivent quitter la ville et louer ailleurs. Jusqu'à quand ? Il nous faut une faculté à Bejaad. La ville a grandi et continue de grandir.

Les murs sont là, mais pour appeler cela un hôpital : non ! Il n'y a ni les médecins spécialistes, ni le matériel qu'il faut. Il m'est arrivé d'aller aux urgences à 2h du matin, et le médecin m'avait dit qu'ils n'ont même pas l'espèce de tige pour pouvoir examiner mes amygdales ! Vous imaginez ? Je pense que c'est clair comme ça et je n'ai pas besoin de parler du vrai matériel… Et puis à chaque fois qu'une femme doit accoucher, on l'envoie à Khouribga. Et quand on donne naissance à Khouribga, on est obligé d'enregistrer la naissance de l'enfant là-bas. Alors évidemment, à chaque fois qu'on a besoin d'un papier administratif, il faut faire l'aller-retour. Bonjour la décentralisation ! Je vous parle de mon propre vécu, de celui de ma belle-soeur… etc.

Pas besoin de se mentir, sur le plan économique, il n'y a rien à signaler. Nous avions des activités autour de la chaux et de l'argile, mais ces métiers ont disparu.

L'habitat aussi pose problème. Le logement économique n'existe pas à Bejaad. Et le pauvre, comment doit-il faire ? Il n'a pas le droit lui aussi à un habitat décent ?

D'autres choses manquent à la ville comme les parcs et les espaces de jeux, mais là, j'ai préféré vous parler que de ce qui nous fait le plus mal.

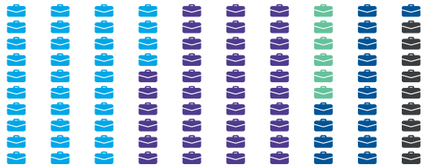
J'ai envie que ma ville s'améliore pour que mes enfants restent là. Je pense que le politique ne peut pas tout faire, tout seul. Le citoyen aussi doit participer au changement, ne serait-ce qu'en prenant conscience de ce qui se passe autour de lui, de qui le représente et gère les affaires de sa communauté. Il doit également s'exprimer et critiquer le politique de manière constructive, pour qu'il sache qu'il a des comptes à rendre, et pour lui signaler ce qu'il fait de bon et ce qu'il fait de mauvais !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Diversifier l'offre de soins en créant un hôpital pluridisciplinaire à Taza et des dispensaires de proximité ;**
- **Équiper l'hôpital provincial du matériel médical nécessaire, tout en le renforçant avec davantage de médecins et en améliorant l'accueil et le suivi ;**
- **Adopter une bonne gouvernance et gestion dans le secteur de la santé en nommant des responsables compétents ;**
- **Créer de nouvelles filières dans les facultés de Taza et élargir l'octroi de bourses universitaires à tous les étudiants de la province ;**
- **Équiper, entretenir et restaurer les écoles de Taza et assurer le transport des élèves qui vivent loin des établissements scolaires ;**
- **Accompagner et encadrer les jeunes chômeurs pour leur permettre d'accéder au marché du travail et améliorer l'efficacité de l'ANAPEC ;**
- **Développer une stratégie économique pour la ville en s'ouvrant aux métiers de l'industrie et des services, notamment l'offshoring ;**
- **Améliorer l'accueil dans les administrations ;**
- **Aménager des terrains de proximité et redynamiser les maisons de jeunesse ;**
- **Créer de nouvelles salles de classes et de nouvelles écoles.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



34% Actifs
36% Non actifs
6% Etudiants
15% Journaliers
9% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

79% Je suis d'accord

21% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 16%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 45%

NIVEAU D'ÉDUCATION

81% Scolarisé
19% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

82% La santé
53% L'éducation
52% L'amélioration des standards et des conditions de vie
47% La création d'emploi, combattre le chômage
11% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 11 - TAZA

Améliorer l'offre de santé et soutenir l'économie

Fin novembre 2019, 550 habitants de Taza sont venus à la rencontre des Indépendants. Une affluence importante, qui illustre l'engagement des citoyens à l'égard d'une ville dont ils sont fiers, mais pour laquelle ils sont aussi inquiets. En effet, tous considèrent que la situation de la commune se dégrade depuis plusieurs années et qu'il est temps de réagir.

Les participants estiment que Taza a besoin d'une stratégie économique et sociale claire pour avancer. Selon eux, le premier chantier concerne la santé : la ville manque de dispensaires et l'hôpital provincial Ibn Baja ne suffit pas. En l'absence de nombreuses spécialités, beaucoup de patients sont obligés de se faire soigner au CHU de Fès. Plusieurs voix s'élèvent contre les dysfonctionnements observés dans le secteur de la santé et les porteurs de la carte Ramed dénoncent leur marginalisation.

Durant les échanges, il se dégage un important sentiment de précarité. Le secteur informel domine l'économie locale et peu d'opportunités de travail sont offertes. Avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, la jeunesse perd espoir et se tourne parfois vers l'émigration. Le pouvoir d'achat des ménages est faible et les fins de mois sont difficiles dans beaucoup de foyers.

Pour beaucoup, Taza devrait développer son tissu économique, en valorisant par exemple le potentiel de son industrie textile, réputée pour ses couturières hors pair. De même, le secteur touristique offre des opportunités que des opérateurs locaux pourraient saisir.

En ce qui concerne l'éducation, de nombreuses préoccupations ont également été exprimées. L'enseignement public manque de moyens et les classes sont surpeuplées, incitant les parents qui le peuvent à inscrire leurs enfants dans des écoles privées. De plus, l'absence de transport scolaire rend difficile la scolarisation à Taza.

Afaf participante à l'étape de Taza

Permettez-moi de commencer par l'hôpital ! Il nous faut plus de personnels soignants, plus d'équipements, plus d'ambulances… Actuellement la capacité est insuffisante pour répondre aux besoins des habitants de Taza, mais aussi des communes environnantes. Nous avons également besoin de plus de spécialistes. Ma mère était atteinte d'un cancer du sein ; pour sa chimiothérapie, il fallait se rendre à Fès ! Pourquoi ne pas soigner les malades à Taza ? Ces gens-là souffrent beaucoup. Outre la difficulté de la maladie et l'agressivité du traitement, s'ajoute le supplice de la route ! C'est sans parler des personnes vivant en dehors de la ville et qui ne peuvent même pas espérer l'arrivée d'une ambulance, puisqu'il n'y a pas de route. Si celle-ci s'aventure jusqu'à chez eux, c'est uniquement si une femme enceinte est à l'agonie.

Il y a également des problèmes liés aux égouts, trop proches des habitations ! C'est inconcevable ! Ce problème est récurrent à Al-Qods et Bit Al Ghlam. Les habitants subissent les odeurs nauséabondes, la pollution ainsi que les maladies que cela engendre.

En tant que jeunes, nous souffrons du chômage ici. Nous n'avons pas d'activités pouvant faire travailler tous les jeunes. La ville est à l'arrêt ! Il n'y a pas de projets, nous avons beaucoup de diplômés chômeurs. S'ils veulent trouver du travail, il faut qu'ils s'exilent ailleurs.

Taza est la capitale des grottes d'exception, notamment dans les environs de Taza, Tazekka. Nous avons l'une des plus belles grottes d'Afrique du Nord, la Grotte de Friouato. Elle est cependant fermée depuis cinq ans, à la suite d'un incident d'éboulement.

C'est pourtant un site touristique d'exception, sa réputation a permis à la ville de mieux se faire connaître. Nous pensions que cela développerait des emplois tout au long de l'année, mais chaque année, on nous promet que ce sera pour l'année d'après. Nous avons également Bab Boudir. Seulement, personne ne parle de la ville, ne la promeut… Il n'y a pas d'hôtels, ni d'auberges.

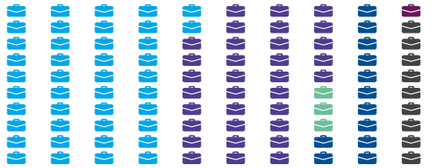
La ville est riche de son histoire et de ses ressources naturelles importantes, pourtant le tourisme y est inexistant, elle n'est pas reconnue à sa juste valeur.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Renforcer les effectifs du personnel soignant (surtout les spécialités) et équiper l'hôpital de matériel nécessaire ;**
- **Développer le secteur du tourisme et les métiers en relation avec le patrimoine naturel, culturel et historique de la ville ;**
- **Aménager une zone industrielle et attirer les investisseurs en facilitant les démarches administratives ;**
- **Construire davantage d'établissements scolaires ainsi qu'une annexe universitaire et les équiper ;**
- **Mettre en place des bibliothèques ;**
- **Mettre en place des centres de sensibilisation et de lutte contre l'analphabétisme ;**
- **Améliorer l'infrastructure de la ville, principalement les routes ;**
- **Améliorer la qualité de service de l'administration publique.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



42% Actifs
33% Non actifs
3% Etudiants
12% Journaliers
10% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

70% Je suis d'accord

30% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 8%
25 à 44 ans — 38%
45 ans et plus — 54%

NIVEAU D'ÉDUCATION

67% Scolarisé
33% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 77% La santé
- 54% La création d'emploi, combattre le chômage
- 46% L'éducation
- 46% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 21% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 12 - KHENIFRA

Exploiter les richesses locales et équiper l'hôpital

Douzième ville visitée par la caravane des Indépendants, Khénifra a réuni 800 de ses habitants pour discuter des problématiques locales. Il en ressort beaucoup d'attentes liées aux potentiels inexploités de la région.

Située dans le dir du moyen Atlas, en amont des sources de l'Oum Errabii, la commune bénéficie d'un cadre naturel exceptionnel, avec la proximité des forêts de cèdres du parc national et une multitude de lacs. Elle dispose aussi d'un large patrimoine historique, dont plusieurs monuments classés, tels que la Kasbah de Moha Ou Hamou Zayani. De plus, la « ville rouge » est reconnue pour sa diversité culturelle et le tempérament de ses habitants, réputés fiers de leur origine Zayane et de leur identité amazighe.

Pourtant, en dépit de tous ces points forts, le tourisme est relativement faible et l'activité économique limitée. Les industries liées à l'agriculture sont rares et peu d'entreprises viennent s'installer à Khénifra. En conséquence, depuis plusieurs années, le taux de chômage augmente et la pauvreté est de plus en plus présente dans la commune. Pour les citoyens, il est urgent d'exploiter les atouts de la région, d'encourager les investissements et de lutter efficacement contre les dysfonctionnements administratifs et de gouvernance.

Selon la grande majorité des participants, il est également indispensable d'améliorer le secteur de la santé. Actuellement, la situation est affligeante : l'hôpital manque de personnel, notamment de médecins spécialistes, ainsi que de nombreux équipements essentiels. En outre, plusieurs habitants témoignent de son mauvais fonctionnement. Ils mettent en cause le favoritisme et le manque de considération pour les patients.

Les moyens alloués aux écoles sont jugés insuffisants par les Khénifris. Le manque d'établissements et d'enseignants entraîne l'encombrement des classes, où les élèves ont bien du mal à étudier.

Saoud D. participant à l'étape de Khenifra

En ce qui concerne Khénifra, si vous avez un tableau, vous pouvez aller devant chacune de vos cases et écrire "Néant" !

Les gens souffrent. La ville est négligée à tout point de vue. Que ce soit en termes d'infrastructures ou en termes de projets qui peuvent créer de l'emploi. Khénifra se vide. Certains sont partis à Agadir, d'autres à Tanger et d'autres encore ont émigré clandestinement à l'étranger.

Il n'y a aucune dynamique de développement. Personne ne bouge. Il n'y a d'ailleurs que des cafés à Khénifra. Entre deux cafés, il y en a un troisième. Certains sont dans l'agriculture, mais ils encaissent des coups durs pendant les années de sécheresse.

C'est la première année que je vois des gens faire la manche en brandissant leurs factures d'eau et d'électricité. Ça veut dire que ce ne sont pas des sans-abris qui n'ont pas de quoi manger. Non, ce sont des gens qui ont leur foyer, qui cachaient leur misère mais qui, maintenant, n'ont plus d'autre choix que de mendier dans la rue.

Dans certaines villes, ceux qui ont les moyens peuvent toujours se soigner correctement. A Khénifra, que tu aies les moyens ou pas, c'est pareil : il n'y a nulle part où aller. On a un hôpital énorme mais pas d'interlocuteurs! D'un côté, il y a un manque de personnel. Par exemple, des fois, c'est la directrice de l'hôpital qui gère aussi les urgences. D'un autre côté, le service est médiocre. Une fois, nous avons attendu le technicien du scanner pendant quatre heures. A la fin, ils étaient obligés d'aller le sortir de chez lui pour venir. Il est même venu en survêtement !

Pour l'enseignement, je pense que ce n'est pas la peine de s'étaler dessus, puisque tout le monde sait dans quel état il est. Une catastrophe à l'échelle nationale ! Les jeunes de Khénifra doivent aller à Beni Mellal ou Meknès s'ils veulent poursuivre des études universitaires. Beaucoup n'y vont pas parce que les parents n'ont pas les moyens de les envoyer.

Même dans le domaine de la justice, il y a des problèmes. C'est pour ça que j'ai commencé par dire qu'il y a des problèmes à tous les niveaux, et je ne sais pas ce qui pourrait être fait pour que les gens retrouvent la confiance !

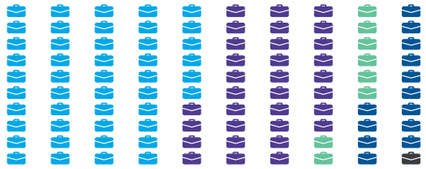
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Réhabiliter l'hôpital multidisciplinaire et les dispensaires de proximité, les équiper du matériel nécessaire et améliorer les moyens du centre d'oncologie ;
- Accélérer la construction de l'annexe universitaire ;
- Mettre en place le transport scolaire pour les étudiants habitant dans des quartiers excentrés et élargir le programme Tayssir, en augmentant le montant de l'aide ;
- Mettre en place des unités industrielles pour la transformation des produits de la pêche afin de réduire le chômage ;
- Mettre en place une stratégie de développement économique, s'ouvrir sur les métiers de l'industrie et les zones franches (offshore) et attribuer des quotas aux jeunes entrepreneurs dans les marchés publics ;
- Accélérer la mise en place de la politique de compensation entre les barrages afin d'assurer un approvisionnement en eau dans les régions qui en manquent ;
- Mettre en place une station de dessalement d'eau de mer et accélérer la construction du barrage Ghayss ;
- Lancer un dédoublement de voie sur la route reliant Tétouan et Al Hoceïma ;
- Accélérer la construction du grand stade « D'Ait Kamra » ;
- Construire des centres socioculturels et sportifs mais aussi des piscines municipales afin d'encadrer les jeunes ;
- Mettre en place des colonies de vacances dans la région de Cala Iris ;
- Mettre en place des centres pour les sans abris et des orphelinats ;
- Encourager et aider davantage les coopératives agricoles et créer des cultures alternatives pour réduire le travail dans les champs de cannabis ;
- Mettre en place des associations et des coopératives afin d'intégrer les femmes et les personnes en situation de handicap sur le marché du travail.

JOUR 13 - AL HOCEÏMA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



46% Actifs
32% Non actifs
8% Etudiants
13% Journaliers
1% Retraités

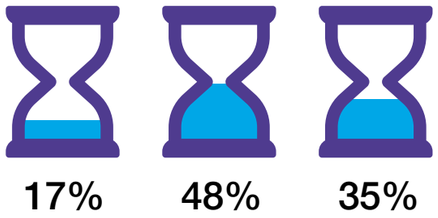
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

85% Je suis d'accord

15% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 48%
45 ans et plus — 35%

NIVEAU D'ÉDUCATION

81% Scolarisé
19% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

91% La santé
58% L'amélioration des standards et des conditions de vie
56% L'éducation
44% La création d'emploi, combattre le chômage
7% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 13 - AL HOCEÏMA

Profiter de la nouvelle dynamique pour progresser

La salle des sports d'Al Hoceïma a abrité un moment fort de la caravane des Indépendants, rassemblant plus de 300 personnes. Au-delà des problèmes que rencontre la ville, les habitants partagent un grand sentiment d'appartenance et une même fierté de vivre dans cette région réputée pour sa solidarité.

Dans cette localité, où les attentes des citoyens se sont fortement exprimées ces dernières années, une bonne partie des échanges a concerné la mise en œuvre du programme de développement « Al Hoceïma Manarat Al Moutawassit ». Le projet a bien avancé et les participants sont impatients de découvrir les prochaines réalisations, telles que la station de dessalement d'eau de mer, située près de la plage Sfiha, ou le barrage de Oued Ghiss. Dans un autre registre, le centre culturel d'Imzouren et le grand théâtre sont également très attendus. L'enthousiasme est aussi perceptible lorsqu'on évoque la réhabilitation et la valorisation de sites et monuments historiques, comme Ajdir, Badis, Kelâat Arbaa, Kasba Snada, ou encore la forteresse Torres d'Alcala à Bni Boufrah. Les participants comptent beaucoup sur le nouvel élan qui sera ainsi donné à la ville.

En attendant, les emplois ne sont pas assez nombreux et le chômage touche massivement les jeunes, qui envisagent parfois l'émigration clandestine comme seule issue possible. Les habitants ressentent une stagnation depuis plusieurs années, déplorant l'absence d'un tissu industriel fort. Pour certains, la complexité des démarches administratives décourage les investisseurs de venir à Al Hoceïma. Pourtant les potentiels sont importants : agriculture, pêche et tourisme notamment.
De plus, dans ce contexte décrit comme difficile, le phénomène des fausses plaintes, dites 'chikayat kaydiya', nuit au lien social et perturbe la population.

Par ailleurs, les participants ont souligné la difficulté pour accéder aux soins de santé : délais pour obtenir des rendez-vous, manque d'équipements médicaux et de personnel soignant, etc. La prise en charge des malades atteints du cancer est citée comme particulièrement insuffisante.

Enfin, des problèmes liés à l'enseignement sont soulevés. Le système d'octroi des bourses est critiqué, tandis que la situation des enseignants contractuels inquiète certains participants. Toutefois, le projet de création de la faculté et de l'ENCG d'Al Hoceïma suscite beaucoup d'espoirs, car il permettra notamment aux jeunes de rester dans leur ville pour étudier.

Rodaina A. participante à l'étape d'Al Hoceïma

Dieu merci, nous avons une région où on se sent en sécurité avec des gens d'une grande générosité, où pauvres et riches peuvent vivre en dignité. Nous pouvons dire qu'Al Hoceïma commence petit à petit à se développer. Avec les chantiers en cours, les usines et les sociétés qui s'implantent à Imzouren, des opportunités se créent pour nous. Je pense que si ça continue comme ça, la situation de beaucoup de personnes va s'améliorer. Parce qu'avant, il n'y avait rien. J'espère juste que les opportunités profiteront à ceux qui le méritent vraiment, en toute transparence et sans clientélisme.

Moi je suis optimiste par rapport à tous les sujets, à l'exception de celui de la santé. Ce secteur s'est dégradé à un point inimaginable. Nous avons un grand centre hospitalier mais à l'intérieur… je ne sais comment vous dire. En gros, quand tu y vas, quel que soit le problème dont tu souffres, tu ne trouveras pas le spécialiste qu'il faut pour s'occuper de toi !

On n'a pas droit à la chose la plus simple qui soit, comme un comportement bienveillant avec les patients…! Des fois j'ai beaucoup de peine quand je vois l'attitude de certaines personnes du corps médical vis à vis de certains patients vieux, pauvres, analphabètes…

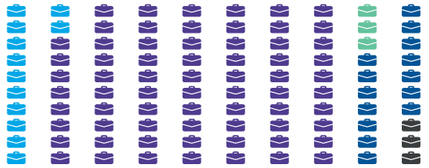
Au niveau de l'éducation, nos élèves obtiennent les meilleures moyennes au niveau national et nous avons des instituteurs compétents. Il faut juste les responsabiliser et développer leur conscience professionnelle. Il y a aussi la faculté qui va ouvrir à Aït Kamra, donc on peut dire que tout doucement les petits ruisseaux feront les grandes rivières. Il faut arrêter de voir tout en noir. Il y a des choses positives, alors il faut garder espoir !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire davantage de dispensaires, agrandir l'hôpital de la ville et l'équiper ;
- Renforcer les effectifs en personnel soignant et assurer une bonne gouvernance à l'hôpital ;
- Aménager une zone industrielle et développer les activités agro-industrielles ;
- Aménager des stations de taxis dans les zones importantes de la ville ;
- Construire davantage d'établissements scolaires publics et mettre à disposition des enseignants compétents ;
- Donner de l'importance aux langues et aux activités culturelles et sportives à l'école ;
- Encourager l'offre en logements économiques ;
- Prendre en considération les besoins des personnes en situation de handicap ;
- Activer le système Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



12%	68%	3%	14%	3%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

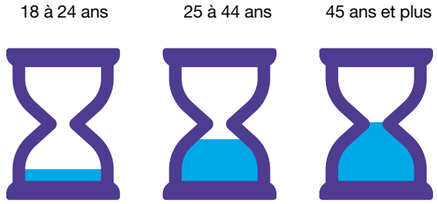
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

77% Je suis d'accord

23% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
11%	37%	52%

NIVEAU D'ÉDUCATION

49% Scolarisé

51% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 84% La santé
- 67% La création d'emploi, combattre le chômage
- 47% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 34% L'éducation
- 23% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 14 - KHOURIBGA

Faire bénéficier la ville des revenus liés à ses ressources

La rencontre de Khouribga est l'étape de la caravane des Indépendants qui a connu la plus forte participation. 2000 habitants sont en effet venus apporter leur contribution à l'initiative 100 Villes, 100 Jours, en partageant leur vision de la ville et en débattant de son futur.

La capitale mondiale des phosphates suscite un sentiment paradoxal chez les citoyens, entre fierté et déception. D'une part, les participants saluent l'activité principale de Khouribga, qui contribue pleinement au développement du Maroc, et d'autre part, ils constatent que la commune ne bénéficie pas suffisamment de cette réussite. Ses infrastructures sont précaires et le niveau de pauvreté est préoccupant. Beaucoup d'habitants expliquent ainsi que le coût de la vie est trop élevé pour eux.

En dehors du Groupe OCP, l'activité économique de la ville est très faible, avec peu d'entreprises, et le taux de chômage est en hausse permanente. La plus grande inquiétude concerne les jeunes diplômés qui, faute de perspectives, sombrent parfois dans la délinquance.

Les citoyens stigmatisent également le secteur public, accusé de ne pas être à la hauteur d'une commune de cette importance. Les centres de santé sont très insuffisants et l'hôpital Hassan II semble totalement dépassé par la situation. En manque de personnel et d'équipements, les services médicaux sont incapables de soigner convenablement les patients. Par ailleurs, de nombreuses personnes fustigent le corps médical et appellent à une meilleure considération des patients, notamment les plus démunis.

Enfin, les établissements scolaires sont également visés par les critiques, à cause des faibles moyens dont ils disposent. Au-delà, tous espèrent qu'une nouvelle université permettra aux jeunes de se construire un meilleur avenir.

Youssef A. participant à l'étape de Khouribga

A part le groupe OCP et quelques usines qui embauchent principalement les femmes, les opportunités de travail demeurent insuffisantes pour une ville aussi peuplée que Khouribga.

Nous, les chauffeurs de taxi, nous le ressentons vraiment. Dans n'importe quelle ville, s'il n'y a pas d'activité économique forte, le secteur des transports en souffre. Il est important de signaler aussi que nous n'avons pas de station de taxis, surtout pour les petits taxis. Vous imaginez, même pas près de la gare routière, de l'hôpital, du marché hebdomadaire ! Et puis, nous avons aussi des problèmes à l'échelle nationale. Regardez combien de chauffeurs de taxis nous avons dans ce pays et nous continuons d'exercer dans l'informel, sans aucune protection, ni de garantie sociale. On travaille toute notre vie en sachant qu'une fois qu'on arrêtera ou si jamais on a un accident, personne ne nous prendra en charge.

S'ajoute à cela tout ce qui est lié à l'infrastructure : des routes non goudronnées principalement dans les quartiers populaires. Des fois, c'est à cause des sociétés qui creusent pour des travaux liés à l'eau ou à l'électricité et ils laissent les routes dans un état dégradé. Il y a également des problèmes d'éclairage public, l'absence de marchés structurés pour regrouper les vendeurs ambulants et l'absence de toilettes publiques !

L'hôpital Hassan II accueille des patients qui viennent de l'extérieur de Khouribga, par exemple de Oued Zem, Fkih Ben Saleh, etc… alors qu'il n'a pas la capacité de le faire, ni en termes d'équipements, ni en personnel ! Et plus particulièrement, le service des urgences. Les gens sont donc délaissés, des femmes viennent accoucher et ne trouvent même pas de lit.

Le dernier point dont je veux parler ce sont les écoles. D'une part, elles souffrent de l'encombrement et d'autre part, les prestations ne sont pas les mêmes : certaines proposent des cours de soutien et d'autres pas.

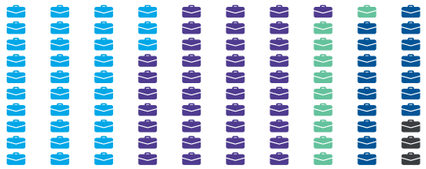
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Diversifier l'offre de santé en ajoutant plus de spécialités à l'hôpital provincial, augmenter le nombre de médecins et mettre en place des dispositifs de bonne gouvernance ;
- Activer le système Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité et assurer la gratuité des prestations ;
- Aménager une zone industrielle afin de créer des opportunités d'emploi ;
- Améliorer l'infrastructure des écoles publiques, les équiper du matériel nécessaire et assurer le transport scolaire ;
- Encourager et stimuler le personnel éducatif en leur offrant des logements de fonction ;
- Créer une annexe universitaire et élargir l'octroi de bourses universitaires ;
- Sensibiliser les parents sur l'importance de l'éducation ;
- Encourager le tourisme en améliorant l'infrastructure et en équipant les régions voisines d'Akchour et le parc national de Talassemtane ;
- Créer des cultures alternatives pour réduire le travail dans les champs de cannabis ;
- Réhabiliter les infrastructures sportives, créer des terrains de proximité et en assurer la gratuité ;
- Assurer l'accès à la culture, au divertissement et encourager les talents ;
- Réaliser une étude sur l'augmentation du nombre de suicides et mettre en place des centres d'écoute et d'assistance sociale en particulier dans les écoles ;
- Réhabiliter le patrimoine foncier et le tissu immobilier de la médina et créer des espaces verts ;
- Renforcer les services en charge de la propreté de la ville et repenser le traitement des déchets en particulier la décharge.

JOUR 15 - CHEFCHAOUEN

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



33% Actifs
38% Non actifs
10% Etudiants
16% Journaliers
3% Retraités

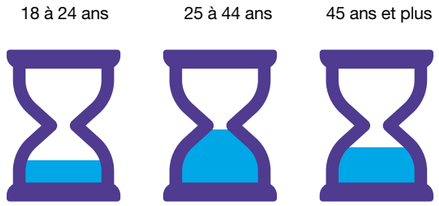
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

70% Je suis d'accord

30% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 20%
25 à 44 ans — 48%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

71% Scolarisé
29% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 85% La santé
- 65% L'éducation
- 44% La création d'emploi, combattre le chômage
- 42% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 11% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 15 - CHEFCHAOUEN

Redonner espoir à la jeunesse

De par la beauté des lieux, Chefchaouen est toujours une étape spéciale sur le parcours d'une caravane. Les 450 citoyens présents ont fait part, durant plusieurs heures, de la situation de la ville et ont accepté de se projeter en imaginant les contours de son avenir. Si les touristes y passent un séjour inoubliable, la Perle bleue du Maroc réserve, hélas, un sort moins heureux à ses habitants.

L'économie de Chefchaouen, en dehors du tourisme saisonnier, repose essentiellement sur l'agriculture vivrière. Toutefois, son élevage caprin et ses produits du terroir sont réputés, notamment grâce à son célèbre Jban. En revanche, l'industrie y est peu développée et le niveau d'investissement très faible. En conséquence, les opportunités professionnelles y sont rares.

Principales victimes de la situation, les jeunes de Chefchaouen se désespèrent et quittent la ville dès qu'ils le peuvent. Certains trouvent du travail dans d'autres régions, tandis que d'autres envisagent principalement une émigration clandestine. Pire encore, pour fuir leur quotidien, de plus en plus de jeunes consomment de la drogue et sombrent parfois dans la dépression. Les problèmes liés à la culture du cannabis sont d'ailleurs soulignés par de nombreux participants : consommation incontrôlée, phénomène des fausses plaintes 'chikayat kaydiya' et abandon de cultures licites considérées comme moins rentables.

Autre grande thématique de la rencontre : la santé. Les habitants déplorent l'insuffisance du nombre de médecins, d'infirmiers et d'ambulances dans la ville, ainsi que le manque d'équipements à l'hôpital Mohammed V. De plus, le besoin d'un programme de prévention contre les addictions est clairement exprimé.

D'autres voix rappellent que les taux de déscolarisation et d'analphabétisme sont toujours très élevés à Chefchaouen, notamment chez les filles. Un système éducatif plus fort et plus juste est espéré pour donner à chacun l'opportunité de s'instruire et de préparer son avenir.

Farida S. participante à l'étape de Chefchaouen

La chose la plus critique à Chefchaouen c'est le chômage des jeunes. Il y a un peu de tourisme l'été et un peu d'agriculture, quoique vous connaissez la culture répandue dans la région... Les légumes et autres aliments, on les ramène d'ailleurs. Ici, pour ne rien vous cacher, plusieurs agriculteurs plantent du cannabis parce qu'il leur assure un meilleur revenu que celui des olives, des grenades ou autres...

Il y a des initiatives pour pousser les agriculteurs à abandonner ces cultures, mais ça persiste encore. Moi je dis, pourquoi on ne lancerait pas un grand débat autour de la question de la légalisation du cannabis ? Qu'il y ait des statistiques pour savoir combien chacun a consommé, combien chacun a vendu...? Comme en Europe ! Là bas, ils l'utilisent pour fabriquer des médicaments, des produits cosmétiques et l'Etat aussi est gagnant à travers les taxes. Là, de toutes les manières, il continue à être vendu, donc si ça devient légal, ça évitera au moins les conflits qu'il y a autour. Actuellement beaucoup de terrains sont saccagés et les gens s'entretuent à cause de ça ! Nous avons un autre fléau à Chefchaouen c'est que nous avons un taux de suicide qui, je pense est plus important que dans les autres régions du pays à cause justement du chômage et de la consommation abusive de drogues. Il y a également le manque de personnel à l'hôpital et le phénomène des heures supplémentaires dans les écoles. Le point positif est qu'à Chefchaouen, nous avons un tissu associatif très développé que ce soit dans l'agriculture, l'artisanat, et la majorité fait un travail remarquable et aide vraiment la population. On l'oublie souvent mais le travail associatif peut aussi nous sauver.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire des dispensaires de proximité et doter l'hôpital des équipements nécessaires ;
- Diversifier l'offre de soins à l'hôpital provincial en proposant de nouvelles spécialités ;
- Augmenter le nombre d'ambulances ;
- Garantir la disponibilité des médicaments, notamment pour les maladies chroniques ;
- Mettre en place une inspection plus régulière des établissements de santé et des écoles ;
- Augmenter le nombre de classes pour faire face à l'encombrement et proposer des services de transport scolaire ;
- Finaliser le projet d'agropole et exploiter les richesses de la région (citron, olive etc…) ;
- Assurer plus de formations et d'accompagnement aux agriculteurs ;
- Créer plus d'opportunités d'emploi et renforcer l'inspection du travail ;
- Développer le tourisme intérieur en exploitant les richesses naturelles de la région ;
- Résoudre le problème des bidonvilles et trouver des alternatives pour les personnes concernées.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

44%	32%	8%	13%	3%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

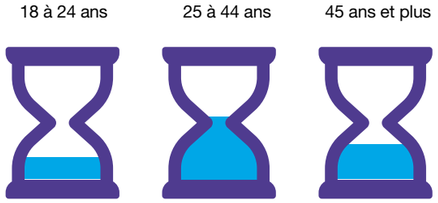
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
14%	56%	30%

NIVEAU D'ÉDUCATION

87% Scolarisé

13% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 81% La santé
- 58% La création d'emploi, combattre le chômage
- 49% L'éducation
- 33% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 23% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 16 - BENI MELLAL

Construire une dynamique autour du tourisme et de l'agriculture

Capitale régionale nichée au pied de l'Atlas, Beni Mellal fait la fierté de ses habitants. Ses richesses agricoles, sa source Ain Asserdoun et ses magnifiques paysages sont cités comme autant de qualités par les 500 participants venus accueillir la caravane des Indépendants. Ces atouts sont pourtant peu exploités et la commune connaît de nombreuses difficultés.

La ville domine la plaine du Tadla, dont la majorité des terres relève du périmètre irrigué par le barrage de Bin el Ouidane. La vue depuis le belvédère d'Afourer montre que Beni Mellal et ses environs possèdent d'importantes ressources hydriques, bénéficiant à des terres réputées pour leur agriculture : agrumes, céréales, betterave à sucre, olive, grenade, etc. Cette production, bien qu'importante, pourrait être nettement renforcée et diversifiée.

Une meilleure valorisation des récoltes passe par l'installation d'industries agro-alimentaires et la mise en service d'un marché de gros dédié aux produits agricoles. Ce dernier, très attendu, devrait offrir plus de débouchés aux produits locaux et une meilleure rétribution de l'effort fourni par les agriculteurs.

Si le chômage reste faible dans les campagnes alentour, la ville de Beni Mellal pâtit de son faible dynamisme économique. C'est naturellement la problématique principale des citadins et en particulier des diplômés, qui sont à la fois les plus touchés et ceux qui expriment le plus leur frustration. Il est donc indispensable d'offrir des opportunités d'emploi décent, en particulier aux jeunes, en soutenant par exemple les coopératives agricoles et les initiatives liées au tourisme,et notamment le tourisme vert.

Les participants sont convaincus qu'il existe une main-d'œuvre qualifiée et compétente qui pourrait rapidement se mettre au service d'une nouvelle dynamique.

Il est urgent d'agir, car les jeunes de Beni Mellal sont en train de perdre patience et dénoncent plusieurs dysfonctionnements de gestion qui empêchent le développement de la ville. De même, plusieurs personnes s'inquiètent d'une hausse de la consommation de drogues, qui engendre un sentiment d'insécurité. Le phénomène toucherait même les écoles, où les enseignants, peu nombreux, ont du mal à faire face pour accomplir leur mission correctement. L'abandon scolaire est un véritable fléau.

La santé est l'autre grand sujet de préoccupation des participants. L'hôpital régional concentre une bonne partie des critiques : manque d'équipements, de médecins, d'infirmiers qualifiés, etc. Le favoritisme et le clientélisme, qui privent de soins les plus démunis, sont largement dénoncés. Plus généralement, la ville aurait besoin de dispensaires de qualité et de compétences pour tenir son rang de capitale régionale.

Oumaima D. participante à l'étape de Beni Mellal

Je suis étudiante à l'université, je suis presque à la fin de mon cursus et je vous avoue que j'ai beaucoup d'appréhensions pour l'avenir. Quand je vois le marché de travail local, je me dis qu'à part créer mon propre commerce, il n'y a pas vraiment d'autres opportunités professionnelles à Beni Mellal. Je parle de vraies opportunités ! Parce qu'il arrive qu'on trouve des jobs mais avec des salaires dérisoires, voire insultants. On nous propose des salaires d'environ 1000 à 1500 dirhams, et on nous demande de travailler dur toute la journée. Faire des études supérieures pour toucher un tel salaire, je trouve que c'est inacceptable. En fait, il n'y a pas de respect des salaires minimums, surtout dans la zone industrielle. D'ailleurs, à l'exception des hypermarchés connus, rares sont les employeurs à Beni Mellal qui font travailler leur personnel dans un cadre formel, en les déclarant à la sécurité sociale.

Autre point : les travaux d'aménagement qui n'en finissent pas ! Ça fait quatre ans qu'ils refont les routes. Quatre ans qu'ils nous disent qu'ils sont en train d'arranger le paysage de la ville, mais on ne constate même pas de réels changements.

Notre région a de grands potentiels touristiques et agricoles, mais qui sont malheureusement peu exploités. Nous demandons une meilleure gestion de l'eau, un soutien aux agriculteurs et une meilleure exploitation de nos ressources naturelles pour attirer plus de touristes et créer ainsi des opportunités de travail pour la population locale.

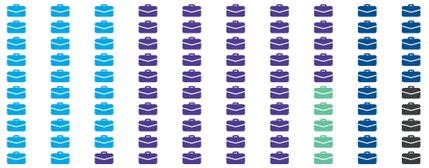
Je pense que les problèmes sont nombreux mais malgré toutes les difficultés, il ne faut pas rester là à se lamenter et tout mettre sur le dos de la ville ou du pays. Il faut se relever, bouger et petit à petit, les résultats suivront.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire une maternité avec des ressources humaines et matérielles suffisantes ;
- Accélérer la réalisation du projet du nouvel hôpital, construire des dispensaires de proximité et les équiper du matériel nécessaire ;
- Construire de nouvelles écoles afin de réduire l'encombrement dans les classes ;
- Construire un collège pour les élèves issus des quartiers Marschall, Al Wafaâ, Bouzouf et Firas ;
- Mettre en place un service de transport scolaire ;
- Améliorer la formation des enseignants des écoles publiques ;
- Ériger Zaio en préfecture, en raison de sa situation géographique et de la croissance démographique rapide de la ville et de ses environs ;
- Aménager une zone industrielle pour absorber le chômage ;
- Créer des unités de production spécialisées dans les produits agricoles locaux ;
- Aménager un marché de gros pour les fruits et légumes ;
- Mettre à niveau le réseau d'assainissement ;
- Améliorer l'état des routes et l'éclairage public dans toute la ville de Zaio ;
- Relier la ville à la ligne de chemin de fer Oujda - Nador ;
- Mettre en place un réseau de transport urbain ;
- Créer une gare routière digne de la ville de Zaio ;
- Réhabiliter la route reliant Zaio à la station de radio ;
- Créer un centre d'immatriculation des voitures ;
- Aménager des terrains de proximité dans la ville ;
- Résoudre le problème des terres collectives et des terrains domaniaux ;
- Restaurer les sites archéologiques comme "Borj Lehmam".

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



29%	46%	5%	15%	5%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

77% Je suis d'accord

23% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus

13%	36%	50%

NIVEAU D'ÉDUCATION

60% Scolarisé

40% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79%	La santé
61%	La création d'emploi, combattre le chômage
47%	L'éducation
41%	L'amélioration des standards et des conditions de vie
10%	La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 17 - ZAIO

Mettre à niveau les infrastructures et ouvrir enfin l'hôpital !

Fin décembre 2019, la caravane des Indépendants s'est arrêtée à Zaio, au cœur du Rif oriental, à la rencontre d'environ 400 habitants, venus dire leurs difficultés quotidiennes, mais aussi leurs espoirs pour demain. Ils présentent la ville comme relativement tranquille, avec de nombreux espaces verts. Ils s'y sentent en sécurité même si la déliquance tend à augmenter ces dernières années.

Avec un taux de chômage particulièrement élevé, notamment chez les jeunes diplômés, Zaio ne tire pas suffisamment profit de ses richesses agricoles. De même, l'unique sucrerie apparaît bien seule dans un paysage industriel qui peine à attirer les investisseurs. Les participants regrettent le manque d'initiatives pour encourager les PME ou les auto-entrepreneurs et souhaitent des aides pour développer le tissu économique local. Tous espèrent une croissance plus forte, qui inciterait leurs enfants à rester dans la région.

Mais pour cela, il faudrait également que le secteur de la santé progresse. La situation y est décrite comme très préoccupante, notamment à cause du manque d'équipements médicaux et de médecins spécialistes. Pourtant, un nouvel hôpital est prêt à ouvrir ses portes depuis plusieurs mois, mais personne ne sait quand il sera enfin opérationnel. La frustration est importante, car le dispensaire actuel est insuffisant et les problèmes de gouvernance nuisent fortement au bon fonctionnement des services de santé. Malgré le Ramed, les plus démunis sont laissés de côté et des cas de maltraitance ont même été signalés durant la rencontre.

Les autres infrastructures de Zaio sont également ciblées par les critiques. Les écoles primaires, collèges et lycées ne sont pas assez nombreux pour accueillir convenablement les élèves et la qualité de l'enseignement est en chute libre depuis plusieurs années.

Par ailleurs, les citoyens demandent une mise à niveau globale des équipements : insuffisance du réseau routier, absence d'égouts dans certains quartiers, manque d'éclairage public en ville, ou encore absence d'électricité dans plusieurs endroits.

Mohamed B. participant à l'étape de Zaio

Ça fait des années qu'on demande un hôpital provincial. Ils ont démarré les travaux mais on attend toujours son ouverture. Je ne sais pas pourquoi ça tarde autant . Est-ce par manque de matériel ? Est-ce par manque de médecins ? On n'en sait rien. On continue alors à aller à notre petit dispensaire qui n'est absolument pas suffisant pour une population de plus de 50 000 habitants.

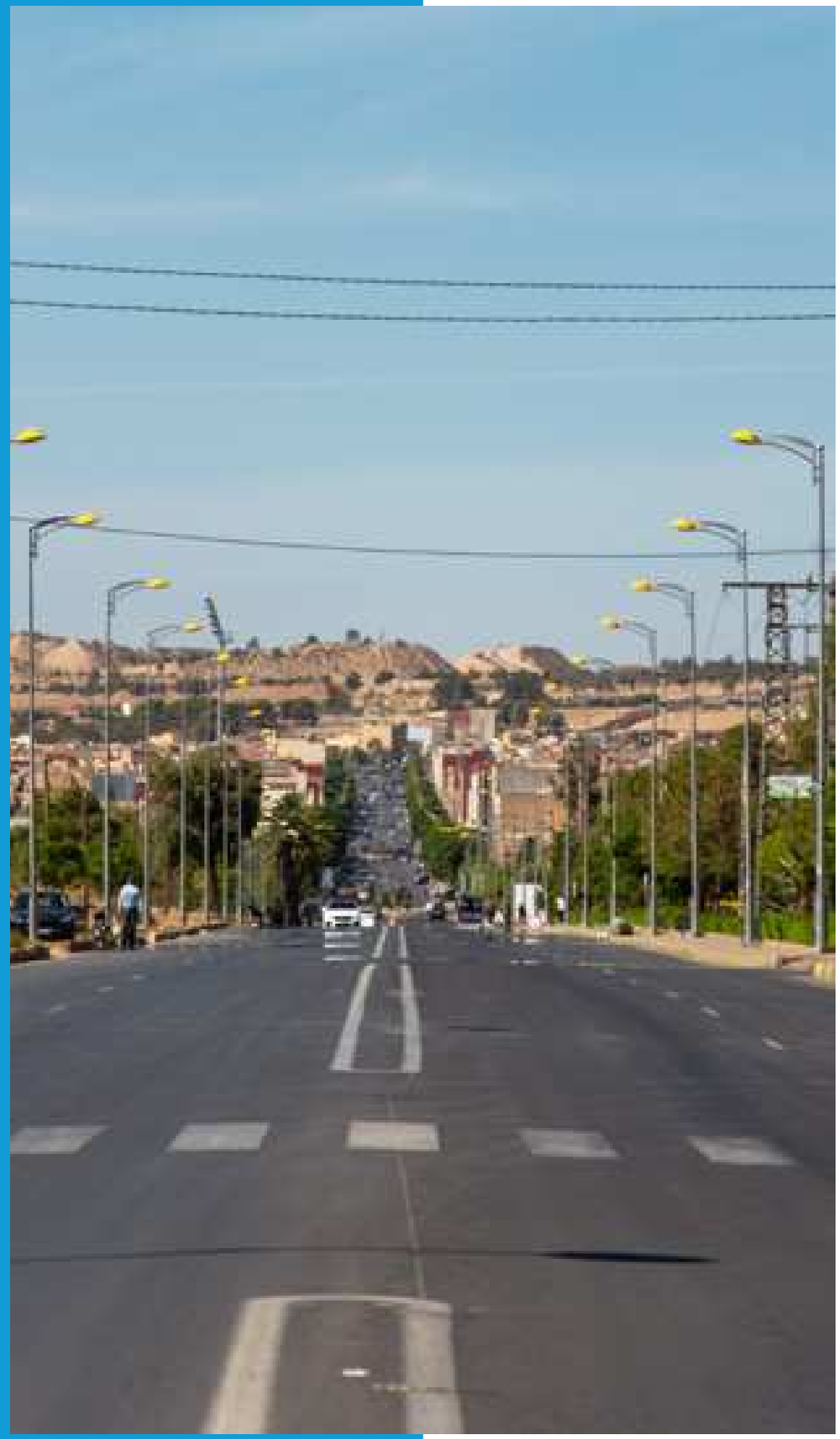
Économiquement, on peut dire que c'est mieux qu'avant, à l'exception du problème de fermeture de la frontière avec Melilia. Avant, même un jeune pouvait y entrer, faire du business et rentrer le soir avec 300 ou 400 dh en poche ! Ce même jeune va faire quoi maintenant ?

Regardez l'enseignement aussi. Depuis les années quatre-vingt, ils n'ont pas cessé de nous marteler qu'ils sont en train de structurer ce secteur. A chaque fois une nouvelle vision. Un nouveau programme. Tantôt il faut arabiser, tantôt il faut franciser ! Maintenant on peut tomber facilement sur un licencié qui ne sait pas parler français et qui a un niveau d'arabe loin de celui d'un Syrien ou d'un Libanais… L'éducation que nous avons reçue à l'école pendant les années soixante-dix est meilleure que celle d'aujourd'hui. L'autre malheur est que les jeunes qui décrochent des diplômes, et pour lesquels l'Etat a dépensé de l'argent, cherchent juste l'occasion pour quitter le pays. Et puis on voudrait bien une médiathèque ici à Zaio !

Je suis handicapé et j'ai peur d'évoquer ce sujet et de réveiller des choses qui font mal. Il y a des familles qui ont 3 ou 4 handicapés à la maison. Je vous jure que si vous rentrez chez eux, vous en sortirez en pleurant ! Le handicapé a lui aussi une carte nationale qui témoigne de sa citoyenneté marocaine, mais que lui offre-t-on ? Est ce que le handicapé n'a pas le droit à la scolarisation ? Si ! Mais est ce qu'il y a des accès prévus pour lui dans les écoles ? Est ce qu'il y a des programmes spécifiques pour les sourds, les muets et les aveugles ? Avons-nous des moyens de transport qui prennent en compte l'accessibilité des handicapés ? Non ! Nous aussi avons envie d'aller au parc ! Nous avons envie d'aller à la plage ! Pire encore, même quand on demande un fauteuil aux instances concernées, on doit attendre jusqu'à 2 ou 3 ans avant d'en recevoir un de mauvaise qualité et qui tient une année tout au plus ! En Europe, chaque jour à 9h du matin, un bus passe prendre les enfants qui présentent des troubles mentaux pour les emmener dans un centre dédié, puis les ramener le soir, et des infirmières dédiées viennent leur donner leurs bains chez eux, on leur assure une allocation mensuelle. Nous sommes loin de ce niveau de traitement, mais nous voulons absolument jouir de notre droit à la scolarisation pour nous former et être capables de travailler. Et là, on se passerait volontiers de toute aide financière !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

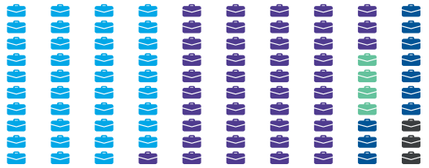
- Assurer le transport scolaire ;
- Équiper et rénover les écoles publiques ;
- Créer une annexe universitaire dans la ville ;
- Mettre en place un service de maternité et des ambulances ;
- Doter les établissements de santé des équipements et des médicaments nécessaires ;
- Fournir un soutien financier aux plus démunis ;
- Diversifier l'économie locale, en misant sur l'artisanat, l'industrie et les métiers de l'offshore ;
- Assurer un service d'éclairage public dans toute la ville ;
- Aménager des espaces pour les jeunes et des terrains de sport.



JOUR 18 - OUED ZEM

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



39% Actifs
44% Non actifs
4% Etudiants
10% Journaliers
3% Retraités

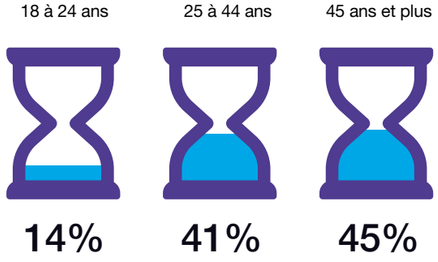
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

83% Je suis d'accord

17% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 14%
25 à 44 ans — 41%
45 ans et plus — 45%

NIVEAU D'ÉDUCATION

73% Scolarisé
27% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

88% La santé
58% La création d'emploi, combattre le chômage
46% L'amélioration des standards et des conditions de vie
39% L'éducation
9% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 18 - OUED ZEM

Créer une vraie maternité et relancer l'économie

La dix-huitième étape de l'initiative 100 villes, 100 jours a mené la caravane des Indépendants à Oued Zem, où l'attendaient 400 participants. L'histoire de la commune, marquée notamment par la lutte pour l'indépendance et les évènements tragiques qui ont eu lieu lors du deuxième anniversaire de l'exil de feu Sa Majesté le Roi Mohammed V (20 août 1955), est très présente dans l'esprit de ses habitants. Les performances de l'équipe de football phare de la ville, le Rapide de Oued Zem, est aussi une composante importante de l'identité des habitants et source d'une grande fierté.

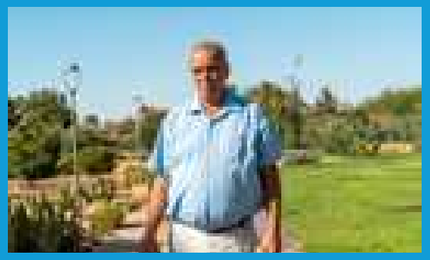
Les participants expliquent que depuis la fermeture de la seule usine de filature de coton de la région, il y a quelques années, la commune qui a continué à croître démographiquement, est en manque cruel d'opportunités d'emploi et les conditions de vie s'y sont énormément dégradées. La pauvreté s'étend dans la ville et se concentre en particulier dans les bidonvilles.

Oued Zem ne profite pas de la proximité de Khouribga, ni des mines de phosphates, ce qui accentue la frustration des habitants et plus particulièrement les jeunes, qui ne trouvent pas d'emplois décents et se tournent parfois vers l'émigration clandestine pour échapper à ce contexte difficile. Afin de relancer l'activité, les participants en appellent au soutien de l'Etat, pour encourager les entreprises dans les secteurs industriel et agricole, mais aussi pour lutter contre certains dysfonctionnements de gestion, qui nuisent au développement économique.

Les citoyens évoquent également la thématique de la santé. Ils s'étonnent qu'une ville si peuplée ne bénéficie pas d'un hôpital équipé, avec suffisamment de personnel pour répondre aux besoins de la population. Au contraire, ils racontent que les femmes doivent accoucher à Khouribga et que plusieurs sont décédées à cause du manque d'infrastructures à Oued Zem. De plus, beaucoup de voix s'élèvent contre la mauvaise gestion des services médicaux, où le clientélisme et le favoritisme sont dénoncés, tandis que les bénéficiaires du Ramed se disent exclus.

Enfin, le secteur de l'éducation n'échappe pas non plus aux critiques. Là encore, la commune est sous-équipée, avec trop peu d'établissements scolaires et d'enseignants. Ces derniers sont parfois pointés du doigt pour leur manque d'engagement, même si chacun reconnaît la difficulté de devoir gérer des classes en sureffectif. Au-delà du lycée, les habitants regrettent l'absence de formations supérieures, ce qui oblige les jeunes à se rendre dans d'autres villes pour étudier. Beaucoup n'en ont pas les moyens et se voient contraints d'arrêter leur cursus.

Karim H. participant à l'étape de Oued Zem



Nos besoins concernent la santé, l'enseignement et l'emploi. Trois droits garantis par la constitution, article 31 !

Nous avons un gros problème de personnel médical. J'habite Oued Zem et tous mes enfants sont nés à Khouribga. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas de maternité ici. Théoriquement on l'a, mais ils ne font que renvoyer les gens. Ils prétextent par exemple une anémie chez la mère, sans même l'ausculter ou essayer de la prendre en charge. Le souci est que beaucoup viennent de la campagne pour accoucher à Oued Zem. Certaines femmes viennent de Smaâla ou Bni Khayran et on leur demande d'aller jusqu'à Beni Mellal ou Khouribga. Parfois, ça peut être fatal pour la mère ou son enfant ! Sans parler de l'ambulance qui ne va pas la transporter gratuitement. On ne comprend pas pourquoi les césariennes se faisaient avant à Oued Zem et plus maintenant ?

Pour moi, le secteur de l'enseignement a besoin d'être revu au niveau national et pas juste à Oued Zem. Ici, c'est le même problème du manque de ressources humaines. Je parle de personnes compétentes en qui les parents peuvent avoir confiance. Et il faut revoir toute la structure de l'enseignement. Pour faire simple, les parents commencent à fuir l'école publique, alors ils payent une école privée mais doivent en plus payer les heures supplémentaires puis rentrer le soir pour travailler encore avec leurs enfants pour espérer qu'ils aient un niveau correct… Il y en a assez !

Le transport pose également problème. Les étudiants qui prennent l'autocar pour aller à la faculté de Khouribga n'ont pas de tarif spécial. Certains payent jusqu'à 500 dh par mois de transport. C'est énorme pour un étudiant !

En ce qui concerne l'emploi, nous avions auparavant une usine de textile, la régie des tabacs et une société d'engrais, mais elles ont toutes fermé et il n'y a pas eu d'autres projets. Alors, nous avons un quartier industriel qui n'existe que sur le papier. Il n'y a que le nombre de lotissements qui croît.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Améliorer le réseau routier, rénover le parc d'autobus et de transport scolaire et rénover la gare routière ;**
- **Lutter contre l'abandon scolaire en construisant de nouveaux établissements et en améliorant la qualité de l'enseignement et généraliser le transport scolaire et ;**
- **Mettre en place une offre de formation professionnelle ;**
- **Simplifier les procédures d'investissement avec des incitations fiscales pour encourager les auto-entrepreneurs ainsi que les investisseurs ;**
- **Elargir l'octroi de bourses universitaires ;**
- **Activer et généraliser la couverture médicale du régime d'assistance médicale Ramed ;**
- **Construire un hôpital spécialisé disposant d'un service des urgences et des dispensaires de proximité équipés du matériel nécessaire ;**
- **Réhabiliter les infrastructures de la ville en particulier le réseau d'assainissement et étendre le réseau d'eau potable ;**
- **Améliorer la qualité des services dans les hôpitaux et les dispensaires en assurant le respect des rendez-vous, une bonne prise en charge et en mettant en place plus de supervision et de contrôle du personnel médical ;**
- **Valoriser le patrimoine naturel et créer une stratégie de développement pour le secteur du tourisme afin de créer des opportunités d'emploi.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

33% Actifs
34% Non actifs
6% Etudiants
16% Journaliers
11% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

68% Je suis d'accord

32% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 14%
25 à 44 ans — 38%
45 ans et plus — 48%

NIVEAU D'ÉDUCATION

72% Scolarisé

28% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

87% La santé

48% L'éducation

46% La création d'emploi, combattre le chômage

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

14% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 19 - TAHLA

Former les jeunes et rénover l'infrastructure médicale

Située au pied de l'Atlas, dans la province de Taza, la ville de Tahla attendait avec impatience l'arrivée de la caravane des Indépendants. Celle-ci a ainsi connu la participation de 500 personnes, venues exposer leurs visions au cours d'une réunion riche en échanges. En effet, la commune fait face à de nombreux défis, avec notamment l'un des taux de chômage les plus élevés du pays.

Les habitants expliquent qu'ils sont attachés à leur ville et à son identité amazighe, mais qu'il est de plus en plus difficile d'y vivre. L'agriculture et le tourisme, qui pourraient fournir du travail à chacun, sont encore peu exploités et les créations d'emplois sont faibles. Pourtant, la proximité avec le parc national de Tazekka est un atout majeur pour le développement touristique. Ce lieu offre une grande diversité de paysages et est le sanctuaire d'une faune riche, avec l'Aigle de Bonelli ou le Faucon pèlerin par exemple. D'un autre côté, l'artisanat gagnerait à se développer en promouvant notamment les tapis de Beni Ouarain, connus pour la qualité et la blancheur de leur laine et adaptés au climat rugueux de la région. Aujourd'hui, quand bien même ils sont exportés, seule une maigre partie des bénéfices est reversée aux artisans locaux. De ce fait, la pauvreté est élevée et beaucoup de jeunes se tournent vers la drogue pour fuir un quotidien difficile. Les citoyens espèrent de l'aide pour développer de nouveaux projets, ainsi que des offres de formation pour permettre à tous de s'intégrer.

Les participants ont également la dent dure contre le système de santé local. Les hôpitaux sont critiqués pour leur manque d'équipements et de personnel, qui empêche l'accès aux soins à de nombreux malades. Plusieurs spécialités, comme la gynécologie, sont absentes et peu de médicaments sont disponibles pour la population. Impossible également de réaliser des hémodialyses ou de soigner certaines maladies chroniques.

Au niveau de l'éducation, les habitants signalent un taux élevé de déscolarisation, provoqué par le manque d'établissements et l'absence de transports pour s'y rendre. Les classes sont en sureffectif et les conditions d'apprentissage sont difficiles. Par ailleurs, les participants regrettent qu'il n'y ait pas de faculté ou de centre de formation professionnelle de l'OFPPT à Tahla.

Enfin, un bon nombre de citoyens mentionnent le mauvais état du réseau routier et le manque de connexions, notamment ferroviaires, pour relier la ville au reste du pays. Dans ces conditions, les transports en commun sont rares, la commune ne disposant pas d'une gare routière.

Khalid A. participant à l'étape de Tahla

Premièrement, il n'y a pas de centre de formation professionnelle ici. Pour avoir ce genre de formations, il faut aller à Taza et tout le monde n'a pas les moyens d'envoyer ses enfants là-bas. Il est nécessaire que les jeunes déscolarisés puissent apprendre un métier au lieu de rester les bras croisés. Des structures de ce type auraient pu sauver beaucoup de jeunes. Maintenant ils se retrouvent sans emploi et sans possibilité de formation, alors ils passent leurs journées dans les cafés. Il faut aussi dynamiser la maison des jeunes et construire des installations sportives pour libérer leurs énergies. Une piscine où nager déjà, parce que beaucoup nagent dans le barrage de "Bab Louta" et chaque année on déplore plusieurs morts.

Nous n'avons pas de gare routière non plus. Il y a une espèce de terrain où les taxis et les autocars se garent et donc il n'y a même pas où s'abriter en attendant l'arrivée du taxi ou de l'autocar.

L'hôpital est dans un état déplorable, où il n'y a même pas ce qu'il faut pour faire accoucher une femme enceinte. Le strict nécessaire n'y est pas !

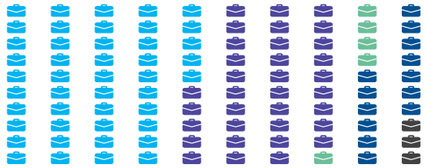
Je trouve que la ville est marginalisée. Les espaces verts sont quasi inexistants. Nous n'avons pas de jardins où les femmes peuvent sortir ou des parcs où les enfants peuvent jouer. Même si la nature environnante est jolie, elle n'est pas exploitée. Ni hôtels, ni restaurants pour espérer attirer des touristes. Et même pour se rendre aux sites intéressants, la route est déplorable. Il y a Dar El Ouad, Boussafou ou encore la montagne de Bouiblane. C'est tellement joli à Bouiblane et en plus, il y a de la neige là bas jusqu'au mois de Juin. Franchement, on pourrait y créer une belle station de ski qui profiterait à toute la région !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire un hôpital disposant de toutes les spécialités, des dispensaires de santé et les équiper du matériel nécessaire ;
- Mettre en place les ressources humaines nécessaires dans les établissements de santé en assurant plus de supervision et de contrôle ;
- Mettre en place un plan de développement économique et créer des zones franches (offshore) ;
- Aménager des pôles industriels à même de répondre aux demandes d'emplois locales ;
- Prospecter de nouveaux marchés pour l'exportation des produits agricoles de la région (agrumes) ;
- Faciliter les démarches de soutien aux coopératives et aux petites et moyennes entreprises ;
- Élargir le champ d'action du programme "Tayssir" et augmenter le montant de l'aide ;
- Construire une annexe universitaire et diversifier l'offre de formation professionnelle ;
- Améliorer les infrastructures de la ville : routes, parcs, espaces culturels et sportifs, etc... ;
- Réhabiliter le service de transport public et assurer ce service dans tous les quartiers de la ville y compris les plus éloignés ;
- Créer un noyau de sensibilisation aux problématiques environnementales ;
- Relier la ville de Berkane à la ligne de chemin de fer Oujda - Nador.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



45% Actifs
34% Non actifs
5% Etudiants
13% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

68% Je suis d'accord

32% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 9%
25 à 44 ans — 48%
45 ans et plus — 43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

84% Scolarisé
16% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé
54% La création d'emploi, combattre le chômage
48% L'éducation
48% L'amélioration des standards et des conditions de vie
17% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 20 - BERKANE

Rénover les écoles et ouvrir rapidement le nouvel hôpital

La rencontre organisée par les Indépendants à Berkane, fin décembre 2019, a été l'occasion de faire le point sur l'évolution de la ville. Plus de 500 habitants ont ainsi participé à cette rencontre, mettant en avant les atouts de la ville et ciblant les secteurs à améliorer. Les Berkanis déclarent notamment avoir bien des motifs de fierté : une riche histoire, un patrimoine culturel abondant, des terres agricoles fertiles, ou encore une équipe de football talentueuse !

Malheureusement, le quotidien est difficile pour nombre d'entre eux. Les infrastructures urbaines sont précaires et la ville manque d'éclairage et d'espaces verts. Les participants déplorent aussi l'absence de gare routière et de ligne ferroviaire. Mais les lacunes les plus importantes concernent la santé : en attendant l'inauguration du nouvel hôpital, la ville manque d'équipements et de personnel soignant.

L'éducation est également touchée par les difficultés. Il n'y a pas assez d'écoles pour accueillir tous les élèves, ce qui provoque l'encombrement des classes et l'incapacité des enseignants à travailler dans de bonnes conditions. De plus, l'entretien des établissements laisse à désirer et dans ces conditions, le taux d'abandon scolaire est important, d'autant plus que le transport est lui aussi déficient.

Berkane connaît un niveau de pauvreté élevé, avec de faibles revenus pour ses habitants. Les participants estiment que le fort potentiel agricole de la région doit être mieux valorisé grâce à l'émergence d'une zone agro-industrielle. Selon eux, l'agritourisme pourrait aussi représenter une opportunité, mais investisseurs et porteurs de projets rencontrent des difficultés administratives et tous le regrettent. De fait, le chômage persiste et touche particulièrement les jeunes, qui sont alors tentés de quitter la ville.

Aissam A. participant à l'étape de Berkane

Toute ma famille est de Berkane. Nous vivons ici parce qu'il y a un climat et des paysages naturels qui font qu'on s'y sent bien. En plus, j'apprécie beaucoup les Berkanis parce que leur devise est le sérieux. J'ai une fille et je voudrais qu'elle grandisse dans cette ville pour lui garantir une bonne éducation mais je sais qu'après, je préfèrerais qu'elle parte ailleurs parce qu'il n'y a pas d'avenir prometteur pour les jeunes ici ! C'est ça le grand problème…

Beaucoup de personnes originaires de Berkane ont pu dépasser les problèmes et réussir de belles carrières ailleurs… Comme Hicham El Guerrouj qui a dépassé non seulement les problèmes mais aussi les champions du monde entier. C'est un modèle de courage et de persévérance ! Il est tombé deux fois et a tout de même été capable de se relever et de recommencer pour gagner.

Désormais, la ville s'est agrandie et la population s'est accrue, alors les problèmes ont eux aussi augmenté. J'ai étudié dans une école publique et je me rappelle qu'à l'époque, nous n'avions pas le même encombrement qu'aujourd'hui. Même si d'autres écoles ont ouvert leurs portes entre-temps, la croissance de la population a été plus rapide.

Il y a aussi le problème de la qualité de l'enseignement à l'école publique. Malheureusement ce n'est plus comme avant. L'école Ibnou Khaldoun n'a plus le même niveau, l'école Al Massira était bien mais ils l'ont fermée pour en faire autre chose… Ma fille va bientôt devoir être scolarisée et je pense que je serai obligé de me tourner vers le privé. Mais ceux qui n'ont pas les moyens, que peuvent-ils faire ?

Et comme je l'ai dit avant, le souci c'est que ce n'est pas sûr de trouver un emploi par la suite ! Soyons clairs : l'Etat ne peut pas embaucher tout le monde et l'agriculture est insuffisante. Alors d'une part, il nous faut des investissements et d'autre part, il faut développer l'esprit de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

J'ai toujours été intéressé par la politique, mais d'une manière différente. Avant j'avais un réflexe d'opposition permanent, après j'ai compris que je ne pouvais pas me contenter de prendre un stylo rouge et souligner les erreurs des autres. Si je veux vraiment être utile, je dois m'impliquer dans une vraie institution, et c'est ce que j'ai fait.

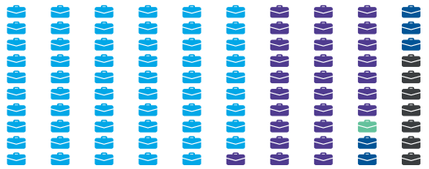
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Assurer l’éclairage public dans toute la ville ;
- Améliorer l’état des routes de la ville ;
- Trouver des solutions pour les problèmes d’assainissement ;
- Construire des dispensaires de proximité et doter l’hôpital des équipements nécessaires ;
- Accorder plus d’importance à l'environnement ;
- Mettre en place une inspection plus régulière des établissements de santé ;
- Mettre en place un service de maternité opérationnel en bonne et due forme ;
- Créer une annexe universitaire dans la ville ;
- Construire de nouvelles écoles afin de réduire le nombre d’élèves par classe ;
- Construire des marchés et des espaces commerciaux afin de proposer des alternatives aux vendeurs ambulants.

JOUR 21 - FKIH BEN SALAH

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



59%	28%	1%	5%	7%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

62% Je suis d'accord

38% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
3%	40%	57%

NIVEAU D'ÉDUCATION

78% Scolarisé

22% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 88% La santé
- 58% L'éducation
- 46% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 41% La création d'emploi, combattre le chômage
- 18% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 21 - FKIH BEN SALAH

Développer les infrastructures médicales et scolaires

Fkih Ben Salah est l'une des dernières villes visitées par la caravane des Indépendants en 2019. Durant la rencontre, 360 personnes se sont exprimées sur l'évolution de la commune et les grands chantiers qui doivent y être menés. A travers les échanges, il apparaît un fort sentiment d'appartenance, ainsi que de nombreuses attentes.

La santé et l'éducation arrivent en tête des thématiques jugées prioritaires. Pour une ville de cette envergure, les infrastructures médicales sont largement sous-dimensionnées : l'hôpital et les dispensaires ne disposent pas des moyens et du personnel nécessaires pour jouer leur rôle. En outre, certaines spécialités manquent à l'appel, tout comme le service de maternité. Par ailleurs, certains participants dénoncent des pratiques administratives de clientélisme et de favoritisme, qui semblent parfois sévir à l'hôpital.

Les écoles sont également très critiquées par les habitants. Ils expliquent que plusieurs niveaux scolaires se côtoient au sein de classes en sureffectif, car il n'y a pas assez d'enseignants ! De plus, les établissements manquent de moyens et en l'absence de transport, de nombreux élèves sont découragés et abandonnent les cours.

En ce qui concerne l'économie, la situation de la commune est également préoccupante. L'activité générée par la proximité des sites de l'OCP est appréciée par les participants, mais elle ne suffit pas à elle seule à compenser la faiblesse de la dynamique industrielle locale. Ainsi, le taux de chômage est relativement élevé et peu de projets en cours semblent de nature à infléchir celui-ci.

La ville et ses alentours dépendent essentiellement de l'agriculture, notamment de la production laitière. Les cultures céréalières et maraîchères, comme la betterave, irriguées par les eaux du barrage de Bin El Ouidane, occupent une place importante dans l'économie locale. Ces activités gagneraient à être développées, car Fkih Ben Salah manque de diversité, ce qui rend son modèle précaire. De plus, les transferts des MRE représentent une part considérable des revenus de la ville.

Enfin, la rencontre a également été l'occasion de souligner la faiblesse des infrastructures urbaines, telles que les routes, l'éclairage public ou encore le réseau d'assainissement. Les citoyens regrettent aussi la pollution croissante et la dégradation des espaces verts.

Hafida M. participante à l'étape de Fkih Ben Salah

L'environnement n'est pas du tout pris en compte dans les projets d'aménagement de la ville. Des arbres qui ont des années d'existence peuvent être déracinés en toute impunité. Nous avions encore récemment des problèmes d'insalubrité de l'eau potable. Et puis un autre point qui m'énerve personnellement, c'est quand on nous annonce l'aménagement d'un jardin public et qu'on commence à imaginer du gazon, des fleurs et des plans d'eau et qu'au final on nous mette du carrelage de bout en bout. Il faudrait l'appeler une place, pas un jardin !

Nous n'avons pas de station de transport en bonne et due forme. Les taxis à destination de Beni Mellal stationnent dans une espèce de terrain vague et les jours de pluie, il n'y a pas où s'abriter. Et à la station routière, c'est le chaos.

En ce qui concerne la réparation des routes et l'éclairage public, on sent qu'il y a clairement des considérations particulières qui sont prises en compte pour décider des zones à rétablir.

Je voudrai aussi parler du secteur où je travaille et signaler que nous voyons des personnes étrangères aux établissements scolaires, qui passent la journée à errer autour. Parfois, ils s'introduisent même à l'intérieur. On s'est plaint à plusieurs reprises. La ronde vient à chaque fois, mais dès qu'elle repart, les choses redeviennent comme avant. Il y a également un manque d'infrastructures. Prenons par exemple l'établissement "2 Mars", lorsque les enfants qui viennent des régions périphériques ont cours à 16h, ils viennent tôt à cause du transport et restent toute la journée sous la pluie ou le soleil, parce qu'ils n'ont même pas où s'abriter, avant de rentrer en cours. Et puis l'autre catastrophe, c'est lorsqu'on laisse des élèves passer un niveau alors qu'ils ont de grandes lacunes. Certains sont en 2ème ou 3ème année de collège et ont des problèmes de lecture ou d'écriture. Évidemment que nous avons un problème de chômage, mais cela est dû, en grande partie, au système d'enseignement qui est défaillant.

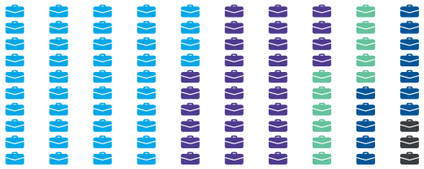
C'est pour ces raisons que tout le monde préfère fuir. Il n'y a pas une famille ici qui n'a pas un enfant ou deux en Europe ! Ici entre nous, on appelle Fkih Ben Salah, le "Milan du Maroc". Et ceux qui décrochent leur Bac et veulent rester, doivent nécessairement déménager dans une autre ville parce qu'il n'y a pas de faculté ici. Sans parler du fait que beaucoup de ceux qui n'ont pas les moyens n'obtiennent même pas de bourse.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Accélérer la construction de la zone industrielle avec des standards reconnus ;
- Attribuer un quota aux jeunes entrepreneurs en ce qui concerne les appels d'offres de marchés publics ;
- Soutenir les coopératives et restructurer le complexe d'artisanat ;
- Renforcer les hôpitaux en ajoutant de nouvelles spécialités, en particulier un service de neurochirurgie et de psychiatrie, mais aussi en augmentant le nombre de cadres médicaux et en les dotant de médicaments et de matériel nécessaire ;
- Aménager des centres pour les personnes en situation de handicap ;
- Réhabiliter l'infrastructure des écoles existantes, construire de nouvelles écoles, mettre en place davantage d'enseignants et s'assurer de leurs compétences ;
- Equiper les écoles de matériel pour la pratique du sport et des arts plastiques ;
- Généraliser l'octroi de bourses universitaires au profit des étudiants démunis de la province ;
- Reprendre les travaux, à l'arrêt, des deux gymnases, construire un conservatoire de musique, un centre culturel et aménager de nouveaux espaces pour le sport ;
- Aménager des garderies ;
- Soutenir les agriculteurs et les coopératives agricoles en les encadrant, en les formant et en les accompagnant dans la commercialisation de leurs produits ;
- Restructurer l'habitat informel ;
- Développer le secteur du tourisme en valorisant le patrimoine local ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation pour lutter contre la pollution et mettre en place un système de collecte et de recyclage des déchets.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



44% Actifs
30% Non actifs
11% Etudiants
12% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

65% Je suis d'accord

35% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 21%
25 à 44 ans — 46%
45 ans et plus — 33%

NIVEAU D'ÉDUCATION

85% Scolarisé
15% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

85% La santé
54% La création d'emploi, combattre le chômage
39% La lutte contre la criminalité et la violence
38% L'éducation
31% L'amélioration des standards et des conditions de vie

JOUR 22 - LARACHE

Libérer le potentiel de la ville

En faisant étape à Larache, la caravane des Indépendants a rencontré plus de 300 personnes très motivées à l'idée d'échanger sur leur avenir. En digne héritière de l'antique Lixus, la ville est ambitieuse. Les citoyens connaissent leurs atouts et veulent construire une cité forte.

Du point de vue économique, Larache peut compter sur la pêche et l'agriculture pour aller de l'avant. Les participants rappellent que 80% des fruits rouges du Maroc y sont produits. Toutefois, cette dynamique est encore insuffisante pour offrir du travail à tous les habitants et de nombreux espoirs sont fondés sur l'émergence de la nouvelle zone près de Mlaleh. Sa localisation entre les pôles de Tanger et Kénitra devrait permettre de renforcer le tissu industriel local et de capter davantage d'opportunités d'investissement, notamment dans l'agro-industrie. En outre, plusieurs participants comptent aussi sur le potentiel touristique de la ville pour développer l'activité et créer des emplois.

La santé a été citée comme un point faible de la ville. Le manque de ressources humaines et structurelles se fait sentir. L'hôpital Lalla Meriem a par exemple été évoqué pour ses équipements vieillissants et ses nombreuses lacunes. Par ailleurs, le déficit d'infrastructures pour les personnes à mobilité réduite a également été déploré.

Les jeunes de Larache, présents à la réunion, ont souligné le manque d'espaces culturels, artistiques et sportifs. Ils regrettent notamment l'arrêt de la construction des deux salles de sports depuis plusieurs mois.

Pour terminer, le sujet des bidonvilles a été abordé, car il génère des problèmes sécuritaires, sociaux et environnementaux. Des solutions sont attendues rapidement pour éviter une dégradation de la situation.

Hamid E. participant à l'étape de Larache

Larache est une belle ville à tout point de vue. Son histoire, ses paysages, les forêts avoisinantes, son architecture mauresque… mais ce qui nuit le plus à cette cité, ce sont les bidonvilles. En plus de ternir l'image de la ville, ils sont à l'origine de plusieurs problèmes économiques et sociaux. Et il faut trouver une solution à ça !

Ici, nous n'avons qu'un seul hôpital, Lalla Meriem, que personnellement je trouve suffisant, mais ce sont les équipements et les ressources qualifiées qui manquent. Pareil pour les écoles, nous n'avons pas un problème de nombre mais plutôt de qualité d'enseignement. L'école publique devient de plus en plus médiocre et ça fait peur !

Et puis l'autre fléau qui plombe la ville c'est le chômage. Il nous faut une zone industrielle et des investissements privés. Ici à Larache, nous avons quelques usines de poissons et d'agroalimentaire qui font travailler des femmes mais ça reste insuffisant. Il faut plus d'efforts de ce côté. Dommage qu'on ne profite pas des atouts touristiques de la ville. Regardez notre position géographique, la ville antique de Lixus qui est à côté et dont ils viennent de réaménager le site… mais nous n'avons pas les structures d'accueil et les hôtels qu'il faut. Je suis sûr que si on exploite le potentiel touristique de la ville, ça pourrait faire vivre plusieurs familles.

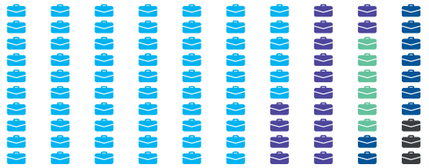
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer les services de l'hôpital provincial en s'attaquant au problème des rendez-vous trop éloignés et en activant le système Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Mettre en place plus de dispensaires de santé, de personnel médical et d'ambulances ;
- Agrandir l'hôpital provincial de Tiznit et mettre en place de nouveaux services de spécialités en les équipant du matériel nécessaire ;
- Mettre à niveau le service de maternité et renforcer ses effectifs en personnel médical ;
- Créer de nouvelles classes et établissements scolaires et assurer le transport des élèves ;
- Généraliser l'accès au programme Tayssir en particulier dans les quartiers périphériques ;
- Créer une annexe de l'université Ibn Zhor et des instituts supérieurs et généraliser l'octroi de bourses universitaires ;
- Accompagner et encadrer les jeunes chômeurs pour leur permettre d'entrer sur le marché du travail et développer les institutions spécialisées telles que l'ANAPEC ;
- Trouver rapidement une solution aux problèmes que connaît la zone industrielle et s'ouvrir sur l'industrie et l'offshoring de services ;
- Créer des marchés de proximité dans la plupart des quartiers de la ville ;
- Aider, encourager et subventionner l'artisanat en particulier l'orfèvrerie.

JOUR 23 - TIZNIT

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



66% Actifs
16% Non actifs
6% Etudiants
9% Journaliers
3% Retraités

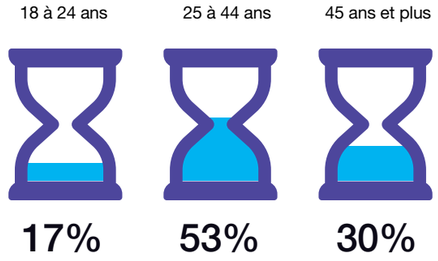
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

74% Je suis d'accord

26% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 53%
45 ans et plus — 30%

NIVEAU D'ÉDUCATION

91% Scolarisé

9% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

58% La création d'emploi, combattre le chômage

47% L'éducation

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

16% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 23 - TIZNIT

Lancer la nouvelle zone industrielle et entretenir l'hôpital

Ville incontournable sur la route du grand Sud marocain, Tiznit fut la 23e étape de la caravane des Indépendants. Très intéressés par l'initiative, plus de 550 habitants sont venus discuter du présent, mais aussi du futur de leur commune.

Les participants ne tarissent pas d'éloges sur l'histoire de la ville et sa forte identité amazighe, qu'ils espèrent voir rejaillir dans leur quotidien et créer de la valeur. Il est important pour eux de valoriser le patrimoine culturel, ainsi que l'artisanat, dont ils sont très fiers, afin de développer le tourisme et le commerce.

Tiznit peut en effet exploiter davantage ses ressources locales, telles que le travail de l'argent ou encore l'éco-tourisme responsable. Car, jusqu'à présent, l'activité est faible et Tiznit est de plus en plus marginalisée. Avec un taux de chômage en augmentation et très peu de projets en cours, la population s'inquiète et la jeunesse tend à émigrer pour trouver du travail. Annoncée, la nouvelle zone industrielle tarde à se concrétiser. Les habitants espèrent que ce projet et celui de la voie express Tiznit-Dakhla vont relancer la ville et la positionner comme la porte de l'Anti-Atlas.

Beaucoup de critiques sont liées aux infrastructures, à commencer par celles de la santé. Les habitants estiment que l'hôpital de la commune est mal exploité et peu entretenu, en raison du manque de personnel, mais aussi de sa mauvaise gestion. Le service de maternité, par exemple, n'est que peu opérationnel. Le favoritisme dans le traitement des patients rend les consultations complexes pour les citoyens, et plus difficiles encore pour les bénéficiaires du Ramed qui sont souvent négligés.

Les établissements scolaires sont eux aussi visés par les participants : les équipements apparaissent insuffisants pour les élèves et les enseignants sont fréquemment absents. De plus, peu de moyens de transport permettent de se rendre dans les écoles, freinant la scolarisation des enfants qui vivent dans des zones éloignées. Enfin, les habitants regrettent le manque de formations supérieures, qui ne laisse d'autres choix aux étudiants que de quitter la ville ou d'abandonner leurs études.

Saâdiya A. participante à l'étape de Tiznit

On ne peut pas juste peindre les murs et se dire que tout va bien. Beaucoup de choses ont régressé à Tiznit, et d'autres avancent avec une lenteur déconcertante. Pendant la rencontre, nous avons dit que nos priorités sont la santé, l'emploi et l'enseignement juste parce qu'il fallait prioriser, mais sinon nous avons des problèmes qui touchent tous les aspects de la vie quotidienne. On se réveille à 6h du matin pour aller à l'hôpital et une fois arrivés, le seul interlocuteur est l'agent de sécurité. Pourquoi on ne peut pas avoir en face un infirmier, un médecin, un vrai bureau d'accueil ? Pourquoi sommes-nous reçus par un agent qui ne doit pas assurer cette fonction et qui se comporte de manière odieuse? Pourquoi faut-il nécessairement avoir un piston pour avoir droit aux soins ? Nous avons les bâtiments qu'il faut, un corps médical, mais nous n'avons pas de considération pour le citoyen ! On prie Dieu pour ne pas tomber malade. Pas parce que nous avons peur de la maladie, mais parce que nous avons peur de l'hôpital ! On prie pour ne pas tomber entre les mains d'un médecin qui ne va pas nous donner toute l'attention qu'il faut. Le fameux adage "Mieux vaut prévenir que guérir" prend tout son sens chez nous ! A Tiznit, il y a un peu de tourisme et d'artisanat, en particulier les bijoux en argent, mais ça reste insuffisant pour avoir des opportunités de travail pour tout le monde. Et lorsqu'on n'a pas une source de revenus qui garantit une certaine dignité, on ne peut pas apprécier le goût de la vie.

Pourtant, il y a une chose qui fait chaud au cœur. Ce sont les coopératives. De tout genre : agricoles, touristiques, ou encore des coopératives de sensibilisation. Je suis proche de certaines coopératives féminines et je suis heureuse de voir à quel point elles sont solidaires. Elles défendent leurs projets et se battent pour trouver du soutien avec une persévérance qui les aide à surmonter les contraintes. Et les citoyens jouent le jeu de leur côté et les encouragent en privilégiant leurs produits. Il faut dire aussi que c'est parce qu'ils sont sûrs de leur qualité !

Je pense que c'est ça la solution finalement. Tout le monde doit participer au changement. Désormais, il n'est plus possible de rester assis sur le banc de touche et distribuer les remarques et les plaintes. C'est bien de commenter sur les réseaux sociaux mais à un moment, il faut passer à l'action. Les jeunes doivent aller vers les centres de formations, se faire encadrer par les partis politiques, pour faire partie de la dynamique du changement. Si on passe son temps à parler sans faire le moindre pas en avant, il ne faut pas s'étonner après de voir qu'on n'a pas progressé !

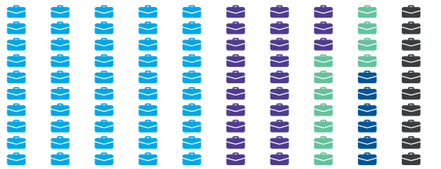
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Encourager les auto-entrepreneurs et les investisseurs et construire une zone industrielle ;
- Mettre en place des logements sociaux qui respectent les normes de qualité et qui soient accessibles aux populations les plus démunies ;
- Construire des centres pour accueillir les sans abris ;
- Assurer un service de transport public qui respecte les normes de qualité et lutter contre le transport informel ;
- Améliorer l'infrastructure du réseau d'assainissement dans la ville, en particulier dans l'ancienne médina ;
- Protéger les espaces verts de la prolifération des projets immobiliers ;
- Aménager des centres culturels et des terrains de proximité ;
- Élargir la couverture médicale et activer le système Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Mettre en place des rémunérations motivantes pour le personnel de santé.

JOUR 24 - OUJDA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



50% Actifs
23% Non actifs
11% Etudiants
6% Journaliers
10% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 15%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 46%

NIVEAU D'ÉDUCATION

92% Scolarisé

8% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

75% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

51% L'éducation

45% L'amélioration des standards et des conditions de vie

27% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 24 - OUJDA

Poursuivre la rénovation des biens communs et redynamiser l'économie

Début janvier 2020, Oujda, capitale du Maroc oriental, a accueilli l'initiative 100 Villes, 100 Jours à l'occasion de sa 24e étape. La ville fondée par Ziri Ibn Attia a ainsi rassemblé 400 participants au cours d'une belle rencontre avec les Indépendants. Les Oujdis sont fiers de leur patrimoine culturel : la musique andalouse y est à l'honneur, notamment à travers le festival de la musique gharnati d'Oujda qui a soufflé sa 27e bougie. Les habitants apprécient également le calme de leur ville et le sentiment de sécurité qui y règne.

Toutefois, l'activité économique tourne au ralenti depuis plusieurs années et inquiète les citoyens. Avec la fermeture de la frontière algérienne et plus récemment de celle avec Melilia, le commerce a fortement diminué. Le chômage touche notamment les jeunes, dont beaucoup sont diplômés de l'enseignement supérieur. Un sentiment de marginalisation gagne peu à peu les citoyens, qui craignent la perte de l'identité de la ville. Si certaines infrastructures ont été rénovées, le patrimoine historique, quant à lui, semble délaissé.

Les participants saluent l'agrandissement de l'aéroport, mais ils regrettent le manque de zones industrielles pour attirer les entreprises et les difficultés administratives auxquelles sont confrontés les investisseurs.

Sur le plan de la santé, les habitants enregistrent avec satisfaction la construction récente du centre hospitalier universitaire, bien qu'il manque encore de personnel. En revanche, les autres établissements de santé sont dégradés, à commencer par l'hôpital Farabi. Plus généralement, les citoyens déplorent les longs délais pour obtenir des consultations ainsi que la persistance de certaines pratiques de favoritisme.

Enfin, des progrès sont également signalés dans le secteur de l'éducation. Le taux de déscolarisation semble diminuer et la présence d'une université encourage la jeunesse locale. Néanmoins, de nombreux problèmes restent préoccupants : encombrement des classes, baisse du niveau des élèves, ou encore la délinquance au sein des établissements.

Ilham F. participante à l'étape d'Oujda

Il faut avouer qu'il y a eu quelques améliorations à Oujda dernièrement, quoique nous ayons toujours des problèmes d'infrastructures. Au cœur de la ville, des avenues sont dans un état catastrophique et causent des accidents impliquant parfois des camions… Ce sont souvent les projets de construction qui causent la dégradation des routes mais les responsables ne font rien pour réparer les dégâts.

Les jeunes de la ville sont malheureusement délaissés et la grande majorité d'entre eux sont chômeurs. Des garçons et des filles diplômés, ingénieurs, docteurs ou encore titulaires de certificats de formation professionnelle… et ils ne font rien de leur vie, faute d'opportunités de travail. Et la situation de ceux qui n'ont pas fait d'études est évidemment pire. Avant, il y avait le commerce avec la frontière mais ça fait longtemps maintenant que la frontière est fermée. Il y avait également du business à Melilia, mais là aussi ça vient d'être fermé. Alors tout ce beau monde s'est retrouvé sans rien du jour au lendemain.

Aujourd'hui il y a un CHU à Oujda, mais dès qu'il a été construit, l'hôpital Farabi a été négligé. Il suffit de le visiter pour voir à quel point c'est délaissé.

Le CHU est bien, les équipements aussi mais il y a un manque de médecins. Ou bien des fois, ils sont présents, mais ce sont des stagiaires qui font les consultations. C'est bien que les stagiaires pratiquent, mais en étant accompagnés d'un médecin confirmé.

L'autre point important concerne la qualité de l'enseignement qui a beaucoup baissé. Ceux qui en ont les moyens peuvent offrir une éducation de qualité à leurs enfants dans une école privée. Et les pauvres ? Que peuvent-ils faire ? Ou même les gens issus de la classe moyenne ? Parce qu'en ce qui concerne l'enseignement, tous partagent la même frustration.

Il faut qu'on ait davantage confiance dans les jeunes et leur donner leur chance et qu'on s'aide mutuellement pour aller de l'avant et changer les choses.

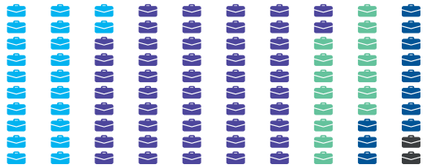
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Relier Bouskoura au réseau de tramway, mettre en place un service de taxis et davantage de lignes de bus et améliorer le réseau de voirie ;**
- **Diminuer le coût des transports, assurer la gratuité pour les étudiants et les personnes en situation de handicap et élargir l'accès aux bourses pour les étudiants ;**
- **Intégrer l'enseignement des langues étrangères au programme dès la première année de l'enseignement primaire ;**
- **Simplifier les procédures d'investissement et baisser les impôts pour les entrepreneurs ;**
- **Créer un service d'urgences et plus de dispensaires de proximité ;**
- **Étendre la couverture médicale au profit des détendeurs de la carte Ramed et assurer la gratuité des soins et des médicaments ;**
- **Garantir une bonne gouvernance ainsi que la lutte contre le clientélisme et le favoritisme dans le secteur de la santé, mais aussi l'assiduité et le respect des horaires du personnel médical ;**
- **Requalifier l'infrastructure sportive et culturelle et construire des terrains de proximité, des maisons de jeunes et des centres culturels ;**
- **Améliorer le réseau d'assainissement et l'accès à l'eau potable et réduire l'avancée de la promotion immobilière au profit des espaces verts.**

JOUR 25 - BOUSKOURA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



22% Actifs
50% Non actifs
15% Etudiants
11% Journaliers
2% Retraités

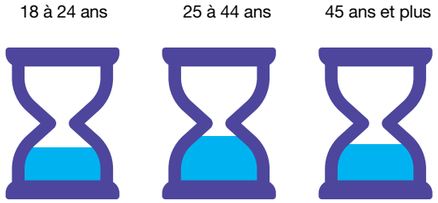
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 29%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

69% Scolarisé

31% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

69% La santé

43% L'éducation

36% La création d'emploi, combattre le chômage

34% L'amélioration des standards et des conditions de vie

20% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 25 - BOUSKOURA

Multiplier les moyens de transport et renforcer le secteur médical

Vingt-cinquième ville visitée par la caravane des Indépendants, la commune de Bouskoura, située dans l'aire métropolitaine de Casablanca, est très appréciée pour sa grande forêt et ses nombreux espaces verts. Ce sont en effet les principaux atouts cités par les 400 participants lors de la rencontre. Quant aux points faibles, ils sont essentiellement liés au sentiment de marginalisation de la ville.

Le principal problème est celui de la mobilité : les citoyens se sentent extrêmement isolés à cause du manque de transport en commun. D'après les habitants présents, il n'existe qu'une seule ligne de bus desservant Bouskoura, avec une fréquence de passages très faible, et trop peu de taxis. Cette situation rend les déplacements très compliqués, notamment quand il s'agit d'aller dans les localités voisines ou à Casablanca. De ce fait, se rendre au travail ou à l'école, lorsqu'on ne dispose pas de son propre moyen de locomotion, relève du défi quotidien. Ce problème pénalise énormément les citoyens et freine considérablement le développement de la commune.

Ce contexte tend à accroître les inégalités sociales, qui sont déjà très fortes à Bouskoura. Les participants expliquent que les extrêmes se côtoient, avec de belles résidences proches des bidonvilles. De plus, une large partie de la population est en difficulté économique et le taux de chômage est relativement élevé, malgré les zones industrielles existantes.

L'autre grande problématique soulevée durant la rencontre concerne la santé. L'hôpital est jugé trop petit et les dispensaires insuffisants. La mauvaise gestion des établissements de santé et le clientélisme ressentis poussent les habitants à se faire soigner ailleurs, quand ils en ont les moyens.

Enfin, plusieurs personnes soulignent la faillite de l'enseignement public. Ses programmes dépassés, le manque d'implication de certains enseignants ou encore l'absence de transport scolaire expliquent le fort taux d'abandon chez les plus démunis et le recours systématique aux écoles privées pour les familles qui y ont accès.

Mohamed C. participant à l'étape de Bouskoura

La plus grosse galère de nos enfants est le transport. Ma fille étudie à Sidi Maârouf et je vous jure qu'elle prenait huit taxis par jour ! Quatre à l'aller, et quatre au retour ! J'ai dû lui acheter une moto même si j'étais au départ contre cette idée. Je n'ai pas eu d'autres choix. Elle a fait le primaire ici à Bouskoura et au collège on l'a envoyée à celui qui est vers Machrouâ mais j'ai eu peur pour elle alors j'ai refusé de la laisser là-bas.

Ce qui est bien ici c'est la forêt, c'est notre seul exutoire. Parce qu'il n'y a ni maisons des jeunes, ni terrains de proximité.

Sinon, personnellement, je ne sais même pas où se trouve le dispensaire. Je préfère aller voir un médecin privé parce qu'on ne peut pas compter sur l'hôpital public. J'entends suffisamment d'histoires à ce sujet. Pour les rendez-vous par exemple, on vous donne des dates tellement éloignées qu'entre-temps vous êtes déjà guéri. Si vous avez de la chance, bien sûr !

Pour ce qui est de l'emploi, parfois les salaires ne sont pas corrects mais je crois que les jeunes doivent bouger et commencer avec ce qui leur est proposé, par ce qu'on ne peut pas espérer avoir un poste de directeur dès le premier jour.

Parmi les choses qui nous compliquent la vie, il y a aussi l'administration. Pour demander la carte nationale de ma fille, il faut d'abord demander un certificat de résidence qui nécessite deux à trois jours, puis aller le déposer chez les gendarmes qui vous donnent un autre certificat de résidence deux jours après. En gros, pour avoir un document, il faut prendre un congé. Et je ne comprends pas pourquoi certaines administrations ne se contentent pas de la carte d'identité et continuent à demander un acte de naissance en plus ! Je prie Dieu pour me donner de la patience…

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Structurer le service de transport public et faire face au transport informel ;
- Subventionner l'artisanat et encourager la création de coopératives agricoles ;
- Aménager des dispensaires de proximité (matériel, médicaments etc.) ;
- Mettre en place un centre d'oncologie ;
- Améliorer l'infrastructure du réseau d'assainissement ;
- Améliorer la gestion des déchets ;
- Revoir les programmes éducatifs ainsi que les manuels scolaires et mettre l'accent sur l'apprentissage des langues étrangères ;
- Assurer un service de transport scolaire, notamment dans les quartiers éloignés ;
- Diversifier l'offre de formation supérieure dans la ville ;
- Améliorer la formation continue des enseignants.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

63% Actifs
17% Non actifs
6% Etudiants
11% Journaliers
3% Retraités

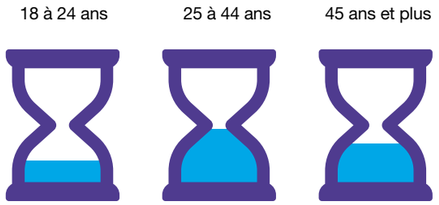
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 19%
25 à 44 ans — 47%
45 ans et plus — 34%

NIVEAU D'ÉDUCATION

93% Scolarisé

7% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

86% La santé

65% L'éducation

50% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

9% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 26 - NADOR

Se développer rapidement dans le sillage des grands projets

Pour sa 26e étape, la caravane des Indépendants a fait escale sur la côte méditerranéenne de la région de l'Oriental, à la rencontre de 400 habitants de Nador. Ces derniers expliquent que la ville a longtemps bénéficié de sa proximité avec Melilia, mais qu'elle ambitionne désormais de tirer profit autrement de sa position géographique. Les projets de Marchica et de Nador West Med sont ainsi considérés comme des facteurs clés de son développement.

En effet, l'aménagement de la lagune de Marchica a permis de redessiner de nouveaux espaces urbains et touristiques, tout en préservant la valorisation des ressources naturelles et la biodiversité de la lagune. Quant au projet de port de Nador West Med, toujours en travaux, il permettra d'ériger un port de transbordement à même de renforcer la présence du Maroc sur les voies maritimes internationales, et donc d'offrir de nouvelles perspectives à Nador.

Ces projets sont d'autant plus attendus que la situation actuelle de la ville n'est pas satisfaisante. Sur le plan de la santé, tout d'abord, de nombreuses voix s'élèvent contre l'absence d'une structure hospitalière spécialisée dans les maladies cancéreuses, obligeant les malades à se faire soigner à Rabat, Fès ou Casablanca. Plus généralement, c'est le manque d'équipements et de personnels médicaux qui est dénoncé par les habitants de Nador. Certains s'indignent aussi du fait que les bénéficiaires de la carte Ramed sont obligés de payer leurs consultations ou d'y renoncer faute de moyens.

Les participants soulignent également les difficultés économiques de Nador. Les opportunités de travail sont encore rares, les salaires assez bas et le coût de la vie relativement élevé. Selon eux, les investissements publics sont faibles et les transferts des Marocains du monde ne sont pas investis dans l'économie de la ville. Ils ne permettent pas de soutenir l'artisanat local ou d'encourager l'installation de nouvelles entreprises. Pourtant, avec sa voie ferrée et son aéroport, la ville pourrait mieux s'en sortir.

Enfin, les Nadoriens déplorent la dégradation de l'enseignement public. Les écoles privées se multiplient et les familles se retrouvent entre le marteau du sacrifice financier et l'enclume du décrochage scolaire. De même, les jeunes regrettent le manque d'espaces de divertissement, tout comme la pollution de plus en plus présente en ville.

Karim participant à l'étape de Nador

Quand on voit la position géographique stratégique de la ville de Nador, on se dit que cette ville a un vrai potentiel et peut figurer parmi les plus développées du pays.

Malheureusement, comme on peut le constater, c'est loin d'être le cas. Par exemple, nous avons un seul hôpital dans toute la ville, c'est l'hôpital Hassani et il souffre de plusieurs manques. Tous les patients qui sont passés par cet établissement vous diront qu'il n'y a ni le matériel ni les équipements nécessaires. L'encombrement y est si important que souvent, on ne trouve pas de lit disponible. Parfois aussi, on ne trouve pas non plus de médecins pour certaines spécialités.

Ici, nous avons une économie locale portée par de toutes petites entreprises, un peu de commerce et ceux qui ont étudié et obtenu des diplômes cherchent à partir à l'étranger par la voie légale ou, s'il le faut, clandestinement.

Beaucoup d'entre eux se disent qu'il n'y a pas suffisamment d'industries ou de grandes sociétés pour faire travailler les jeunes de la ville même s'ils ont des diplômes. Personnellement, j'étudie à la faculté et je travaille en parallèle parce que je me dis que même s'il y a des problèmes, quand on a la volonté et l'ambition d'aller loin, grâce à ses études, on peut le faire. Et je pense également qu'on peut toujours changer les choses, c'est pour cela par exemple que je me suis inscrit dernièrement sur les listes électorales et que je suis venu à la rencontre 100 villes, 100 jours pour voir ce que les partis politiques proposent. Je reste intimement convaincu que les gens qui ont une certaine conscience et qui ont le sens des responsabilités peuvent amener le renouveau dont on a besoin.

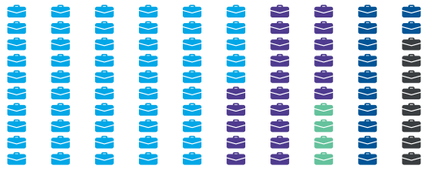
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Accélérer la réalisation du projet de construction de l'hôpital provincial et mettre en place plus de spécialités ;**
- **Équiper les hôpitaux et les dispensaires de santé et augmenter le nombre d'ambulances ;**
- **Augmenter les effectifs du personnel soignant (médecins, infirmières etc…) et améliorer la supervision et le contrôle ;**
- **Subventionner les coopératives agricoles afin d'améliorer leurs rendements et leurs capacités commerciales ;**
- **Aménager une zone industrielle et un centre d'artisanat ;**
- **Mettre un terme aux coupures, en particulier durant l'été et assurer l'approvisionnement en eau potable tout au long de l'année ;**
- **Développer de nouvelles filières dans les centres de formation professionnelle (ingénierie et logistique) ;**
- **Construire une bibliothèque, des centres culturels et artistiques, des terrains de proximité et des centres pour les personnes en situation de handicap ;**
- **Terminer le projet de création de l'institut de formation agricole ;**
- **Créer une annexe universitaire ;**
- **Terminer le projet de construction du théâtre municipal ;**
- **Aménager les quartiers résidentiels de la ville (routes, trottoirs, éclairage, etc.) ;**
- **Accélérer l'achèvement de la corniche de Wadi Mellou et Mallouya ;**
- **Accélérer le relogement des habitants de bidonvilles et faciliter les démarches pour en bénéficier.**

JOUR 27 - GUERCIF

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



55% Actifs
21% Non actifs
4% Etudiants
12% Journaliers
8% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

60% Je suis d'accord

40% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 11%
25 à 44 ans — 49%
45 ans et plus — 40%

NIVEAU D'ÉDUCATION

86% Scolarisé

14% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

89% La santé

51% L'éducation

45% La création d'emploi, combattre le chômage

41% L'amélioration des standards et des conditions de vie

12% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 27 - GUERCIF

Être digne du nouveau statut de chef-lieu

Lors de sa 27e étape, à Guercif, la caravane des Indépendants a été accueillie par un vent d'optimisme. En dépit de nombreuses difficultés économiques et sociales, les Guercifis veulent croire en un avenir meilleur. Ils sont fiers de leur patrimoine, en particulier de la bardiya, danse guerrière rythmée au son des bendirs et du ney, symbolisant la bravoure des habitants. Les quelques 400 participants ont souligné les domaines d'amélioration, notamment depuis que la commune est devenue un chef-lieu de province. Le satisfecit s'étend aussi aux services administratifs qui semblent dorénavant bénéficier de plus de moyens. Par contre, bien d'autres secteurs ne sont pas dignes du nouveau statut de Guercif.

La priorité des habitants est la santé. Les critiques sont en effet nombreuses en ce qui concerne les infrastructures et le personnel médical. Le nouvel hôpital provincial est très attendu et tous souhaitent pouvoir bientôt se faire soigner sans avoir à quitter la ville. De même, des progrès sont espérés au niveau des soins, qui sont parfois considérés comme risqués, eu égard aux erreurs médicales relatées. Il est aussi fait état de clientélisme au sein des services médicaux, où les bénéficiaires du Ramed ne sont pas toujours les bienvenus. Par ailleurs, la qualité de l'eau courante et les problèmes d'assainissement sont plusieurs fois cités comme des facteurs nuisant à la santé des citoyens.

Du point de vue économique, les habitants regrettent que l'agriculture, l'artisanat et le secteur de la confection ne soient pas soutenus davantage. Réputée pour ses fameuses olives, Guercif pourrait exploiter davantage ses atouts. Les participants espèrent une zone industrielle qui donnerait du travail aux nombreux chômeurs. De plus, ils estiment que le tourisme pourrait être encore développé. Le festival des olives et celui de la fantasia ont montré le chemin, dans une ville à l'hospitalité légendaire.

Des chantiers spécifiques sont évoqués pour enclencher la dynamique de développement de la ville, comme ceux du barrage et du pont réalisés dans le cadre de l'INDH. Une attention particulière est également dévolue au développement des transports, lesquels sont essentiels afin de garantir une meilleure mobilité de chacun.

Zakia H. participante à l'étape de Guercif

Plusieurs personnes ont parlé des problèmes de l'enseignement mais pour moi ceux qui veulent vraiment étudier y arrivent. Le vrai problème c'est que lorsque des jeunes arrivent à décrocher un diplôme, ils ne trouvent pas d'opportunités de travail par la suite. La priorité c'est ça : l'emploi ! Beaucoup de jeunes sont désœuvrés et beaucoup de potentiel est gâché. Il y a des femmes qui ne trouvent même pas d'opportunités pour travailler en tant que femmes de ménage. Et même s'il y a quelques usines de textile, le SMIG reste trop faible.

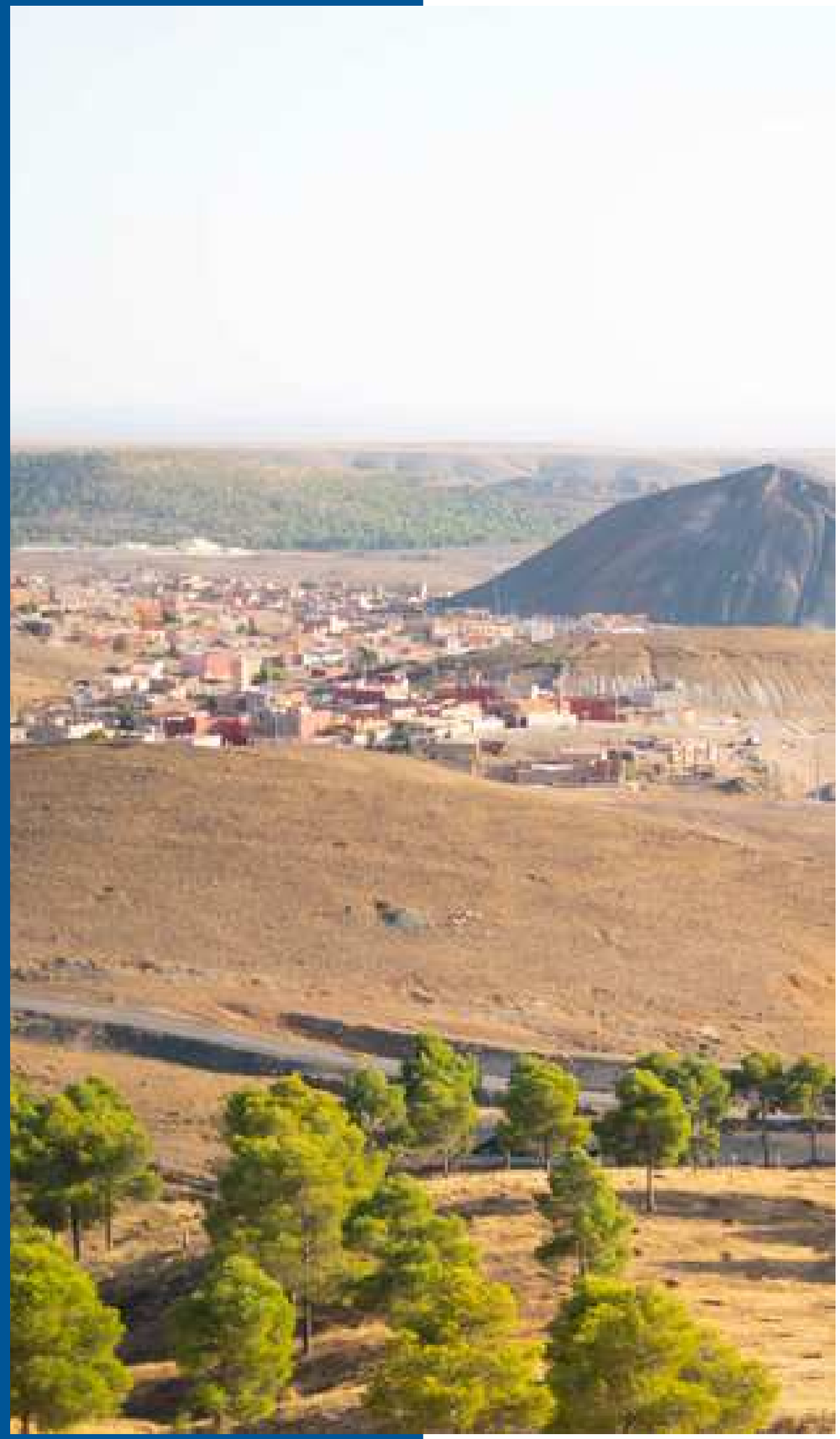
Puis, l'hôpital est aussi dans un état déplorable. Quand j'ai accouché de ma fille, on lui a diagnostiqué un problème mais on n'a pas pu la soigner ici. J'ai dû l'emmener à Rabat deux jours après sa naissance. Et heureusement qu'on l'a fait. Depuis ce jour-là, je préfère partir à Oujda quand je suis malade, je m'y sens plus en confiance. Sauf pour les cas d'urgence bien sûr. Je dis ça mais en même temps je sais que ce n'est pas facile non plus pour nos médecins et que les conditions dans lesquelles ils travaillent ne sont pas simples.

Je suis venue assister à cette rencontre "100 Villes, 100 Jours" parce que je veux que ma ville s'améliore. Guercif est une petite ville qui a besoin de beaucoup d'attention et de considération.

Contrairement à d'autres villes, nous n'avons pas où sortir pour nous défouler et nous divertir, et nous n'avons pas non plus d'espaces pour la jeunesse, à l'exception de rares terrains de proximité qu'ils viennent d'aménager. J'espère d'ailleurs qu'ils resteront en bon état. Et puis une dernière chose sur laquelle je veux attirer l'attention de nos responsables : il y a une grande négligence des personnes âgées dans notre ville et dans notre pays en général. A l'exception de quelques associations qui ont créé des maisons de retraite, il n'y a aucune action concrète et réfléchie qui leur est consacrée pour qu'ils vivent dignement. Je pars de temps en temps donner un coup de main à ces associations et je trouve souvent ces maisons de retraite dans un état qui fait mal au cœur.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

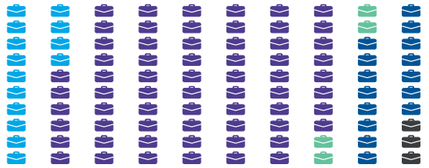
- Aménager des dispensaires et mettre en place plus de spécialités médicales ;
- Faciliter l'accès aux soins des personnes en situation de handicap ;
- Encadrer davantage le personnel médical ;
- Créer des alternatives à l'activité minière en facilitant les procédures administratives des investisseurs et en encourageant les auto-entrepreneurs ;
- Construire de nouvelles salles de classe afin de réduire l'encombrement ;
- Améliorer la formation continue des enseignants ;
- Généraliser le transport scolaire ;
- Mettre en place les mécanismes nécessaires pour intégrer les femmes et les personnes en situation de handicap sur le marché du travail ;
- Créer une annexe universitaire et un institut de formation professionnelle ;
- Encourager et subventionner le sport et la culture.



JOUR 28 - JERADA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



14%	64%	4%	15%	3%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

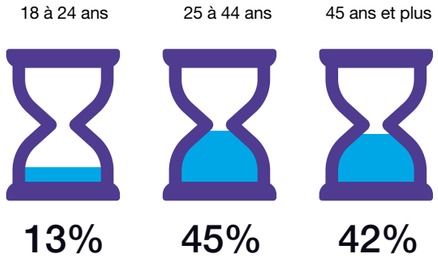
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

89% Je suis d'accord

11% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
13%	45%	42%

NIVEAU D'ÉDUCATION

68% Scolarisé

32% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 71% La santé
- 69% La création d'emploi, combattre le chômage
- 60% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 27% L'éducation
- 8% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 28 - JERADA

Reconvertir enfin les mines et renforcer l'offre de santé

La rencontre avec les habitants de Jerada fut incontestablement l'un des moments forts de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Réunis au sein de l'ancienne grande cité minière, 450 participants ont échangé librement avec les Indépendants.

Le principal constat est partagé par tous : depuis la fermeture des mines, il y a plus de 20 ans, la situation de la ville s'est profondément dégradée et la pauvreté s'est installée durablement. Aucune alternative n'a été proposée pour compenser cette perte d'activité et le taux de chômage a explosé pour approcher les %40. Pire encore, certaines exploitations clandestines perdurent et provoquent parfois la mort de jeunes travailleurs.

Les citoyens de Jerada estiment que des solutions pourraient venir de l'agriculture et du secteur des services. Mais pour cela, ils voudraient un meilleur accompagnement des PME et des porteurs de projets, afin de les encourager à s'installer dans la commune.

Par ailleurs, les infrastructures médicales ne répondent pas aux attentes de la population. Les participants fustigent le manque d'équipements, de personnel et de médicaments dans les établissements, qui prive les habitants de soins. Par exemple, les maladies des os et des articulations, ou encore les maladies pulmonaires telles que la silicose et l'anthracose, ne peuvent pas être traitées localement. Certains malades doivent aller à Oujda, lorsqu'ils en ont les moyens et la pénurie de transports médicalisés rend les trajets difficiles.

Cet état des lieux est d'autant plus préoccupant que le nombre de pathologies liées à la pollution des usines semble en augmentation. La station thermique à proximité est notamment montrée du doigt.

Enfin, de multiples problèmes sont également observés du côté de l'éducation. En sureffectif, les écoles sont insuffisamment équipées et mal desservies par les transports scolaires, tandis que les enseignants sont parfois critiqués pour leur manque d'implication au quotidien.

Karim A. participant à l'étape de Jerada

A l'époque de nos parents, Jerada était une ville dynamique. Tout le Maroc bénéficiait de son activité. Les gens venaient de Fès, Marrakech et de tout le pays pour travailler ici. Ils disaient même, on va aller travailler à « Jeranssa ». Beaucoup avaient bien gagné leur vie ici, et quand la mine a fermé, ils ont quitté la ville. Après, le problème qui est apparu est celui des « puits de la mort ». Des jeunes s'y engouffrent pour ramener du charbon de manière anarchique et non réglementée et plusieurs corps sont restés à l'intérieur. Un effort est fait en ce moment pour structurer cette activité à travers des coopératives qui encadreront ces personnes.

Maintenant les choses commencent à bouger un peu dans la ville avec la création du centre d'investissement qui soutient les porteurs de projets. Il y a également une société de crevettes qui commence à employer des femmes et une autre de calamars va bientôt ouvrir.

L'urgence pour moi c'est l'hôpital. C'est très inquiétant d'aller à un hôpital en sachant qu'il y a de grandes chances de ne pas y trouver de médecins. Il y a aussi le problème du scanner. Dans une province de plus de 100.000 habitants, si quelqu'un a un accident, est-il normal qu'il faille le transporter à Oujda pour un scanner ? S'il fait une hémorragie au niveau du crâne, on peut être sûr qu'il n'arrivera jamais à temps. Il faut absolument en avoir un à l'hôpital provincial ici à Laaouinat. Ils disent qu'ils vont en acquérir un mais on n'a encore rien vu !

D'un autre côté, il y a le problème des enseignants contractuels qui laissent leurs élèves livrés à eux même pour aller manifester. Évidemment que c'est leur droit et qu'on doit leur trouver une solution, mais entre-temps, ce sont les élèves qui paient les pots cassés. On peut dire qu'au centre de Jerada l'enseignement est correct, mais dès qu'on s'éloigne un peu en périphérie et dans les villages voisins, on trouve des enseignants qui travaillent dans des conditions difficiles, des classes dans un sale état, pas de toilettes…

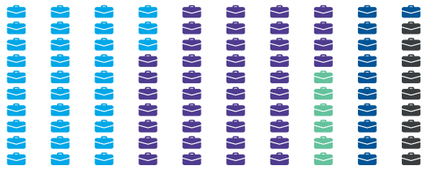
Pour résumer, je dirais qu'à l'heure actuelle il y a plusieurs promesses, il y a des choses qui commencent à changer mais, selon moi, on ne peut être sûrs des résultats que dans deux ans à peu près.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Améliorer l'offre de soins en augmentant le nombre de spécialités, en améliorant l'admission et les services d'accueil, et en fournissant les médicaments nécessaires, notamment pour les maladies chroniques ;**
- **Améliorer les services hospitaliers, faire face au problème des rendez-vous trop éloignés et optimiser le fonctionnement du Ramed ;**
- **Aménager une zone industrielle pour encourager l'investissement et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes ;**
- **Aménager des centres culturels et sportifs ;**
- **Renforcer la formation continue des enseignants ;**
- **Multiplier le nombre de classes pour faire face à l'encombrement ;**
- **Créer une annexe universitaire et des instituts supérieurs ;**
- **Résoudre les problématiques liés au secteur de l'informel ;**
- **Encourager le tourisme national tout au long de l'année ;**
- **Créer des opportunités de travail dans différents secteurs d'activité ;**
- **Lutter contre le clientélisme et le favoritisme et améliorer la qualité des services administratifs.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



33% Actifs
38% Non actifs
8% Etudiants
12% Journaliers
9% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

66% Je suis d'accord

34% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 13%
25 à 44 ans — 35%
45 ans et plus — 53%

NIVEAU D'ÉDUCATION

64% Scolarisé

36% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

85% La santé

59% La création d'emploi, combattre le chômage

55% L'éducation

48% L'amélioration des standards et des conditions de vie

8% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 29 - M'DIQ

Créer un modèle économique plus stable

A M'diq, ce ne sont pas moins de 400 personnes qui ont pris place autour des tables de la grande rencontre organisée par les Indépendants. Très active l'été, en grande partie grâce aux touristes locaux qui viennent profiter des belles plages du Nord, la ville est très calme le reste de l'année.

Pour les citoyens, ce contraste entre les saisons déséquilibre M'diq, qui a besoin d'un modèle économique plus stable et l'activité touristique doit être enrichie pour se développer et permettre de créer des emplois tout au long de l'année.

Il en va de même pour le commerce, fragile et fortement impacté par la fermeture de Bab Sebta. Les habitants souhaitent une vision plus ambitieuse pour la ville, qui pourrait attirer davantage d'entreprises, afin de réduire le chômage et limiter les emplois précaires.

La grande majorité des participants pointe du doigt le problème de l'accès à la santé et se plaint du coût élevé des soins : médicaments, radiographies, analyses médicales, etc. Les cartes Ramed ne couvrent pas tous les frais et de nombreux citoyens ne peuvent se soigner convenablement. De plus, les services hospitaliers sont critiqués pour la qualité insuffisante de leurs prestations et pour le favoritisme qui semble y régner. Les attentes sont donc très fortes pour ce secteur vital.

Autre sujet préoccupant, le système éducatif de M'diq est signalé comme défaillant. Dans des classes souvent surchargées d'élèves, les enseignants manquent de moyens et de soutien. L'inquiétude est vive quant à l'éducation des générations futures, qui semblent vouées aux mêmes difficultés que leurs aînés.

Mustapha R. participant à l'étape de M'diq

Cela fait 27 ans que je travaille dans le tourisme à M'diq et je constate que l'activité baisse d'une année à l'autre. Chaque été, on dit que celui d'avant était meilleur… Tout ça est dû à la cherté de la vie. Et puis, il n'y a pas suffisamment d'espaces de distraction et de programmes d'animation, ni une bonne qualité de services pour les touristes. Dites-moi, est-ce qu'un mois de travail est suffisant pour vivre l'année entière ? Est-ce que ça suffit à un étudiant pour subsister durant toute une année universitaire ? Est-ce que ça suffit au père de famille pour subvenir aux besoins de son foyer pendant 12 mois ?

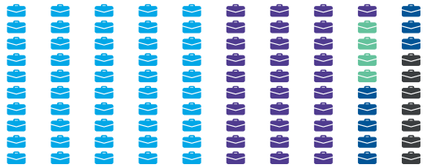
Moi par exemple, je travaille dans le tourisme l'été et le reste du temps je travaille dans le bâtiment, ou parfois dans la pêche, d'autres fois dans le commerce et évidemment tout ça ne me garantit ni retraite ni rien du tout… Parce qu'il n'y a pas de stabilité avec ces boulots. On ne peut pas avoir de stabilité avec un changement de job tous les 3 ou 4 mois. L'autre problème que nous avons, c'est l'absence d'un cadre structuré pour le tourisme et il n'y a pas d'interlocuteur. Les portes des administrations nous sont fermées. Il faut que les responsables écoutent les professionnels pour trouver de vraies solutions. Et à ce moment-là, on pourra espérer quelque chose…

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager un hôpital et renforcer les dispensaires avec des cadres médicaux, des médicaments, des équipements et de nouvelles spécialités ;
- Agrandir le centre d'hémodialyse et la maternité pour répondre aux besoins des habitants ;
- Créer un centre d'addictologie et des centres pour les personnes en situation de handicap ;
- Activer le programme Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Aménager des logements économiques dans le respect des normes, tout en étant à des prix abordables ;
- Aménager une zone industrielle et s'ouvrir aux métiers de l'industrie ;
- Accompagner et encadrer les jeunes chômeurs dans leur intégration au marché du travail et accroître l'efficacité de l'ANAPEC ;
- Elargir l'offre de formation supérieure et inclure des filières supplémentaires ;
- Reconsidérer les horaires scolaires ;
- Fournir des facilités d'investissement afin de réconcilier les investisseurs, les organismes et les institutions publiques.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



50% Actifs
31% Non actifs
4% Etudiants
8% Journaliers
7% Retraités

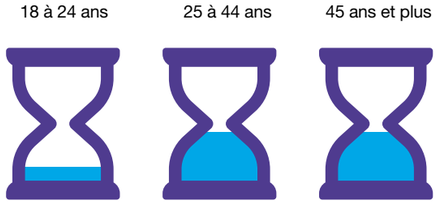
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

73% Je suis d'accord

27% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 14%
25 à 44 ans — 43%
45 ans et plus — 43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

84% Scolarisé
16% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79% La santé
56% L'éducation
43% L'amélioration des standards et des conditions de vie
41% La création d'emploi, combattre le chômage
39% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 30 - DCHEIRA EL JIHADIA

Améliorer les établissements de santé et développer le tourisme culturel

Trentième ville-étape de la caravane des Indépendants, Dcheira El Jihadia est un haut lieu de la culture amazighe. Ses habitants sont fiers du rayonnement artistique de la commune et des nombreux festivals organisés chaque année. Ce sentiment d'appartenance est très fort et donne une réelle identité à la ville.

Toutefois, les 500 participants présents ont également souligné les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Les infrastructures urbaines sont souvent précaires et le manque de transport nuit à la mobilité.

Mais le principal problème concerne le secteur de la santé : les dispensaires ne sont pas assez nombreux et l'hôpital n'est plus en capacité d'accueillir tous les patients. Ces établissements ne disposent pas des équipements et des médicaments nécessaires, ce qui rend difficile la tâche du personnel soignant. De plus, les pratiques liées au clientélisme provoquent de graves dysfonctionnements dans le traitement des malades.

Selon les citoyens, il semblerait que le secteur de l'éducation souffre des mêmes maux. Les écoles ne sont pas suffisantes pour accueillir tous les élèves et les enseignants n'ont que peu de moyens pour accomplir leur mission. Par ailleurs, certains parents signalent que des substances illicites circulent parfois au sein des établissements scolaires, provoquant une vive inquiétude.

Enfin, au niveau économique, la situation n'est pas florissante. Beaucoup de familles ont du mal à subvenir à leurs besoins, en raison des salaires relativement faibles et de l'important taux de chômage. Les jeunes diplômés sont particulièrement touchés et regrettent l'inadéquation des formations avec les besoins du marché. En outre, les participants racontent les fortes inégalités sociales à Dcheira, dénoncent le favoritisme et appellent à plus de justice sociale. Tous aimeraient que la commune exploite davantage la zone industrielle de Tassila, mais aussi le potentiel lié à la culture.

Saâd Allah A. participant à l'étape de Dcheira El Jihadia

La ville de Dcheira connaît une bonne dynamique depuis quelques années. Plusieurs réalisations ont été enregistrées dans de nombreux domaines. La ville est active sur le plan artistique et culturel et son rayonnement est avéré à l'échelle régionale et nationale. La ville est connue par ce qu'on appelle en Amazigh "Assaiss", un espace de diffusion de la culture Amazighe. On y organise plusieurs activités, comme le Festival National de l'Art des Rwayes, ou encore"Bilmawn Boudmawn" qui sont des festivités traditionnelles de la région de Souss pendant Aïd Al Adha.

Cependant, le secteur de la santé pose un vrai problème. Nous disposons d'un ancien hôpital qui est quasiment sans équipements. On n'y trouve même pas de médicaments. Les diabétiques peinent à se procurer de l'insuline et la maternité est dans un état déplorable. Et si quelqu'un a une fracture et qu'il a besoin d'être plâtré, il faut qu'il aille à Inezgane ! Autre chose, il n'y a pas encore une vraie opérationnalisation du Ramed. Donc, une personne qui n'a pas les moyens et qui présente sa carte devra tout de même payer sa prestation à l'hôpital, si elle veut être soignée.

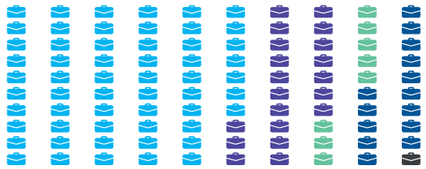
La plupart des jeunes quittent Dcheira parce qu'ils n'ont pas où travailler. A part les professions libérales et l'usine de bois, il n'y a pas d'opportunités. On peut trouver des petits boulots pour trois ou quatre mois, mais ce ne sont pas de vrais emplois et ils n'offrent aucune stabilité. Même si je reconnais ce qui a été réalisé jusque là à Dcheira, nous manquons toujours de plusieurs choses : pas d'espaces de jeux pour enfants, ce qui fait que beaucoup jouent dans la rue avec tous les dangers que cela comporte, pas de parcs pour les personnes âgées, une avenue principale tout le temps encombrée, des problèmes d'eau et d'électricité dans plusieurs zones en plus de l'absence de l'éclairage public dans certains quartiers, ce qui crée un sentiment d'insécurité le soir pour ceux qui y vivent.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Faciliter l'accès à l'assurance pour les commerçants afin qu'ils puissent sécuriser leur activité en cas d'incendies dans les marchés ou d'accidents de la route lors du transport de marchandises ;**
- **Réglementer le commerce informel en créant des marchés locaux ;**
- **Fournir une couverture santé aux commerçants et aux travailleurs du secteur informel en général ;**
- **Agrandir le centre d'hémodialyse et la maternité afin de répondre aux besoins des habitants ;**
- **Diversifier l'offre de santé, ajouter de nouvelles spécialités et fournir les hôpitaux et les dispensaires de proximité en médicaments, équipements et ambulances. Recruter davantage de cadres médicaux ;**
- **Accélérer la mise en place d'un centre d'addictologie et de centres pour personnes en situation de handicap ;**
- **Activer le programme Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;**
- **Réhabiliter les écoles publiques, améliorer les programmes éducatifs et assurer le transport scolaire des élèves ;**
- **Appliquer l'enseignement primaire universel et obligatoire, en particulier pour les filles dans les quartiers périphériques de la ville ;**
- **Réhabiliter le statut des enseignants et renforcer leurs compétences en leur offrant des formations continues.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



57% Actifs
20% Non actifs
8% Etudiants
11% Journaliers
4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 44%
45 ans et plus — 39%

NIVEAU D'ÉDUCATION

89% Scolarisé

11% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

75% La santé

49% L'éducation

42% La création d'emploi, combattre le chômage

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

36% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 31 - INEZGANE

Améliorer les infrastructures et encourager la création d'emploi

Pour sa 31e étape, la caravane des Indépendants est arrivée à Inezgane, où l'attendaient 300 citoyens venus échanger sur l'avenir de leur ville. Si la cité amazighe rayonne toujours autant sur le plan commercial et grâce à son patrimoine culturel, ses habitants regrettent de ne pas en profiter pleinement. Forte de sa position géographique et de son important réseau de transport, Inezgane rêve d'un destin plus grand.

Les participants rappellent que la ville est depuis longtemps le carrefour commercial de la région. Avec ses nombreux souks, elle est une véritable plaque tournante du commerce marocain, voire africain. Pourtant, Inezgane connaît un taux de chômage en contradiction avec son potentiel et la pauvreté s'est largement installée dans ses rues. L'industrie est peu développée et les habitants, fiers de leur marché de gros, attendent plus de la transformation des produits agricoles.

La ville est décrite comme difficile à vivre, avec une circulation souvent encombrée, des routes en mauvais état et trop peu d'espaces verts. Plus généralement, ce sont les infrastructures qui sont critiquées, notamment en ce qui concerne l'eau, l'assainissement et l'électricité.

Les équipements hospitaliers sont également visés par les habitants. Selon eux, l'hôpital provincial est indigne d'un établissement de santé de ce rang. Le manque d'équipements et les dysfonctionnements liés au clientélisme sont insupportables et tous en font une priorité.

Enfin, le secteur de l'éducation n'est pas épargné. Les écoles ne sont pas assez nombreuses pour accueillir convenablement les élèves et les enseignants semblent totalement dépassés par la situation. L'absence de moyens paraît insurmontable. Dans ces conditions, et sans transport organisé, le taux d'abandon scolaire reste très élevé à Inezgane.

Meriem B. participante à l'étape de Inezgane

Le problème majeur ici c'est l'emploi ! Les jeunes souffrent ! Il y a des personnes qui ont des masters et n'arrivent pas à trouver du travail. Parfois, on peut tomber sur une personne qui a une licence en économie et qui étale n'importe quelle marchandise dans la rue pour pouvoir se nourrir.

Les atouts ne manquent pas dans cette ville, mais ils ne sont pas bien exploités. Inezgane est un point de liaison entre le nord et le sud du pays. Ce qui remonte du Sahara et ce qui vient des villes du nord… Tout passe par là ! C'est pour ça qu'il y a au moins une bonne activité commerciale. Nous avons également l'un des plus grands marchés de gros de fruits et légumes au Maroc. Mais ceci reste insuffisant. Il faut d'autres projets et attirer d'autres investisseurs. Je pense que maintenant c'est faisable avec le projet de construction de la ligne ferroviaire entre Marrakech et Agadir.

Il y a d'autres choses qui font plaisir, comme la plateforme d'écoute et d'orientation des jeunes que Sa Majesté vient d'inaugurer. Je pense que ce sera d'une grande aide pour les chercheurs d'emploi ou ceux qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat. Parce que même lorsqu'on est chômeur, il faut continuer à bouger, à se former, à constituer un réseau et ce genre d'espaces peut donc beaucoup aider.

Nous avons également le problème de la gare routière. Pour beaucoup de gens qui viennent d'ailleurs, cet endroit représente leur premier contact avec la ville. Et malheureusement cette gare a été négligée au point d'être dans un état catastrophique aujourd'hui. Tellement de pagaille et d'ordures autour qu'on n'ose pas trop passer à côté.

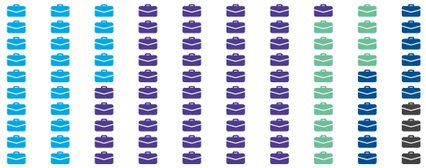
L'autre point noir que je veux évoquer, c'est la santé. J'ai passé un stage à l'hôpital et j'ai pu le constater de mes yeux. Les patients ne trouvent pas où dormir. C'est tout de même un hôpital provincial et parfois on peut trouver deux patients sur le même lit ! Chacun d'un côté ! Comment trouver du repos comme ça ? Si on a mal, on ne peut même pas se retourner! Pour moi, les établissements de santé doivent être la priorité des responsables.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Renforcer l'infrastructure de l'hôpital Saniat El-Raml, pallier la pénurie de médicaments dans la pharmacie de l'hôpital et fournir au service des urgences du matériel et des ambulances ;
- Faciliter l'accès des citoyens hommes et femmes aux services médicaux en réduisant le temps d'attente des rendez-vous, en particulier les consultations urgentes et activer le système Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Construire des dispensaires de proximité en nombre suffisant dans les quartiers de la ville (centres spécialisés dans le cancer et la dialyse) ;
- Construire un nouvel hôpital pour réduire la pression sur les autres établissements de santé et améliorer l'offre de soin ;
- Diversifier les secteurs à même de créer des opportunités d'emploi décent ;
- Encadrer les jeunes dans leur formation, en créant des centres culturels et des bibliothèques ;
- Réhabiliter les zones industrielles de la région de Tétouan, en encourageant l'investissement dans le foncier et l'auto-entreprenariat ;
- Structurer l'activité des marchands ambulants en créant des marchés de proximité ;
- Lutter contre le travail informel et s'assurer du respect du droit du travail (CNSS, assurances, couverture maladie) ;
- Construire de nouveaux établissements scolaires pour lutter contre l'encombrement, revoir les manuels et les programmes scolaires et faciliter l'accès pour les personnes en situation de handicap ;
- Généraliser le préscolaire et assurer l'accès au programme Tayssir pour les familles en situation précaire ;
- Créer une nouvelle annexe universitaire, diversifier l'offre de formation et prévoir des restaurants universitaires ;
- Développer de nouvelles filières dans les centres de formation professionnelle ;
- Assurer une meilleure liaison entre Tétouan et les zones industrielles (Fahs Anjra). Connecter la ville au réseau ferroviaire et à l'autoroute et encourager les compagnies aériennes à attirer les investisseurs, notamment espagnols ;
- Encourager le tourisme national et de montagne tout au long de l'année ;
- Aménager des marchés pour vendre et promouvoir les produits traditionnels ;
- Renforcer l'offre des centres culturels et des maisons de jeunes ;
- Assurer des services de transports publics respectueux des normes de qualité et lutter contre le transport informel.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



25%	46%	13%	12%	4%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

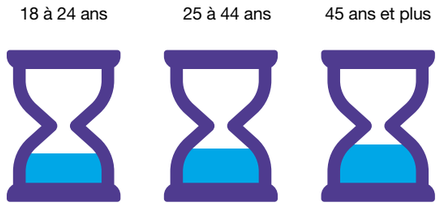
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

87% Je suis d'accord

13% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
29%	33%	38%

NIVEAU D'ÉDUCATION

79% Scolarisé

21% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 81% La santé
- 63% La création d'emploi, combattre le chômage
- 57% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 46% L'éducation
- 12% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 32 - TÉTOUAN

Exploiter pleinement le potentiel culturel et touristique

La Colombe Blanche a réservé un accueil exceptionnel à la caravane 100 Villes, 100 Jours. Plus d'un millier de personnes étaient présentes pour partager leur vision de la ville, mais aussi leurs craintes et leurs espoirs. Loin de profiter pleinement de son patrimoine historique sans pareil, Tétouan, l'andalouse, vit des jours difficiles.

Au premier rang des préoccupations, le manque d'opportunités professionnelles désespère les habitants. Les conséquences sont parfois désastreuses : précarité et émigration clandestine ont été relayées par les participants. Les fermetures d'usines et de Bab Sebta compliquent la situation et augmentent le taux de chômage, notamment chez les jeunes. De nombreux ménages voient leur pouvoir d'achat diminuer sans réelles perspectives d'avenir.

Pourtant, tous ont conscience que leur ville pourrait mieux faire. Avec son emplacement géographique et son incroyable richesse culturelle, Tétouan possède des atouts touristiques hors-norme. Sa médina, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, son artisanat, avec la peinture sur bois "zouak", ou encore la musique arabo-andalouse "el ala". Mais son relatif isolement géographique la prive d'un développement économique ambitieux. En effet, à l'exception d'une autoroute d'une quinzaine de kilomètres qui relie Tétouan à Fnideq, la ville n'est pas rattachée au reste du réseau autoroutier, ni au réseau ferroviaire, et son aéroport est trop peu desservi.

Autre domaine préoccupant, la santé est source d'angoisse pour les Tétouanaises et Tétouanais. En manque d'équipements et de personnel soignant, les établissements de la ville semblent dépassés. Symbole de cette insuffisance, la faible capacité de la maternité à l'hôpital Saniat Rmel place les femmes et les nouveau-nés dans une situation de précarité inacceptable. Même constat pour les bénéficiaires du Ramed et les plus démunis, livrés à eux-mêmes face à l'insuffisance des soins et à la cherté des médicaments.

Enfin, le secteur de l'éducation est également cité comme problématique. A Tétouan, le décrochage scolaire est fréquent et rien ne semble pouvoir l'enrayer. Au contraire, la présence de nombreux jeunes diplômés en recherche d'emploi incite les élèves à déserter l'école.

Si la jeunesse tétouanaise rêve souvent d'un avenir par-delà la Méditerranée, l'attachement des habitants à la ville est bien réel et tous veulent croire en des jours meilleurs.

Said E. participant à l'étape de Tétouan

Tétouan, terre de civilisation. Tétouan est la ville qui a donné d'éminents savants et des hommes d'État. Tétouan, c'est l'authenticité et la bonne éducation... Pourtant, notre ville vit une crise actuellement. Dans mon quartier, les jeunes ont tous suivi des études supérieures, certains ont obtenu une licence, d'autres un master ou même un doctorat, mais ils ne trouvent pas d'opportunité de travail. Ici, il n'y a pas d'usines capables d'embaucher en grand nombre. De toute manière, les formations proposées ne sont pas adaptées aux besoins du marché de travail. J'espère que le niveau des formations s'améliorera et qu'on pourra avoir des universités de qualité et des investissements à même d'absorber le chômage actuel, afin que les Tétouanais puissent vivre en dignité.

Les gens ont peur de tomber malades parce que l'hôpital de la ville est débordé. Ma voisine doit faire une radiographie, on lui a donné un rendez-vous dans 6 mois ! Pire encore, toutes les femmes enceintes des villages d'à côté doivent venir jusqu'à Saniat Rmel pour accoucher. Et je peux vous assurer qu'elles souffrent pour y arriver. Nous avons besoin de nouveaux hôpitaux à Tétouan et également dans les régions avoisinantes.

La force de Tétouan est dans sa jeunesse et aujourd'hui, la ville a besoin des jeunes, de leurs idées, de leur persévérance et de leur implication dans la gestion de la ville. C'est la raison pour laquelle nous devons prendre conscience du fait que l'avenir de Tétouan se trouve entre les mains de cette jeunesse.

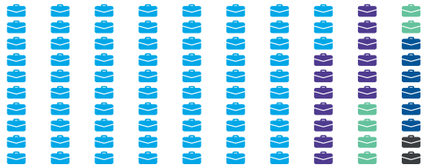
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Mettre à disposition plus de médecins et de personnel médical qualifiés dans les établissements de santé en particulier à l'hôpital régional Hassan II ;
- Adopter de bonnes pratiques en terme de gouvernance dans le secteur de la santé, et améliorer les services d'accueil et l'accès aux différents centres de santé, notamment à l'hôpital régional Hassan II ;
- Réhabiliter les établissements de santé et construire plus de dispensaires de proximité ;
- Activer le programme Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Donner plus d'importance aux secteurs du tourisme et de la pêche, secteurs vitaux pour l'économie de la ville, et développer la formation professionnelle dans ces secteurs ;
- Valoriser les capacités de production et de commercialisation des produits locaux et soutenir les coopératives de la ville ;
- Structurer l'activité des marchands ambulants en créant des marchés de proximité ;
- Encourager l'investissement privé dans la ville en s'ouvrant à de nouveaux secteurs économiques ;
- Réhabiliter l'école publique, améliorer les programmes éducatifs, augmenter le budget de l'éducation et assurer le transport scolaire des élèves ;
- Généraliser le préscolaire et le rendre obligatoire, en particulier pour les enfants des quartiers périphériques de la ville ;
- Rénover les écoles publiques et augmenter le nombre d'enseignants.

JOUR 33 - AGADIR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



73%	13%	6%	6%	2%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

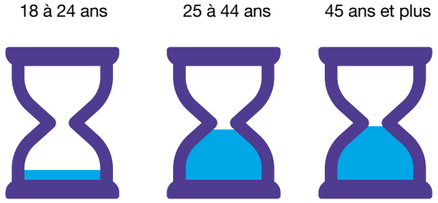
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

88% Je suis d'accord

12% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
9%	44%	47%

NIVEAU D'ÉDUCATION

95% Scolarisé

5% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 68% La santé
- 55% L'éducation
- 46% La création d'emploi, combattre le chômage
- 29% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 29% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 33 - AGADIR

Rénover la ville et développer les activités économiques

Station balnéaire réputée internationalement, Agadir a reçu la caravane des Indépendants en janvier 2020. 400 habitants de la capitale du Souss sont ainsi venus débattre de la commune et de son avenir. Selon eux, la ville possède de nombreux atouts : forte identité culturelle, patrimoine historique, activités touristiques, ressources agricoles et maritimes, etc. Pourtant, Agadir fait face à de nombreux défis.

Au niveau économique, la situation n'est pas facile : le taux de chômage est relativement élevé, en particulier chez les jeunes diplômés, et le manque de zones industrielles semble décourager les projets potentiels. La convention relative à la déclinaison de l'écosystème automobile au niveau de la région de Souss-Massa, signée en 2018 devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'Assiste, suscite beaucoup d'espoirs parmi les citoyens. Par ailleurs, selon plusieurs personnes, il faut absolument simplifier les procédures liées à l'investissement pour permettre une meilleure dynamique locale.

Les participants constatent notamment une hausse de la délinquance, qui nuit à la vie quotidienne, mais aussi au tourisme. La remarque est la même pour les infrastructures urbaines, qui se détériorent, ou encore pour le manque de moyens de transport. Globalement, les citoyens aimeraient une amélioration des conditions de vie, notamment dans les quartiers populaires.

Au-delà de ces problématiques, le secteur public est également visé par plusieurs critiques. En premier lieu, les établissements médicaux sont cités pour leur manque d'équipements et de personnel, voire de médicaments pour certaines maladies graves. Les habitants expliquent qu'il est très difficile de passer un scanner ou une radio, ou tout simplement d'obtenir un rendez-vous médical dans des délais raisonnables. De plus, les services de santé sont sévèrement jugés, surtout lorsqu'ils n'acceptent pas de prendre en charge les bénéficiaires du Ramed. Tous attendent avec impatience la construction de l'hôpital universitaire.

Enfin, les établissements scolaires n'échappent pas non plus aux reproches : les participants évoquent des écoles sous-équipées, où les enseignants semblent résignés à travailler sans grande réussite.

Sabah M. participante à l'étape d'Agadir

Ce que je n'aime pas à Agadir, ce sont les infrastructures et ce que j'aime, c'est la mer ! Je ne sais pas comment on aurait fait sans la mer. Il y a eu un grand relâchement durant les dernières années. Vers la côte c'est plutôt joli, propre mais allez un peu plus loin. Même le centre ville n'est pas réjouissant. Les routes sont de plus en plus étroites, Souk El had devait être rénové mais il est toujours dans un état déplorable. Les espaces culturels sont rares et à la place, nous avons une prolifération des cafés ! Il nous faut un cinéma ! Ce n'est pas normal d'avoir un cinéma qui ouvre une fois par an à l'occasion du festival cinéma et migration. On veut savoir pourquoi ! Durant les années quatre-vingt, c'était notre principal espace de loisir, mais aujourd'hui, nous n'avons pas la moindre salle.

Plusieurs problèmes sont à signaler en ce qui concerne la santé, notamment le clientélisme qui est devenu monnaie courante à l'hôpital Hassan II. Les pauvres n'ont plus leur place. Ils n'ont pas les moyens de se payer un médecin privé et dans les établissements publics, ils se sentent négligés. Le citoyen doit être accueilli avec dignité parce que c'est avec l'argent du contribuable que le personnel médical est payé. Il doit sentir de l'attention et de la considération dès qu'il franchit les portes de l'hôpital parce que s'il est là, c'est qu'il se sent mal ! Il n'a pas à subir les humiliations d'une infirmière ou d'un agent de sécurité. Pour le moindre truc, il faut mettre la main à la poche. Si on continue comme ça, ça deviendra une norme. J'espère que ceux qui dirigeront le CHU qui est en construction auront une conscience professionnelle et qu'il y aura un suivi et un contrôle derrière.

Ce qui marche bien ici c'est la pêche, l'agriculture et le tourisme, mais malheureusement on se contente de la mer comme atout et nous n'avons pas d'animation touristique. Le chômage est très présent. L'offre de formation doit être adaptée aux besoins des entreprises. Certains étudient longtemps après leur bac, mais n'arrivent pas à trouver des postes avec des salaires à la hauteur de leurs diplômes.

Côté enseignement, l'école privée prend de plus en plus de place, les écoles publiques souffrent d'un manque d'infrastructure, la société civile n'est pas impliquée pour y remédier et les élus locaux négligent ce secteur. En gros, le tableau est noir ! Et noir mat, pas brillant ! Je pense qu'à travers cette rage que j'exprime, vous avez deviné que je suis enseignante. C'est normal, nous sommes en première ligne et nous prenons des coups en permanence.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer l'offre médicale en augmentant le nombre de spécialités dans l'hôpital provincial. Améliorer l'accès et l'accueil, fournir le matériel médical nécessaire et plus d'équipes médicales et d'ambulances ;
- Activer le programme Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Construire davantage de dispensaires de santé et réhabiliter ceux existants ;
- Adopter de bonnes pratiques de gouvernance dans le milieu médical et mettre en place des contrôles réguliers ;
- Reconsidérer les horaires scolaires ;
- Réduire le nombre d'élèves dans les salles de classes en aménageant de nouveaux établissements d'enseignement, afin de suivre le rythme de l'évolution démographique de la ville. Assurer le transport des élèves qui vivent loin des établissements scolaires ;
- Réhabiliter l'école publique grâce à l'amélioration de la formation des futurs enseignants et à la formation continue de ceux en poste ;
- Lutter contre l'abandon scolaire en assurant une meilleur qualité de l'enseignement et un soutien particulier aux jeunes filles ;
- Encourager l'investissement privé dans la ville et s'ouvrir à de nouveaux secteurs économiques ;
- Créer des maisons pour la jeunesse et la culture, un conservatoire de musique, des terrains de proximité et des espaces sportifs dans la ville ;
- Renforcer les infrastructures des routes et des équipements.

JOUR 34 - TAROUDANT

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

40% Actifs
28% Non actifs
11% Etudiants
18% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

81% Je suis d'accord

19% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 25%
25 à 44 ans — 43%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

80% Scolarisé

20% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

77% La santé

51% La création d'emploi, combattre le chômage

46% L'éducation

34% L'amélioration des standards et des conditions de vie

25% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 34 - TAROUDANT

Préserver l'identité amazighe et développer le tourisme

Début 2020, la caravane des Indépendants s'est rendue à Taroudant, au cœur de la vallée du Souss. Là, entre le Haut Atlas et l'Anti-Atlas, une discussion s'est engagée avec 240 habitants, venus partager leur perception de la ville et leurs idées pour l'avenir.

S'ils apprécient le calme et le sentiment de sécurité qui règnent dans la commune, les participants craignent la disparition de leur identité culturelle. Fiers de leur histoire et de leurs traditions amazighes, ils aimeraient les faire vivre à travers l'artisanat et le développement du tourisme. Certains rappellent ainsi qu'il s'agit de l'une des plus anciennes villes qui a été élevée au rang de capitale impériale par le sultan Saadien Ahmad al-Aaradj en 1543.

Le niveau de vie est considéré comme relativement faible par les citoyens, et tous soulignent le manque d'emplois. L'absence de zones industrielles et le manque de projets d'investissements sont source d'inquiétude. Les habitants de Taroudant voudraient profiter pleinement du potentiel touristique de leur ville et plus largement de la région. Les remparts de la cité et leurs fameuses portes, l'artisanat local, notamment les tanneries devraient attirer de nombreux visiteurs et permettre de développer de nouvelles activités.

Les participants à la rencontre ont également insisté sur les difficultés du secteur de la santé. La présence d'un grand hôpital est appréciée, mais tout le monde mentionne ses lacunes : manque d'équipements, de médicaments, de médecins spécialisés, de personnel médical, etc. De plus, sa gestion est fortement critiquée, entachée par certains dysfonctionnements et affectée par la non-prise en considération de la carte Ramed.

Enfin, l'éducation est aussi signalée comme défaillante à Taroudant : entre l'encombrement des classes et le manque de compétences pédagogiques de certains enseignants, les élèves paraissent souvent livrés à eux-mêmes. Par ailleurs, le manque d'équipements pédagogiques et l'absence de transport scolaire semblent condamner les élèves à la déscolarisation. Un constat amer, pour une ville qui abrite l'Institut des études religieuses Mohammed V, ayant formé la majorité des élites de la région.

Lahcen A. participant à l'étape de Taroudant

Les écoles publiques ne se valent pas. Certaines sont bien, tandis que d'autres sont médiocres et mal gérées. Alors tout le monde les fuit. Il n'y a ni attention particulière, ni suivi personnalisé et par conséquent l'élève se sent laissé pour compte. Il faut plus de contrôle des équipes pédagogiques.

La vie scolaire est réduite au strict minimum. Les activités culturelles, pédagogiques et artistiques sont quasiment inexistantes. Les associations sportives scolaires n'existent que sur le papier. La preuve : aucune manifestation, aucun exploit d'une équipe scolaire et aucun champion repéré dans un cadre scolaire. Il faut aussi une meilleure orientation et une motivation des équipes pédagogiques mais également administratives. Des fois, il y a des propositions de quelques instituteurs qui rencontrent le refus de l'administration ! Ce genre d'activités sont extrêmement importantes pour combler le sentiment de vide de certains élèves.

La majorité des spécialités proposées par la formation professionnelle est dépassée. L'offre de formation doit être adaptée au tissu économique. Taroudant est une ville portée par le tourisme et l'artisanat, alors que nous n'avons pas d'offre de formation dans ces domaines ! Lorsqu'on donne un diplôme à quelqu'un, alors qu'il n'y a pas de besoin adéquat, cela revient à délivrer un certificat de chômage officiel !

L'hôpital provincial Mokhtar Soussi absorbe les besoins de 89 communes. Il ne répond même pas aux besoins de la population de la ville Taroudant toute seule, ni en termes de capacité d'accueil, ni en termes de spécialités. Pas de diabétologue, pas d'endocrinologue et pas de neurochirurgien ! Le nombre de lits en réanimation est dérisoire et nous n'avons pas d'IRM. Plusieurs analyses ne sont pas proposées à l'hôpital et les titulaires du Ramed doivent les faire à l'extérieur et payer plein pot !

La population active est en hausse mais le développement économique est très faible. Les unités agroalimentaires installées ici font du conditionnement pour l'export. Nous n'avons pas d'industries de transformation avec une valeur ajoutée forte. Le souci aussi, c'est que ces unités travaillent 2 ou 3 mois par an, alors que si nous avions des usines de jus ou de sauce tomate par exemple, elles travailleraient toute l'année !

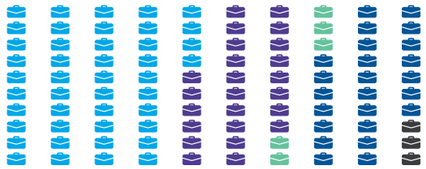
Il faut promouvoir la ville pour attirer des touristes et des investisseurs. Malheureusement, on organise surtout des actions de divertissement ponctuelles qui n'ont pas une grande portée.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager un service maternité ainsi que des salles d'accouchement de qualité ;
- Améliorer la qualité des services médicaux en renforçant les effectifs et en respectant les horaires de travail ;
- Aménager davantage de dispensaires et les doter des équipements et des médicaments nécessaires ;
- Créer plus d'opportunités d'emploi en aménageant de nouvelles zones industrielles ;
- Aménager des marchés de proximité pour structurer le commerce informel ;
- Construire de nouvelles salles de classes afin de faire face à l'encombrement et généraliser le préscolaire dès l'âge de 4 ans ;
- Construire des instituts de formation supérieure, des centres de formation professionnelle et des centres de langues ;
- Encourager, stimuler et améliorer les conditions de travail du personnel éducatif ;
- Moderniser la flotte de pêche traditionnelle et améliorer les conditions de travail de la pêche artisanale ;
- Promouvoir la culture, subventionner et développer le festival international de la culture d'Asilah ;
- Encourager les jeunes de la ville en aménageant des centres culturels et sportifs.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



44%	24%	5%	24%	3%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

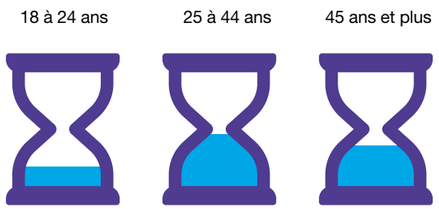
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
18%	46%	36%

NIVEAU D'ÉDUCATION

83% Scolarisé

17% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 86% La santé
- 58% L'éducation
- 51% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 45% La création d'emploi, combattre le chômage
- 13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 35 - ASSILAH

Plus d'indépendance pour développer son potentiel

La pluie battante n'a pas découragé les habitants d'Assilah, qui ont été nombreux à répondre à l'invitation des Indépendants. L'enthousiasme des citoyens pour cette ville touristique, propre et sécurisée, est perceptible immédiatement. Véritable carte postale de la côte Atlantique, où les vagues viennent s'écraser au pied des remparts de la medina, Assilah fait la fierté de tous.

Pourtant, son développement économique pourrait être plus rapide, selon les 500 participants présents. Il s'agirait pour cela d'être moins dépendant de Tanger et de dynamiser le tissu économique en attirant des investisseurs. Ici, on regrette souvent de voir les villes voisines saisir des opportunités qui auraient pu bénéficier à la cité balnéaire. Un sentiment d'abandon est parfois exprimé. L'équilibre entre les villes de la région apparaît comme un enjeu majeur pour l'avenir.

La grande offre touristique et culturelle dont dispose Assilah est considérée comme sous-exploitée. La Torre de Menagem, Bab Al Homr, Borj Krikiya, ou encore le Palais Raïssouli sont des atouts à valoriser pour attirer le public. De même, le Festival international de la culture d'Assilah, qui devait souffler sa 42ème bougie cette année, pourrait être développé à l'instar du festival Gnaoua d'Essaouira. Durant l'événement, des peintres et street-artistes du monde entier viennent exprimer leurs talents sur les murs blanchis à la chaux et pourraient bénéficier d'une plus grande visibilité. Une démarche touristique et culturelle plus structurée permettrait sans doute de créer des emplois stables pour les familles actuellement en difficulté.

Les services de santé sont également à améliorer. Par exemple, en raison des faibles infrastructures, de nombreuses femmes sont obligées d'aller à Tanger pour accoucher. Les conséquences peuvent être dramatiques, car la route est longue et le manque d'ambulances équipées rend le trajet périlleux. Plus généralement, la qualité des établissements de la ville et le coût élevé des médicaments sont des sujets de préoccupation pour les Zaïlachis.

Enfin, l'éducation suscite bien des attentes. Les écoles publiques ont besoin de moyens et l'absence d'enseignement supérieur amène les bacheliers à quitter Assilah pour étudier. Là encore, le manque d'indépendance de la ville est perçu comme un frein.

Loubna E. participante à l'étape d'Assilah

J'ai arrêté mes études après le Bac. Pour continuer, il fallait que j'aille à Tanger, parce qu'à Assilah, il n'y a pas de faculté et mon père ne voulait pas que sa fille aille seule étudier dans une autre ville. Aujourd'hui, mon fils est sur le point de décrocher son bac, et pour être sincère, moi non plus je n'ai pas envie qu'il étudie loin de moi et qu'il rentre chaque jour à neuf heures du soir. Maintenant, pour chaque chose, il faut aller à Tanger. Même pour accoucher de mon fils, j'ai dû aller à Tanger. Ici, nous avons un seul hôpital et quand il y a un cas urgent, ils ont peur parce qu'ils n'ont ni les médecins ni les équipements qu'il faut, alors ils nous demandent d'aller à l'hôpital Mohammed V de Tanger.

J'ai grandi en entendant des programmes et des promesses de changement et je vois que mes enfants grandissent en écoutant les mêmes promesses, les mêmes programmes… Une fois j'ai raconté à mon fils comment j'étais tombée dans un trou à l'école. Maintenant, il étudie dans la même école où j'étais, et sur le terrain de sport, il a retrouvé le trou où j'étais tombée. Le même. Toujours à sa place…

Il est vrai qu'Assilah est une ville touristique et culturelle mais nous ne voulons plus travailler qu'un seul mois par an. Et puis malheureusement, tout le monde ne profite pas des retombées du tourisme. Il nous faut des opportunités de travail pendant toute l'année. Malgré tout cela, j'ai encore de l'espoir, parce que je me dis qu'il y a des personnes qui veulent travailler et donner le meilleur d'eux mêmes pour ce pays, car eux aussi ont des enfants qui vont grandir ici.

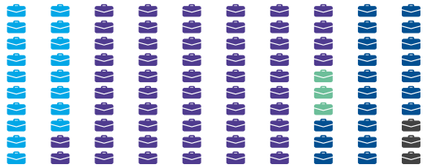
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager des écoles maternelles publiques ;
- Améliorer les services de transport public ;
- Améliorer l'offre de soins en aménageant plus de dispensaires et en proposant davantage de spécialités médicales ;
- Assurer la gratuité de la couverture médicale pour les plus démunis ;
- Aménager un service de maternité conforme aux normes ;
- Réduire l'encombrement en construisant de nouvelles classes et de nouvelles écoles. Généraliser le transport scolaire ;
- Améliorer la formation des futurs enseignants et assurer la formation continue pour ceux en exercice ;
- Faciliter les démarches administratives afin d'encourager les investissements et attirer des projets d'envergure, à même de relancer l'activité économique et de créer de l'emploi ;
- Aménager des installations sportives en tenant compte du potentiel des jeunes de la ville ;
- Donner une plus grande importance aux questions environnementales, en particulier le traitement des déchets et la construction de stations d'épuration ;
- Créer des écoles et des instituts supérieurs en parallèle à l'université, afin d'encourager les jeunes à la poursuite de leurs études ;
- Créer un pôle touristique afin de valoriser le patrimoine de la région ;
- Créer un centre médical pour la protection de l'enfance ainsi qu'un centre d'addictologie ;
- Sécuriser la ligne de chemin de fer, en raison du danger qu'elle représente pour les résidents à proximité.

JOUR 36 - TAOURIRT

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



18% Actifs
56% Non actifs
3% Etudiants
20% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

68% Je suis d'accord

32% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 13%
25 à 44 ans — 37%
45 ans et plus — 50%

NIVEAU D'ÉDUCATION

46% Scolarisé
54% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

85% La santé
50% L'éducation
48% L'amélioration des standards et des conditions de vie
46% La création d'emploi, combattre le chômage
17% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 36 - TAOURIRT

Donner un nouvel élan à la ville

600 habitants de Taourirt se sont réunis fin janvier 2020 pour accueillir la caravane des Indépendants. Cette forte affluence reflète la volonté des citoyens de se mobiliser pour améliorer la situation de leur ville, qu'ils considèrent à l'arrêt depuis une décennie et ce, malgré la mise en place du nœud ferroviaire qui relie Nador au réseau national, en passant par Taourirt. Fiers de leur fantasia et du potentiel agricole de la région, ils espèrent de nombreux changements.

Le taux de chômage est élevé à Taourirt et touche notamment les jeunes. La situation s'est davantage dégradée avec la récente fermeture du point de passage de Melilla. Aujourd'hui, la ville compte beaucoup sur les transferts des Marocains résidents à l'étranger, lesquels ont massivement investi dans les filières de l'arboriculture et de l'oléiculture, piliers de l'économie locale. Taourirt est aussi réputée pour la couture, la broderie, ou encore la petite mécanique. Autant de secteurs qui pourraient être exploités, à condition d'encourager les investissements et de faciliter l'installation de nouvelles entreprises.

Le domaine de la santé inquiète les habitants. En effet, les équipements hospitaliers sont dans un mauvais état et les traitements sont coûteux. De plus, le manque de médecins est flagrant et il faut souvent aller se faire soigner à Oujda. Dans ce sillage, certains dysfonctionnements administratifs reviennent comme un grief récurrent et les bénéficiaires du Ramed se plaignent d'être bien mal lotis.

Par désoeuvrement, la jeunesse de la ville se tourne parfois vers la consommation de stupéfiants ou l'émigration clandestine. Elle souhaiterait pouvoir se former à de nouveaux métiers sans quitter la région. Mais le secteur de l'enseignement enregistre des défaillances majeures : le manque d'écoles et de transport scolaire rend l'apprentissage des élèves difficile et inquiète leurs parents.

El Houcine B. participant à l'étape de Taourirt

La ville de Taourirt dépend beaucoup de nos travailleurs à l'étranger et de la contrebande. Ce sont les deux choses qui font bouger la ville en l'absence d'une vraie industrie. Et depuis que l'accès à Melilla a été restreint en 2019, le chômage a asphyxié la jeunesse de la ville.

Quelques usines d'olives, de poisson et de crevettes sont implantées dans la ville mais leurs salaires sont faibles et rares sont ceux qui sont déclarés à la sécurité sociale. A ce propos, je pense qu'il faut absolument renforcer l'inspection dans les usines pour pallier cette catastrophe.

Nous avons aussi le problème de l'encombrement des classes. Parfois le nombre d'élèves peut arriver à 45 par classe. Nous avons un vrai manque d'enseignants au niveau de l'école 20 Août et celle du quartier Nassim.

Pareil pour la santé, il y a un manque de médecins et d'infirmiers au niveau du dispensaire de proximité. Il est clairement insuffisant quand on voit toute la population qui y afflue. Alors il faut y aller à l'aube, patienter plusieurs heures et parfois tout ce qu'on peut avoir au final, c'est un agent de sécurité qui nous balance "Revenez un autre jour" ! Nous avons également besoin d'un service des urgences au niveau de la zone de Halfa et les quartiers voisins. Sinon en ce qui concerne le grand hôpital de Taourirt, il y a tellement de choses à dire qu'on ne va pas en finir. Juste un exemple, j'ai eu un client dans mon taxi qui avait un problème de vésicule biliaire en 2019, et on lui avait donné un rendez-vous pour 2021.

Un autre souci me dérange personnellement c'est l'absence de toilettes publiques dans la ville. Elles sont inexistantes !

Pour être juste, j'avoue qu'il y a eu quelques petites améliorations dernièrement à travers l'élargissement de certains passages, la construction de routes, quelques jardins aussi ont vu le jour avec des manèges pour enfants et j'espère que les choses ne vont pas s'arrêter là.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer le secteur de la santé en adoptant une bonne gouvernance. Réduire les délais d'attente des rendez-vous et consultations et activer le programme Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Créer de nouvelles spécialités, mettre à disposition un nombre suffisant de cadres et d'équipements médicaux au sein de l'hôpital de proximité ;
- Mettre à disposition des médicaments pour les personnes atteintes de maladies chroniques ;
- Généraliser l'octroi de bourses universitaires ;
- Mettre en place un moyen de transport pour les étudiants de Oulad Teima vers les campus universitaires d'Ait Melloul, Agadir et Taroudant ;
- Réduire le nombre d'étudiants dans les salles de classes en aménageant de nouveaux établissements et généraliser le transport scolaire pour les élèves ;
- Lutter contre l'abandon scolaire et accorder une attention particulière à la scolarisation des jeunes filles et des élèves en situation de handicap ;
- Améliorer l'éclairage public et rénover le réseau de voirie ;
- Garantir l'application du droit du travail en renforçant l'inspection du travail ;
- Développer des espaces verts et résoudre les problèmes liés à l'assainissement ;
- Prendre soin de la jeunesse en aménageant des terrains de jeux gazonnés et des maisons des jeunes.

JOUR 37 - OULAD TEIMA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

38% Actifs
26% Non actifs
13% Etudiants
20% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 23%
25 à 44 ans — 34%
45 ans et plus — 43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

66% Scolarisé

34% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 80% La santé
- 48% La création d'emploi, combattre le chômage
- 48% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 44% L'éducation
- 36% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 37 - OULAD TEIMA

Renforcer le système de santé et rénover l'infrastructure urbaine

Lors de la 37e étape de la caravane, les Indépendants se sont rendus à Oulad Teima, une ville située entre Taroudant et Agadir. 500 personnes les y attendaient, pour dire leurs difficultés et proposer de nouvelles perspectives à la commune.

D'après les échanges, le principal problème réside dans le secteur de la santé. L'hôpital ne suffit pas à prendre en charge tous les patients et les dispensaires ne sont pas assez nombreux pour compléter le dispositif. Le constat est sans appel : manque de personnel et de médicaments pour soigner tout le monde. De plus, certains équipements médicaux font cruellement défaut et beaucoup de malades ne peuvent pas être traités correctement. Par exemple, il n'y a pas de centre de dialyse à proximité. A cela, s'ajoutent, selon eux, des pratiques de clientélisme, qui nuisent au fonctionnement de l'établissement.

Le chômage est souvent revenu parmi les autres thèmes évoqués durant la rencontre. Touchant surtout les jeunes diplômés, il génère de nombreuses difficultés, telles que la délinquance, dans une ville où le pouvoir d'achat est relativement faible. Les participants déplorent le manque de projets économiques à Oulad Teima, où l'industrie est en déclin et où seule l'agriculture semble pouvoir apporter des solutions. Tous espèrent le développement d'activités durables, offrant du travail tout au long de l'année.

Autre sujet abordé par les citoyens, l'éducation souffre elle aussi d'un manque de moyens et de personnel. Les enseignants sont désemparés face au grand nombre d'élèves et aux faibles équipements dont ils disposent pour les accueillir. En ce qui concerne les étudiants, l'offre de formation semble mal adaptée aux besoins du marché du travail et souvent il faut quitter la ville pour pouvoir étudier.

Plus généralement, les habitants se plaignent de la faiblesse des infrastructures de la commune : les routes sont en mauvais état, les rues sont rarement éclairées, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement sont défaillants, etc. Autant de problèmes qui rendent la vie quotidienne difficile et suscitent de nombreuses attentes.

Mohamed L. participant à l'étape de Oulad Teima

L'hôpital dispose d'une certaine infrastructure mais les ressources médicales sont insuffisantes pour une population de 120.000 habitants ! Pour voir un médecin, il faut attendre deux ou trois mois au moins. Comment peut-on attendre deux ou trois mois quand on est malade ? Le problème ce n'est même pas ça, le vrai souci est que cette situation est devenue normale ! Si quelqu'un meurt avant son rendez-vous avec le médecin, on se dit que c'est son destin et on prie pour le défunt et ses proches !

Quand on arrive aux urgences, pour une morsure de scorpion par exemple, la première chose qu'on vous demande c'est de payer. A quoi ça sert d'avoir des hôpitaux publics si la santé du citoyen n'est pas la première des priorités ?

L'activité agricole est correcte, mais il y a des problèmes d'eau. Quand il ne pleut pas suffisamment, il y a un grand manque d'eau pour l'irrigation. En revanche, il ne faut pas trop espérer des emplois dans des usines ou des sociétés. Et même quand on en trouve, c'est généralement saisonnier.

En ce qui concerne l'enseignement, même si la faculté Ibn Zohr a ouvert une antenne à Azrou, le problème de transport se pose toujours.

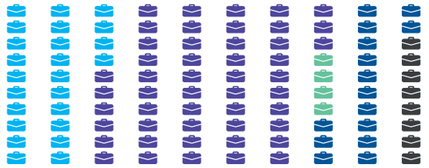
Oulad Teima a commence à grandir mais il faut toujours aller jusqu'à Taroudant à 44 km pour régler des affaires administratives. Plusieurs citoyens ont exprimé des doléances dans ce sens et on attend encore.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Aménager un service de maternité et des salles d'accouchement ;**
- **Généraliser la couverture médicale, activer et élargir le programme Ramed ;**
- **Mettre à disposition davantage de dispensaires de santé, les équiper du matériel nécessaire, des médicaments et d'ambulances ;**
- **Aménager une zone industrielle agroalimentaire afin de créer de l'emploi et résorber le chômage, notamment dans le rang des femmes ;**
- **Réhabiliter les infrastructures sportives et rénover les terrains de proximité ;**
- **Protéger le patrimoine naturel, en particulier l'Outarde Houbara de la pollution, de l'accumulation des déchets et du braconnage ;**
- **Améliorer le réseau d'assainissement.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



24% Actifs
49% Non actifs
4% Etudiants
15% Journaliers
8% Retraités

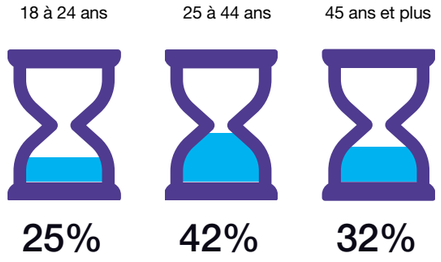
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

83% Je suis d'accord

17% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 25%
25 à 44 ans — 42%
45 ans et plus — 32%

NIVEAU D'ÉDUCATION

74% Scolarisé

26% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

75% La santé

64% La création d'emploi, combattre le chômage

55% L'amélioration des standards et des conditions de vie

34% L'éducation

7% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 38 - MISSOUR

Créer des zones industrielles et corriger les dysfonctionnements administratifs

Visitée par la caravane des Indépendants en février 2020, la ville de Missour, dans la province de Boulemane, a rassemblé près de 450 personnes lors de la réunion publique. Elle est considérée comme un endroit calme et sécurisé par ses habitants, qui aiment parler de son patrimoine et de ses traditions, telles que les fantasias ou l'élevage de chevaux Arabes-Barbes. Ils rappellent aussi que Missour est l'héritière d'une culture guerrière tribale, perpétuée dans deux styles musicaux chorégraphiés : la Tagouria et le Mangouch. Les participants sont également fiers du grand projet abrité par la commune pour la sauvegarde de l'outarde houbara, une espèce protégée.

Toutefois, au quotidien, la vie y est décrite comme difficile, en raison du manque d'infrastructures, notamment en ce qui concerne l'eau potable. La ville, qui dépend de l'agriculture, connaît un taux de chômage élevé et elle n'offre pas assez de projets pour retenir ses jeunes diplômés. Les citoyens aimeraient que Missour mette ses terrains inoccupés à la disposition d'entreprises pour développer des zones industrielles. Selon eux, trop de freins empêchent actuellement l'essor de l'économie, comme le manque d'investissement en infrastructures, le déficit de transports en commun et la persistance de pratiques de mauvaise gestion administratie.

Cette dernière est également dénoncée au sein du secteur de la santé, l'autre grande thématique de la rencontre. La gestion des établissements est vivement critiquée, avec des cas de maltraitance qui sont signalés par les participants. Dans une ville où l'on manque déjà de matériel médical, de médicaments et de médecins spécialistes, la situation devient préoccupante.

Enfin, dans le secteur de l'éducation, les habitants indiquent qu'il n'y a pas assez d'écoles, de collèges et de lycées pour accueillir convenablement tous les élèves, ce qui entraîne des sureffectifs dans les classes.

Asmae K. participante à l'étape de Missour

Comment vous dire, il y a de l'ennui ici ! Nous n'avons pas où sortir. Il y a quelques jardins, mais ce ne sont pas des endroits où on a envie de passer du temps. On ne sent pas vraiment que ça a été fait en prenant en compte les besoins et les envies du citoyen. On aménage n'importe comment pour venir nous dire après… "voilà, on vous a fait un jardin !". Ni parc de jeux, ni paysage harmonieux, ni entretien !

A l'hôpital, si tu connais quelqu'un, tu te fais soigner, sinon personne ne se soucie de toi. Quand une personne démunie se présente, on ne la regarde même pas. On baisse les yeux et on l'ignore. Je ne généralise pas, mais c'est une réalité. Moi même j'avais un problème d'estomac, j'avais de fortes douleurs, et quand je suis allée voir le gastro, on m'a demandé d'aller au cyber pour prendre rendez vous sur internet, avant d'aller au dispensaire pour voir un médecin pour qu'il me donne un papier qui me permettra de voir le gastro. Quand j'allais au dispensaire, parfois j'étais 40ème dans la file, parfois 50ème, bref je n'ai vu le gastro qu'après un mois et tout ce qu'il m'a dit c'était d'aller faire un scanner. Et là, je me présente et on me donne un rendez-vous deux mois plus tard pour le scanner. Imaginez ! Et bien sûr tout ce beau monde voyait très bien que je souffrais. Bref, on peut toujours crever ! En revanche, si j'avais une connaissance, j'aurais pu tout faire en une journée…

L'autre problème important à Missour, c'est les eaux usées. On ne cesse de faire des travaux de réparation mais à chaque fois ça déborde, ça dégage de mauvaises odeurs et il faut réparer de nouveau.

Malheureusement si au moins les gens avaient du travail, ça aurait soulagé une grande partie de leurs problèmes. Mais il n'y en a pas. Encore moins pour les femmes. Ni sociétés, ni usines, ni rien.

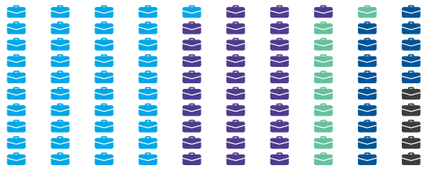
J'ai trois filles, et évidemment personne ne veut se séparer de ses enfants, encore moins des filles mais je sais que lorsqu'elles grandiront, je vais devoir les laisser faire leur vie ailleurs car elles n'ont rien à faire ici.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Aménager des dispensaires et les équiper du matériel nécessaire ;**
- **Mettre à disposition des médicaments au profit des personnes atteintes de maladies chroniques ;**
- **Mettre en place un service de maternité disposant de suffisamment de salles d'accouchement et de personnel qualifié ;**
- **Généraliser l'octroi de bourses universitaires ;**
- **Rénover les routes au sein de la ville mais aussi celles la reliant aux autres agglomérations ;**
- **Mettre un terme aux coupures d'eau potable ;**
- **Subventionner les coopératives afin de créer des opportunités d'emploi ;**
- **Aménager des terrains de proximité et des centres culturels.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



41% Actifs
30% Non actifs
10% Etudiants
14% Journaliers
5% Retraités

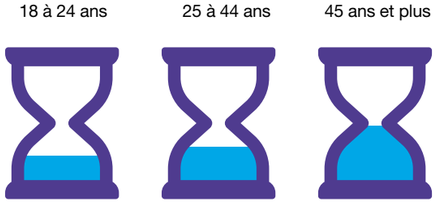
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 22%
25 à 44 ans — 30%
45 ans et plus — 48%

NIVEAU D'ÉDUCATION

70% Scolarisé

30% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

88% La santé

61% L'éducation

47% L'amélioration des standards et des conditions de vie

46% La création d'emploi, combattre le chômage

7% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 39 - MIDAR

Développer l'infrastructure urbaine en attendant le nouvel hôpital

Début février 2020, la caravane des Indépendants a pris la direction du Rif, pour aller à la rencontre des habitants de Midar. Cette commune de la province de Driouch s'est beaucoup développée durant ces dernières décennies et les 600 participants présents avaient hâte d'évoquer leur quotidien et leur avenir.

La plupart des citoyens apprécient le calme et la sécurité de la ville, ainsi que son patrimoine historique. En revanche, tous constatent la faiblesse des infrastructures urbaines : les réseaux d'eau et d'assainissement sont insuffisants, de même que les routes et les transports en commun. De plus, le manque de logements et les dysfonctionnements administratifs nuisent incontestablement au développement de la ville.

L'activité économique stagne alors qu'elle pourrait être bien meilleure, pensent les habitants, compte tenu des richesses agricoles de la région. Selon eux, il est temps de bâtir des zones industrielles afin de réduire le taux de chômage particulièrement élevé dans la commune.

Sur le plan de la santé, tous les participants attendent avec impatience l'ouverture du nouvel hôpital. Il devrait permettre d'améliorer la prise en charge des patients, déficiente jusqu'à présent, en raison du manque de matériel et de personnel soignant. Les médecins sont également trop peu nombreux et les habitants réclament de nouvelles spécialités et des salles d'accouchement, tout comme ils appellent à éradiquer le favoritisme et à mieux respecter les malades afin que la situation s'améliore réellement.

Enfin, les habitants enregistrent des progrès dans le domaine de l'éducation, avec un recul de l'abandon scolaire, mais ils appellent à la poursuite des efforts. Il y a encore bien peu d'établissements à Midar et les enseignants doivent toujours gérer des classes surpeuplées sans grands moyens.

Mohcine F. participant à l'étape de Midar

Premièrement, il faut s'attaquer à l'infrastructure pour améliorer l'aspect de la ville. Des projets de restructuration urbaine ont été réalisés en deux parties sans aboutir à des résultats satisfaisants. Des problèmes subsistent notamment au niveau des routes, de l'assainissement. Il suffit d'un peu de pluie pour que le réseau s'engorge et qu'il y ait des inondations. Un jardin ou plutôt un semblant de jardin a aussi été aménagé et c'est le seul qu'il y a à Midar! Nous espérons l'ouverture d'urgence de l'hôpital local, les constructions ont pris beaucoup de retard, nous attendons son inauguration depuis des années parce qu'il n'y a actuellement qu'un dispensaire où la présence d'un médecin n'est pas permanente. Si une femme doit accoucher, elle doit faire 80 km jusqu'à Nador. De même à Driouch, où l'hôpital provincial est toujours en construction et l'hôpital communal n'est pas à la hauteur.

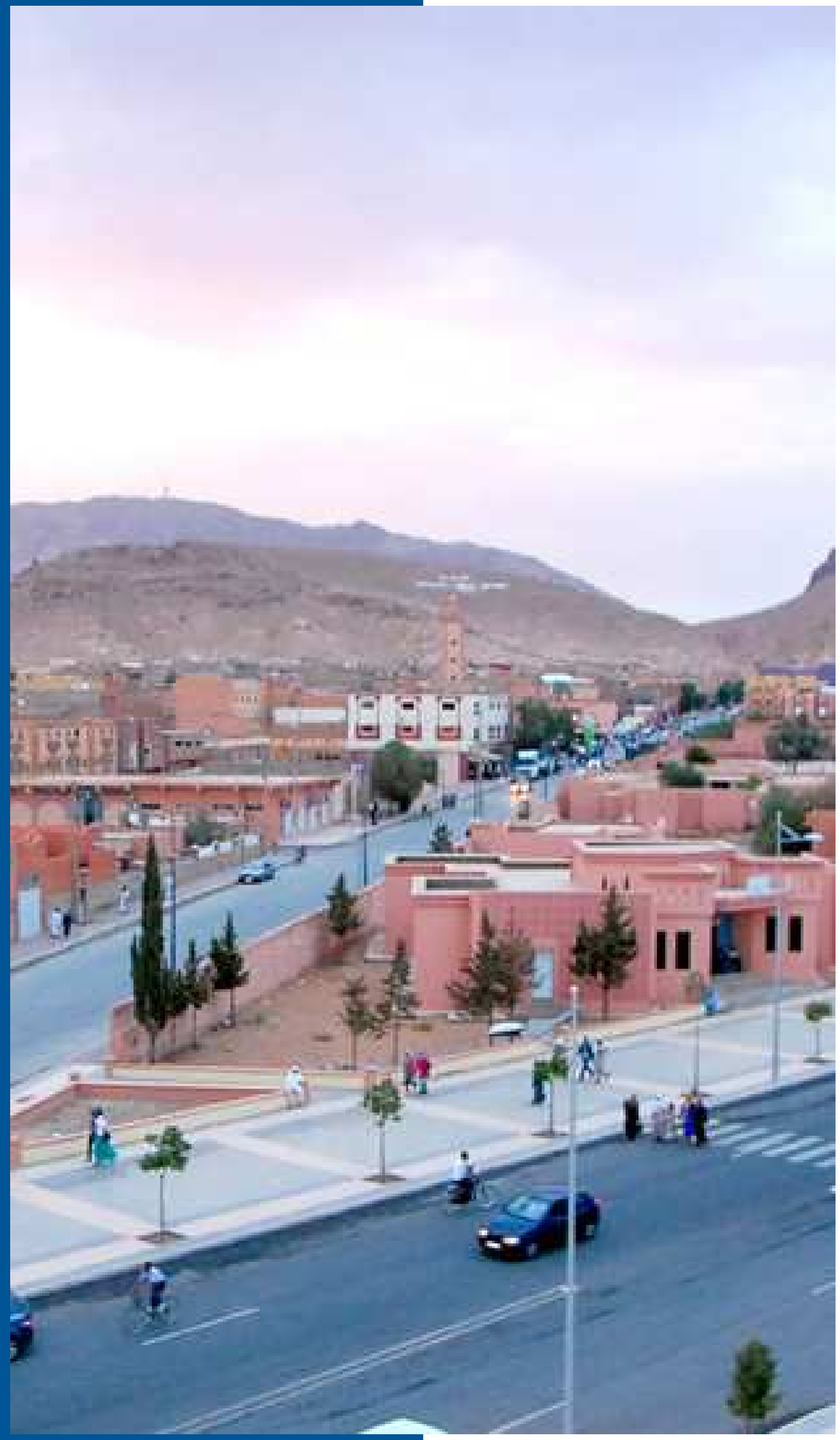
Et c'est pareil pour les services publics, c'est comme si nous étions une province rattachée à une autre province. Notre préfecture se trouve à Driouch mais la plupart des services administratifs se trouvent à Nador.

D'autre part, depuis la fermeture de Melilla il n'y a pas de travail, c'est une catastrophe! Il y avait un peu d'activité grâce au commerce… mais plus rien, d'autant plus qu'il n'y a pas d'usines!

Maintenant il nous faudrait des maisons de jeunes et des centres culturels, c'est le minimum. Nous espérons également la construction d'une annexe universitaire et l'octroi de plus de bourses.

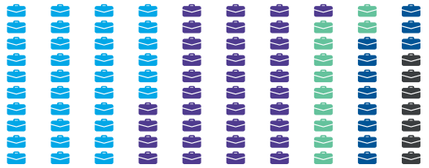
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer les conditions d'accueil des malades ainsi que l'accès pour les personnes en situation de handicap aux centres de santé ;
- Améliorer l'offre de santé en réhabilitant l'hôpital provincial et en créant plus de dispensaires, mais aussi en mettant à disposition davantage de ressources humaines et d'ambulances ;
- Construire des centres d'oncologie et d'hémodialyse ;
- Subventionner l'élevage et l'agriculture et valoriser les capacités de production et de commercialisation des produits du terroir (dattes, cumin et thym) ;
- Faciliter les démarches administratives pour les investisseurs et encourager les auto-entrepreneurs dans la réalisation de leurs projets ;
- Aménager de nouvelles salles de classes afin de réduire l'encombrement et généraliser le transport scolaire ;
- Intégrer les enfants en situation de handicap aux établissements scolaires ;
- Améliorer la formation continue des enseignants ;
- Mettre en place une annexe universitaire et généraliser l'octroi de bourses ;
- Élargir le champ d'action du programme "Tayssir" et augmenter le montant de l'aide attribué aux familles bénéficiaires ;
- Mettre en place les mécanismes nécessaires pour intégrer les femmes et les personnes en situation de handicap sur le marché du travail ;
- Encourager et soutenir la culture et le sport dans la ville ;
- Désenclaver la ville de son isolement routier ;
- Créer une alternative économique à l'activité minière en encourageant l'entreprenariat ;
- Mettre en place des abattoirs modernes et des unités de traitement et de valorisation de la laine ;
- Lutter contre la sécheresse et améliorer l'accès à l'eau au profit des éleveurs et des agriculteurs.



PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



36% Actifs
35% Non actifs
11% Etudiants
11% Journaliers
7% Retraités

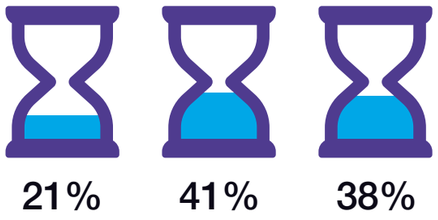
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 21%
25 à 44 ans — 41%
45 ans et plus — 38%

NIVEAU D'ÉDUCATION

78% Scolarisé

22% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

80% La santé

55% L'amélioration des standards et des conditions de vie

52% L'éducation

51% La création d'emploi, combattre le chômage

7% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 40 - BOUARFA

Lutter contre la précarité et équiper l'hôpital

Lors de la quarantième étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, les Indépendants se sont rendus à Bouarfa, une ville au riche passé industriel. Les 400 habitants réunis dans la salle, sont pour la plupart fiers de cette histoire, mais déplorent l'état actuel de leur commune.

Avec un taux de chômage de plus de %30 et un niveau de pauvreté inquiétant, une grande partie de la population se sent marginalisée. Un grand nombre de participants regrettent des conditions de vie difficiles et de faibles perspectives d'amélioration. De nombreux logements sont insalubres et les coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes.

Aujourd'hui, l'activité économique, réduite, se limite principalement à l'agriculture, notamment à l'élevage. Les sécheresses successives et la désertification croissante rendent la situation précaire, tandis que plusieurs usines ont fermé leurs portes. Les participants pensent que les activités agricoles pourraient être plus productives, mais les procédures pour obtenir des autorisations d'exploitation de terres agricoles sont rigides. De même, le faible soutien aux jeunes porteurs de projets décourage les initiatives locales.

A Bouarfa, les infrastructures publiques sont également insuffisantes. L'hôpital Hassan II manque de tout : médecins, infirmiers, équipements, médicaments, etc. Des spécialités telles que la gynécologie, la psychiatrie ou les maladies chroniques ne sont par exemple pas prises en charge. De plus, il n'y a pas suffisamment d'ambulances équipées pour transporter les malades à Oujda lorsque c'est nécessaire. Enfin, le service est très aléatoire, avec des délais trop longs pour obtenir un rendez-vous et les bénéficiaires du Ramed se disent exclus des soins.

Les habitants dénoncent aussi des carences dans le secteur de l'éducation. Il n'y a pas assez d'écoles dans la ville et l'offre en études supérieures est trop faible. Les établissements sont généralement mal équipés et les classes encombrées rendent l'enseignement difficile.

Fouzia L. participante à l'étape de Bouarfa

Il n'y a pas de véritable activité économique à Bouarfa. Alors, quand on a un diplôme, si on n'intègre pas la fonction publique, on n'a pas d'autres alternatives. Et ceux qui ne sont pas fonctionnaires, avec un salaire décent qui arrive à la fin de chaque mois, ont du mal à se procurer un habitat décent. Parce que même les logements économiques n'existent pas à Bouarfa.

J'ai un BAC2+ en gestion d'entreprise, mais ici il n'y a pas de sociétés adaptées à mon diplôme. Je ne peux même pas espérer toucher le SMIG. En même temps, si je décide d'aller travailler dans une autre ville, mon diplôme ne me permettra pas de toucher un salaire suffisant pour louer et avoir de quoi vivre. Et puis la distance est une vraie contrainte. C'est difficile d'aller passer un concours à Rabat ou à Casa. 260 km juste pour arriver à Oujda, et il reste une sacrée trotte après. Et si on veut lancer un projet personnel à Bouarfa, il faut y réfléchir à deux fois pour s'assurer que ça va marcher.

Qu'est-ce qu'il y a comme activité économique ici ? Un peu de dattes, du cumin dans les environs et l'élevage. Mais dans un environnement quasi désertique, nous faisons face à la sécheresse. En même temps, nous avons l'une des meilleures races ovines "Beni Guil" qui mérite d'être mieux valorisée. Le problème de l'eau impacte beaucoup l'élevage et l'agriculture dans la région et il faut absolument des solutions pour ça.

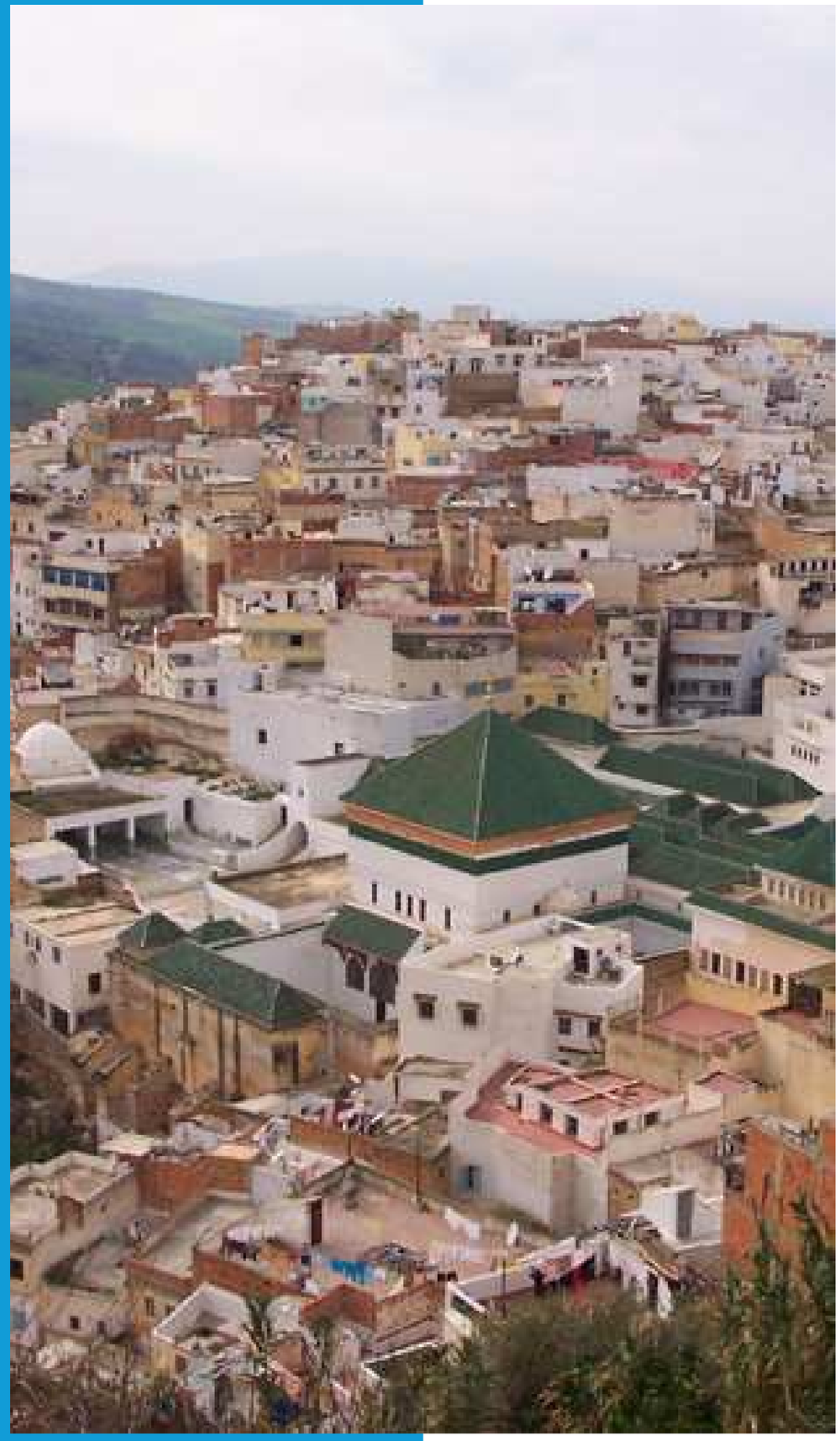
Les médecins spécialistes désertent l'hôpital Hassan II. Par conséquent, les rendez-vous s'étalent sur deux ou trois mois et il faut espérer qu'ils ne les rallongent pas ! Les femmes qui doivent accoucher par césarienne sont envoyées à Oujda. Les cancéreux n'ont pas de centre dédié et doivent eux aussi aller à celui d'Oujda, dont la capacité reste limitée.

Côté études, la seule possibilité qui s'offre à nous après le bac à Bouarfa est la formation professionnelle à l'ISTA, mais malheureusement les choix de formation sont réduits. Aussi, la seule maison des jeunes de la ville est quasiment fermée puisqu'elle est inactive.

Je pense qu'il faut donner une attention particulière à notre ville. Nous avons des compétences, nous avons des espaces inexploités, il faut maintenant fournir des efforts pour attirer des investisseurs.

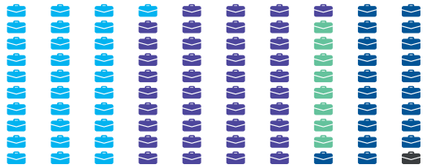
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer le transport public et renforcer le réseau routier ;
- Protéger le tissu immobilier de la médina et améliorer les infrastructures de la ville, y compris l'assainissement ;
- Combattre la délinquance et préserver l'image de capitale spirituelle ;
- Aménager un grand théâtre et une bibliothèque publique qui respectent les normes internationales ;
- Réhabiliter les infrastructures sportives, soutenir les équipes locales et garantir l'accès aux terrains de proximité ;
- Lutter contre l'accumulation des déchets et protéger l'oued Sebou de la pollution ;
- Construire des dispensaires dans les nouveaux quartiers et les doter des équipements nécessaires ;
- Améliorer la qualité des services hospitaliers et en particulier l'accueil des patients, renforcer les effectifs de santé, augmenter le nombre d'ambulances et promouvoir la bonne gouvernance ;
- Généraliser la couverture médicale, activer et élargir le champ du programme Ramed ;
- Mettre à disposition des médicaments en nombre suffisant pour les personnes démunies atteintes de maladies chroniques ;
- Réhabiliter l'école publique en améliorant la qualité des programmes éducatifs, et en la dotant des équipements nécessaires ;
- Améliorer la formation des enseignants et offrir une formation continue de qualité aux enseignants en activité.



PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



31%	40%	8%	20%	1%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

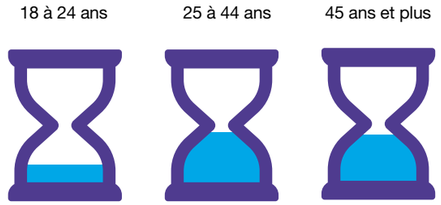
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

85% Je suis d'accord

15% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
15%	45%	40%

NIVEAU D'ÉDUCATION

73% Scolarisé

27% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 77% La santé
- 51% La création d'emploi, combattre le chômage
- 49% L'éducation
- 42% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 41% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 41 - FES

Préserver le patrimoine et dynamiser l'économie

Fès, considérée comme la capitale culturelle et spirituelle du Maroc, a constitué une étape marquante de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Les 600 participants venus échanger avec les Indépendants ont en effet abordé de nombreux sujets fondamentaux pour la cité impériale.

Chacun s'accorde à dire que la ville regorge de trésors patrimoniaux qu'il faut préserver et valoriser pour développer le tourisme. Il en va de même pour l'artisanat traditionnel, dont les habitants se montrent très fiers mais dont certains en déplorent la marginalisation.

Sur le plan économique, l'important taux de chômage symbolise le manque de dynamisme de la ville et la fermeture de nombreuses usines ces dernières années. Pour améliorer la situation, les habitants recommandent de soutenir l'artisanat, d'encourager les investissements ou encore de développer des activités à forte valeur ajoutée.

Les échanges ont longuement porté sur le secteur de la santé, considéré comme un chantier prioritaire par la population. Malgré la présence de quelques grands spécialistes, les établissements médicaux de Fès ne sont pas à la hauteur. Les équipements sont insuffisants et il est très difficile d'obtenir un rendez-vous dans des délais acceptables, en raison du manque d'effectifs. Beaucoup d'habitants soulignent par exemple que les maladies chroniques sont mal prises en charge. En outre, les dysfonctionnements administratifs sont dénoncés, tandis que les bénéficiaires du Ramed se disent exclus de la prise en charge au sein des hôpitaux.

Pour certains participants, Fès se dégrade et n'est plus en mesure d'assurer la quiétude de ses citoyens : ils pointent une augmentation préoccupante de la délinquance, avec notamment la consommation de drogue chez les jeunes.

Enfin, le secteur de l'éducation apparaît lui aussi comme défaillant. Les participants regrettent que la ville qui abrite la plus vieille université du monde rencontre autant de problèmes. Les écoles sont mal équipées et le manque d'enseignants provoque l'encombrement des salles de classe.

Mohammed T. participant à l'étape de Fès

Je suis membre d'une association qui a été créée pour aider les gens à accéder aux services de soins publics. Evidemment, si les gens ne trouvaient pas de grandes difficultés à le faire, de telles structures n'existeraient pas. Alors oui, les gens ont besoin d'aide pour accéder à l'hôpital, obtenir des rendez- vous proches, faire des scanners ou des chirurgies etc... des choses qui relèvent de la mission première des hôpitaux.

Fès s'est fait connaître par la criminalité et ce phénomène ne faiblit pas, bien au contraire ! En ce qui concerne l'emploi, il n'y a personne à qui parler et personne pour orienter ou soutenir les chômeurs. Quand on a un piston on s'en sort, quand on n'en a pas, ça ne sert à rien de frapper aux portes ! Nous avions l'usine de Cotef et plusieurs usines à Dekkarat, mais elles ont fermé il y a des années et il n'y a pas eu de véritables projets alternatifs pour absorber la nouvelle main-d'œuvre qui se présente au marché de l'emploi. J'ai parlé de criminalité, c'est lié. Un licencié sans ressources ni travail, quand il voit le pain du voisin, il est tenté d'aller le lui prendre des mains. Évidemment c'est un délit qui doit être puni, mais à côté de cela, qu'est ce qu'on lui propose ?! L'activité touristique est également en baisse. Avant, certains parkings étaient toujours remplis d'autocars de touristes, aujourd'hui on n'en voit qu'un seul ou deux par semaine. C'est dommage, parce que de grands efforts ont été fournis pour restaurer certains sites de la ville comme les "medersas", les murailles, les tanneries, etc... et qui ont donné une nouvelle allure à la médina, sans lui enlever son cachet authentique.

Oui, il y a des espaces culturels. La vraie question, c'est plutôt : avons-nous les ressources qualifiées pour animer, diriger, développer les talents des jeunes ? Pas sûr. Heureusement qu'il y a un tissu associatif actif, des gens qui veulent travailler et d'autres qui veulent les soutenir. Souvent, ce sont des gens modestes, certains donnent 50 dh, d'autres 100 dh et ainsi de suite... Et on arrive finalement à réaliser des activités qui permettent à nos enfants de s'épanouir !

Autre chose, mon fils était dans une école privée et j'ai été obligé de le transférer à une école publique. Quand il l'a intégré, il a été premier de sa classe pendant 2 ans, puis son niveau a commencé à baisser petit à petit. C'est le même enfant qui a reculé. Parce que oui, malheureusement il y a une grande différence de niveaux et d'approches pédagogiques.

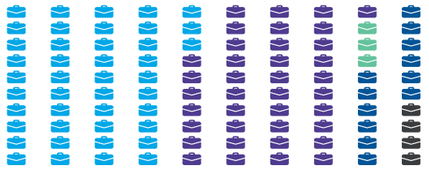
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Faciliter l'accès à l'hôpital local et mettre à disposition un nombre suffisant de personnel médical et d'équipements, en particulier un IRM ;
- Fournir des médicaments, en particulier ceux liés aux maladies chroniques et coûteuses, améliorer la qualité des services, traiter les patients avec professionnalisme et assurer le suivi des cas difficiles ;
- Étendre la couverture médicale des détendeurs de la carte Ramed ;
- Augmenter le nombre de salles de classes, améliorer l'infrastructure dégradée des écoles et mettre en place un service de transport scolaire au profit des quartiers périphériques ;
- Lutter contre l'abandon scolaire, encourager la scolarité des jeunes filles et imposer la scolarité obligatoire au moins jusqu'à l'âge de 15 ans ;
- Créer une annexe universitaire et encourager les jeunes diplômés à l'auto-entreprenariat ;
- Attirer les entreprises de l'industrie agroalimentaire afin de valoriser les produits locaux ;
- Mettre en place des espaces pour le sport, des terrains de proximité et des piscines au profit des jeunes et très jeunes ;
- Améliorer l'infrastructure afin d'assurer l'accès à l'eau potable et l'électricité pour tous, rénover les routes et mettre en place des jardins publics et des espaces verts.

JOUR 42 - SOUK EL ARBAA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



43% Actifs
38% Non actifs
3% Etudiants
12% Journaliers
4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

64% Je suis d'accord

36% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 34%
45 ans et plus — 54%

NIVEAU D'ÉDUCATION

59% Scolarisé

41% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

82% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

44% L'éducation

32% L'amélioration des standards et des conditions de vie

26% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 42 – SOUK EL ARBAA

Faire progresser la santé et l'industrie

Avec ses 600 participants, l'étape de Souk El Arbaa a été l'un des moments forts de la caravane des Indépendants. Les habitants ont beaucoup de fierté pour leur ville, qu'ils jugent favorablement, avec beaucoup de solidarité entre les gens. Cependant, tous considèrent qu'elle a besoin de progresser à différents niveaux.

Du point de vue économique, Souk El Arbaa compte principalement sur l'agriculture, que ce soit les fruits rouges ou l'élevage. Mais cela n'est pas suffisant pour donner du travail à chacun et il existe une forte demande pour une zone industrielle qui accueillerait des entreprises d'agroalimentaire pour l'emballage et la transformation des produits locaux.

La question du transport des travailleurs se pose avec acuité afin de permettre aux habitants de travailler dans les cultures de la région. Plus largement, la ville gagnerait à améliorer ses infrastructures : les routes et le réseau d'assainissement sont critiqués par les participants.

La santé a été au centre des discussions durant la réunion. Les équipements et le personnel médical sont en nombre insuffisant et les patients sont très souvent obligés de quitter la ville, pour être soignés à Kénitra par exemple. En l'absence d'ambulances, cette situation est très inquiétante. Même difficulté avec le manque de sages-femmes, qui oblige les femmes à de longs déplacements. Par ailleurs, les dysfonctionnements administratifs et le manque de considération pour les bénéficiaires du Ramed sont également dénoncés par les participants.

Enfin, la situation des jeunes préoccupe beaucoup les citoyens. La formation professionnelle n'est pas à la hauteur des attentes locales, tandis que les écoles connaissent de grandes difficultés pour fonctionner correctement. Ainsi, l'abandon scolaire est très fréquent et peu de solutions s'offrent aux jeunes de Souk El Arbaa du Gharb.

Abdelilah M. participant à l'étape de Souk El Arbaa

Nous voulons des usines pour plus de stabilité et pour avoir de quoi nourrir nos enfants. Ici, à part le souk qui marche bien et un peu d'agriculture dans les régions avoisinantes, il n'y a pas de véritables possibilités d'emploi à Souk El Arbaa. Il y a quelques usines de fraises mais à 30 ou 40 km vers Moulay Bousselham et qui embauchent uniquement les femmes.

Il vaut mieux que je n'aborde pas le domaine de la santé, parce que je n'en finirai pas ! A titre d'exemple, quand une femme veut accoucher, il faut qu'elle aille à Kenitra. Directement! Ici personne ne la prendra en charge. Et je ne vous parle pas de quelque chose qu'on m'a raconté, je parle de vécu ! Quand j'ai amené ma propre épouse à l'hôpital on m'a demandé d'aller à Kenitra. Et j'ai dû le faire. Si quelqu'un a une fracture, eh bien c'est pareil ! Même pour faire une radio, on nous dit que la machine est en panne. Toujours en panne ! Sauf si tu as une connaissance qui peut te faire une petite faveur. A l'hôpital Zoubir Skirej, le manque de médecins est frappant. Le pédiatre, inexistant ! Alors le seul choix qu'on te laisse c'est d'aller à la clinique, et celui qui n'a pas les moyens, il ne lui reste qu' à prier Dieu.

Le phénomène de l'abandon scolaire est fréquent ici à cause de l'encombrement et du manque de moyens de transport. Beaucoup de parents ont peur de laisser leurs filles faire le trajet de l'école toutes seules alors ils finissent par les déscolariser. Il faut dire que le problème du transport public est global. Dans les années 90, nous avions quelques bus, mais aujourd'hui il y a peut-être 4 taxis et des triporteurs. Le triporteur est le moyen de transport qui domine mais malheureusement en termes de sécurité, c'est une catastrophe. Ces engins sont tout le temps surchargés de passagers alors inévitablement le jour où il y a un accident, c'est tragique !

A Souk El Arbaâ, les gens n'ont pas d'espaces pour sortir avec leurs enfants, contrairement à Kénitra où les mamans peuvent aller dans un jardin public et offrir un moment agréable à leurs petits. Alors ici, lorsqu'on veut sortir, on va au souk, on fait le tour, on achète quelques légumes et on revient à la maison. C'est tout !

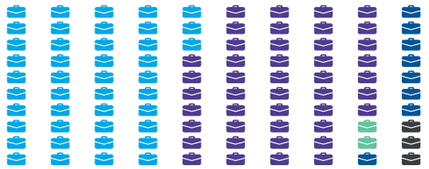
Même s'il y a une maison des jeunes, elle est à l'extrémité de la ville et personne n'y va. C'est le même problème encore, les parents n'osent pas laisser leurs enfants aller jusqu'à là bas. Et puis, on n'y trouve pas de vrais animateurs qui proposent des programmes réguliers et intéressants aux jeunes.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Augmenter la capacité de l'hôpital Hassan II pour qu'il puisse accueillir un plus grand nombre de malades, et valoriser le rôle des dispensaires afin de réduire la pression sur l'hôpital ;
- Équiper l'hôpital Hassan II en matériel médical, mettre en place un nombre suffisant de personnel spécialisé et agrandir le service de matérnité ;
- Garantir de bonnes pratiques en terme de gouvernance et améliorer l'accueil et l'accès dans tous les établissements de santé, en particulier dans l'hôpital Hassan II ;
- Encourager les investissements dans les zones industrielles, afin de multiplier les secteurs d'activités et créer plus d'opportunités pour les demandeurs d'emploi ;
- Mettre en place un suivi et un encadrement au profit des jeunes chômeurs pour leur permettre d'accéder au marché du travail et développer les institutions dédiées telles que l'ANAPEC ;
- Encourager l'économie sociale et solidaire comme outil de lutte contre la précarité et les inégalités sociales dans les quartiers marginalisés ;
- Mettre en place des marchés de proximité modernes dans les grands quartiers de la ville ;
- Construire de nouvelles écoles afin de faire face à l'encombrement des classes ;
- Élargir le champ d'action du programme Tayssir, afin d'aider les familles pauvres en particulier dans les quartiers périphériques et les encourager à scolariser leurs enfants surtout les jeunes filles ;
- Résoudre les problèmes liés au réseau d'assainissement en particulier dans les quartiers périphériques ;
- Généraliser le transport scolaire afin de lutter contre l'abandon scolaire ;
- Aménager des espaces verts au profit des habitants ;
- Construire des établissements tels qu'un théâtre et un conservatoire de musique, afin d'améliorer l'offre culturelle et l'éclosion de talents ;
- Mettre en place des centres pour la protection de l'enfance, ainsi que des centres pour les personnes en difficulté ;
- Promouvoir le sport et la culture, en construisant des terrains de proximité gazonnés et des maisons de jeunes.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



43%	44%	2%	8%	3%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

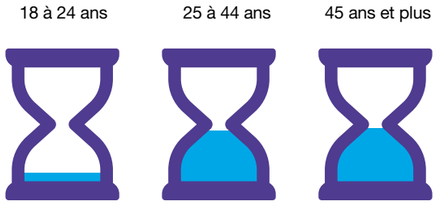
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
8%	45%	47%

NIVEAU D'ÉDUCATION

73% Scolarisé

27% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79%	La santé
54%	La création d'emploi, combattre le chômage
48%	L'amélioration des standards et des conditions de vie
42%	L'éducation
18%	La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 43 - SETTAT

Rénover les infrastructures publiques et soutenir l'agriculture

Début février 2020, la caravane des Indépendants s'est rendue à Settat pour rencontrer plus de 600 habitants. Ces derniers ont fait part de leur fierté de vivre dans une ville historique - avec notamment la célèbre Kasbah construite par Moulay Ismail - et réputée pour son cadre de vie agréable. Son calme, ses rues sécurisées et bien tenues, ou encore ses nombreux espaces verts sont en effet cités comme des facteurs de satisfaction. En revanche, les participants évoquent une situation économique difficile depuis plusieurs années et une dégradation importante des services publics.

Ainsi, le fort taux de chômage, notamment chez les jeunes diplômés, est un réel sujet d'inquiétude. La faiblesse de la zone industrielle et le manque d'investissement nuisent au développement de Settat. Pourtant, le potentiel agricole est très important et il devrait offrir de meilleures opportunités à la commune. Mais les agriculteurs appellent à plus de soutien, à travers de nouvelles initiatives pour appuyer ce secteur essentiel. Des produits tels que la grenade Tmassine ou la menthe d'El Borouj pourraient par exemple être valorisés. De même, le fameux souk aux équidés et toutes les activités autour de l'équitation peuvent être davantage exploités.

Autre sujet privilégié durant la rencontre, le domaine de la santé est considéré comme indigne d'une telle ville. L'hôpital cristallise bien des mécontentements : mal entretenu, il manque de compétences et d'équipements d'après l'ensemble des participants. Les prises de rendez-vous sont très difficiles, et les dysfonctionnements administratifs y sont parfois dénoncés. Dans le reste de la commune, le constat est le même et les citoyens souhaiteraient davantage de dispensaires et de services dédiés aux plus démunis notamment.

Enfin, si Settat abrite de grandes institutions d'enseignement supérieur, comme l'université Hassan 1er ou la remarquable ENCG, il n'en va pas de même pour les établissements scolaires. En effet, les habitants regrettent le manque de moyens pour faciliter la scolarisation des enfants. Les classes sont en sureffectif et le transport est souvent insuffisant. Tous déplorent l'important taux d'analphabétisme dans une ville connue pour ses établissements d'enseignement supérieur.

Azeddine A. participant à l'étape de Settat

Je travaille et je paie mes impôts, donc quand je suis sur le chemin de mon travail, j'ai envie de sentir que je vis dans un État qui me considère. Je ne dois pas voir d'ordures, je dois trouver des jardins dans lesquels je peux m'installer et respirer de l'air pur. Et là, mon rendement pour mon pays sera meilleur. Ce genre d'équipements devrait être réalisé en tenant compte des besoins du citoyen. Il y a des jardins maintenant, mais qui y va ? Personne. Parce qu'il faut un gardien, un grillage, et que ces espaces soient bien entretenus pour qu'on ait envie d'y aller. Pourquoi on ne nous met pas de wifi dans nos jardins publics ?

En ce qui concerne les hôpitaux, il n'y a pas suffisamment d'équipements, pas d'organisation et beaucoup de monde par rapport à leurs capacités, en particulier l'hôpital Hassan II. Il y a des personnes qui viennent de loin et passent leur journées assis aux abords de l'établissement à attendre. Un mal qui s'ajoute au mal initial. Déjà, pourquoi n'y a-t-il pas un système de file d'attente avec un numéro donné à chacun, comme ça c'est clair ?

Sinon, quand on n'a pas les moyens, on ne peut pas offrir une éducation de qualité à ses enfants. Pourquoi les écoles privées ne dédieraient-elles pas quatre ou cinq places pour les élèves issus de familles défavorisées, pour qu'ils y étudient gratuitement. Ça peut être par mérite et financé en partie par des fondations. Des fois il y a deux voisins, l'un emmène son fils à la crèche le matin et l'autre est obligé de le garder désœuvré à la maison. C'est injuste et inacceptable !

Autre point : pourquoi dans certaines régions, on donne toute l'importance à une ville en particulier et pas aux autres ? Cette ville se retrouve alors avec le plus grand hôpital, le plus grand aéroport, les plus grandes facultés, et ça crée des déséquilibres. Avant, plusieurs investisseurs s'étaient installés à Settat. Maintenant il n'y a plus d'investisseurs et plus d'emplois !

Regardez combien de facultés et d'écoles supérieures nous avons au Maroc… ça veut dire que chaque année des dizaines de milliers de personnes obtiennent leurs diplômes ! Est ce qu'il y a des opportunités pour tout ce monde là ? Non ! Alors la main-d'œuvre perd de sa valeur et les salaires ne cessent de baisser. Même l'agriculture, ce n'est plus comme avant lorsque les superficies étaient grandes. Les terres n'ont pas cessé d'être divisées, alors maintenant, ceux qui se retrouvent avec de petites parcelles souffrent financièrement. Ils dépensent plus que ce que ça ne leur rapporte. Ça serait bien si l'Etat les soutenait pour l'achat de denrées et d'engrais.

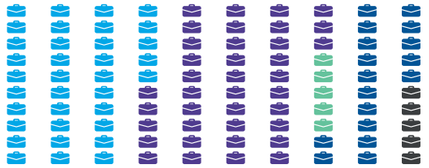
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Accélérer les travaux du futur hôpital provincial ;
- Activer le programme Ramed et diversifier l'offre de soins au profit des bénéficiaires ;
- Mobiliser davantage de médecins spécialisés et de cadres paramédicaux efficaces et compétents et renouveler le matériel médical obsolète de l'hôpital local ;
- Equiper les dispensaires du matériel et des médicaments nécessaires ;
- Lutter contre l'abandon scolaire en assurant le transport des élèves ;
- Réhabiliter les écoles et augmenter le nombre de salles de classes afin de lutter contre l'encombrement et d'améliorer la qualité de l'éducation ;
- Améliorer la rémunération des enseignants ;
- Encourager l'investissement et l'installation d'entreprises agroalimentaires, afin de valoriser les produits de la région (figues, olives) ;
- Simplifier les procédures d'octroi de prêts bancaires au profit des auto entrepreneurs et des porteurs de projets ;
- Encourager le tourisme local et international ;
- Améliorer le transport public et la fluidité de la circulation dans la ville, en réhabilitant la signalisation routière ;
- Valoriser et commercialiser les produits du terroir mais aussi encourager l'économie sociale et solidaire ;
- Encourager, aider et soutenir les artisans locaux à dépasser les contraintes de leurs métiers ;
- Améliorer les transports publics et réhabiliter l'infrastructure routière ;
- Mettre à disposition des espaces pour le sport et des piscines municipales au profit des jeunes.

JOUR 44 - OUEZZANE

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



35% Actifs
38% Non actifs
5% Etudiants
17% Journaliers
5% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 42%
45 ans et plus — 46%

NIVEAU D'ÉDUCATION

73% Scolarisé

27% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

87% La santé

57% L'éducation

56% L'amélioration des standards et des conditions de vie

45% La création d'emploi, combattre le chômage

12% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 44 - OUEZZANE

Rénover le système de santé et attirer plus de touristes

La caravane des Indépendants s'est arrêtée en février 2020 à Ouezzane, où l'attendaient 450 citoyens. Les habitants expriment à la fois un grand sentiment de fierté, pour cette cité spirituelle et son patrimoine architectural et culinaire, mais aussi beaucoup de désolation face à des secteurs en crise.

C'est tout d'abord la santé qui revient systématiquement dans les échanges. L'absence d'équipements suffisants, de salles d'accouchement, de dispensaires et plus généralement de personnel médical est une problématique fondamentale pour les Ouezzanis. En outre, le coût des soins est élevé et certains dysfonctionnements nuisent à la bonne prise en charge des patients. Cette situation est d'autant plus grave que la toxicomanie fait des ravages dans la région.

Sur le plan économique, le tableau n'est pas plus réjouissant. Le taux de chômage est important, touchant surtout les jeunes diplômés et les femmes, tandis que rien ne laisse espérer une amélioration prochaine. L'absence d'investissement et la faiblesse du tissu industriel freinent toute dynamique dans cette ville. Du côté de l'artisanat, le tissage de la laine est l'activité la plus ancienne et la Jellaba Ouezzania, portée aussi bien en hiver qu'en été, assure la renommée de la ville. Notoriété confortée également par la production d'huile d'olive, dont les effluves accueillent le visiteur à l'entrée de la ville. Toutefois, il semblerait que Ouezzane puisse davantage exploiter ces filières. De plus, le potentiel touristique est réel d'après les participants et il pourrait constituer un autre axe de développement.

S'agissant de l'éducation, les habitants estiment qu'il y a trop peu d'écoles, de collèges et de lycées. Cela entraîne des classes surpeuplées où il est difficile d'apprendre, surtout avec de faibles moyens. De plus, le manque de transport scolaire dans les quartiers périphériques décourage les familles et creuse les inégalités. Tous regrettent l'absence d'une faculté, qui permettrait aux jeunes d'étudier dans leur ville.

Youness E. participant à l'étape d'Ouezzane

L'hôpital Abou Kacem Zahraoui est non seulement insuffisant mais ne doit même pas être considéré comme hôpital provincial. C'est un dispensaire tout au plus, avec aussi peu d'équipements et de personnel. Ici, une grande partie des jeunes est au chômage et cela crée un sentiment de vide, et ce vide mène à toutes sortes de déviances : drogue, criminalité... Quand le désespoir touche un jeune, le seul moyen d'y remédier est de créer des espaces à même de l'aider psychologiquement.

Malheureusement nos jeunes sont délaissés, les maisons de jeunes actuelles ne disposent pas de ressources suffisamment qualifiées pour les orienter, assurer une animation, leur donner goût au théâtre, à la musique… etc. Le sport est un bon défouloir ! Mais on n'y accorde pas d'importance : les terrains de proximité sont insuffisants et ne sont pas toujours ouverts.

En l'absence d'une faculté à Ouezzane, les jeunes sont obligés d'aller à Tétouan ou Tanger. Ça coûte de l'argent de louer dans une autre ville. Une fois le diplôme en poche, il est difficile de revenir ici, car il n'y a pas de débouchés. Pas d'industrie. Rien !

Ouezzane dispose pourtant de plusieurs atouts, mais qui sont mal exploités. Ici, il y a l'artisanat, l'argile, le tissage de "doum" (palmier)... Il y a aussi l'huile d'olive, les plantes médicinales, la figue mais il n'y pas un bon marketing, pas de foires de vente, pas d'encadrement des coopératives et pas de valorisation. Rien que pour les olives, il y a une recette locale de conservation qui peut être valorisée et exportée à l'étranger. Autre point à signaler : le savoir faire autour de la djellaba et de l'olive ouezzanis risque de disparaître si les anciens ne le transmettent pas aux jeunes.

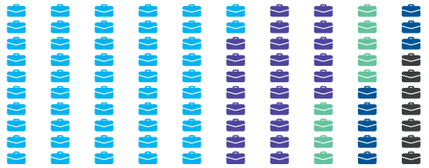
Nous avons aussi des monuments religieux, la montagne et d'autres paysages magnifiques comme vers le lac Bou Daroua. Pourquoi on n'y construit pas des hôtels? Les gens passent par la région mais ne s'arrêtent pas ici faute d'hôtels. Pire encore, lorsqu'on rentre à Ouezzane, qui est tout de même une ville avec une grande histoire, on tombe sur des façades dignes d'un bidonville, sans harmonie ni beauté. Personnellement, ça me fait mal au coeur."

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Réhabiliter l'hôpital provincial et augmenter sa capacité afin d'accueillir plus de patients. Requalifier les dispensaires afin de réduire la pression sur l'hôpital provincial ;
- Mettre à disposition les équipements nécessaires (scanner et radio) et un nombre suffisant de personnel médical au sein de l'hôpital provincial ;
- Garantir de bonnes pratiques en termes de gouvernance dans le secteur de la santé, tout en améliorant l'accueil et l'accès dans les établissements de santé, en particulier au sein l'hôpital provincial ;
- Agrandir le service de maternité et mobiliser plus de personnel soignant ;
- Étendre la couverture médicale et l'offre de soins au profit des détendeurs de la carte Ramed ;
- Aménager des centres au profit des personnes en situation de handicap et des personnes atteintes de trisomie et d'autisme ;
- Améliorer l'état de la route reliant Berrechid à Had Soualem ;
- Assurer l'accès à l'eau potable et élargir le réseau d'assainissement à tous les quartiers de la ville ;
- Mettre en place un suivi et un encadrement au profit des jeunes chômeurs, leur permettant d'accéder au marché du travail, développer les institutions dédiées telles que l'ANAPEC et augmenter le nombre de centres de formation professionnelle ;
- Assurer l'application du code du travail et de la législation en ce qui concerne le nombre d'heures travaillées et renforcer le contrôle à travers l'inspection du travail ;
- Créer des marchés modernes de proximité dans la plupart des quartiers de la ville ;
- Lutter contre l'abandon scolaire surtout dans les quartiers périphériques, en améliorant et en subventionnant le transport scolaire, ainsi qu'en créant de nouvelles écoles pour limiter l'encombrement de celles déjà existantes ;
- Élargir le champ d'action du programme Tayssir au profit des familles en situation de précarité ;
- Faire face à l'habitat informel qui subsiste dans la périphérie de la ville ;
- Aménager des centres de protection de l'enfance et des centres d'accompagnement pour les personnes en situation difficile ;
- Prendre en considération le manque d'espaces verts et mettre en place des parcs, des jardins publics et des terrains sportifs de proximité ;
- Mettre à disposition des établissements tels qu'un théâtre, un conservatoire de musique, et un centre culturel.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



52% Actifs
24% Non actifs
9% Etudiants
8% Journaliers
7% Retraités

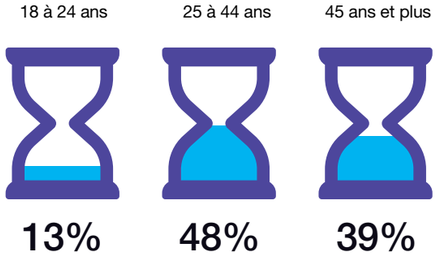
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

57% Je suis d'accord

43% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 13%
25 à 44 ans — 48%
45 ans et plus — 39%

NIVEAU D'ÉDUCATION

87% Scolarisé

13% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

55% L'éducation

40% La création d'emploi, combattre le chômage

39% La lutte contre la criminalité et la violence

35% L'amélioration des standards et des conditions de vie

JOUR 45 - BERRECHID

Rénover la ville et ses hôpitaux

Ville réputée pour ses secteurs agricole et industriel, Berrechid fut l'une des étapes les plus productives de la caravane des Indépendants. Les échanges ont en effet été très riches, avec 600 participants particulièrement intéressés par l'évolution de la commune.

Les habitants sont très fiers de leur histoire et notamment de la tribu des Ouled Hriz. L'identité de la ville en est très imprégnée et plusieurs personnes regrettent qu'il n'y ait pas plus d'événements culturels tout au long de l'année. Plus généralement, les participants trouvent que Berrechid est mal entretenue et que ses infrastructures sont dépassées, notamment en ce qui concerne l'eau, l'électricité et l'assainissement. De même, ils estiment que les routes sont en mauvais état, malgré de récents efforts, et qu'il n'y a pas assez de transports en commun pour réellement développer la commune.

Aussi, malgré le fort potentiel agricole et industriel, les opportunités de travail sont rares et le taux de chômage demeure élevé depuis plusieurs années. Certains y voient une cause de l'augmentation préoccupante de la criminalité en ville. Pour progresser, les habitants recommandent de développer la zone industrielle et de construire plus de logements sociaux. Ils ajoutent également qu'il est urgent de lutter contre le favoritisme dans le marché du travail.

En ce qui concerne le secteur public, les besoins sont aussi importants. Le célèbre hôpital psychiatrique n'est plus que l'ombre de lui-même et les autres établissements ne sont pas suffisamment équipés. Les services médicaux sont décrits comme totalement débordés et les patients doivent se rendre à Settat ou à Casablanca pour plusieurs spécialités, alors que le nombre d'ambulances médicalisées reste très faible.

Enfin, le secteur de l'éducation semble logé à la même enseigne : les salles de classe sont surpeuplées et il est très difficile pour les élèves de suivre leurs cours.

Saad A. participant à l'étape de Berrechid

Le premier point à aborder est celui des eaux usées ! Il y a souvent des problèmes et des fuites qui causent beaucoup de dégâts. Il y a eu des efforts de réparation des routes et des trottoirs mais pour ce qui est des eaux usées, ce n'est toujours pas réglé. En gros, on répare la façade et c'est tout !

A côté de ça , il y a également le problème des charrettes. En l'absence de vrais moyens de transport, les charrettes restent le moyen le plus utilisé par les gens qui viennent des quartiers périphériques de la ville. Mais c'est trop ! Allez voir le carrefour des rues de Damas et de la Marche verte: ça bloque la circulation, les klaxons fusent et c'est un brouhaha incroyable. Les bêtes au milieu de la route et personne n'intervient pour organiser ça ou l'interdire.

Il faut également inculquer des valeurs de civisme et de patriotisme. Et pour cela, il faut commencer dès le plus jeune âge et ça passe forcément par l'école. Malheureusement nos écoles ne remplissent pas ce rôle. Et il y a plus grave. Par exemple, aux abords de quelques écoles comme Chahed Mekki ou Général Kettani, on trouve des dealers qui vendent de la drogue aux élèves. Il faut trouver une solution à ça ! La santé ne concerne pas que le corps, mais aussi tout ce qui est psychologique ! Je ne sais pas si c'est une lacune de notre système de santé ou bien est-ce que c'est un sujet tabou chez nous.

Nous avions un hôpital psychiatrique de renommée internationale. Il y avait un lac avec des poissons, une forêt, des oiseaux, un terrain de foot, un cinéma, on se serait cru en Europe. Demandez aux natifs de Berrechid, ils vous raconteront.. Et maintenant ? C'est devenu une ruine, tout a disparu ! Les responsables doivent visiter l'hôpital pour prendre conscience de ce qu'on y vit. Les personnes qui y sont internées souffrent beaucoup ! Les accouchements posent problème. Il arrive souvent qu'une femme enceinte se présente et qu'on lui dise que c'est un cas compliqué et qu'il faut aller à Settat. Et une fois là-bas, elle accouche normalement. Est ce que c'est parce que ceux d'ici ne sont pas suffisamment compétents, je ne sais pas…

Et pour finir ce que je disais à propos de l'enseignement, nous devons soit payer des heures supplémentaires pour les enfants, soit les inscrire dans une école privée. Et vous savez comment ça marche dans le privé. Dès qu'on se pointe, il faut commencer déjà par payer les frais de dossier et puis chaque année les tarifs augmentent. Voilà ça donne un peu une idée sur ce système…

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Mettre en place une annexe universitaire, généraliser l'octroi de bourses de mérite ;
- Diversifier les filières dans les centres de formation professionnelle ;
- Accélérer l'ouverture du nouvel hôpital, créer des dispensaires et les équiper du matériel nécessaire ;
- Mettre en place un service de maternité efficace et conforme aux normes et assurer la gratuité des soins d'urgence ;
- Étendre la couverture médicale des détendeurs de la carte Ramed ;
- Lutter contre l'abandon scolaire en construisant plus d'établissements et encourager l'école publique ;
- Subventionner l'investissement et les petites entreprises et mettre en place une zone industrielle ;
- Élargir les routes nationales et provinciales, mettre en place un service de transport scolaire et améliorer le transport public. Donner plus d'attention à la sécurité routière et au danger que peuvent causer les triporteurs ;
- Lutter contre la pollution et étendre le réseau d'assainissement ;
- Construire des terrains pour les loisirs et le sport et développer l'offre culturelle ;
- Lutter contre l'habitat informel et offrir un logement décent.

JOUR 46 - JORF EL MELHA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

38% Actifs
29% Non actifs
5% Etudiants
16% Journaliers
12% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

54% Je suis d'accord

46% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 11%
25 à 44 ans — 44%
45 ans et plus — 45%

NIVEAU D'ÉDUCATION

63% Scolarisé

37% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

86% La santé

56% La création d'emploi, combattre le chômage

55% L'éducation

45% L'amélioration des standards et des conditions de vie

22% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 46 - JORF EL MELHA

Ouvrir enfin le nouvel hôpital et donner du travail aux jeunes

Début février 2020, c'est la ville de Jorf El Melha qui a été visitée par la caravane des Indépendants. 550 habitants se sont ainsi réunis pour les accueillir et leur faire part de leurs points de vue sur la commune.

D'après eux, le principal chantier à faire avancer est celui de la santé. Un nouvel hôpital est en cours de construction depuis plusieurs années, sans que l'on comprenne pourquoi cela tarde autant. En attendant, rien ne semble fonctionner correctement. Les établissements existants manquent d'équipements et d'effectifs, tandis que les dispensaires sont en mauvais état. De plus, il n'existe pas de service des urgences à Jorf El Melha. Souvent, les patients doivent se rendre à Kénitra, Fès ou Meknès pour se faire soigner. Par ailleurs, plusieurs participants dénoncent la non prise en considération de la carte Ramed et la cherté des médicaments.

La question de l'emploi est préoccupante, car, d'après les habitants, le niveau des salaires est relativement bas et de nombreuses personnes cherchent un travail. Bien que parfaitement située géographiquement, la ville peine à développer des activités économiques. Les citoyens attendent une zone industrielle et artisanale, qui les rendraient moins dépendants des seuls revenus de l'agriculture locale. Certains ajoutent qu'il faut lutter contre les dysfonctionnements administratifs pour encourager les initiatives privées.

Les discussions ont aussi porté sur l'éducation. Les écoles de la commune sont mal équipées et les classes souvent saturées. Difficile, dans ces conditions, d'assurer un bon niveau d'enseignement. De plus, en l'absence de transport, les élèves doivent marcher longuement pour se rendre en cours. Quant aux étudiants, ils sont souvent obligés de quitter Jorf El Melha pour poursuivre leur cursus, car il n'existe pas d'offre de formations supérieures sur place.

Enfin, les participants ont souligné les défis du logement : les habitats proposés ne sont pas suffisants et des bidonvilles se développent peu à peu. Plus généralement, ce sont les infrastructures de la ville qui sont à rénover, notamment les routes et les équipements culturels.

Idriss A. participant à l'étape de Jorf El Melha

L'hôpital des spécialités n'a pas encore vu le jour. Ça fait des années qu'il est en construction mais nous n'avons encore rien vu. Nous continuons à aller vers le petit dispensaire, mais, évidemment, dès qu'on souffre de quelque chose qui nécessite un spécialiste il faut aller à Kénitra, à Fès ou à Meknès… Je pense que la santé est la priorité en ce moment. Le deuxième point concerne la gestion des déchets. Je considère que du moment que le citoyen paie la taxe sur les services communaux et qu'il sort sa poubelle à l'endroit approprié il ne doit pas voir de saleté dans sa rue. Même s'il y a une flotte récente pour le ramassage, elle est encore mal gérée.

L'enseignement aussi pose problème. Comme le niveau de vie est assez bas dans la ville, même les écoles privées n'ont pas d'enseignants avec un très bon niveau. Et pour ce qui de l'enseignement public, nous avons besoin de nouvelles écoles car l'encombrement est frappant au primaire et au collège. Et puis quand on décroche le bac ici c'est une autre galère. Ma fille fait la navette pour étudier à Kénitra. C'est difficile mais on n'a pas le choix. Et puis tout le monde n'arrive pas à avoir une bourse qui pourrait l'aider financièrement. On a entendu dire qu'il va y avoir une faculté à Sidi Slimane mais on ne sait pas si c'est vrai.

Jorf El Melha est une petite ville, alors les revenus émanent principalement de l'agriculture et la majorité sont des journaliers et vous connaissez la précarité que cela implique… A part une usine de gaz, nous n'avons pas de sociétés ou d'industries, alors il n'y a pas d'opportunités pour les habitants. Les jeunes sont démoralisés. Et quand un jeune ne trouve pas où dépenser son énergie, il se tourne évidemment vers tout ce qui est négatif. Maintenant que tous les cafés proposent le wifi, beaucoup de jeunes y passent toute la journée absorbés par leurs téléphones. Ils s'échangent des vidéos par-ci, des photos par-là et bavardent sur Facebook. Vous imaginez tout le potentiel qui est gaspillé au lieu que ces jeunes se forment, exercent un sport ou une activité culturelle ? Mais où voulez-vous qu'ils le fassent ? On a une maison des jeunes mais elle n'est pas suffisamment animée et elle manque de ressources humaines capables de développer le potentiel de ces jeunes.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Améliorer l'infrastructure et l'accueil de l'hôpital provincial, l'équiper de matériel médical, ambulances et médicaments. Aussi, mettre en place un service de maternité et un service psychiatrique ;**
- **Améliorer l'accueil, la prise en charge et le suivi des malades ;**
- **Construire davantage de dispensaires, renforcer les effectifs en personnel soignant et assurer plus de supervision et de contrôle ;**
- **Augmenter le nombre d'écoles et de salles de classe, rénover les écoles existantes et les équiper de matériel pédagogique ;**
- **Augmenter les effectifs pédagogiques et offrir une formation continue aux enseignants ;**
- **Encourager les investisseurs et attirer les entreprises de l'industrie agroalimentaire afin de valoriser les produits locaux et de réduire le chômage ;**
- **Simplifier les procédures d'investissement et mettre en place des incitations fiscales au profit des auto-entrepreneurs et des investisseurs ;**
- **Faciliter l'accès aux logements sociaux, lesquels doivent respecter les standards de qualité.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

34% Actifs
44% Non actifs
9% Etudiants
10% Journaliers
3% Retraités

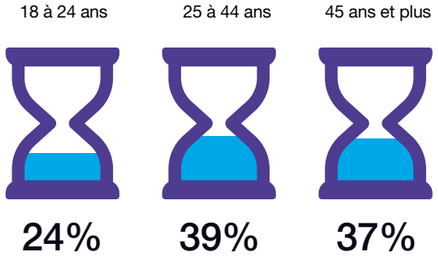
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

83% Je suis d'accord

17% Je ne suis pas d'accord

AGE



24% 39% 37%

NIVEAU D'ÉDUCATION

80% Scolarisé

20% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79% La santé

63% La création d'emploi, combattre le chômage

52% L'amélioration des standards et des conditions de vie

40% L'éducation

20% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 47 - SIDI KACEM

Encourager l'agro-industrie et confirmer l'ouverture d'une faculté

La réunion publique organisée à Sidi Kacem, en février 2020, par les Indépendants a connu une forte affluence. 500 participants se sont en effet déplacés pour partager leurs préoccupations quotidiennes et exprimer leurs attentes, dans une commune marquée par de nombreuses difficultés.

S'ils apprécient la région et sont fiers de l'identité de leur ville, les habitants se plaignent d'une situation économique qui ne cesse de se dégrader. Les fermetures d'usines, notamment celle de la Samir, ont porté le taux chômage à plus de 20%, particulièrement chez les jeunes diplômés. La perspective de la pauvreté inquiète à mesure que les conditions de vie se détériorent pour une frange de la population. Le sentiment de marginalisation et d'inégalité des chances a été exprimé à de nombreuses reprises durant la réunion.

Pourtant, Sidi Kacem possède des atouts que ses habitants aimeraient voir valorisés. En effet, le potentiel agricole de cette commune irriguée de la région du Gharb est réputé et tous aimeraient qu'il soit valorisé davantage. Les grandes productions locales de céréales, mais aussi d'agrumes, d'artichauts, de betteraves ou de coton par exemple, pourraient attirer de nombreux investisseurs, notamment dans l'agroalimentaire. Les participants espèrent ainsi des facilités pour soutenir les jeunes porteurs de projets.

Autre sujet d'inquiétude locale, le secteur de la santé a été longuement évoqué durant les échanges. D'après eux, l'hôpital provincial est submergé par les patients venant du monde rural et les dispensaires ne sont pas assez nombreux pour compléter le dispositif. De plus, tous ces établissements manquent d'équipements et de personnel – surtout de médecins, ce qui rend la situation intenable. Beaucoup d'habitants doivent se rendre à Kénitra ou à Meknès pour recevoir des soins, même les plus simples. En outre, les participants constatent souvent des pénuries de médicaments, tandis que les dysfonctionnements administratifs et le manque de considération des bénéficiaires du Ramed complètent un diagnostic défavorable du secteur.

Enfin, si le secteur de l'éducation est largement critiqué, avec des classes surpeuplées et un taux d'abandon scolaire élevé, une bonne nouvelle est attendue avec impatience : une faculté pluridisciplinaire devrait ouvrir très prochainement ses portes à Sidi Kacem.

Ossama M. participant à l'étape de Sidi Kacem

Premièrement, les opportunités de travail sont très rares. Pas d'usines, pas d'industrie, rien ! Le problème c'est qu'il y a des investisseurs qui veulent lancer des projets mais qui rencontrent beaucoup de contraintes. Alors ils finissent par partir. J'ai un ami qui est venu de France et qui voulait monter une usine de textile mais il a eu beaucoup de difficultés à le faire. Il a fini par abandonner. Et vu que le chômage fait des ravages, ici, certains partent à Kénitra ou à Tanger pour y travailler.

La Samir absorbait une partie des demandes d'emplois. Depuis que l'usine a fermé, plusieurs familles se sont retrouvées sans revenu, et sans alternative. La Samir aidait même sur le volet sportif. C'est elle qui sponsorisait le club local et depuis la fermeture, l'équipe de foot est descendue en deuxième division et elle continue d'avoir des problèmes. Même le terrain a été fermé. On en a parlé dans la presse, sur les réseaux sociaux mais rien n'a été fait. Ils disent qu'il ne peut plus accueillir de public, mais on n'en sait pas plus.

Le secteur de la santé pose problème aussi. Il y a un grand manque de médecins dans les dispensaires. Il arrive souvent de trouver uniquement une infirmière. Est ce qu'une infirmière va pouvoir ausculter un patient et diagnostiquer ce qu'il a ? Alors on nous oriente vers l'hôpital, mais une fois là-bas on nous donne des rendez-vous très éloignés : vous savez ce que c'est... Le seul hôpital que nous avons, celui vers la forêt, est insuffisant pour la population de Sidi Kacem. En plus, il reçoit des patients de toute la région et il n'est pas du tout équipé ! Dès qu'une femme enceinte se présente pour accoucher on lui remet un bout de papier pour qu'elle aille à Kenitra ou à Meknès, sauf si elle a une connaissance qui peut lui arranger les choses. Et puis on nous donne des prétextes inacceptables. Moi j'ai déjà été alité là-bas et ce que j'ai vu est déplorable.

On entend parler d'une annexe universitaire qui va être créée, cela fait deux ans déjà, mais on ne sait pas si c'est vrai ou pas. Je pense qu'il est nécessaire d'en avoir une ici au vu du nombre d'habitants et de communes dans la province. Et puis tout le monde n'a pas les moyens d'étudier et d'habiter dans une autre ville. Je veux aussi préciser que des efforts ont été déployés pour proposer un service de transport scolaire mais ça reste insuffisant.

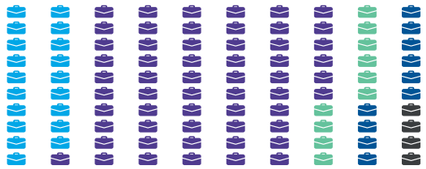
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Agrandir et équiper l'hôpital provincial du matériel nécessaire (scanner, etc.) ;
- Mettre en place de nouvelles spécialités, employer plus de personnel médical spécialisé et réduire l'encombrement en aménageant des dispensaires ;
- Assurer une bonne gestion à l'hôpital en nommant des responsables compétents, améliorer l'accès et l'accueil, et faire respecter les prérogatives de chacun ;
- Doter le service de maternité de plus de médecins et de personnel afin d'assurer son bon fonctionnement ;
- Aménager un centre d'oncologie ;
- Accélérer l'ouverture de l'hôpital psychiatrique, surtout après le récent démantèlement de Bouya Omar ;
- S'ouvrir sur l'industrie, en particulier la transformation agroalimentaire car la province est connue pour la production d'une huile d'olive de qualité ;
- Encourager et aider les femmes à créer des coopératives, en particulier dans la valorisation de l'huile d'olive et des produits du terroir ;
- Investir dans les terres collectives au profit des jeunes et des ayant droits ;
- Généraliser l'enseignement dès le primaire et étendre l'âge minimum d'enseignement à 15 ans ;
- Mettre en place de nouvelles filières dans les centres de formation professionnelle qui sont en adéquation avec les demandes du marché du travail ;
- Construire des centres pour la protection de l'enfance et des centres pour les personnes en situation précaire ;
- Créer des terrains de proximité gazonnés, des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- Donner plus de considération aux espaces verts et aménager des jardins publics ;
- Régler les problèmes liés au réseau d'assainissement, notamment dans certains quartiers périphériques.

JOUR 48 - EL KELÂA DES SRAGHNA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



19% Actifs
57% Non actifs
10% Etudiants
10% Journaliers
4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

79% Je suis d'accord

21% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 22%
25 à 44 ans — 38%
45 ans et plus — 40%

NIVEAU D'ÉDUCATION

62% Scolarisé
38% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

88% La santé
61% La création d'emploi, combattre le chômage
52% L'éducation
47% L'amélioration des standards et des conditions de vie
13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 48 - EL KELÂA DES SRAGHNA

Exploiter davantage la culture des olives et rétablir les dysfonctionnements administratifs

La caravane des Indépendants a traversé le pays des oliviers pour se rendre dans la commune d'El Kelâa des Sraghna. La ville est présentée comme propre et sécurisée par les 700 habitants présents, mais son activité agricole ne permet pas à elle seule de garantir une qualité de vie décente à toute la population.

Réputée pour la qualité de ses olives, El Kelâa des Sraghna a encore du chemin à parcourir pour en faire un commerce florissant. Les participants expliquent que les industries sont peu développées et que beaucoup de personnes sont au chômage. De plus, les conditions de vie sont décrites comme difficiles, avec une crise du logement depuis plusieurs années et des problèmes de mobilité à cause du manque de transports en commun. Les citoyens aimeraient que l'activité se diversifie et qu'on lutte contre la mauvaise gestion, le favoritisme et le clientélisme, qui nuisent à l'économie locale.

Mais la plus importante préoccupation de la population concerne la santé. Les habitants racontent que l'hôpital n'a pas assez de moyens techniques et humains pour fonctionner, rendant les soins très difficiles. Des cas de maltraitance de patients ont même été rapportés par plusieurs personnes, ainsi que des refus de prise en charge pour les bénéficiaires du Ramed. Là encore, les dysfonctionnements administratifs sont déplorés.

Enfin, les citoyens d'El Kelâa des Sraghna s'inquiètent pour la jeunesse locale. Le nombre très limité d'établissements scolaires et l'absence de formation universitaire découragent les projets des jeunes, à quoi s'ajoutent parfois des problèmes d'addiction aux stupéfiants.

Abderrahmane A. participant à l'étape d'El Kelâa des Sraghna

Pour moi, le secteur de la santé est inexistant à El Kelâa. Même s'il y a un hôpital, il n'est pas équipé et il manque de ressources humaines. Le manque est flagrant ! Même si j'ai une mutuelle qui me prélève de l'argent chaque mois, je n'en profite pas. Même pour faire une radio, ce n'est pas possible. Pareil pour les analyses. Même l'analyse pour connaître son groupe sanguin n'est pas possible. Et le privé n'est pas du tout à la portée. Nous n'avons qu'une seule clinique ici et les prix sont chers. Alors on se tourne vers la médication à base de plantes.

Les gens qui ont des problèmes psychologiques n'ont pas vraiment où aller et se tournent donc vers la sorcellerie. Après la fermeture de Bouya Omar, ils ont ouvert un hôpital psychiatrique mais ça ne fonctionne pas à 100%. Il faut de l'équipement et des médecins de qualité.

Pour l'enseignement, on peut dire qu'on peut étudier jusqu'au bac. Mais le problème vient après. A part la formation professionnelle, il n'y a ni écoles supérieures, ni instituts de formation, ni universités… Je peux vous citer mon cas. Ma fille a obtenu son bac et veut étudier à l'université et je devais donc l'envoyer à Marrakech. Mais à Marrakech il faut que je lui paie un loyer. Elle aura besoin d'au moins 1500 dirhams pour louer et 1500 dirhams pour vivre, ce qui fait 3000. Entre elle et son frère, ça va chiffrer à 6000 dirhams. Comment je vais faire ? Et j'ai essayé de frapper à toutes les portes pour lui obtenir une bourse, rien à faire ! C'est ça la réalité.

Et puis bon il n'y a même pas où travailler… Pas d'opportunités pour les jeunes. Avant, l'agriculture se portait bien. Les fruits et légumes sortaient d'ici et étaient expédiés partout au Maroc. Maintenant, les terres sont toujours là mais nous avons des problèmes d'eau. S'il y avait des possibilités d'irrigation ça aurait réglé les choses.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Réhabiliter l'hôpital provincial, y regrouper l'ensemble des spécialités et l'équiper du matériel nécessaire en particulier d'une radio, d'un scanner et d'ambulances.**
- **Aménager les dispensaires et les équiper du matériel nécessaire ;**
- **Elargir la couverture médicale et activer le Régime d'assistance Ramed ;**
- **Augmenter les effectifs de santé en particulier les médecins spécialistes et mettre en place plus de supervision et de contrôle afin de lutter contre le favoritisme et le clientélisme ;**
- **Créer des espaces de divertissement et de loisirs mais aussi des espaces verts pour les familles et leurs enfants ;**
- **Améliorer le transport public et mettre à disposition un transport scolaire afin de rapprocher les écoles des habitants et limiter les inégalités d'accès à l'éducation ;**
- **Trouver une solution au problème d'odeur nauséabonde se dégageant de l'Oued Beht ;**
- **Créer des centres d'orientations et des centres pour les langues étrangères afin de faciliter l'accès des jeunes à l'emploi ;**
- **Augmenter le nombre d'établissements scolaires et de classes afin de lutter contre l'encombrement et l'abandon scolaire ainsi que l'analphabétisme.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

41% Actifs
36% Non actifs
3% Etudiants
17% Journaliers
3% Retraités

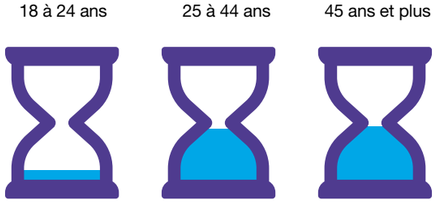
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

81% Je suis d'accord

19% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 9%
25 à 44 ans — 45%
45 ans et plus — 46%

NIVEAU D'ÉDUCATION

74% Scolarisé

26% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

83% La santé

51% L'éducation

46% La création d'emploi, combattre le chômage

42% L'amélioration des standards et des conditions de vie

27% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 49 - SIDI SLIMANE

Faire vivre le patrimoine culturel et attirer des entreprises

Située dans la région du Gharb, à proximité de nombreuses terres agricoles, la ville de Sidi Slimane a reçu la visite des Indépendants, dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Pour les accueillir, 400 habitants se sont inscrits à la rencontre et sont venus débattre des grandes thématiques de la ville. Tous se sont montrés très fiers de leur patrimoine culturel, avec ses fantasias et ses nombreuses traditions. Hélas, depuis quelques années, ils constatent que le folklore local tend à disparaître, tandis que Sidi Slimane se dégrade continuellement.

Le grand potentiel agricole de la plaine du Gharb, réputée pour ses agrumes, ses céréales ou encore ses betteraves, bien qu'essentiel au développement de la commune, n'est pas suffisant. En effet, le taux de chômage dépasse à présent les 25% et le manque d'usines inquiète la population, qui craint de se voir marginalisée. Le niveau de pauvreté a récemment augmenté et la faiblesse des infrastructures, notamment en ce qui concerne l'eau potable et les transports en commun, contribue au déclassement de Sidi Slimane.

Ce sentiment est d'autant plus renforcé par l'état de l'hôpital, qui manque d'équipements et de personnels, faisant du secteur de la santé le principal point faible de la ville. Les cas de clientélisme et de favoritisme sont également dénoncés par les participants, qui redoutent de devoir se faire soigner localement. L'absence de plusieurs spécialités médicales et l'accès laborieux aux ambulances angoissent beaucoup de patients, dont on a signalé plusieurs cas de maltraitance durant la rencontre.

Enfin, les habitants déplorent aussi l'insuffisance de moyens dans le domaine de l'éducation. Les établissements scolaires ne sont pas assez nombreux pour recevoir tous les élèves et leur manque d'équipements nuit à la qualité de l'apprentissage. Par ailleurs, la jeunesse de Sidi Slimane regrette l'absence de centres de loisirs et de parcs, qui lui permettraient de mener une vie plus agréable.

Soukaina S. participante à l'étape de Sidi Slimane

Sidi Slimane manque de beaucoup de choses. Prenons notre situation à nous, les jeunes : la première de nos préoccupations, c'est la pénurie d'emplois. Nous aurons tous le même discours car il n'y a pas une usine ni une entreprise à même de recruter tous ces gens. Les femmes en sont les principales victimes, car dépourvues de toute activité génératrice de revenus en dehors des emplois agricoles saisonniers. Le deuxième manque que l'on déplore, en tant que jeunes, c'est l'absence des terrains de proximité. On dispose uniquement d'une salle couverte à laquelle seules les associations ont accès. Si des jeunes veulent s'y rendre, ça leur est impossible. Il n'y a pas d'espaces de divertissement pour les enfants, ni pour les jeunes, ni pour les familles. En tant que citoyenne, je souffre énormément de ce manque car j'ai le sentiment de n'avoir nulle part où aller.

L'infrastructure de la ville est également en perdition, notamment l'eau potable : nous faisons actuellement face à de sérieux problèmes et les coupures d'eau sont quotidiennes ! Nous regrettons également la situation environnementale due aux eaux du fleuve qui traverse la ville, transportant avec lui les égouts et ses odeurs nauséabondes !

En tant qu'enseignante, je souhaite parler de l'éducation. Nous faisons face à des problèmes dus à l'éloignement de certains élèves n'ayant pas accès au transport scolaire. Les bibliothèques de l'école ne sont pas fonctionnelles ! Soit la bibliothèque est ouverte mais sans les livres, soit les livres sont disponibles mais la direction n'arrive pas à mettre de bibliothécaire à disposition afin de superviser l'espace ! Les élèves, qui n'ont nulle part où aller en dehors des heures de cours, se retrouvent contraints de rester dehors, dans la rue, avec tout ce que cela implique. En proie à toutes sortes de dangers, menacés par les mauvaises fréquentations. La bibliothèque pourrait être leur refuge, tout en les aidant à réviser, à lire et à s'instruire. Nous avons grandi ainsi et cela nous a beaucoup aidés.

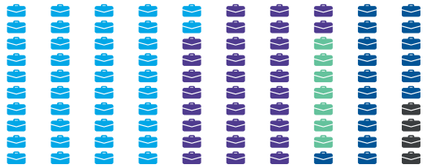
J'en oublierais presque le plus gros des problèmes : l'hôpital provincial de Sidi Slimane qui ne fait pas honneur à la ville et qui ne dispose d'absolument rien. Je m'y suis moi-même rendue en urgence, de nuit, et on m'a fait savoir que la radio était en panne et qu'il n'y avait rien qu'ils puissent faire. Je m'abstiendrai de parler de la façon avec laquelle le citoyen est traité car rien que d'y penser cela fait mal.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Diversifier l'offre de santé à l'hôpital Hamma Moulay Yacoub en intégrant de nouvelles spécialités ;**
- **Construire plus de dispensaires de proximité et fournir le matériel et les médicaments nécessaires ;**
- **Lutter contre l'abandon scolaire en assurant la qualité de l'éducation, l'accès au transport scolaire et en généralisant l'expérience des écoles communales ;**
- **Mettre à disposition des terrains de proximité et des espaces sportifs pour tous ;**
- **Encourager le tourisme national et international ainsi que l'artisanat et mettre en évidence les bienfaits des thermes pour la santé ;**
- **Améliorer le réseau d'assainissement dans la ville ;**
- **Investir dans les terres collectives.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



42% Actifs
30% Non actifs
7% Etudiants
17% Journaliers
4% Retraités

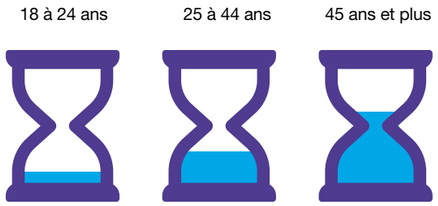
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

70% Je suis d'accord

30% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 10%
25 à 44 ans — 28%
45 ans et plus — 62%

NIVEAU D'ÉDUCATION

59% Scolarisé

41% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

71% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

47% L'éducation

33% L'amélioration des standards et des conditions de vie

28% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 50 - MOULAY YACOUB

Réduire le chômage et développer le secteur médical

C'est au cœur de l'hiver que les Indépendants se sont rendus à Moulay Yacoub, ville située dans les collines au nord-ouest de Fès et réputée pour ses thermes. Avec 400 participants, la rencontre a rassemblé une bonne partie de la commune et de ses environs. Les citoyens sont très fiers de leur patrimoine historique et des ressources naturelles de la région. La ville est décrite comme bien structurée, avec un fort potentiel agricole.

Malheureusement, en dépit de ces atouts, Moulay Yacoub connaît un important taux de chômage, notamment chez les jeunes, qui sont souvent amenés à émigrer. Le tourisme lié aux thermes semble modeste et c'est l'agriculture qui apparaît comme l'activité principale de la commune. Les participants soulignent ainsi le manque d'industrie et d'initiatives pour créer des emplois.

La santé est l'autre grande préoccupation des citoyens. Le peu d'équipements médicaux et de personnel rend la prise en charge des malades problématique. Souvent, il faut aller jusqu'à Fès pour se faire soigner, mais les ambulances sont peu nombreuses. Il en va de même pour les accouchements, qui ne peuvent avoir lieu dans de bonnes conditions à Moulay Yacoub.

Ces constats se retrouvent également dans le secteur de l'éducation. Le nombre d'établissements scolaires est très faible et les classes sont rapidement surchargées. Les conditions d'enseignement sont difficiles et en l'absence de transport, la déscolarisation est de plus en plus fréquente.

Mounia M. participante à l'étape de Moulay Yacoub

En tant que jeune, je voudrais parler de l'emploi. Nous avons un peu de tourisme intérieur grâce aux stations thermales mais l'activité principale à Moulay Yacoub reste l'agriculture, qui est surtout une agriculture vivrière. Beaucoup de jeunes sont pessimistes et ne trouvent rien à faire de leurs journées. Ils les passent alors dans les cafés, ouvrant les portes aux mauvaises fréquentations et certains finissent par se tourner vers la drogue. Et puis, l'éloignement rend difficile les possibilités de travail dans les villes voisines.

Deuxièmement, je voudrais parler de la santé : les accouchements sont compliqués ici. Soit les femmes accouchent dans des conditions sanitaires déplorables, soit elles préfèrent aller à Fès mais ce n'est pas toujours possible d'avoir une ambulance. Les petits dispensaires que nous avons manquent de moyens humains. On y trouve un infirmier ou deux. Alors dès qu'il y a un cas sérieux, il faut aller au CHU de Fès. Ceci concerne les habitants de toute la province. Ceux de Sebt Loudaya par exemple doivent faire un trajet de 50 km !

Actuellement, nous avons des collèges et des lycées, mais ils restent insuffisants. Des élèves continuent à aller à Fès pour étudier, mais là encore, se pose le problème des transports. Les bus sont rares et on est donc obligés de parcourir les 15 km collés les uns aux autres. Des fois encore, le bus tombe en panne et nous nous retrouvons au beau milieu de la route à attendre qu'il soit réparé. Il ne faut donc pas s'étonner du phénomène de l'abandon scolaire qui continue de croître. Beaucoup trop ! Les parents vont-ils laisser leurs filles aller dans un bus où les gens sont collés les uns aux autres ? Et en plus de tout cela, il y a aussi le manque de moyens qui obligent certains à déscolariser leurs enfants.

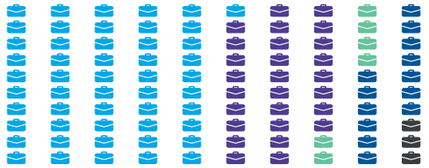
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Agrandir et moderniser l'hôpital en intégrant différentes spécialités, un personnel médical suffisant et les équipements nécessaires ;
- Proposer des délais de rendez vous raisonnables et améliorer l'accueil et l'accessibilité à l'hôpital ;
- Mettre fin aux transferts systématiques des patients vers le CHU de Marrakech ;
- Renforcer le service de maternité avec plus de médecins et de cadres ;
- Activer la carte Ramed et élargir le champ de son utilisation ;
- Aménager une zone pour l'industrie agro-alimentaire et le conditionnement des produits agricoles afin de générer des opportunités d'emploi supplémentaires ;
- Créer une annexe au centre régional d'investissement ;
- Allouer un quota de la commande publique aux jeunes entrepreneurs, aux auto-entrepreneurs et aux coopératives ;
- Réduire les problèmes d'encombrement des classes en construisant des écoles modernes, en particulier dans les nouveaux quartiers, et en mettant l'accent sur les écoles communales ;
- Enrichir l'offre dans les centres de formation professionnelle, en assurant une adéquation avec le marché du travail local et développer l'apprentissage des langues étrangères dès le préscolaire ;
- Relier Benguérir, centre de Rhamna, aux principaux axes routiers ;
- Créer des centres sociaux pour enfants et pour personnes en situation difficile et ouvrir un centre culturel dans la ville ;
- Créer des espaces sportifs dans la ville, notamment des terrains de proximité, tout en assurant leur gratuité ;
- Créer plus d'espaces verts et étendre l'expérience de la ville verte à toute la ville.

JOUR 51 - BEN GUERIR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



51% Actifs
27% Non actifs
6% Etudiants
13% Journaliers
3% Retraités

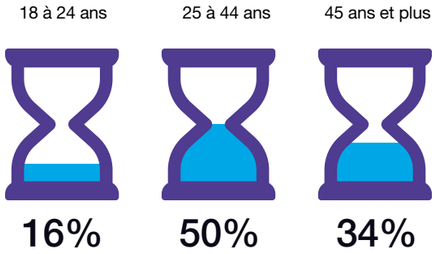
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

71% Je suis d'accord

29% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 16%
25 à 44 ans — 50%
45 ans et plus — 34%

NIVEAU D'ÉDUCATION

79% Scolarisé

21% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

83% La santé

56% L'éducation

55% La création d'emploi, combattre le chômage

44% L'amélioration des standards et des conditions de vie

13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 51 - BEN GUERIR

Combler l'écart entre les quartiers populaires et la Ville Verte

A mi-parcours de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, la caravane des Indépendants s'est arrêtée à Ben Guerir, chef-lieu de la province de Rehamna. Cette 51e étape a réuni plus de 600 personnes, qui ont fait part de leur enthousiasme pour les projets en cours, mais aussi de leurs préoccupations quant à l'état des infrastructures locales.

Les habitants sont très fiers du dynamisme de leur ville. La prestigieuse Université Mohammed VI Polytechnique, développée dans le cadre du projet de la Ville Verte, est notamment citée en exemple.

Mais derrière cette vitrine internationale, les participants déclarent vivre une réalité bien différente. Il y a très peu d'écoles primaires, de collèges ou de lycées et les conditions d'apprentissage sont très difficiles pour les élèves. De plus, les infrastructures urbaines sont délabrées et le manque de transports en commun nuit au développement de la commune.

En dehors de l'exploitation des phosphates, l'activité économique est réduite et il y a peu d'opportunités de travail. Ainsi, le taux de chômage est important et le favoritisme décourage les chercheurs d'emploi.

Enfin, les participants tirent la sonnette d'alarme en ce qui concerne le domaine de la santé. En effet, l'hôpital provincial est sous-équipé et beaucoup de patients sont orientés vers Marrakech pour se faire soigner, paradoxalement, très peu d'ambulances sont disponibles. Même constat pour les femmes enceintes, encouragées à quitter la ville pour accoucher. De l'avis général, le manque d'établissements et de personnel médical contraste avec les ambitions affichées par Ben Guerir.

Miloud B. participant à l'étape de Ben Guerir

Certaines réalisations ont pu donner une belle image et une notoriété à Ben Guerir comme l'Université Mohammed VI Polytechnique mais quand on rentre dans la ville, au milieu des quartiers populaires, on constate que la réalité est bien différente. Les gens se plaignent des eaux usées, de l'électricité, des routes et de l'infrastructure de manière générale. Il y a des coupures d'eau très fréquentes et elle est imbuvable. Il suffit de la goûter et vous verrez vous-même. Et parfois l'eau n'arrive pas à ceux qui habitent au deuxième ou au troisième étage, ou bien elle arrive avec un débit très faible. D'ailleurs on n'arrête pas de se plaindre et de publier des choses sur les réseaux sociaux dans ce sens.

L'hôpital d'ici n'a d'hôpital que le nom ! C'est un hôpital provincial mais dès que quelqu'un se présente il est envoyé à Marrakech. Si vous êtes victime d'une piqûre de scorpion, il faut aller à Marrakech. Pour les accouchements c'est pareil, souvent il faut aller jusqu'à Marrakech, même pour un accouchement normal ! Et le souci que ça pose est que l'enfant est évidemment inscrit là-bas, et par la suite, il faut aller à Marrakech même pour un simple extrait d'acte de naissance. Les gens qui doivent suivre un traitement de dialyse rencontrent un problème plus grave. Il y a une liste d'attente qui comprend environ vingt personnes. Ces gens-là sont à un stade avancé de leur maladie et ne peuvent bénéficier de la dialyse que lorsqu'une place se libère. Le nombre d'appareils est insuffisant aujourd'hui et même s'il arrive qu'on envoie quelques patients à Kelaa quand il y a de la place, ça ne règle pas le problème.

On souffre aussi du chômage. Nous avons du phosphate mais en termes d'emploi, la population locale n'en bénéficie pas tant que ça. Il y a un projet d'agropole, qui est une plateforme agro-industrielle, mais il n'est pas encore fonctionnel. Alors, il y a un peu de commerce, des petits business individuels et certains trouvent des emplois journaliers à la ville verte, c'est tout !

Pour construire des écoles, on se base sur la croissance démographique et donc le taux de nouvelles naissances à Ben Guérir, mais comme je l'ai dit, la majorité des femmes n'accouchent pas ici, alors sur le papier c'est comme s'il n'y avait pas de croissance démographique. Ce qui fait qu' on se retrouve avec 44 ou 46 élèves par classe. Et certaines écoles ont dû diminuer le nombre d'heures pour prévoir d'autres classes. Les gens préfèrent alors aller vers le secteur privé. Mais le pauvre, il fait comment ?

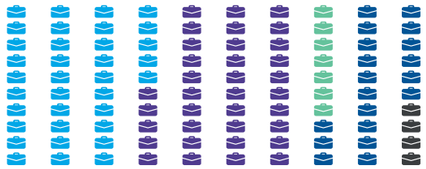
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Soutenir l’école publique et construire de nouveaux établissements ;
- Lutter contre l’abandon scolaire en assurant le transport scolaire pour les enfants des quartiers périphériques ;
- Encourager les investissements dans le domaine de l'agriculture et aider les coopératives agricoles à valoriser leurs capacités de production et de commercialisation des produits du terroir, par exemple les figues et les plantes médicinales ;
- Améliorer l’accès aux soins en s'attaquant au problème des rendez-vous trop éloignés et en activant le régime d’assistance médicale Ramed pour qu'il fonctionne à pleine capacité ;
- Fournir aux dispensaires l'équipement médical nécessaire ;
- Réhabiliter les infrastructures de la ville notamment les problèmes liés au réseau d’assainissement ;
- Aménager des terrains de sport, soutenir et subventionner les clubs et créer des centres culturels.

JOUR 52 - TAOUNATE

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



35% Actifs
35% Non actifs
7% Etudiants
19% Journaliers
4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 40%
45 ans et plus — 43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

80% Scolarisé

20% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

90% La santé

61% L'éducation

58% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

20% La voiries, les routes, les trottoirs...

JOUR 52 - TAOUNATE

Équiper l'hôpital et développer l'activité économique

52e ville visitée par la caravane des Indépendants, Taounate est réputée pour sa nature généreuse, son agriculture diversifiée et sa tradition artisanale. Les 500 participants rencontrés mettent en avant sa tranquillité et son patrimoine historique, mais se montrent très inquiets quant à son évolution.

En tête des sujets préoccupants, le secteur de la santé est en crise. L'hôpital provincial est sous-équipé et bien souvent les habitants doivent se faire soigner à Fès. Bien que quelques ambulances soient disponibles pour s'y rendre, leur tarif est inaccessible pour la grande majorité. La ville manque de médecins et d'infrastructures, notamment en maternité. Les citoyens attendent donc des progrès indispensables pour assurer leur santé.

Sur le plan économique, les participants expliquent que Taounate souffre de sa proximité avec Fès, à 80 kilomètres. Souvent, les entreprises préfèrent s'y installer et les jeunes sont obligés de suivre s'ils veulent avoir du travail. La ville connaît en effet un fort taux de chômage et offre peu de perspectives. Les produits agricoles, tels que les figues "mtioua", les olives ou encore les féculents offrent un potentiel de valorisation et les habitants appellent à la création d'une zone industrielle.

Désœuvrée, la jeunesse locale manque d'opportunités et se tourne parfois vers la drogue. Située sur la « route du kif », Taounate doit également faire face à ce fléau. L'abandon scolaire y est fréquent : les écoles n'ont pas assez de moyens et le transport n'est pas suffisant pour permettre à tous les enfants de s'y rendre.

Enfin, les participants soulignent le mauvais état des infrastructures. Les routes ont besoin d'être rénovées et le réseau d'assainissement est encore trop limité. De même, l'absence d'éclairage public est perçue comme une importante lacune.

Ghizlane E. participante à l'étape de Taounate

La santé d'abord ! On souffre. Pas d'accueil, les rendez-vous sont très éloignés et les urgences sont vides. Dès qu'on se présente, on nous demande d'aller à Fès, et une fois à Fès, on nous regarde de travers, en nous disant : vous avez tout à Taounate, pourquoi vous venez tout le temps ici ? Pour accoucher par césarienne, il est nécessaire d'avoir une petite connaissance sinon on peut avoir des difficultés pour être admise à l'hôpital.

Au niveau des infrastructures, les problèmes sont nombreux aussi. Plusieurs endroits de la ville ne sont pas raccordés au réseau des eaux usées. Il y a encore des fosses septiques. Pareil pour l'état des routes. Mais bon, encore faut-il utiliser ces routes. Le taxi est cher et n'est pas à la portée de tout le monde et les bus, on en avait mais ils nous les ont retirés et envoyés ailleurs. Le citoyen peine à joindre les deux bouts !

Malgré l'état des écoles, ceux qui veulent vraiment étudier y arrivent. Le souci, c'est de pouvoir gagner son pain quotidien après. Même ceux qui maîtrisent un métier manuel vivent au jour le jour. Ceux qui sont dans la fonction publique s'en sortent mais ils sont bien les seuls ! Les autres essayent de dépanner en ouvrant des petites échoppes pour vendre des gâteaux ou du msemen… Nous ne savons pas ce que le futur nous réserve. Tous les jeunes fuient Taounate pour aller n'importe où ailleurs. J'espère que la situation va s'améliorer pour qu'on puisse rester aux côtés de nos familles.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Améliorer l'offre médicale, en mettant à niveau l'hôpital provincial ;**
- **Ouvrir de nouveaux dispensaires, les équiper du matériel nécessaire et recruter suffisamment d'effectifs médicaux ;**
- **Faciliter l'accès aux soins et mettre à disposition des médicaments et des ambulances en nombre suffisant ;**
- **Lutter contre l'habitat informel et assurer le respect des normes et la qualité des logements ;**
- **Développer l'industrie agroalimentaire, subventionner et encourager les coopératives agricoles ;**
- **Simplifier les procédures d'investissement, les procédures d'octroi de crédit et mettre en place des avantages fiscaux afin d'encourager les auto-entrepreneurs mais aussi les investisseurs ;**
- **Augmenter le nombre d'établissements scolaires afin de réduire l'encombrement, les équiper du matériel pédagogique nécessaire et mettre en place un service de transport scolaire.**
- **Augmenter le nombre d'enseignants et leur permettre d'avoir accès à la formation continue ;**
- **Améliorer les programmes pédagogiques et construire des bibliothèques pour les élèves dans les écoles.**

JOUR 53 - KHÉMISSET

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

35% Actifs
44% Non actifs
3% Etudiants
13% Journaliers
5% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE

11% 33% 56%

NIVEAU D'ÉDUCATION

67% Scolarisé

33% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

81% La santé

55% La création d'emploi, combattre le chômage

48% L'amélioration des standards et des conditions de vie

44% L'éducation

27% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 53 - KHÉMISSET

Encourager les porteurs de projets

Située au croisement de différentes routes commerciales et agricoles, la ville de Khémisset a accueilli avec entrain la 53e étape de la caravane des Indépendants. Les 420 habitants présents étaient en effet satisfaits de pouvoir discuter de leur commune et des défis de développement qui s'y posent.

De prime abord, les participants semblent apprécier Khémisset, décrite comme agréable et riche en ressources naturelles. Mais, malgré ces atouts et un positionnement géographique privilégié, la ville apparaît comme marginalisée, avec un taux de pauvreté qui augmente, comme en témoigne le développement des bidonvilles. La faiblesse du tissu industriel, diminué encore par de récentes fermetures d'usines, et les aléas du secteur agricole rendent l'activité économique précaire. En outre, le chômage touche plus du quart de la population et les citoyens s'inquiètent du manque de perspectives locales. Selon eux, il faudrait rétablir l'égalité des chances en soutenant les jeunes porteurs de projets de la région, tout en facilitant les procédures administratives pour les investisseurs. Des domaines tels que l'artisanat ou le tourisme, avec les fantasias et les moussems, pourraient également être davantage encouragés.

En ce qui concerne la santé, la grande majorité des participants tire la sonnette d'alarme : Khémisset manque cruellement d'équipements et de personnel médical. On parle notamment de radios et de scanners, mais aussi d'ambulances, puisqu'il faut bien souvent quitter la ville pour se faire soigner. De même, la pénurie de médecins et d'infirmiers rend l'accès aux soins difficile, notamment pour les maladies chroniques.

Enfin, les attentes sont grandes dans le secteur de l'éducation : les équipements scolaires font défaut, tandis que les enseignants peinent à assumer leur mission tant les infrastructures sont faibles. Néanmoins, le lancement prochain d'un projet d'établissement supérieur pourrait rassurer les citoyens sur l'avenir de leur commune, avec la possibilité pour les étudiants de rester vivre ici. Tous demeurent donc optimistes et attendent le renouveau de Khémisset.

Chaimae Z. participante à l'étape de Khémisset

Puisque je suis étudiante, le premier point que je veux aborder c'est que nous n'avons pas où étudier après le bac. Donc si les parents n'ont pas une bonne situation financière et ne sont pas ouverts d'esprit, on va forcément s'arrêter au bac. Parce que tout le monde n'a pas les moyens pour financer les études de ses enfants dans une autre ville et leur assurer de quoi vivre et tout le monde n'accepte pas que son fils ou sa fille partent étudier dans une autre ville ! Ils ont peur qu'ils tombent sur de mauvaises fréquentations. Et c'est aussi parce qu'on n'accorde pas la bourse ni la cité universitaire à tout le monde. Par exemple, moi j'ai dû aller étudier à Fès parce qu'on a de la famille là-bas. Le problème est que même après tout ça, une fois qu'on décroche le diplôme, on n'a pas d'opportunités de travail à Khémisset. Il faut encore une fois partir chercher du travail ailleurs. A part le centre d'appel, les petits business ou les snacks il n'y a pas de jobs ici. Pas d'usines ni de grandes sociétés ici. Il y en avait avant, mais plus maintenant.

A Khémisset nous n'avons pas non plus d'espaces de loisirs ou d'endroits où sortir. Dans toute la ville, il y a deux petits jardins. Pour sortir on va jusqu'à Tifelt ou Meknès ou encore le lac Dayet Roumi, qui a bien besoin d'être mis en valeur, qu'il y ait des cafés, des restaurants. Dans l'état actuel, on n'en profite pas vraiment.

Si ce n'était que ça ! Même l'essentiel n'est pas assuré. Quand on va à l'hôpital, pour le moindre pépin, on nous dit d'aller à Rabat. Il n'y a même pas de responsable à qui parler. Une fois, quand j'étais petite, je me suis brûlée les jambes et je suis partie aux urgences. Ils n'ont rien pu me faire ! Mon père a dû m'emmener sur le champ dans une clinique privée. Je vous raconte ça parce que cette image est restée gravée dans ma mémoire.

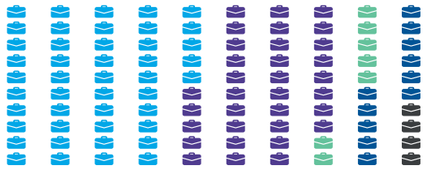
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire un nouvel hôpital conforme aux normes de qualité et comprenant un service de radiologie et un IRM ;
- Mettre à niveau les dispensaires de proximité en les équipant du matériel nécessaire ;
- Augmenter les effectifs dans les établissements de santé et mettre en place davantage de supervision et de contrôle surtout en ce qui concerne les horaires de travail ;
- Assurer la disponibilité des médicaments au profit des personnes atteintes de maladies chroniques et renforcer le parc d'ambulances ;
- Aménager une zone industrielle et encourager l'investissement, en particulier dans l'emballage et la transformation d'agrumes ;
- Augmenter le nombre d'établissements scolaires afin de réduire l'encombrement et les équiper du matériel nécessaire ainsi qu'en transport scolaire ;
- Lutter contre l'abandon scolaire et l'analphabétisme, améliorer les programmes scolaires et augmenter le nombre de professeurs tout en leur offrant une formation continue ;
- Améliorer l'infrastructure de la ville, le réseau d'éclairage public ;
- Equiper les routes de panneaux de signalisation ;
- Construire des terrains de proximité et des espaces de loisirs pour les enfants.

JOUR 54 - MECHRAA BEL KSIRI

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



45%	33%	7%	11%	4%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

71% Je suis d'accord

29% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
18%	39%	43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

76% Scolarisé

24% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 88% La santé
- 53% La création d'emploi, combattre le chômage
- 44% L'éducation
- 43% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 18% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 54 - MECHRAA BEL KSIRI

Relancer l'agro-industrie avec de nouvelles activités

Début 2020, la caravane des Indépendants a attiré 600 habitants de Mechraa Bel Ksiri lors de sa 54e étape. La région du Gharb est réputée pour son arboriculture et la ville a longtemps bénéficié de l'industrie agroalimentaire, notamment grâce aux agrumes. Mais aujourd'hui, expliquent les participants, cette dynamique a disparu, avec plusieurs fermetures d'usines et la présence de Cosumar semble être la dernière force vive de la commune.

Pour relancer l'activité et atténuer le taux de chômage, qui augmente depuis plusieurs années, les citoyens plaident pour le développement d'une zone industrielle susceptible de renouveler l'agro-industrie locale. Il semble urgent d'offrir un travail stable à la population.

Au-delà du volet économique, la ville est décrite comme agréable, mais mal équipée. Par exemple, les routes sont en mauvais état et deviennent impraticables en cas de pluie. Des habitants se plaignent également des réseaux d'assainissement ou encore de la faiblesse de l'éclairage public, qui rendent la vie quotidienne difficile.

Mais c'est du côté de la santé que surgissent les plus vives critiques. D'après les participants, il est pratiquement impossible de se faire soigner à Mechraa Bel Ksiri : l'hôpital et les centres médicaux sont sous-équipés et se contentent souvent d'envoyer les patients à Sidi Kacem ou à Kénitra. C'est ainsi pour la plupart des spécialités médicales, et même pour les accouchements. Les habitants font état de cas de maltraitance à l'hôpital.

Enfin, l'éducation ne semble pas épargnée non plus par les difficultés, avec des écoles manquant de moyens et des enseignants découragés. Par ailleurs, les formations professionnelles sont rares et correspondent peu aux besoins locaux, ce qui pousse les jeunes à quitter la région quand ils le peuvent.

Ghita T. participante à l'étape de Mechraa Bel Ksiri

Ici, quand on tombe malade, on nous envoie directement à Sidi Kacem. En fait, ils ont les papiers de transfert déjà signés. Dès qu'on arrive, on nous donne ce papier et on nous dirige vers Sidi Kacem ou Kénitra. Il arrive qu'ils n'aient même pas le matériel pour prendre la tension artérielle, ils nous demandent d'aller le faire à la pharmacie. La santé ici est dans un état catastrophique ! Il y a aussi les problèmes d'infrastructures qui affectent beaucoup la ville. Les rues ne sont pas propres, les routes sont dégradées, des trous partout… Bel Ksiri n'est pas du tout développé. Durant l'été on galère et en hiver c'est pareil. Il suffit qu'il pleuve un petit peu et il devient très difficile de marcher dans la rue, de la boue partout et des canalisations qui débordent. Nous n'avons pas non plus de jardins, ni de parcs pour les enfants.

Les possibilités de travail sont très rares. Nous les jeunes de Belksiri on va systématiquement chercher du côté de Kénitra ou de Tanger. Il n'y a rien ici, il n'y a qu'une seule usine de sucre, même celle des agrumes a fermé. Tout ce qu'on peut faire ici c'est de créer un petit business ou un snack, parce que c'est quand même une ville de passage. Ceci est valable aussi pour l'enseignement. Pour continuer ses études, il faut quitter la ville après le bac et généralement nous n'arrivons pas à bénéficier d'une bourse.

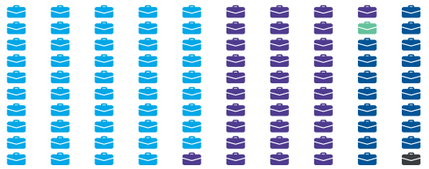
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Accompagner les industries de transformation agroalimentaire et les coopératives agricoles pour valoriser leurs capacités de production et de commercialisation ;
- Former les producteurs aux techniques agricoles modernes et leur permettre de bénéficier de la stratégie Generation Green ;
- Réhabiliter l'école publique en accordant une plus grande importance aux enseignants, en leur assurant de bonnes conditions de travail et en généralisant le transport scolaire pour les élèves ;
- Rendre l'enseignement obligatoire et jusqu'à l'âge de 15 ans, revoir les programmes éducatifs et mettre l'accent sur les langues étrangères dès le primaire ;
- Ouvrir le programme "Tayssir" à un plus grand nombre de bénéficiaire et augmenter le montant des allocations ;
- Soutenir l'accès des femmes au marché du travail et encadrer les coopératives féminines ;
- Généraliser l'expérience des écoles communales ;
- Améliorer l'offre médicale en augmentant le nombre de spécialités dans l'hôpital, en améliorant l'accès et l'accueil et en mettant à disposition plus de personnel médical et d'ambulances ;
- Mettre à disposition plus de dispensaires de santé, les équiper du matériel nécessaire et de médicaments ;
- Activer et élargir le champ du Ramed ;
- Mettre en place un service de maternité fiable et équipé afin de prendre en charge les patientes dans les meilleures conditions ;
- Aménager des espaces culturels, notamment un centre culturel et une maison des jeunes ;
- Relier tous les quartiers au réseau d'eau potable, d'électricité et d'assainissement.

JOUR 55 - KARIAT BA MOHAMED

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



49%	33%	1%	16%	1%
Actifs	Non actifs	Etudiants	Journaliers	Retraités

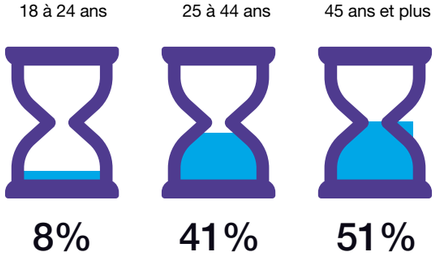
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
8%	41%	51%

NIVEAU D'ÉDUCATION

69% Scolarisé

31% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

95%	La santé
69%	L'éducation
52%	La création d'emploi, combattre le chômage
36%	L'amélioration des standards et des conditions de vie
8%	La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 55 - KARIAT BA MOHAMED

Industrialiser le domaine agricole pour créer des emplois

Fin février 2020, la caravane des Indépendants est venue rencontrer les habitants de Kariat Ba Mohamed, dans la province de Taounate, à quelques kilomètres de Fès. A cette occasion, 300 citoyens ont échangé avec des responsables politiques et débattu des priorités de la commune. Cette dernière, appréciée pour son calme, son air pur et sa nature pittoresque, fait face à de nombreux défis.

De nombreux participants évoquent d'abord l'isolement de la ville, qui manque de routes en bon état et de moyens de transport pour accéder à d'autres régions. De même, les infrastructures urbaines sont insuffisantes, avec plusieurs zones non raccordées aux réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'éclairage public.

Sur le plan économique, la localité, qui accueille le festival des Céréales et légumineuses, est très dépendante de l'agriculture. En l'absence d'industrialisation, les opportunités de travail sont peu nombreuses et le taux de chômage augmente régulièrement, tout comme la pauvreté. Les habitants expliquent qu'il faudrait mieux exploiter le large potentiel agricole de la région pour développer la commune. De même, il apparaît indispensable d'attirer les investisseurs tout en facilitant l'insertion professionnelle des jeunes pour parvenir à créer de nouvelles entreprises.

Enfin, la santé et l'éducation sont également citées parmi les chantiers prioritaires de la ville. L'hôpital de Kariat Ba Mohamed semble incapable de répondre aux besoins des citoyens, par manque d'équipements, de personnels, mais aussi de médicaments. L'absence de scanner, de laboratoire d'analyses et le manque d'ambulances sont très souvent soulignés durant les échanges. Par ailleurs, plusieurs personnes dénoncent la maltraitance de certains patients.

En ce qui concerne l'éducation, le constat est tout aussi sévère : il y a trop peu d'établissements scolaires et d'enseignants pour permettre un apprentissage de qualité. Les écoles sont surpeuplées et plusieurs ne disposent même pas d'une installation sanitaire décente. Dans ces conditions, tous espèrent des efforts pour les prochaines générations.

Fayssal E. participant à l'étape de Kariat Ba Mohamed

Nous, les habitants de Kariat Ba Mhamed manquons de beaucoup de choses. D'abord et avant tout, le secteur de la santé connaît de grandes carences. L'hôpital n'est pas équipé, on déplore un manque de cadres de la santé, de matériel, d'outils de travail … Les malades souffrent, les femmes à l'accouchement également. La santé est un secteur vital, pourtant on ne lui donne malheureusement pas les moyens suffisants pour que le citoyen soit pris en charge et se fasse soigner dans des conditions décentes. La maladie peut être rude, c'est sans compter que l'hôpital ne rend guère la situation plus facile.

Il n'y a également pas de projets permettant la création d'emploi, il n'y a pas d'entreprises. Certains jeunes ne trouvent rien à faire et prennent parfois le chemin de la déviance. Il n'y a même pas de terrain de proximité ici, pourtant les jeunes veulent pratiquer des activités sportives et avoir quelques moments d'évasions. Il n'y a qu'une salle couverte constamment noire de monde.

S'ajoutent à cela les routes de liaison entre Kariat Ba Mhamed et les autres villes qui sont dans un triste état surtout celles allant vers Jorf El Melha et Taounat. Ces routes sont très mal en point et nécessitent réparation. On peut dire que les infrastructures de manière générale sont un point négatif au sein de la ville. On n'a pas de jardins, il y a des coupures d'électricité, les odeurs émanant des conduites d'assainissement peuvent être étouffantes par moment et nous faisons face à des problèmes depuis que nous sommes alimentés par l'eau du barrage. Ils se mettent régulièrement à creuser et coupent l'accès à l'eau des journées durant. Quant aux écoles, leurs infrastructures nécessitent également des rénovations.

Aussi, nous n'avons pas de gares routières, les taxis s'arrêtent n'importe comment.

Enfin il y a beaucoup d'attentes dans cette ville et bien que je ne sois membre d'aucun parti politique, je pense qu'il est nécessaire de voter parce que je sais que si je n'y vais pas et que les autres non plus, on laisse en place une personne dont on ne veut pas ou avec laquelle on n'est pas d'accord. Les mêmes personnes risquent encore de se faire élire et continuer à diriger leurs projets au lieu de s'occuper de la gestion publique.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Réhabiliter l'école publique et assurer de bonnes conditions de travail aux enseignants ;**
- **Lutter contre l'abandon scolaire en assurant la qualité de l'enseignement et soutenir le transport scolaire ;**
- **Mettre en place un plan de développement du secteur touristique afin d'exploiter le patrimoine naturel et culturel de la région ;**
- **Élargir la couverture médicale et le programme Ramed ;**
- **Mettre à disposition plus de dispensaires de santé, les équiper du matériel nécessaire, de médicaments et d'ambulances ;**
- **Organiser des caravanes médicales tout au long de l'année, en impliquant la société civile ;**
- **Améliorer les infrastructures sportives, rénover les terrains de proximité et en assurer la gratuité ;**
- **Lutter contre la déforestation illégale et protéger les richesses hydrauliques ;**
- **Réhabiliter l'infrastructure de la ville, en particulier le réseau d'assainissement.**

JOUR 56 - EL HAJEB

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

33% Actifs33%
35% Non actifs
9% Etudiants
17% Journaliers
6% Retraités

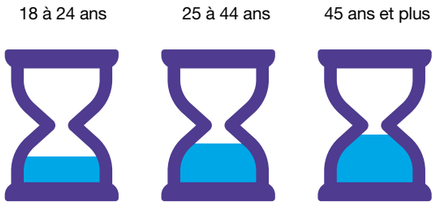
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

81% Je suis d'accord

19% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 23%
25 à 44 ans — 34%
45 ans et plus — 43%

NIVEAU D'ÉDUCATION

73% Scolarisé

27% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

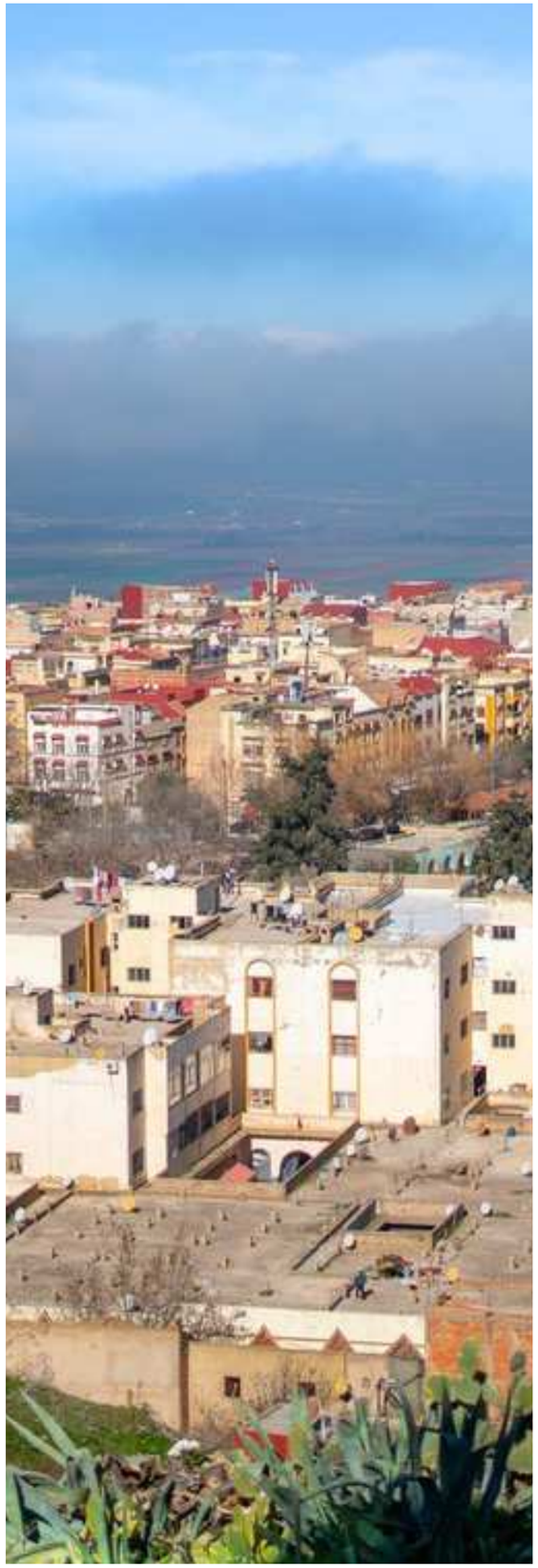
76% La santé

61% La création d'emploi, combattre le chômage

42% L'amélioration des standards et des conditions de vie

35% L'éducation

23% La lutte contre la criminalité et la violence



JOUR 56 - EL HAJEB

Développer l'activité touristique et le secteur de la santé

Lors de son étape à El Hajeb, la caravane des Indépendants a rencontré 320 habitants venus discuter de leur quotidien et de leur avenir. Située à une trentaine de kilomètres au sud de Meknès, au milieu d'une nature luxuriante, la ville est relativement dynamique, notamment grâce à son agriculture. Les participants espèrent voir leur niveau de vie augmenter et comptent également sur le développement du tourisme.

Pour les habitants, le secteur agricole pourrait être davantage exploité et proposer plus d'emplois locaux. De même, la kasbah et les atouts naturels de la ville sont perçus comme des opportunités économiques : la beauté des sites, tels que les falaises ou les nombreuses sources à proximité, gagnerait à être valorisée pour développer une réelle activité touristique.

Actuellement, la ville connaît un taux de chômage important et les habitants déplorent l'absence d'une zone industrielle et d'un bon réseau routier pour attirer les entreprises. Les emplois existants n'offrent souvent que de bas salaires et les conditions de travail ne respectent pas toujours la législation.

La santé est également citée parmi les points faibles de la ville. L'hôpital Hassan II n'inspire pas confiance, en raison du manque de moyens et de compétences médicales. Il n'y a par exemple ni service d'urgence ni salle d'accouchement opérationnels, selon de nombreux témoignages. De ce fait, les patients sont souvent envoyés à Rabat, Fès ou Meknès pour recevoir des soins. Quant aux dysfonctionnements administratifs dans le circuit de soins, ils reviennent fréquemment dans les griefs des participants.

Le manque d'infrastructures touche également le secteur de l'enseignement. Les écoles n'ont pas assez d'équipements pédagogiques et le personnel n'a pas les moyens pour assurer plus de discipline au sein des établissements. Il arrive même que la drogue y circule, comme en témoignent plusieurs participants inquiets de ce phénomène.

Plus généralement, l'absence de transports en ville et la pauvreté de nombreuses familles contribuent au faible taux de scolarisation.

Mohamed B. participant à l'étape de El Hajeb

Pour moi, nous avons besoin de projets qui soient en phase avec la situation géographique de la ville, notamment dans le secteur touristique. Nous avons quelques campings mais il est nécessaire de les structurer davantage et d'enrichir l'infrastructure touristique de la ville. El Hajeb est considérée comme "la porte de l'Atlas" et jouit d'une bonne attractivité mais les touristes qui viennent cherchent soit à loger chez l'habitant ou alors passer la nuit à Ifrane et revenir le lendemain. Nous n'avons pas encore la culture du marketing de la ville. Aucune promotion ! Pourquoi nous n'avons pas un petit guide, ou une sorte de revue qui fait connaître les sites de la région? Plusieurs coins sont connus uniquement des habitants et le touriste peut venir ici sans jamais être au courant de leur existence. Il est important aussi d'avoir des écoles ou des instituts de formation dans le domaine du tourisme. Jusqu'à ce jour, on n'en a pas !

La vie économique d'El Hajeb est basée sur la vente de produits agricoles. Le secteur s'est développé dernièrement dans la région grâce aux projets d'irrigation goutte-à-goutte. Maintenant il faut juste que l'activité se structure avec plus de coopératives, pour mieux s'organiser et s'entraider dans tout ce qui concerne la commercialisation.

Nous avons des espaces verts où on peut sortir. Ça se voit que ça a coûté de l'argent mais malheureusement, ils ne sont pas suffisamment entretenus. Je ne sais pas si c'est une question de budget ou autre chose !

Pour le volet enseignement, plusieurs écoles sont difficiles d'accès dans les quartiers excentrés. Les routes ne sont pas praticables et les instituteurs peinent à s'y rendre parfois. Il leur faut donc un logement près de l'école. Les routes sont caillouteuses et parfois quand il neige c'est encore plus compliqué. Alors on ne peut pas demander un rendement aux instituteurs s'ils arrivent fatigués. Moi je vois à quel point ils galèrent. Et puis les écoles doivent être construites en tenant en compte du climat froid de la région.

Enfin, quand on se rend au dispensaire on ne trouve pas de médicaments. L'hôpital Moulay El Hassan est trop petit pour la population d'El Hajeb. Il arrive souvent que des femmes enceintes ne trouvent pas où accoucher. Il est nécessaire de l'agrandir et de l'équiper. L'hôpital Mohammed V de Meknès subit un encombrement dû en partie à cela. On aurait aussi souhaité voir des caravanes médicales de manière régulière, durant toute l'année avec la participation de la société civile et un encouragement de la part de l'Etat.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Reprendre les travaux de l'hôpital provincial ;**
- **Aménager plus de dispensaires de santé, les équiper du matériel nécessaire et renforcer les effectifs de santé, tout en assurant davantage de supervision et de contrôle ;**
- **Assurer la gratuité des médicaments, en particulier ceux liés aux maladies chroniques, ainsi qu'un plus grand nombre d'ambulances ;**
- **Réactiver le tissu industriel de la ville, encourager l'investissement en particulier dans le secteur de la transformation agroalimentaire ;**
- **Augmenter le nombre d'écoles et de salles de classe pour faire face à l'encombrement et améliorer les conditions de travail des enseignants ;**
- **Mettre en place une annexe universitaire dans la ville, afin d'encourager les jeunes à poursuivre leurs études supérieures ;**
- **Améliorer et agrandir les routes et mettre à disposition des transports en nombre suffisant ;**
- **Lutter contre l'habitat informel et assurer un logement décent.**

JOUR 57 - SIDI YAHYA EL GHARB

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

39% Actifs
36% Non actifs
4% Etudiants
15% Journaliers
6% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 13%
25 à 44 ans — 39%
45 ans et plus — 48%

NIVEAU D'ÉDUCATION

75% Scolarisé

25% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

85% La santé

43% L'amélioration des standards et des conditions de vie

42% L'éducation

37% La création d'emploi, combattre le chômage

24% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 57 - SIDI YAHYA EL GHARB

Améliorer le niveau de vie et rénover les infrastructures

Sidi Yahya El Gharb fut l'une des dernières villes visitées par la caravane des Indépendants avant la période de confinement. Durant cette réunion publique, 500 personnes ont participé aux tables rondes et partagé leur vision de la commune. Située à proximité d'un vaste massif forestier, au sein d'une région très agricole, Sidi Yahya El Gharb offre un cadre agréable et sécurisé d'après ses habitants, qui revendiquent également une forte identité locale. Malheureusement, le niveau de vie y est relativement bas et les infrastructures laissent à désirer.

Beaucoup de participants déclarent que la ville est marginalisée et que la pauvreté augmente, comme le prouve la persistance du phénomène des bidonvilles. Les équipements ne sont pas à la hauteur et la qualité de vie s'en ressent. Ainsi, le problème de la décharge de déchets à proximité de la commune, qui persiste depuis plus de 30 ans, continue de polluer l'environnement sans solution alternative. Pourtant, des progrès sont parfois réalisés, avec par exemple la construction de la nouvelle route menant à Kénitra. Les citoyens restent donc optimistes pour l'avenir.

Ils espèrent notamment des efforts pour relancer l'économie et s'ils se félicitent de la récente ouverture d'une usine du constructeur PSA, ils souhaitent voir plus de jeunes tirer profit des offres d'emplois dans le secteur industriel. En s'appuyant sur l'agriculture, beaucoup pensent qu'il est possible de dynamiser la zone industrielle, actuellement très peu active, pour offrir des emplois aux nombreux chômeurs.

Les habitants fondent également beaucoup d'espoirs sur le secteur de la santé, très en deçà des attentes. Malgré les projets annoncés ces dernières années, les établissements médicaux sont insuffisants, manquant d'équipements, de médicaments et de médecins principalement. Plusieurs personnes expliquent qu'il faut bien souvent aller se faire soigner à Kénitra.

Enfin, le domaine de l'éducation fait aussi partie des priorités des participants. Selon eux, il n'y a pas assez d'établissements et d'enseignants, ce qui provoque l'encombrement des classes et un niveau très faible chez les élèves. Tous souhaitent des efforts pour améliorer la situation et lutter contre l'abandon scolaire à Sidi Yahya El Gharb.

Oussama L. participant à l'étape de Sidi Yahya El Gharb

La priorité à Sidi Yahya est l'hôpital. Les travaux avaient commencé mais se sont arrêtés brusquement, on ne sait pas pourquoi ! Actuellement il y a un petit centre de santé mais qui reste insuffisant. Il n'y a pas le nombre de médecins qu'il faut. Et puis les équipements sont moyens. Quand un cas délicat se présente, il est immédiatement transféré à Kénitra. Et des fois même pour des choses basiques, on ne trouve personne pour les prendre en charge. Dernièrement, j'ai emmené ma mère pour changer un pansement et on m'a dit qu'il n'y avait personne pour le faire. Il fut un temps où Sidi Yahya était une toute petite ville et les infrastructures étaient suffisantes mais aujourd'hui la population a augmenté et il faut donc prendre cela en considération.

L'autre point dont je me plains personnellement, c'est l'absence de terrains de proximité. On n'en a aucun ici. Par exemple, chez nous à Hay El Fath, les jeunes sont obligés de jouer au foot sur le parking. D'autres villes plus petites que Sidi Yahya disposent de ce genre d'espaces mais pas nous. Nous n'avons pas non plus d'endroits où sortir en famille, et où les enfants peuvent jouer et s'amuser. Ils avaient commencé l'aménagement de quelques jardins mais ça n'a pas été achevé.

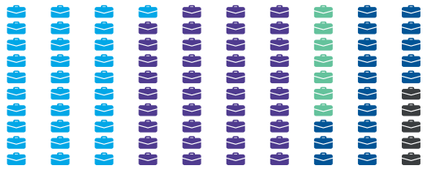
En parallèle à tout cela, il faut avouer que des choses positives ont vu le jour. La ville, voire même la région, a commencé à bouger depuis la création de la zone franche. Que ce soit au niveau de l'immobilier ou encore au niveau de la création d'opportunités d'emploi. Beaucoup en ont bénéficié et une vraie dynamique a été insufflée. Il reste uniquement à régler le problème du transport. Avant il y avait une société de bus, mais aujourd'hui il n'y a que des autocars, dans un état lamentable et qui prennent plus de personnes que ne leur permet leur capacité. Les vitres sont cassées, les chaises détériorées… C'est un point négatif mais globalement les améliorations sont là et on en souhaite davantage.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Améliorer l'offre médicale en augmentant le nombre de spécialités dans l'hôpital provincial. Améliorer l'accès et l'accueil et mettre à disposition plus de personnel médical et d'ambulances ;
- Construire des dispensaires de proximité dans les communes rurales voisines pour soulager l'hôpital provincial ;
- Accorder un intérêt particulier au service de maternité, en renforçant l'effectif du personnel médical et en veillant à son fonctionnement dans les meilleures conditions ;
- Généraliser la couverture médicale, activer et élargir le champ du programme Ramed ;
- Mettre à disposition des médicaments pour les personnes atteintes de maladies chroniques ;
- Créer une annexe universitaire relevant de l'université de Fès afin d'accueillir les étudiants de la région ;
- Réduire le nombre d'élèves dans les salles de classes en aménageant de nouveaux établissements d'enseignement ;
- Généraliser l'expérience des écoles communales dans la ville et ses environs ;
- Elargir l'octroi de bourses universitaires aux étudiants de la province et aménager plus de chambres dans la cité universitaire ;
- Revoir les programmes éducatifs et mettre l'accent sur les langues étrangères ;
- Mettre en place un plan de développement du secteur touristique afin d'exploiter le patrimoine naturel et culturel de la région ;
- Trouver des solutions définitives pour les marchands ambulants, en mettant en place des marchés de proximité pilotes dans plusieurs quartiers de la ville ;
- Réhabiliter les jardins publics et les espaces verts et trouver des solutions aux problématiques des chiens errants ;
- Aménager un orphelinat.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



31% Actifs
39% Non actifs
7% Etudiants
18% Journaliers
5% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

81% Je suis d'accord

19% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 41%
45 ans et plus — 42%

NIVEAU D'ÉDUCATION

78% Scolarisé

22% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

74% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

42% L'amélioration des standards et des conditions de vie

41% L'éducation

36% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 58 - SEFROU

Tirer profit du tourisme et améliorer l'accès aux soins

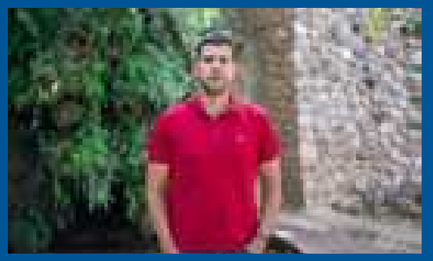
Début mars 2020, Sefrou fut la dernière ville visitée par la caravane des Indépendants avant la suspension des déplacements liée à l'épidémie de Covid-19. Cette ultime rencontre, organisée avant la découverte d'un premier cas au Maroc, a rassemblé 500 personnes autour des grandes problématiques de la commune.

A bien des égards, les habitants aiment leur ville, avec ses ressources naturelles en eau, ses monuments historiques et son fameux Festival des cerises, inscrit sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Selon eux, il y a un potentiel touristique très important qui mériterait d'être exploité. Au lieu de cela, Sefrou est marginalisée et ses infrastructures ne sont plus suffisantes. Le taux de chômage dépasse les 20% et la pauvreté augmente depuis plusieurs années, sans qu'aucun soutien ne soit accordé aux familles les plus démunies. Les participants espèrent que le tourisme se développera et saura créer de l'emploi, notamment pour les jeunes.

Pour améliorer leur quotidien, les citoyens ont également besoin d'un meilleur accès aux soins. Il est par exemple très difficile de faire un scanner ou une radio à l'hôpital, tant l'établissement manque d'équipements et de personnel. Des spécialités, telles que la gynécologie-obstétrique ou la psychiatrie, sont absentes et une partie de la population ne peut se faire soigner. Plus généralement, selon les habitants, il n'y a pas assez de dispensaires et il est impossible de se procurer certains médicaments. Pire encore, le service n'est souvent pas à la hauteur, surtout pour les bénéficiaires du Ramed.

Enfin, les participants indiquent que les écoles de Sefrou sont très mal équipées et que certains enseignants sont régulièrement absents, entraînant un taux d'abandon scolaire relativement élevé dans la commune.

Imad D. participant à l'étape de Sefrou



Sefrou est une très jolie ville mais malheureusement, on ne profite pas du tout de ses atouts naturels. Il n'y a aucune dynamique touristique dans la ville. Pas un seul vrai hôtel ! Personnellement, je connais beaucoup de gens qui aimeraient bien venir visiter la ville, mais ils ne trouvent pas où loger. De plus, beaucoup de juifs viennent se recueillir dans les cimetières mais dès qu'ils finissent, ils partent. Ils n'ont pas où aller. Après, ils passent la nuit à Fès ou à Ifrane.

Des villes plus petites ont su faire l'effort qu'il faut pour développer ce secteur, mais je ne comprends pas pourquoi ce n'est pas le cas pour Sefrou. Sefrou que feu Hassan II appelait "le jardin du Maroc". Autre exemple, il n'y a pas une seule fontaine à Sefrou, sachant qu'on a beaucoup de sources d'eau.

Je pense qu'on ne peut pas espérer avoir des industries ici. Le développement de l'industrie demanderait beaucoup d'efforts, alors il nous reste le tourisme. C'est ce qui peut faire bouger la ville et créer des opportunités de travail. Ici, les jeunes ne trouvent pas quoi faire. Ils quittent tous la ville !

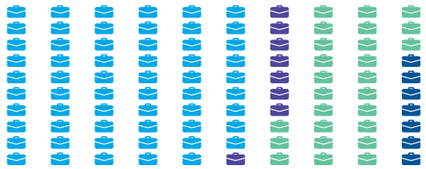
En ce qui concerne la santé, je pense que vous êtes au courant du drame qui a secoué la ville. Une dame est allée accoucher à l'hôpital ici et on lui a dit qu'on ne pouvait pas la prendre en charge, alors elle est partie à Fès, mais elle a dû finalement accoucher à la porte du CHU. Dans la rue ! Des femmes sont venues l'aider à accoucher et il y a même des vidéos sur internet. Mon épouse aussi est partie avec de très fortes contractions et on lui a dit qu'il lui restait encore quatre jours avant d'accoucher. Je l'ai emmenée dans une clinique à Fès et elle a accouché le même jour. Par voie normale, même pas par césarienne ! Personnellement, je privilégie le privé maintenant. Dans tous les secteurs, le secteur privé est meilleur que le public, parce qu'il y a des contrôles. C'est le cas de l'enseignement par exemple.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Diversifier l'activité économique, en soutenant notamment les industries agroalimentaires et l'artisanat et développer davantage le tourisme national ;
- Renforcer les effectifs en personnel soignant au CHU Mohammed VI et à l'hôpital Ibn Zohr et revaloriser les salaires des médecins du secteur public ;
- Accorder une plus grande importance au service des urgences en y recrutant un personnel soignant compétent ;
- Adopter une bonne gouvernance dans le secteur de la santé et améliorer les services d'accueil et l'accessibilité aux différents centres de santé ;
- Activer la carte Ramed et élargir le champ de son utilisation ;
- Adopter l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement, surtout que la pandémie du Covid 19 a démontré l'existence de beaucoup de lacunes dans l'enseignement à distance ;
- Créer un secteur hybride, entre l'enseignement public et l'enseignement privé, dont les coûts seraient fixés par l'Etat ;
- Généraliser le préscolaire, le rendre obligatoire, et donner plus d'importance à la scolarisation des jeunes filles issues des quartiers périphériques, tout en assurant un service de transport scolaire à tous les élèves ;
- Améliorer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- Palier le manque de moyens de transport (bus, taxis) et encourager la concurrence dans le secteur du transport urbain afin d'en améliorer la qualité ;
- Aménager plus de maisons de jeunes, de centres culturels et de terrains de proximité ;
- Améliorer le cahier de charges relatif à la gestion déléguée des déchets de la ville ;
- Accorder plus d'importance aux services d'assainissement ;
- Réhabiliter les routes dégradées dans certains quartiers et aménager des marchés modernes de proximité comme solution définitive à la problématique des marchands ambulants.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



59% Actifs

8% Non actifs

26% Etudiants

7% Journaliers

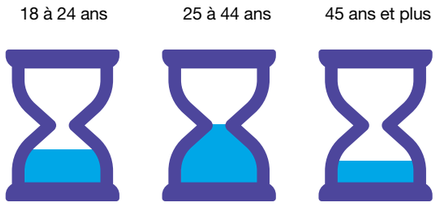
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

54% Je suis d'accord

46% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 29%

25 à 44 ans — 51%

45 ans et plus — 19%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

71% La santé

57% L'éducation

49% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

23% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 59 - MARRAKECH

Soutenir le tourisme sans oublier les autres secteurs !

En raison du confinement lié à la pandémie de Covid-19, l'initiative 100 Villes, 100 Jours a été organisée par visioconférence à partir de la 59e étape. Ce sont ainsi les habitants de Marrakech qui ont été les premiers à tester ce nouveau dispositif.

Connectés simultanément avec les membres de la caravane des Indépendants, 171 participants ont pris part à cette réunion virtuelle pour débattre de la ville et de son futur. La cité impériale, qui compte parmi les plus belles destinations au monde, fait la fierté de ses citoyens et suscite de nombreuses recommandations.

Bien entendu, le tourisme est l'activité phare et chacun s'accorde à dire qu'il est important d'entretenir l'attractivité de Marrakech. Pourtant, les habitants soulignent qu'il ne faut pas oublier les quartiers plus populaires de l'ancienne médina et du reste de la ville, où la population se sent parfois marginalisée.

De même, il est recommandé de diversifier l'activité économique au-delà du tourisme, en soutenant par exemple les industries agroalimentaires ou l'artisanat. Cette attente répond à la problématique de la saisonnalité de certains emplois et s'est trouvée renforcée par les premières conséquences de la crise liée au Covid-19 au moment de la réunion. Développer de nouvelles activités pour réduire le chômage, notamment des jeunes, est un objectif prioritaire des citoyens.

Enfin, les participants ont largement signalé le manque de moyens du service public pour la santé et l'éducation. Selon eux, les établissements médicaux disposent de quelques bons médecins, mais c'est très insuffisant pour tous les habitants de la ville. Le centre hospitalier universitaire semble notamment manquer de personnel et d'équipements pour jouer pleinement son rôle. De même, les écoles publiques ne sont pas assez nombreuses pour accueillir tous les élèves et ces derniers sont menacés par la déscolarisation.

Pour les habitants, ces constats sont indignes d'une ville telle que Marrakech et des progrès doivent être réalisés rapidement.

Amine B. participant à l'étape de Marrakech

La première chose que je peux vous dire sur Marrakech c'est que c'est une ville où l'accessibilité aux personnes en situation de handicap est inexistante. Ni dans l'administration, ni dans les lieux publics. Je trouve qu'il n'y a pas de considération envers ces citoyens. Il n'y a même pas d'endroits où ils peuvent étudier, se former ou travailler. En plus, une grande partie de ces personnes sont jeunes et ont du potentiel. Des classes inclusives ont été mises en place pour les personnes en situation de handicap, mais dans toute la ville on ne trouve que trois ou quatre écoles qui proposent ça. Je connais celle de Mhamid, de Mdina et de Daoudiate. Mais les gens qui habitent loin de ces quartiers, ils doivent faire comment ? Les taxis ne s'arrêtent pas toujours pour les prendre, et dans les bus on ne peut pas monter avec un fauteuil roulant, alors ils font comment ces gens ?

De toute façon, le problème de l'enseignement est global. D'abord le problème des classes avec 40 à 45 élèves. Ensuite le problème du préscolaire. L'Etat ne couvre pas du tout cette phase de l'enseignement et il faut payer de sa poche. Celui qui a deux ou trois enfants ne peut pas se permettre de débourser 350 dirhams par enfant, chaque mois. Et encore, dans ce genre de garderies, ils restent juste assis les bras croisés. Ce ne sont même pas des établissements de qualité. Et c'est là que se creusent les inégalités sociales. Celui qui a les moyens offre une bonne maternelle à son enfant et évidemment quand il arrive au primaire il garde toujours une longueur d'avance sur celui qui n'a pas connu le préscolaire.

De toute façon, les inégalités à Marrakech sont nombreuses. Ici, il n'y a que des gens riches et des gens pauvres. Au milieu, rien ! Et puis la vie est de plus en plus chère. Avant on pouvait aller à Jamaa El Fna et consommer quelque chose à six ou sept dirhams. Aujourd'hui, tu ne peux rien acheter à moins de 30 dirhams.

D'un autre côté je veux souligner la pression qu'il y a au niveau des urgences d'Ibn Zohr et qui nécessite une solution. Et aussi les lacunes en infrastructures. Des quartiers ont encore des problèmes d'eau et de gestion des déchets. Quand on se balade dans les quartiers touristiques, c'est nickel mais dans les autres quartiers, c'est une toute autre histoire.

Sur le plan économique, on peut dire que Marrakech est à l'arrêt avec la crise du covid. Les bazars, les hôtels, les transports… tout est à l'arrêt ! Il faut dire aussi qu'on ne mise pas beaucoup sur le tourisme intérieur à Marrakech. On travaille uniquement avec des touristes étrangers. C'est dommage. Et il faut préciser que ce ne sont pas les propriétaires de ces business qui souffrent le plus, eux ils ont certainement des choses de côté. Ceux qui souffrent le plus ce sont les journaliers qui travaillent dans le secteur et qui souvent, n'ont aucune couverture sociale. Je prie pour qu'on s'en sorte.

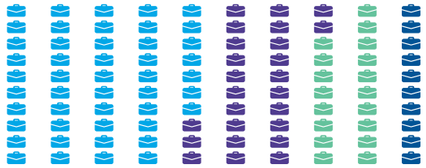
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Renforcer les effectifs en personnel soignant, notamment à l'hôpital Lalla Hasna, assurer une bonne gouvernance des services médicaux et améliorer l'accès et l'accueil dans les établissements de santé ;
- Renforcer le service de maternité avec plus de médecins et de cadres afin d'assurer un fonctionnement optimal ;
- Réduire l'encombrement de l'hôpital en améliorant l'offre de dispensaires de proximité, équipés du matériel nécessaire et disposant d'un corps médical suffisant ;
- Activer la carte Ramed et élargir le champ de son utilisation ;
- Créer un bureau de l'ANAPEC afin d'encadrer et d'aider les jeunes à trouver du travail ;
- Subventionner les coopératives et les auto-entrepreneurs afin de leur permettre de créer de l'emploi dans des secteurs autre que le secteur minier ;
- Réduire les problèmes d'encombrement des classes en aménageant de nouvelles écoles, assurer le transport scolaire et insister sur la scolarisation des jeunes filles dans les quartiers périphériques ;
- Élargir le programme "Tayssir" et augmenter le montant des aides ;
- Généraliser l'octroi des bourses universitaires ;
- Renforcer la flotte de transport en commun en particulier les taxis et les bus ;
- Mettre en place un programme afin de mettre un terme à la précarité, en particulier dans les quartiers périphériques et lutter contre l'exode rural ;
- Trouver une solution au problème de marchands ambulants en créant des souks modernes de proximité dans différents quartiers ;
- Aménager des jardins publics et des espaces verts, ainsi que des centres culturels et sportifs accessibles à tous.

JOUR 60 – YOUSSOUFIA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



47% Actifs

25% Non actifs

18% Etudiants

10% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

35% Je suis d'accord

65% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 31%

25 à 44 ans — 62%

45 ans et plus — 7%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

63% La création d'emploi, combattre le chômage

47% L'éducation

43% L'amélioration des standards et des conditions de vie

5% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 60 – YOUSSOUFIA

Développer des alternatives à l'industrie du phosphate

La 60e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours devait se tenir en présentiel à Youssoufia, en mars 2020, mais c'est finalement par visioconférence que la rencontre a pu être organisée durant le confinement. Une soixantaine d'habitants se sont ainsi connectés à la plateforme d'échanges mise en place par les Indépendants, afin de débattre des grands enjeux de la ville.

Les participants expliquent qu'ils apprécient la sécurité et le calme de cette commune historiquement réputée pour ses gisements de phosphates. Ils sont fiers de cette industrie, bien que l'activité diminue depuis plusieurs années sans réelle alternative. En effet, en dehors de ce secteur, Youssoufia a très peu d'entreprises et le taux de chômage y dépasse les 30%, notamment chez les jeunes diplômés. La pauvreté est également importante et les citoyens constatent de nombreuses inégalités. Pour pallier ces difficultés, ils recommandent de diversifier l'économie et d'améliorer les infrastructures urbaines et de transport. Les routes, l'eau et l'assainissement sont aussi des priorités citées.

Par ailleurs, en dépit des investissements réalisés par le Groupe OCP, le domaine de la santé demeure très problématique. L'hôpital Lalla Hasna est sous-équipé et trop peu de personnes y travaillent pour pouvoir accueillir convenablement les patients de la ville. Ainsi, beaucoup doivent se faire soigner à Marrakech, en l'absence de centres de dialyse par exemple. C'est également le cas pour les femmes qui doivent accoucher.

L'éducation est aussi citée parmi les priorités de la commune. D'une part, les établissements scolaires sont insuffisants et mal desservis, avec des classes surpeuplées. D'autre part, l'offre d'enseignement supérieur est pauvre. Youssoufia dispose de l'un des plus anciens centres de formation professionnelle, mais il n'a pas su se renouveler et étoffer l'éventail des filières proposées. Faute de choix qui les intéressent, tels que l'étude des langues étrangères ou l'informatique, les étudiants doivent quitter la ville ou se contenter de formations qui ne sont pas en adéquation avec leurs aspirations.

Enfin, les jeunes regrettent l'absence de lieux culturels et d'équipements sportifs accessibles à tous, et pas seulement à certains employés. Les aînés sont nostalgiques de l'époque où l'équipe locale de gymnastique était championne du Maroc et rêvent de voir Youssoufia briller de nouveau par ces exploits sportifs.

Youssef N. participant à l'étape de Youssoufia

A Youssoufia, il manque beaucoup de choses ! Premièrement, il nous faut où étudier. Celui qui veut poursuivre ses études après le bac doit quitter la ville. Même les filières proposées au centre de formation professionnelle ne sont pas vraiment les plus demandées, bien que le centre de Youssoufia soit l'un des plus anciens du Maroc. Ça veut dire qu'il n'y a pas d'avenir en restant ici. Certains intègrent l'une des formations professionnelles à contre-coeur, parce qu'ils n'ont pas le choix. Pour moi, c'est l'un des grands points négatifs que nous avons ici.

Nous nous plaignons du secteur de la santé à Youssoufia mais, on se dit que c'est le cas partout ailleurs au Maroc. En revanche, ici nous n'avons même pas où poursuivre nos études de manière convenable. Comment pourrions-nous nous instruire, aider au développement du pays et décrocher un emploi qui nous garantira un revenu, si nous ne pouvons même pas bénéficier d'un enseignement de qualité ? Parce que ça veut dire qu'on est condamnés à rester limité. Ça veut dire qu'il n'y a pas d'égalité des chances. Pourquoi nous n'avons pas une annexe universitaire? Il y a aussi un problème de chômage, car mis à part l'OCP, il n'y pas d'autres alternatives.

Les infrastructures sont médiocres. Il suffit qu'il pleuve pour que Youssoufia soit dans un état lamentable. La majorité des routes sont en mauvais état. Et si vous rentrez à l'hôpital Lalla Hasna vous constaterez qu'il est vide en termes d'équipements et de médecins ! Est-ce que vous trouvez ça normal d'aller aux urgences et d'attendre deux heures ? Si vous n'êtes pas en mesure de hausser le ton et de réclamer votre droit personne ne vous prêtera attention.

On aurait aimé avoir des bus également. Rares sont ceux qui prennent les taxis et tout le monde prend les charrettes parce que ça ne coûte que deux ou trois dirhams. En d'autres termes, si on avait la possibilité de prendre un bus à un prix convenable, personne ne prendrait la charrette et ça réduirait aussi la pression qu'il y a sur le transport aujourd'hui. Nous avons besoin de bus à l'intérieur de la ville et d'autres qui vont dans les zones avoisinantes comme Sidi Hmed, Mzinda ou Chemaia.

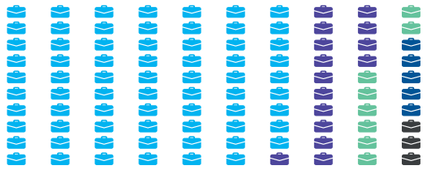
Pour ce qui est de l'enseignement, il y a une grande différence entre le privé et le public. Certes, il y a encore des élèves de l'école publique qui réussissent à décrocher le bac avec une bonne note. Ils ont peut-être beaucoup de volonté, ou bien ce sont des jeunes qui ont souffert de la pauvreté et sont décidés à changer leur situation, mais ils restent minoritaires. Et là encore, il y a un besoin d'une réelle égalité des chances.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Renforcer les effectifs en personnel soignant au sein de l'hôpital provincial ;
- Doter le service de maternité de plus de médecins afin d'assurer la qualité des soins ;
- Rendre effective la carte Ramed et élargir le champs de son utilisation ;
- Améliorer l'offre sanitaire des dispensaires de santé, renforcer leurs effectifs et les équiper du matériel nécessaire, afin de réduire l'encombrement que subit l'hôpital provincial ;
- Assurer une bonne gestion au sein des établissements de santé, en nommant des responsables compétents et améliorer l'accessibilité et l'accueil ;
- Améliorer le cahier des charges relatif au nettoyage et à la propreté de la ville et régler les problèmes d'assainissement dans certains quartiers périphériques ;
- Relier Essaouira à l'autoroute Casablanca-Safi afin d'encourager l'investissement et le tourisme, et s'assurer que la ligne de train à grande vitesse Casablanca-Agadir passe par Essaouira ;
- Développer l'offshoring et les centres d'appel, pour créer de nouvelles opportunités d'emploi ;
- Protéger l'artisanat local de la concurrence et mettre en place des avantages fiscaux en faveur des artisans de la ville ;
- Renforcer la flotte de transport en commun, en particulier les taxis et les bus ;
- Renforcer l'offre touristique locale en élargissant la station balnéaire de Diabat ;
- Diversifier l'offre touristique de la ville, en capitalisant sur les atouts de la région, en particulier à Chiadma et Haha ;
- Accélérer les travaux du port de Ouassen, dont les études sont désormais finalisées ;
- Réaliser une zone industrielle franche et accorder des avantages fiscaux afin d'attirer les investisseurs ;
- Améliorer l'offre en transport scolaire afin de lutter contre l'abandon scolaire, en particulier celui des jeunes filles ;
- Élargir le programme "Tayssir" et octroyer des bourses universitaires et augmenter le montant des aides ;
- Lutter contre l'analphabétisme, en particulier celui des femmes et renforcer le rôle de l'entraide nationale à travers des programmes de développement destinés aux femmes ;
- Renforcer les maisons des jeunes en créant de nouveaux établissements équipés et prêts à accueillir les associations locales;
- Assurer des subventions au profit des associations sportives, en particulier celles qui s'occupent des jeunes et des enfants ;
- Généraliser les terrains de proximité disposant d'équipements pour la pratique de plusieurs sports ;
- Accélérer l'ouverture du nouveau complexe culturel et créer un institut pour l'enseignement des beaux-arts, du théâtre et de la musique.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



69% Actifs
15% Non actifs
8% Etudiants
5% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

47% Je suis d'accord

53% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 57%
45 ans et plus — 31%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

74% La création d'emploi, combattre le chômage

59% La santé

33% L'amélioration des standards et des conditions de vie

32% L'éducation

3% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 61 – ESSAOUIRA

Développer le tourisme et diversifier l'économie locale

En mai 2020, près de 200 habitants d'Essaouira ont participé à la réunion virtuelle organisée dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Cet échange avec les Indépendants, à propos de l'avenir de la commune, s'est avéré fructueux : les participants sont fiers de leur ville, considérée comme l'une des plus belles du Maroc, et souhaitent absolument la préserver. A commencer par sa célèbre médina, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Pour conserver son attrait touristique, tous estiment qu'il est indispensable de protéger son patrimoine historique, parfois délaissé, tout en soutenant des programmes culturels, dans le sillage du célèbre Festival Gnaoua. De plus, les citoyens voudraient être mieux reliés au reste du pays, avec l'arrivée du train ou le prolongement de l'autoroute depuis Safi, afin d'attirer encore plus de touristes.

En effet, l'ancienne cité de Mogador est dépendante de cette activité saisonnière. En dehors de la pêche, les opportunités d'activité sont peu nombreuses et plusieurs usines ont récemment fermé leurs portes, tandis que l'artisanat n'est pas en mesure de proposer suffisamment d'emplois. Ainsi, depuis plusieurs années, le taux de chômage augmente à Essaouira, surtout chez les jeunes, et les participants soulignent l'importance de diversifier l'économie locale. Pour cela, ils recommandent d'encourager les porteurs de projets, en simplifiant par exemple les formalités administratives pour les entrepreneurs et en les accompagnant, à la fois financièrement et moralement.

Par ailleurs, le secteur public est également critiqué lors de la réunion. L'hôpital de la ville est débordé, car il manque d'équipements et de personnel depuis longtemps. Le dysfonctionnement du service des urgences inquiète l'ensemble des habitants. De même, la faiblesse des infrastructures est montrée du doigt dans l'éducation, avec des écoles encombrées et des filières de formations professionnelles trop peu nombreuses pour inciter les jeunes à rester à Essaouira.

Enfin, les citoyens insistent sur un dernier point important : l'accès au logement. Des progrès sont ainsi attendus pour que la population puisse vivre dans de meilleures conditions au quotidien.

Mohamed J. participant à l'étape de Essaouira

La priorité ici c'est l'emploi. Essaouira compte principalement sur la pêche et le tourisme. On avait une dizaine d'usines avant, de cuir, de farine. Elles ont toutes fermé. Plus d'industrie ! Il reste uniquement deux usines de poisson. Nous n'avons plus beaucoup d'opportunités de travail et la situation s'est aggravée encore plus avec "Corona". Parce que même le tourisme, qui sauvait un peu la situation, s'est arrêté net. Le festival n'a pas eu lieu, pareil pour les autres événements culturels et sportifs. Et l'artisanat a connu un coup d'arrêt aussi, puisqu'il dépend du tourisme.

On souhaite vraiment que l'autoroute qui arrive jusqu'à Safi soit prolongée jusqu'à Essaouira. Si vous passez par la route côtière actuelle, je peux vous assurer que vous serez inquiet. La route est dégradée et il y a toujours des accidents. Et en réalisant ce projet, il est certain qu'une dynamique touristique se créera et des opportunités de travail verront le jour. Imaginez une autoroute qui commence à Tanger et arrive jusqu'à Essaouira, vous réalisez le nombre de personnes qui seront motivées à venir ? C'est évident. Lorsqu'il y a une infrastructure solide, on peut espérer développer le tourisme.

Pour la pêche, le port a été élargi mais ça reste insuffisant. Quand c'est la période des anchois, les bateaux commencent à se bousculer à Essaouira et il n'y a plus de place pour les locaux. Il y a aussi le problème du marché de poisson. Les travaux avaient commencé, mais sont actuellement suspendus. J'ignore pourquoi...

D'autres lacunes concernent le secteur de la santé. L'hôpital Sidi Mohammed Ben Abdellah est souvent encombré. Vu qu'il n'y a pas vraiment de centres de santé dans les environs, tout le monde vient ici. Quand on va aux urgences, on reste des heures debout à attendre. Quand on demande un rendez-vous, il faut compter un délai de trois mois environ. Je ne sais pas si c'est un manque de médecins ou autre chose. Alors on n'a plus confiance en l'hôpital public. Ma femme accouchera bientôt et je sais que je vais l'emmener à la clinique. Elle aura les mêmes médecins de l'hôpital, mais je sais qu'on y sera mieux accueillis et mieux traités puisqu'on paie.

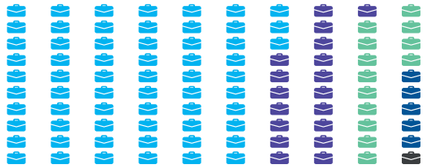
Mais celui qui n'a pas les moyens, il fait comment ? C'est ça le problème.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Accélérer la construction du nouvel hôpital dont les travaux se sont arrêtés ;
- Fournir un nombre suffisant de cadres médicaux de diverses spécialités au centre de santé d'Ait Ourir et renforcer ses équipements ;
- Créer des dispensaires de proximité, fournir un nombre suffisant de personnel médical, les équiper des fournitures et des équipements nécessaires et aménager un service de maternité conforme aux normes ;
- Adopter une bonne gouvernance en améliorant l'accès et l'accueil dans les différents centres de santé, notamment dans le centre de santé très fréquenté d'Ait Ourir ;
- Activer la carte Ramed et élargir son champ d'utilisation ;
- Diversifier l'offre touristique, d'autant plus que la région possède des sites touristiques spectaculaires, notamment Sti Fadma et Ait Aourir ;
- Encourager l'économie sociale et solidaire et créer des marchés de proximité au profit des marchands ambulants afin de leur permettre de travailler dignement ;
- Traiter les problèmes d'assainissement dans certains quartiers périphériques, notamment le problème des eaux usées qui sont déversées dans l'oued El-Zat et à proximité des douars voisins ;
- Créer une annexe universitaire et diversifier l'offre de formation professionnelle au profit des étudiants de la ville ;
- Ouvrir de nouveaux établissements d'enseignement pour réduire l'encombrement des classes. Construire, équiper, entretenir et remettre à niveau les écoles ;
- Lutter contre l'abandon scolaire en créant plus d'écoles, améliorer et soutenir le transport scolaire et prêter attention à la scolarisation des filles dans les quartiers marginaux de la ville ;
- Généraliser le programme "Tayssir" et augmenter le montant de l'aide octroyée aux familles bénéficiaires ;
- Rendre obligatoire le préscolaire ;
- Réhabiliter les routes, créer de nouveaux accès à la ville et agrandir l'assiette foncière ;
- Réhabiliter les seguias qui causent des problèmes d'inondations ;
- Encourager les investissements dans la ville en proposant des incitations aux entrepreneurs ;
- Créer et réhabiliter des maisons de jeunes dans la ville et de nouvelles installations équipées pour recevoir les activités des associations locales ;
- Créer des terrains de proximité dans divers sports et dans différents quartiers de la ville, accélérer l'ouverture du nouveau complexe culturel et créer un institut pour enseigner les beaux-arts, le théâtre et la musique.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



63% Actifs
18% Non actifs
13% Etudiants
5% Journaliers
1% Retraités

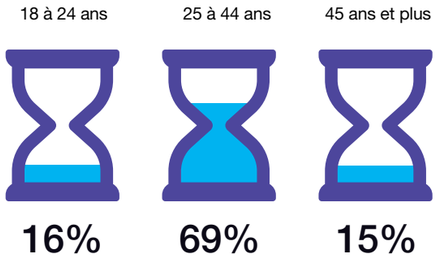
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

87% Je suis d'accord

13% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 16%
25 à 44 ans — 69%
45 ans et plus — 15%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

58% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

31% L'éducation

23% L'amélioration des standards et des conditions de vie

8% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 62 – AÏT OURIR

Valoriser les atouts touristiques et achever les travaux de l'hôpital

Deux mois après le début du confinement au Maroc, l'initiative 100 Villes, 100 Jours a réuni 177 habitants de Aït Ourir en visioconférence. Connectés depuis leur ville au pied du Haut Atlas, les participants ont exprimé leur plaisir de vivre dans un bel environnement naturel, mais aussi leur frustration de voir leur commune se marginaliser peu à peu.

Les citoyens pensent que leur localité est idéalement située, sur l'axe reliant Marrakech à Ouarzazate, et qu'elle devrait profiter davantage de ses atouts touristiques. Son patrimoine culturel et historique n'est pas assez valorisé, alors que la ville possède une forte identité.

Selon les participants, ce manque à gagner est d'autant plus important que Aït Ourir ne bénéficie pas suffisamment des richesses agricoles de la région. Ainsi, l'activité économique est faible et les opportunités de travail sont rares. Depuis plusieurs années, le taux de chômage augmente et de plus en plus de personnes vont chercher un emploi à Marrakech. Pour attirer des entreprises ou des investisseurs, les habitants déclarent qu'il faudrait améliorer les infrastructures urbaines : l'éclairage public, le réseau d'eau potable ou encore l'assainissement sont notamment cités parmi les chantiers prioritaires. De plus, le renforcement du soutien aux coopératives agricoles permettrait de développer une véritable offre en produits du terroir, comme pour le miel de caroubier ou l'amande de Haha.

Au-delà du volet économique, les citoyens sont également préoccupés par le secteur de la santé. Le lancement des travaux pour la réalisation d'un centre d'hémodialyse en juillet 2020 semble prometteur. Le manque d'équipements médicaux et la pénurie de médecins poussent les habitants à se diriger vers Marrakech pour se faire soigner, lorsqu'ils le peuvent et seulement s'ils trouvent une ambulance disponible, car tous constatent l'incapacité des dispensaires et de l'hôpital à pouvoir traiter convenablement les patients.

Enfin, bien que de nouveaux établissements scolaires aient ouvert récemment, la situation de l'enseignement reste précaire à Aït Ourir. Les écoles sont mal desservies et manquent de moyens humains et matériels pour accueillir correctement tous les élèves de la commune.

Souad B. participante à l'étape de Aït Ourir

Même si la ville se trouve dans un bel endroit, entourée de montagnes et de jolis paysages naturels, l'activité touristique est quasi inexistante. Et même quand des touristes viennent visiter la région, ils partent plutôt à Ourika ou Taghdouin. Nous n'avons pas non plus d'usines ou d'autres activités structurées, et donc il n'y a pas vraiment d'opportunités de travail ici. Pour en chercher, il faut aller à Marrakech. Qu'est-ce qui reste alors ici ? Les petits commerces et quelques occasions pour les journaliers du bâtiment.

A Ait Ourir, il y a des quartiers avec des problèmes d'eau, d'autres avec des problèmes d'électricité et nous avons surtout un souci de gestion des eaux usées. Les routes aussi sont dans un état catastrophique ! Elles sont dégradées et manquent de signalétique. Dans plusieurs endroits, vous allez voir qu'il n'y a même pas de panneau stop. La ville s'est agrandie. Maintenant sur la route, on a aussi le problème des vendeurs ambulants qui bloquent la circulation. C'est très compliqué de circuler. Ces gens n'ont pas de marché dédié pour vendre leurs marchandises alors ils s'installent au beau milieu de la chaussée. Il faut dire aussi que le blocage du conseil communal pendant plusieurs années a beaucoup affecté la gestion de la ville.

Nous avons également besoin de jardins où faire sortir les enfants et d'un centre culturel. Le centre a été construit mais n'a pas été ouvert,on ne sait pas pourquoi. D'un autre côté, la maison des jeunes actuelle ne répond pas aux besoins de la population locale. Cet espace n'est pas suffisamment animé.

Pour finir, le grand problème ici reste tout de même celui de la santé. Ça fait des années que l'hôpital est en cours de construction et on ne sait pas encore s'il est prêt ou pas. En tout cas on n'a encore rien vu ! Pour l'instant, on continue d'aller au petit dispensaire qui accueille non seulement la population d'Aït Ourir mais aussi d'autres communes d'Al Haouz. Et il n'est absolument pas suffisant !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Créer un hôpital local à El Attaouia qui comprend différentes spécialités afin que les habitants n'aient plus à se rendre dans d'autres villes pour recevoir des soins ;
- Mettre en place un nombre suffisant de personnel médical de différentes spécialités dans les établissements de santé tout en mettant à leur disposition le matériel nécessaire ;
- Améliorer l'accueil et l'accès dans les centres de santé, mettre à niveau les personnels administratifs et veiller au respect des attributions de chacun ;
- Mettre en place de nouveaux dispensaires de santé et des ambulances gratuites car les habitants de la ville et de sa périphérie sont très souvent victimes de piqûres de scorpion pendant l'été ;
- Revoir le régime d'assistance médicale Ramed, élargir le champs de son utilisation et assurer une protection médicale des travailleurs des secteurs informels ;
- Élargir le champ des activités économiques et s'ouvrir sur l'industrie, en particulier la transformation agroalimentaire, la province étant connue pour la production d'huile d'olive ;
- Mettre en place des centres d'études agronomiques et des formations en adéquation avec les demandes du marché ;
- Investir dans les terres collectives au profit des jeunes et des ayants droit ;
- Réduire les problèmes d'encombrement des classes en construisant de nouvelles écoles puis en assurer l'équipement, entretenir et réhabiliter les écoles existantes et s'appuyer sur la technologie moderne dans le processus éducatif ;
- Lutter contre l'abandon scolaire en assurant le transport scolaire mais aussi en encourageant l'initiative des écoles communales ;
- Élargir le programme "Tayssir" et l'octroi de bourses universitaires puis augmenter le montant des aides ;
- Rénover les stations de traitement des eaux ou créer une nouvelle station et régler les problèmes liés au réseau d'assainissement dans certains quartiers. Construire une décharge conforme aux normes internationales et respectueuse de l'environnement ;
- Réviser le cahier des charges de la société chargée du nettoyage et de la propreté de la ville ;
- Construire un grand centre culturel afin d'accueillir des événements et manifestations culturelles, un conservatoire des beaux arts, de théâtre et de musique, et de nouvelles maisons des jeunes afin d'encadrer les jeunes de la villes et d'accueillir les associations ;
- Lutter contre l'analphabétisme parmi les femmes et renforcer la présence de l'Entraide Nationale à travers le développement de programmes destinés aux femmes et aux enfants, notamment les orphelins et déshérités ;
- Finir la construction de la salle couverte dont les travaux sont arrêtés depuis un moment, généraliser l'installation de terrains de proximité disposant d'équipements pour la pratique de différents sports et subventionner les associations de la société civile actives dans les domaines du sport et de la jeunesse ;
- Revoir l'infrastructure des seguias qui causent des problèmes d'inondations ;
- Encadrer les agriculteurs pour la production et la commercialisation de leurs récoltes.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

64% Actifs

10% Non actifs

9% Etudiants

17% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

80% Je suis d'accord

20% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans | 25 à 44 ans | 45 ans et plus

15% | 70% | 15%

NIVEAU D'ÉDUCATION

95% Scolarisé

5% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

77% La santé

57% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'éducation

32% L'amélioration des standards et des conditions de vie

2% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 63 - EL ATTAOUIA

Développer l'agro-industrie autour des olives

Devenue virtuelle, la caravane des Indépendants a réuni 131 citoyens de El Attaouia via Internet, pour pouvoir échanger autour de leurs problématiques quotidiennes. La ville est historiquement réputée pour la qualité de ses olives. Mais, paradoxalement, elle ne semble pas en tirer un réel avantage industriel.

Ainsi, les emplois sont principalement saisonniers - entre octobre et janvier - et les participants regrettent de ne pas avoir d'usines pour transformer et conditionner ce produit phare. Il faut, selon eux, encourager les investisseurs pour donner une nouvelle dimension à cette localité.

De même, pour favoriser son développement, il est indispensable d'améliorer les infrastructures urbaines : les problèmes d'assainissement doivent être réglés au plus vite et une solution doit également être trouvée pour traiter les déchets qui s'accumulent en centre-ville.

Mais la vraie urgence de la commune concerne la santé. Les établissements médicaux ne suffisent pas et les patients sont, la plupart du temps, redirigés vers El Kelaa des Sraghna, ou Marrakech. Les habitants expliquent en effet qu'ils manquent d'équipements spécialisés, de laboratoires et surtout de médecins. Tous espèrent bénéficier prochainement de salles d'accouchement, mais aussi d'ambulances médicalisées pour pouvoir sécuriser les trajets.

Par ailleurs, le thème de l'éducation a également été longuement débattu. Il apparaît qu'il n'y a pas assez d'écoles et d'enseignants à El Attaouia. Aussi, la ville ne dispose que d'un seul collège, et le lycée local n'emploie que deux surveillants généraux pour 2000 élèves ! Dans ces conditions, les classes sont surpeuplées et l'enseignement est difficile.

Yassine B. participant à l'étape d'El Attaouia

Il y a un grand problème d'eaux usées à El Attaouia ! Lorsqu'il pleut, la situation devient catastrophique dans plusieurs quartiers. A l'entrée de la ville, du côté d'El Kelaâ des Sraghna, l'odeur est nauséabonde et affecte beaucoup les gens des lotissements à côté. Et ça s'est plutôt aggravé ces dernières années.

Il faut savoir aussi que le souk hebdomadaire se tient en plein centre-ville, alors les jeudis, il n'y a pas moyen de circuler.

El Attaouia s'est agrandie mais nous n'avons toujours pas d'hôpital. Il y a un centre de santé et un dispensaire, mais on n'y trouve pas toujours de médecin. C'est comme si on y entrait juste pour qu'on nous donne un papier pour aller se faire soigner à El Kelaâ des Sraghna, cela est valable quelle que soit la raison de la consultation. C'est devenu une sorte de lieu de transit. . Est-ce que vous trouvez cela normal de demander à quelqu'un qui est sérieusement malade, à une femme enceinte ou à une personne qui vient d'avoir un accident de payer ? C'est très grave !

Les jeunes ici n'envisagent d'autres solutions que de quitter la ville. Soit pour aller dans une grande ville, soit pour immigrer clandestinement à l'étranger. Ici, il n'y a pas d'entreprises, pas d'usines… même si par exemple la région est connue pour les olives, il n'y a pas une usine moderne pour produire une huile de qualité. Il n'y a que des moulins traditionnels. Heureusement qu'il y a quelques associations qui aident les jeunes. Un complexe social attire également des jeunes déscolarisés pour les former à certains métiers, comme la coiffure, la couture, l'informatique etc.

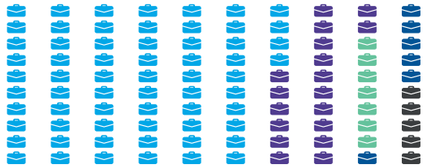
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Créer de nouvelles spécialités, agrandir et équiper l'hôpital provincial du matériel médical nécessaire (scanners ...) et employer du personnel médical spécialisé ;
- Mettre en place de nouveaux dispensaires de santé et des ambulances gratuites car les habitants de la ville et de sa périphérie sont très souvent victimes de piqûres de scorpions pendant l'été ;
- Assurer une bonne gouvernance et gestion en nommant des responsables compétents et améliorer l'accès et l'accueil. Il est aujourd'hui inconcevable que les agents de sécurité soient chargés du rôle de communication et d'orientation ;
- Activer la carte Ramed et élargir le champs de son utilisation ;
- Réduire les problèmes d'encombrement des classes en construisant de nouvelles écoles. Améliorer le transport scolaire et prêter une attention particulière à l'éducation des jeunes filles ;
- Créer une formation professionnelle en adéquation avec les besoins de la région ;
- Former des enseignants maîtrisant à la fois les langues étrangères et la langue Amazigh, afin de faciliter leur communication avec les élèves ;
- Encadrer et accompagner les agriculteurs en ce qui concerne la consommation d'eau et le forage de puits ;
- Renforcer et étendre le réseau d'assainissement ;
- Lutter contre le logement insalubre et trouver une solution pour offrir des logements décents aux citoyens ;
- Encourager et soutenir les activités culturelles et les différents festivals de la ville et créer des maisons des jeunes, de culture et des terrains de proximité ;
- Donner plus d'importance au tapis local, le promouvoir dans les festivals nationaux et internationaux, encourager financièrement les artisans et les orienter vers la création de coopératives ;
- Mettre en place un marché de gros et encourager l'implantation d'usines de transformation et d'emballage d'oranges, d'autant plus que la région est réputée pour la qualité de ses oranges ;
- Créer un institut agronomique et diversifier l'offre de formation professionnelle.

JOUR 64 - CHICHAOUA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



64% Actifs
18% Non actifs
7% Etudiants
6% Journaliers
5% Retraités

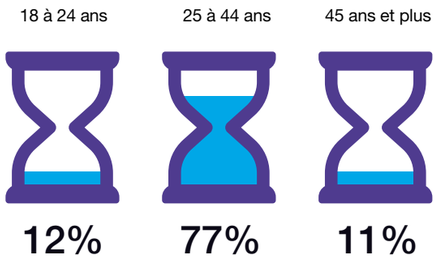
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

69% Je suis d'accord

31% Je ne suis pas d'accord

AGE



12% 77% 11%

NIVEAU D'ÉDUCATION

95% Scolarisé

5% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

63% La création d'emploi, combattre le chômage

49% L'éducation

39% L'amélioration des standards et des conditions de vie

9% L'amélioration des services de l'administration publique aux citoyens

JOUR 64 - CHICHAOUA

Renforcer les établissements médicaux

Au carrefour des routes reliant Marrakech, Essaouira, Safi et Agadir, la commune de Chichaoua rencontre pourtant des difficultés à développer son activité économique. Ce constat est unanimement partagé par la centaine d'habitants connectés à la visioconférence que leur consacrait l'initiative 100 Villes, 100 Jours, fin mai 2020.

Selon eux, le potentiel touristique et la richesse agricole de la région devraient attirer des investisseurs dans cette ville considérée comme agréable à vivre. Mais, dans la réalité, il y a peu d'opportunités de travail et la population s'appauvrit. Les participants expliquent que Chichaoua devrait encourager le développement d'une zone industrielle spécialisée dans l'agroalimentaire, mais aussi mieux valoriser l'artisanat local et soutenir la culture pour attirer des visiteurs, en prenant exemple sur l'expérience de la commune voisine de Sid L'Mokhtar.

En outre, le problème des infrastructures urbaines a également été soulevé durant la rencontre : les réseaux d'eau et d'assainissement sont notamment jugés défaillants dans plusieurs zones de la commune.

Les autres grandes lacunes de la ville concernent les secteurs de la santé et de l'éducation. En effet, l'hôpital provincial Mohammed VI semble totalement dépassé et les dispensaires ne sont pas en mesure de le suppléer. L'insuffisance d'équipements et de personnel rend les soins difficiles, y compris les plus urgents, tels que les morsures de scorpions ou de serpents, pour lesquels il faut souvent aller jusqu'à Marrakech.

Enfin, les citoyens connectés fustigent l'enseignement public. Le manque d'établissements scolaires provoque des sureffectifs dans les classes et les enseignants doivent parfois habiter dans les écoles, faute de moyens. Par ailleurs, les étudiants démunis et sans bourse sont contraints d'abandonner leurs études, car il n'y a pas de formation universitaire à Chichaoua.

Adil E. participant à l'étape de Chichaoua

En tant que jeune, permettez-moi d'évoquer en premier lieu l'absence d'opportunités d'emploi due à l'absence d'un pôle industriel. Les jeunes à la recherche d'un travail doivent se rendre à Marrakech, Casablanca ou d'autres grandes villes. Les emplois disponibles ne sont que temporaires et ils se limitent souvent au secteur agricole. La région est connue pour ses pastèques et ses melons, synonymes d'emplois saisonniers de juillet à octobre. La ville jouit également d'une position stratégique pourtant non exploitée.

Chichaoua est le point de rencontre de plusieurs tribus, les Hmer, les Douka, les Ouled Ben Sbaâ, et les Chiadma … La ville a la capacité de devenir un réel pôle commercial rassemblant toutes ces tribus. Pourtant, Sid El Mokhtar, ville plus petite que Chichaoua, est beaucoup plus active. Notre ville est un point de transit, mais elle ne profite pas suffisamment de ces passages ! Marrakech est une ville touristique qui attire des touristes du monde entier, et nombre d'entre eux, désirant profiter également des plages du littoral, se rendent à Essaouira et passent obligatoirement par Chichaoua. Ce sont des milliers de touristes qui traversent la ville ! Pourquoi ne pas développer un centre artisanal attractif ? La région est connue pour ses tapis, malheureusement peu commercialisés. Il y a une vieille boutique mais elle n'est même pas sur la route. Si l'on veut attirer plus de clients, il faut que les commerces soient localisés sur la route principale, avec des parkings à disposition des voyageurs rendant les produits faciles d'accès et l'expérience agréable et peu contraignante. Le second problème qui se pose, notamment pour nous les jeunes, est lié à l'enseignement supérieur obligeant les étudiants à se rendre à Marrakech. Pourquoi ne pas ouvrir une annexe universitaire ici ? Nous avons accès à la formation professionnelle cependant celle-ci n'est pas en adéquation avec les besoins de la région. Nous avons impérativement besoin de branches de spécialisation dans le secteur agricole. Je parle bien entendu de formation universitaire, car ici, on développe de grands projets d'orange et d'olive, leur main-d'œuvre vient peut-être de la région, mais les postes de responsabilités sont administrés par des personnes venues d'autres villes comme Béni Mellal, Meknès etc. Car les jeunes de Chichaoua ne sont pas qualifiés pour ce genre de poste. Résultat : une hausse du chômage qui mène vers d'autres choses, un vrai cercle vicieux !

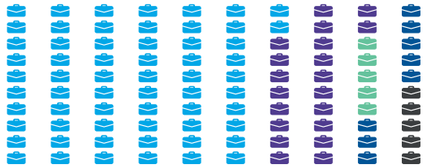
Le dernier point que je souhaiterais évoquer concerne la santé. L'hôpital Mohammed VI est une sorte de bâtiment désert, quasiment sans matériel et sans personnel de santé. L'accouchement est tout de même l'une des prestations les plus basiques qu'un hôpital doit assurer, pourtant dès qu'une femme enceinte arrive à l'hôpital pour accoucher, elle est renvoyée à Marrakech. Ce n'est pas un hôpital mais une administration : on te remplit un papier que tu donnes à l'ambulance pour qu'elle te conduise à Marrakech et c'est tout. Les médecins ne sont présents que sur papier, on les compte dans le corps médical de Chichaoua alors qu'ils travaillent souvent dans des cliniques privées à Marrakech. Quant à l'infrastructure de la ville, la route principale est bien mais c'est un peu moins le cas pour ce qui est des quartiers intérieurs. Certes, nous constatons une nette amélioration depuis quelques années, mais il y a encore du travail à faire.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Construire un hôpital équipé du matériel et du personnel nécessaire et disposant surtout d'un service d'urgences et d'ambulances en nombre suffisant ;**
- **Construire de nouvelles écoles et des centres de formation professionnelle en adéquation avec les besoins du marché du travail ;**
- **Rénover et réparer les équipements et les salles de classe dans les écoles;**
- **Construire des unités de traitement et de recyclage des déchets ;**
- **Mettre en place des espaces verts et espaces de détente pour les familles et leurs enfants ;**
- **Structurer les marchands ambulants au sein d'un marché local.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



62% Actifs
20% Non actifs
5% Etudiants
8% Journaliers
5% Retraités

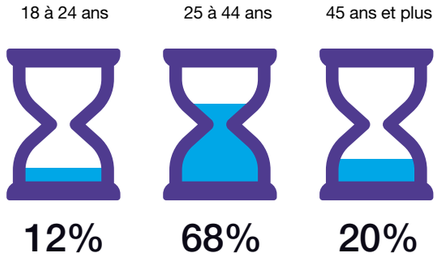
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

73% Je suis d'accord

27% Je ne suis pas d'accord

AGE



12% 68% 20%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

76% La santé

49% La lutte contre la criminalité et la violence

43% L'éducation

34% La création d'emploi, combattre le chômage

21% L'amélioration des standards et des conditions de vie

JOUR 65 – DEROUA

Accompagner les jeunes et améliorer les services de santé.

Programmée durant la période de confinement, c'est par visioconférence que s'est déroulée la rencontre de la caravane des Indépendants avec les habitants de Deroua. 120 d'entre eux se sont ainsi connectés pour discuter des grands enjeux de la ville. Au rang des satisfactions, ils ont tous cité la proximité avec Casablanca et son aéroport, tout comme la solidarité qui règne dans la commune. Toutefois, la liste des attentes demeure plus importante.

Ceux qui ont cherché à se faire soigner à Deroua sont unanimes : la situation est inquiétante et devrait être redressée dans les meilleurs délais. L'absence de service d'urgences et d'ambulances est un point noir et les habitants sont souvent livrés à eux-mêmes. De plus, les soins proposés dans les dispensaires sont sommaires et les participants déplorent le manque de personnel, de matériel médical et de médicaments.

Ce sentiment de précarité est perçu également dans la hausse de la délinquance en ville, qui serait dûe, en partie, à l'absence d'opportunités de travail. Pourtant, la proximité d'un grand nombre de complexes industriels et de centres de formation professionnelle, autour du premier hub aéroportuaire du Maroc que représente l'aéroport Mohammed V, pourrait bénéficier davantage aux citoyens de Deroua. Un soutien pour diminuer le chômage est donc attendu.

De même, le manque d'établissements scolaires publics, avec par exemple un seul lycée dans la ville, et la faible capacité des écoles nuisent à l'apprentissage des élèves. Ainsi, peu de jeunes font des études supérieures et ceux-ci peinent à trouver un emploi.

Enfin, les habitants ont également abordé la problématique environnementale : la commune a peu d'espaces verts et la décharge de Médiouna, qui se trouve à proximité, est source de mauvaises odeurs et de problèmes de santé.

Reda H. participant à l'étape de Deroua

Deroua est une belle ville, calme et paisible. Beaucoup de gens de Casablanca sont venus s'y installer. Certains font la navette entre leur lieu de travail à Casablanca et ici afin d'échapper au bruit et à la pollution. Parmi les points positifs, il y a la présence de deux groupes industriels : Sapino et celui sur la route de l'aéroport. Ils ont créé des opportunités d'emploi considérables au sein de la région. Ce qui s'est traduit par un accroissement de la démographie de Deroua, malheureusement beaucoup de choses n'ont pas suivi cette recrudescence. La priorité, c'est de trouver des solutions pour combattre la délinquance.

La police fait son devoir, mais ils ont besoin de plus d'effectif, car comme je l'ai souligné auparavant, Deroua s'est agrandie, que ce soit en superficie ou en nombre d'habitants.

La seconde chose qui n'a pas accompagné cette explosion démographique c'est le secteur de la santé. On ne dispose que d'un seul hôpital dont la capacité est insuffisante. Quand on sait qu'il faudra attendre des heures, voire prendre rendez-vous des mois à l'avance, on n'a plus d'autre choix que se tourner vers le secteur privé, même quand les moyens financiers sont limités. Il est impératif d'augmenter le nombre de centres de santé, avec les compétences et le matériel nécessaires.

Même chose pour ce qui est du transport, le nombre de taxis est restreint, et il n'y a pas d'autobus. Les habitants en sont réduits à utiliser des charrettes pour se déplacer.

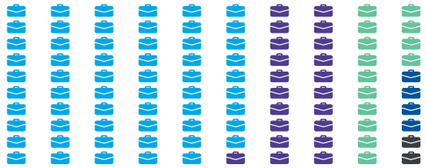
En ce qui concerne les infrastructures, ici dans le quartier Makhlouf où je vis, les choses vont plutôt bien comparé à d'autres quartiers. Mais ce qui manque partout, ce sont les terrains de proximité et d'autres espaces sportifs. Les jeunes n'ont pas d'endroit où faire du sport. On est contraint de se rendre dans la forêt de Nouaceur et vous n'êtes pas sans savoir que le sport se pratique généralement soit très tôt le matin, soit en fin de journée, c'est donc difficile de faire des aller-retour ! On aimerait bien avoir des parcs et des jardins dans la ville.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire une zone industrielle et revitaliser le secteur industriel pour créer des emplois et résorber le chômage qui touche les jeunes de la ville ;
- Organiser des expositions et des salons pour l'artisanat aux niveaux local et international ;
- Construire un hôpital universitaire (CHU) qui regroupe toutes les spécialités, notamment un service moderne de gynécologie et des dispensaires de proximité afin de soulager la pression et étoffer l'offre médicale ;
- Améliorer la qualité des services dans les hôpitaux et les dispensaires en assurant le respect des rendez-vous, une prise en charge plus humaine et en mettant en place plus de supervision et de contrôle du personnel médical ;
- Construire un centre d'addictologie ;
- Etablir et développer un système de formation continue au profit du personnel de santé ;
- Réhabiliter et améliorer la qualité de l'éducation en particulier l'école primaire ;
- Construire un grand théâtre et une bibliothèque publique qui respectent les normes internationales ;
- Construire de nouvelles maisons des jeunes dans les quartiers suivants : Sidi Bouzkri, Mansour et Bassateen ;
- Soutenir des sports populaires à Meknes tels que la natation et le water polo.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



59% Actifs
21% Non actifs
14% Etudiants
4% Journaliers
2% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

84% Je suis d'accord

16% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 20%
25 à 44 ans — 42%
45 ans et plus — 38%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 57% La création d'emploi, combattre le chômage
- 53% La santé
- 38% L'éducation
- 33% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 17% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 66 - MEKNES

Valoriser l'immense patrimoine historique

Quelques jours avant le déconfinement de Meknès, début juin 2020, 365 habitants ont répondu à l'invitation des Indépendants pour parler librement de leur quotidien en visioconférence. Celle qui fut l'une des capitales impériales du Maroc ne laisse personne indifférent et tous les participants ont évoqué sa situation actuelle.

Réputée pour son style hispano-mauresque, Meknès jouit d'un très fort potentiel patrimonial, qui devrait être davantage valorisé. Les citoyens sont fiers de cette identité historique et culturelle, symbolisée par les nombreux monuments et le savoir-faire artisanal de la ville. Pour eux, il est important de préserver cet héritage, notamment face à une urbanisation parfois peu respectueuse du patrimoine.

Sur le volet économique, c'est l'agriculture qui fait figure de point fort. Incarné par l'incontournable Salon International de l'Agriculture du Maroc (SIAM), ce secteur offre à la capitale ismaélienne une activité florissante. Toutefois, le taux de chômage y dépasse les 20%. Les participants dénoncent cette situation et estiment nécessaire de soutenir les jeunes qui souhaitent créer de l'emploi. Proposer de nouvelles zones industrielles et faciliter les procédures pour les investisseurs font notamment partie des recommandations.

Par ailleurs, malgré la présence de médecins réputés, Meknès semble en difficulté dans le domaine de la santé. Selon les habitants, la commune n'a pas assez de dispensaires et l'hôpital manque de matériel médical et de personnel. Ainsi, certaines pathologies obligent les patients à changer de ville, ce qui n'est pas acceptable.

Enfin, la détérioration de l'enseignement public est également évoquée durant la réunion. Les établissements scolaires et universitaires sont trop limités pour accueillir tout le monde, et la période de confinement n'a fait que rappeler le manque de moyens des enseignants pour travailler convenablement. De même, certains participants aimeraient que les jeunes puissent accéder à une pratique sportive régulière, rappelant les glorieuses heures du sport meknassi, en particulier en natation et water polo.

Abdelhalim G. participant à l'étape de Meknes

D'abord, Meknès est connue par son histoire ancestrale et ses sites mais ils font l'objet de négligence sans qu'il n'y ait pour autant de rénovation profonde, notamment dans l'ancienne Médina. Notre patrimoine matériel et immatériel en pâtit sérieusement. Aucune attention n'est accordée à ces questions ! Ils nous parlent de rénovations mais ils n'ont encore rien fait.

Beaucoup de villes ont vu leurs gares ferroviaires rénovées mais pas Meknès ! J'ignore si son tour n'est simplement pas encore venu ou s'il y a d'autres raisons à ce retard ! En matière d'équipements, certains quartiers se portent plutôt bien, tandis que d'autres ne bénéficient même pas d'éclairage public. Il y a très peu d'espaces verts et de parcs, si l'on veut sortir avec nos enfants on doit traverser une grande distance.

Pour ce qui est des maisons des jeunes et des centres culturels, il y a un manque important dans les quartiers populaires. Par exemple à El Burj Moulay Omar, on avait une maison des jeunes dans un local en location, mais désormais un avis d'expulsion menace sa fermeture, ce qui signifie que tous ces jeunes ne trouveront plus où aller. Ce n'est pas seulement le cas à Hay El Burj. De trop nombreux quartiers manquent de centres, alors que des associations sont prêtes à animer ces espaces.

Je souhaite également parler des conservatoires de musique. La ville de Meknès est célèbre pour sa culture et son art, pourtant nous n'avons que deux petits instituts qui ne peuvent à eux seuls combler les besoins de toute la ville. Quiconque veut apprendre le solfège doit s'inscrire dans une école privée. Tout le monde n'est pas sans savoir que la musique joue un rôle important dans la préservation du patrimoine, dans l'apaisement des âmes, tout ceci est bénéfique à la société. Une personne jouant d'un instrument ne s'adonnera pas à des activités criminelles. Voilà pourquoi j'estime que deux conservatoires ne sont guère suffisants.

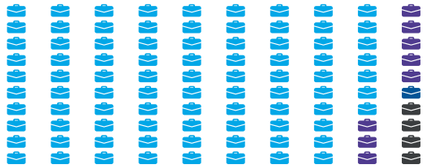
Enfin, nous n'avons pas de grandes salles réservées aux activités culturelles. Il y a le complexe Manouni, dont la capacité, de 300 places à peine, s'avère insuffisante. Nous avions soumis une proposition afin de construire un grand théâtre, celle-ci reste sourde pour l'instant. Il y a une absence de communication avec les administrations. Bien que l'on entame des correspondances, celles-ci demeurent lettres mortes. On ressent un manque de considération que ce soit à l'égard du citoyen ou de la société civile.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Renforcer les effectifs en personnel soignant à l'hôpital d'El Jadida et mieux doter les dispensaires de proximité, en équipements et en ressources humaines ;**
- **Améliorer la gouvernance au sein des établissements de santé et assurer aux patients un meilleur accès aux soins ;**
- **Développer le secteur culturel à travers une programmation tout au long de l'année et l'animation des centres culturels de la ville ;**
- **Construire davantage d'instituts supérieurs et de centres de formation professionnelle ;**
- **Limiter le nombre d'élèves par classe ;**
- **Lutter contre l'abandon scolaire et encourager les familles à scolariser leurs enfants grâce au développement du programme Tayssir ;**
- **Faciliter les procédures liées à l'investissement en proposant des crédits d'impôts au profit des auto-entrepreneurs et des investisseurs afin de créer de l'emploi et réduire le chômage ;**
- **Résoudre la problématique de la propreté et trouver une solution radicale en partenariat avec la société déléguée de ce service public ;**
- **Mettre en place des espaces verts dans les quartiers résidentiels.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



87% Actifs

8% Non actifs

1% Journaliers

4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
3%	55%	42%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

65% La santé

44% L'éducation

41% La création d'emploi, combattre le chômage

19% L'amélioration des standards et des conditions de vie

17% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 67 - EL JADIDA

Profiter véritablement des atouts touristiques et industriels

Programmée début juin, alors que le Maroc était toujours confiné, la réunion virtuelle dédiée à El Jadida a été un franc succès, avec 229 participants. D'emblée, les habitants ont exposé une problématique simple : ils aiment leur commune et ses multiples atouts, mais celle-ci se dégrade et n'est plus à la hauteur de son glorieux passé.

La ville, édifiée par les Portugais au XVIe siècle, possède un patrimoine historique exceptionnel mais insuffisamment entretenu et valorisé. En effet, les nombreux trésors architecturaux de la cité portugaise et de la médina offrent à Mazagan un potentiel touristique qui devrait en faire une destination phare du Royaume, permettant un véritable essor économique. Or, ce n'est pas le cas et la commune souffre au contraire d'un manque de dynamisme.

Pourtant, El Jadida possède d'autres atouts qui pourraient stimuler son activité : de nombreuses industries, bénéficiant notamment de la proximité du port de Jorf Lasfar, des ressources maritimes abondantes, ou encore les richesses agricoles de la région. Mais là encore, la cité peine à tirer pleinement profit de ces secteurs et son taux de chômage avoisine les 20% depuis plusieurs années. Selon les citoyens, il faut encourager les investissements pour créer des emplois et inciter les industries à embaucher les jeunes de la ville, en adaptant leur formation initiale.

L'autre sujet évoqué longuement durant le débat concerne la santé : El Jadida manque de médecins et de personnel soignant. Le nouvel hôpital est grand, mais il est difficile d'obtenir un rendez-vous ou même d'être reçu en cas d'urgence. Les participants regrettent cette situation, qui semble encore plus préoccupante pour les bénéficiaires du Ramed, dont on ne respecte pas toujours les droits.

Enfin, le secteur de l'éducation est également cité parmi les difficultés de la commune. Les écoles publiques manquent de moyens, ce qui incite un nombre croissant de familles à se tourner vers les établissements privés, malgré leurs tarifs élevés. Plus généralement, les jeunes sont déçus par le peu d'activités culturelles et sportives proposées par une ville de cette taille.

Youssef Z. participant à l'étape d'El Jadida

El Jadida a beaucoup d'atouts que ce soit en matière de tourisme, d'industrie ou d'agriculture mais nous avons besoin d'une vision locale claire pour qu'on puisse en bénéficier, développer la ville, combattre la pauvreté et attirer des investisseurs. Ainsi, ces enfants qui font chaque jour le trajet de l'école pourront trouver un travail plus tard. Pour l'instant il n'y a pas d'adéquation entre les études et le marché du travail. Par exemple, au quartier industriel on manque d'électromécaniciens mais ce sont d'autres filières, où il n'y a aucune opportunité de travail, qui comptent le plus d'étudiants. Si les jeunes de la ville travaillent ici, on aura une main d'œuvre stable et cela encouragerait les investisseurs. Ils ne se diront pas qu'il vont former quelqu'un qui pourrait partir.

Pareil pour le sport et la culture: pas de vision, ni de stratégie. On construit un terrain et on affecte une personne pour encaisser les recettes de la journée. Pas de statistiques, pas de recherches de talents, ni de manifestations sportives. Nous avons bien le théâtre Afifi mais est-ce qu'il y a une programmation culturelle annuelle ? Est-ce qu'ils nous ramènent de belles pièces de théâtre ? Combien de Jdidis y vont ? Rien du tout !

Pour ce qui est de la santé, un hôpital provincial a été construit récemment, mais comment vous dire, c'est comme un beau et grand costume, sauf que le corps qui le porte est chétif ! Le bâtiment est spacieux, les équipements sont là, mais les ressources humaines sont insuffisantes.

Je remarque aussi que depuis que la gestion des déchets a été déléguée à une société privée, les principales artères par lesquelles passent les responsables sont propres mais les autres quartiers sont négligés. Et, dernier point, plusieurs anciennes constructions de la Cité portugaise ont été démolies et je pense qu'on ne peut que regretter la perte d'une partie inestimable de notre patrimoine.

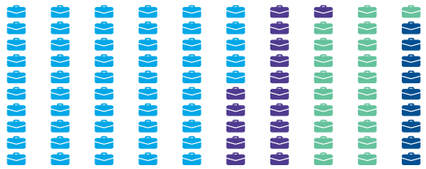
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Agrandir et remettre en état la route côtière d'Azzemour afin de réduire la pression sur la route d'El Jadida ;
- Mettre en place des stations de taxis dans la plupart des quartiers et augmenter le nombre de lignes de bus reliant Dar Bouazza et le centre ville de Casablanca ;
- Relier Dar Bouazza au réseau ferroviaire Al Bidaoui et au réseau du tramway ;
- Trouver une solution au problème de déversement des eaux usées dans l'Oued el Merzeg ;
- Agrandir l'hôpital provincial, construire des dispensaires de santé et réhabiliter ceux déjà existants pour qu'ils puissent accueillir la population grandissante de la commune ;
- Mettre en place des caravanes médicales au profit des personnes qui ne peuvent pas se déplacer à l'hôpital ;
- Améliorer la formation des enseignants et assurer le transport scolaire et celui des étudiants ;
- Construire de nouvelles classes afin de diminuer l'encombrement ;
- Mettre en place un centre pour l'artisanat local en partenariat avec l'INDH ;
- Elargir le réseau d'eau potable et d'assainissement ;
- Mettre en place suffisamment de corps professoral dans les établissements scolaires en assurant plus de supervision et de contrôle des fonctionnaires.

JOUR 68 - DAR BOUAZZA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



55% Actifs

16% Non actifs

20% Etudiants

9% Journaliers

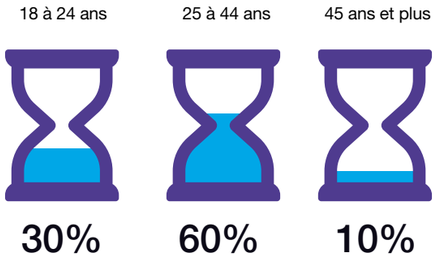
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

72% Je suis d'accord

28% Je ne suis pas d'accord

AGE



30% 60% 10%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

54% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'éducation

17% L'amélioration des standards et des conditions de vie

12% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 68 - DAR BOUAZZA

Profiter du potentiel touristique et développer le réseau de transport

68e ville de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, la commune de Dar Bouazza est très appréciée pour ses plages, son calme et la solidarité dont font preuve ses habitants. Toutefois, la centaine de participants connectés relève différentes problématiques à traiter.

Le principal problème des citoyens de Dar Bouazza est celui de la mobilité. Située à une poignée de kilomètres de Casablanca, la ville souffre du manque de transports qui la relient à la métropole. D'après les habitants, il n'y a qu'une seule ligne de bus, avec une fréquence de passage limitée, ce qui fait qu'elle est rapidement saturée. De plus, les taxis ne peuvent pas accéder à certains quartiers comme "Ouled Hmed El Iraqi" car l'état des routes ne le permet pas. Les citoyens n'ont alors d'autres solutions que de se tourner vers le transport informel et ses chauffeurs peu respectueux du code de la route ! Les participants espèrent une amélioration des routes secondaires pour diminuer la pression sur la route d'Azzemour, principal axe la reliant au cœur de Casablanca.

Ces dernières années, Dar Bouazza a séduit un grand nombre de jeunes actifs cherchant un peu de calme, tout en restant à proximité de la métropole. Sa population a alors largement augmenté. Ces arrivants ont insufflé un dynamisme nouveau, créant des emplois, surtout dans les services et contribuant à gommer la saisonnalité de l'économie locale. Pourtant, cette tendance n'est pas suffisante et le taux de chômage reste élevé. Selon les habitants, il est urgent d'investir dans le tourisme, qui constitue le meilleur potentiel de la ville.

L'autre grande problématique soulevée durant la rencontre concerne la santé. L'hôpital Moulay Hassan souffre d'un manque d'équipements et d'ambulances, mais aussi d'une présence insuffisante du personnel médical. Toutefois, quelques participants se disent satisfaits de la qualité des soins du service des urgences et de l'existence de dispensaires de proximité.

Enfin, le secteur de l'éducation a également été largement débattu : les participants ont indiqué que le manque de transport mène souvent à l'arrêt des études académiques et à l'abandon scolaire. De plus, certains enseignants connectés ont souligné les difficultés de leur métier, signalant que le niveau des élèves est très bas en comparaison avec les autres régions.

Mohamed B. participant à l'étape de Dar Bouazza

D'un point de vue démographique, Dar Bouazza a largement évolué, elle a gagné en habitants. Mais pour chaque nouvelle personne, il faut quelque chose de nouveau. Impossible qu'il y ait un dispensaire pour 1000 personnes et qu'il soit amené, quelque temps après, à prendre en charge 50000 personnes sans qu'il n'y ait de changement. "Zid el ma, zid el dgig", dit le proverbe marocain.

J'ai l'impression que la précarité est toujours fortement présente. Étant entraîneur, je vais commencer par parler des problèmes liés au sport, car j'y suis confronté au quotidien. Par exemple, notre équipe locale, le Club de la jeunesse de Dar Bouazza reçoit de faibles subventions, alors que d'autres équipes amateures de la même division en perçoivent cinq fois plus. Tout en sachant que la fédération royale de football ne donne rien et que la région a arrêté les subventions. L'aide que l'on reçoit nous sert à peine à acheter des tenues. Il faut aussi encourager les joueurs, les aider, certains sont encore des étudiants et ont des difficultés financières.

Il n'y a qu'un seul hôpital à Dar Bouazza et il est surchargé. Les équipes médicales et les médicaments sont insuffisants. Quand une personne défavorisée, n'ayant même pas de quoi s'acheter une boîte de médicaments de dix dirhams, se présente à l'hôpital, elle n'est pas prise en charge et on ne lui donne rien. Une ordonnance lui est prescrite pour acheter des médicaments à la pharmacie. Il est impensable qu'un hôpital public soit incapable de fournir des médicaments aux malades démunis.

L'enseignement me donne l'impression qu'il manque de contrôle et que le niveau est bas. Il faut un tour de vis dans la mission de l'inspecteur de l'éducation et que le contrôle soit renforcé, qu'il rencontre les élèves, les questionne, qu'il vérifie si le niveau des classes est aux normes et qu'il fasse davantage de visites.

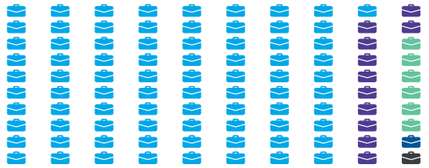
Ces trois domaines me semblent essentiels pour les futures générations et pour nous. L'éducation va former nos enfants, sans la santé il n'y a rien et le sport permet de garder nos jeunes sur le bon chemin. Même les maisons des jeunes ne sont pas actives tout au long de l'année. Malheureusement, ces centres sont construits mais personne n'en profite. Tout en sachant que beaucoup de personnes peuvent animer ces espaces, il faut juste les encourager ou du moins leur faciliter la tâche quand ils entreprennent une activité.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire un marché moderne de proximité pour les produits agricoles et agroalimentaires et établir des partenariats avec l'Initiative Nationale de Développement Humain pour l'installation de marchés dédiés à l'artisanat ;
- Disposer d'un hôpital prenant en charge l'ensemble des spécialités et doter les dispensaires de proximité des ressources humaines et du matériel nécessaire, en particulier une unité de radiologie ;
- Renouveler le parc de bus et introduire la concurrence entre opérateurs afin d'améliorer le service. Veiller au respect des horaires de passages ;
- Relier les quartiers de Tit Mellil et Attacharouk au réseau de tramway ;
- Trouver une solution définitive à la décharge. Assurer et prendre en charge les analyses médicales en faveur des populations vivant à proximité de la décharge ;
- Préserver les espaces verts et lancer des campagnes de sensibilisation visant la protection de l'environnement ;
- Construire une zone industrielle et encourager la digitalisation des services. Faciliter les démarches administratives pour les auto-entrepreneurs ;
- Valoriser les déchets à travers le recyclage et la production d'énergie.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



81% Actifs
11% Non actifs
6% Etudiants
1% Journaliers
1% Retraités

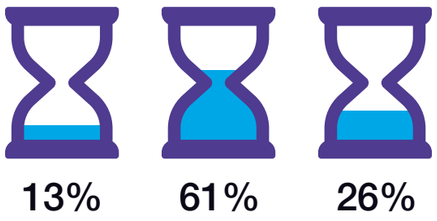
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

91% Je suis d'accord

9% Je ne suis pas d'accord

AGE



13% 61% 26%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

56% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

43% L'éducation

31% L'amélioration des standards et des conditions de vie

15% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 69 - MEDIOUNA

Fermer définitivement et dans les meilleurs délais la décharge

La rencontre en ligne organisée par les Indépendants avec les habitants de Médiouna a principalement abordé la problématique environnementale de la ville. Elle a en effet permis à la centaine de participants connectés d'exprimer leur exaspération quant au problème récurrent de la décharge de déchets !

En effet, les nuisances engendrées par cet endroit sont multiples : odeurs nauséabondes, vapeurs toxiques, pollution des sols et de l'eau, etc. Selon les citoyens, les conséquences sur la santé sont connues depuis longtemps. Ils souhaitent l'organisation de contrôles médicaux pour les personnes qui vivent à proximité de la décharge, afin de mesurer l'impact sanitaire de cette promiscuité. Il se dégage un fort sentiment d'urgence, qui exige une solution définitive à cette problématique sans cesse débattue, mais jamais résolue.

Cette situation est un frein pour le développement de Médiouna, qui possède pourtant de nombreux atouts. Sa proximité de Casablanca et de son aéroport, même si les moyens de transport sont limités, offre des opportunités économiques à exploiter. Les participants estiment qu'il faudrait absolument lutter contre le chômage, en améliorant par exemple les zones industrielles pour attirer les investisseurs. De même, cette jeune commune a besoin de lieux d'épanouissement pour devenir une localité dynamique, et pas seulement une ville-dortoir dans la banlieue de Casablanca.

Par ailleurs, le secteur de la santé est également cité parmi les priorités. Les équipements médicaux ne sont pas suffisants pour les habitants, malgré de récents investissements au sein de l'hôpital provincial. Souvent, il faut aller se faire soigner à Casablanca, y compris pour des interventions basiques, car il n'y a pas suffisamment de médecins disponibles. Ces constats préoccupent grandement les participants, qui espèrent de prochaines améliorations.

Youssef B. participant à l'étape de Mediouna

Le seul terrain de foot que nous avons a été fermé pour, dit-on, le réparer ! Ça fait deux ans maintenant ! Nous n'avons pas non plus de terrains de proximité alors même que le football fédère les jeunes. Pareil pour la salle couverte : ça fait sept ans qu'elle est fermée. Les habitants n'en ont toujours pas profité. Les gens doivent savoir que cela affecte les jeunes. S'ils ne trouvent pas de défouloir pour libérer leurs énergies, ils peuvent emprunter des voies malsaines… Beaucoup de promoteurs profitent de terrains avantageux mais ils ne prévoient dans leurs projets ni espaces verts, ni espace socio-culturels, ni terrains… Au mieux, ils construisent une mosquée. C'est bien la mosquée, mais il faut aussi d'autres installations.

Par ailleurs, les jeunes d'aujourd'hui souffrent de la situation inquiétante de l'enseignement. Nous avons clairement des problèmes de pédagogie quand on voit que l'élève est considéré parfois comme un perroquet ! Nous avons aussi de grandes disparités entre l'école publique et le privé et cela conditionne l'avenir de nos enfants. Les activités parascolaires sont également très rares. Je suis membre de l'association des parents d'élèves et je suis bien placé pour le constater.

En ce qui concerne le transport, il faut rappeler que les gens des quartiers périphériques sont obligés de prendre des moyens de transport clandestins pour venir à Mediouna. Nous avions la ligne 300 que beaucoup de gens empruntaient mais elle a été interrompue.

L'autre point dont je voulais parler est celui de la décharge qui affecte beaucoup la ville par l'odeur forte et nauséabonde, mais aussi à travers l'impact sur les nappes phréatiques et le paysage de la ville. Nous n'avons pas cessé de protester et à chaque fois on nous sort une nouvelle proposition. Là, ils ont fermé la première décharge et ils en créent une autre juste à côté. On nous dit qu'elle sera aux standards internationaux mais les problèmes sont toujours là, et notamment les maladies. Plusieurs habitants souffrent d'allergies. Et en parlant de santé, il y a tant à dire. Nous manquons de médecins, particulièrement les spécialistes. L'accueil est catastrophique ! Ce n'est pas normal d'être reçu par un agent de sécurité. Aux urgences on ne sent pas du tout la notion d'urgence. Les malades n'ont pas d'autre choix que de rester là en train d'attendre. J'ai moi-même assisté à des décès à cause du retard de la prise en charge des malades. Pour finir, nous avons un service de maternité correct mais dans lequel on refuse de prendre en charge les cas d'accouchements par césarienne.

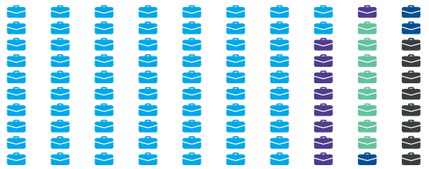
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager une zone franche pour encourager l'investissement et mettre un terme à la récession économique que connaît la commune ;
- Construire un centre hospitalier universitaire qui regroupe l'ensemble des spécialités et restructurer l'hôpital Moulay Abdallah qui a besoin de plus de personnel ;
- Réformer les dispensaires de santé, en renforçant leurs effectifs en personnel soignant et en les équipant du matériel médical nécessaire ;
- Mettre à disposition plus d'ambulances ;
- Mettre en place un centre de kinésithérapie ;
- Mettre en place un marché moderne de proximité ;
- Assurer la gratuité des médicaments et traitements aux personnes atteintes de maladies chroniques ou qui souffrent de cancers ;
- Construire une cité estudiantine tout en encourageant la digitalisation de l'enseignement et les activités parascolaires au sein des écoles ;
- Réhabiliter l'enseignement et les écoles publiques à travers l'amélioration de la qualité des programmes et en intégrant de nouvelles technologies et équipements dans les salles de classe ;
- Améliorer la formation des enseignants et leur permettre d'accéder à la formation continue ;
- Améliorer l'état du réseau de voirie et revoir le cahier de charges de la société délégataire du service de transport public, rénover le parc de bus et garantir l'accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- Mettre en place des espaces verts et installer des équipements de sport pour encourager les habitants à la pratique sportive.

JOUR 70 - MOHAMMEDIA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



72% Actifs
9% Non actifs
8% Etudiants
3% Journaliers
8% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

90% Je suis d'accord

10% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 10%
25 à 44 ans — 53%
45 ans et plus — 37%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

58% La santé

44% La création d'emploi, combattre le chômage

37% L'éducation

25% L'amélioration des standards et des conditions de vie

11% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 70 - MOHAMMEDIA

Pallier les fermetures d'usines et redorer l'image de la ville

La caravane 100 Villes, 100 Jours s'est virtuellement arrêtée à Mohammedia, au milieu du mois de juin, pour rencontrer 146 de ses habitants. Autrefois appelée Fedala, la ville possède une riche histoire : aux XIVe et XVe siècles, elle accueillait des marchands génois, vénitiens ou encore espagnols et servait de refuge aux corsaires de Salé, lorsqu'ils étaient poursuivis par les frégates françaises.

Aujourd'hui, Mohammedia est connue comme étant la "ville des fleurs" et sa douceur de vivre attire toutes les classes sociales, mais également une part considérable de touristes locaux. Ses citoyens sont fiers de sa position géographique stratégique, entre deux grandes villes que sont Rabat et Casablanca, mais aussi parce qu'elle se situe sur un littoral propice aux activités, telles que les sports nautiques ou la pêche. Toutefois, ils regrettent la perte de son identité et le peu de considération pour son histoire. La pollution du littoral et de nombreuses plages, prisées pendant la saison estivale, constitue également un point faible cité durant la rencontre

D'un point de vue économique, les participants décrivent une forte détérioration de la situation suite à la fermeture de plusieurs usines, telles que Fagor ou Procter & Gamble. Les habitants sont confrontés à un taux de chômage élevé. Un sentiment de précarité au sein des familles à faible revenu s'est également développé. Mais le problème le plus important a été la fermeture de la Samir. En effet, la station de raffinage offrait des opportunités d'emplois aux habitants et permettait aussi, grâce aux recettes fiscales, de financer les travaux de construction et de rénovation des infrastructures, telles que les routes, ou l'aménagement de jardins et d'espaces consacrés aux activités sportives.

Sur le plan de la santé, les participants soulignent la faible capacité d'accueil de l'hôpital Moulay Abdellah, due à l'expansion démographique, mais aussi au manque d'équipements, de médicaments et de personnel médical. Des cas de non-respect des horaires de travail et de mauvais traitement des patients, dans certains dispensaires, ont également été signalés.

Enfin, les habitants déplorent un problème de mobilité, car les transports publics ne sont pas à la hauteur de leurs besoins. Ils regrettent notamment l'absence d'une gare routière pour les voyageurs et déplorent le fait que le réseau de transport en commun ne desserve pas l'ensemble des quartiers de la ville.

Lahbib M. participant à l'étape de Mohammedia

Les habitants de Mohammedia ont besoin d'un grand hôpital. C'est la priorité et la demande principale des citoyens. J'ai l'impression que l'état de l'hôpital Moulay Abdellah est inchangé, c'est le même que dans mes souvenirs d'enfance. Il n'est pas normal que la population et la ville grandissent sans que l'hôpital n'augmente sa capacité et n'améliore ses équipements. Les médecins et infirmiers sont en sous-effectif, et le peu de médicaments disponibles tombent rapidement en rupture. À cause de cela, un trop grand nombre de malades en situation précaire n'ont pas accès aux traitements.

D'autre part, la situation économique de Mohammedia s'est beaucoup détériorée ces dernières années. Cela se reflète sur le taux de chômage et la cherté de la vie. Il nous faut une solution au problème de la Samir. C'était le poumon économique de la ville. Depuis sa fermeture, la pauvreté et la précarité sont de retour. Même la commune qui remplissait ses caisses grâce aux impôts locaux que générait la Samir en souffre. Ces impôts locaux servaient en effet à financer l'entretien des routes et des boulevards. Les jeunes sont victimes du manque d'opportunités de travail. Dans ces conditions, comment peuvent-ils envisager l'avenir? Nos maisons des jeunes n'ont pas de moyens pour organiser des activités et des animations pour les habitants.

Nous avons également un problème de mobilité entre Mohammedia et Casa, les moyens de transport ne sont pas à la hauteur, nous aimerions qu'ils soient comme ceux qui vont à Rabat. L'état des moyens de transport qui relient la ville à Casablanca est déplorable, les bus sont délabrés, les vitres sont cassées. Les usagers vivent un véritable calvaire !

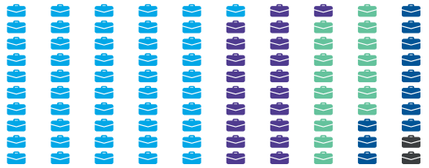
L'infrastructure s'est dégradée : avant, dès qu'il y avait un trou ou un équipement abîmé, il était rapidement réparé, maintenant ce n'est plus le cas. Il faut prendre soin de la ville, quand c'est bien entretenu, cela se voit. Regardez comment l'équipe de foot a bien évolué, il faut prendre exemple sur cette amélioration, dans l'infrastructure, pour tout ce qui tient des biens publics et sociaux.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Offrir plus d'opportunités d'emploi, en créant une zone industrielle et en encourageant les porteurs de projets entrepreneuriaux ;**
- **Diversifier l'offre de formation professionnelle en créant des filières en adéquation avec le marché du travail ;**
- **Encourager les femmes à créer des coopératives. Structurer les métiers de l'artisanat et le secteur informel ;**
- **Aider les agriculteurs à travers l'octroi de crédits à faible taux d'intérêt pour l'achat d'équipements et de matériel d'irrigation ;**
- **Améliorer l'offre de soins en diversifiant les spécialités dans l'hôpital de proximité, en particulier un service dédié aux urgences ;**
- **Disposer de dispensaires suffisamment dotés en personnel soignant, en équipements, en médicaments et en ambulances ;**
- **Améliorer l'offre pédagogique et augmenter le nombre d'établissements scolaires, afin de lutter contre l'abandon scolaire ;**
- **Créer un centre dédié à la formation continue des enseignants ;**
- **Rénover et améliorer le réseau de voiries.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



51% Actifs
20% Non actifs
16% Etudiants
11% Journaliers
2% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

85% Je suis d'accord

15% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 19%
25 à 44 ans — 65%
45 ans et plus — 16%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

69% La santé

49% La création d'emploi, combattre le chômage

45% L'éducation

29% L'amélioration des standards et des conditions de vie

3% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 71 - BEN AHMED

Retrouver des établissements médicaux à la hauteur

Mi-juin 2020, une centaine d'habitants de Ben Ahmed se sont retrouvés sur la plateforme numérique de l'initiative 100 Villes, 100 Jours pour discuter de leur vie quotidienne. Les participants ne tarissent pas d'éloges sur celle que l'on appelle la capitale du Mzab : sa riche histoire, qui évoque notamment la résistance, et son patrimoine culturel font la fierté de cette commune.

Ben Ahmed bénéficie de la proximité des nombreuses terres fertiles de la région, mais elle ne semble pas exploiter pleinement son potentiel agro-industriel. En effet, le taux de chômage y est très élevé et beaucoup d'emplois ne sont que saisonniers. De plus, la pauvreté progresse depuis plusieurs années, sans réelles perspectives d'amélioration. Les citoyens aimeraient que l'on soutienne davantage les porteurs de projets, pour éviter qu'ils ne partent dans les villes voisines, perçues comme plus attractives. Au-delà du secteur agricole, ils estiment que l'artisanat et le tourisme pourraient offrir de réelles opportunités.

Les participants souhaitent voir rénover les infrastructures urbaines, notamment les routes, les réseaux d'eau et d'assainissement, ou encore l'éclairage public, qui sont jugés parfois défaillants.

Les autres discussions ont principalement concerné la santé et l'éducation. Le grand centre dédié aux maladies pulmonaires n'est plus du tout à la hauteur, selon les habitants. Aujourd'hui, les établissements médicaux manquent cruellement de moyens matériels et humains. Les problèmes les plus simples et fréquents, tels que les piqûres de scorpions, ne peuvent même pas être traités localement.

Quant aux écoles, elles sont trop peu nombreuses pour la commune et doivent gérer des classes en sureffectif, ce qui nuit à l'apprentissage des élèves. De plus, le confinement a souligné le peu de moyens disponibles lorsqu'il s'agit d'enseigner à distance.

Said L. participant à l'étape de Ben Ahmed

La majorité écrasante ici ne travaille pas. Le taux de chômage atteint des chiffres incroyables. C'est ce qui démoralise les habitants de Ben Ahmed. Beaucoup ont décroché des diplômes mais ne trouvent pas de travail et en chercher dans une autre ville n'est pas facile pour tout le monde. Pour aller en chercher à Casablanca, Berrechid ou Khouribga il faut avoir de quoi payer le transport. Les multiples aller-retours pour déposer les CV et passer les entretiens ne sont pas à la portée de tout le monde. Nous avons besoin d'un quartier industriel qui arrangerait beaucoup de choses. Pour moi, c'est ça la priorité.

Bien sûr qu'il y a d'autres soucis, mais ils peuvent être réglés… Certains douars n'ont ni eau, ni électricité, pourtant ils sont considérés comme faisant partie de Ben Ahmed ! Il y aussi le besoin de rétablir les infrastructures pour certains quartiers. Mais l'emploi demeure le cœur des préoccupations. Beaucoup vont te dire qu'ils n'ont pas besoin de routes en bon état s'ils n'ont pas de quoi vivre. On veut du travail ! Avec deux usines à Ben Ahmed, des centaines de familles seraient sauvées.

En ce qui concerne la santé, nous avons un hôpital de proximité. Il est assez grand mais beaucoup de spécialités sont absentes. Le matériel aussi est quasi inexistant. Alors quand il y a une urgence, on transfère les patients directement à Settat ou Khouribga. Parfois, pour des cas assez simples qui pourraient être traités localement. Alors les gens y vont et des fois ils ne trouvent pas où passer la nuit, ils sont obligés d'enchaîner les aller-retours ou bien de dormir dans un jardin ou autre. L'autre grave problème est que les patients sont parfois obligés de payer des prestations qui ne devraient pas être payantes, ou bien on les oblige à payer avant de même d'être traités. Même une femme sur le point d'accoucher doit passer d'abord à la caisse et si elle ne le fait pas, on la laissera souffrir avec ses contractions !

Nous avons aussi besoin d'écoles supplémentaires dans certains quartiers, car trop d'enfants vont à l'école dans des classes encombrées.

Et je vais terminer par ce que j'ai dit en premier. On a d'abord besoin d'opportunités de travail !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Combler le déficit en personnel de santé et améliorer l'offre en spécialités ;**
- **Encourager et motiver le personnel soignant, améliorer le système de contrôle et de supervision et trouver des solutions opérationnelles à la problématique de retard dans l'attribution de rendez-vous ;**
- **Mettre un terme aux dysfonctionnements du service mortuaire ;**
- **Agrandir le centre d'hémodialyse et assurer la disponibilité et la gratuité du service ambulancier ;**
- **Améliorer les prestations de transport public, favoriser la concurrence et renouveler le parc de bus ;**
- **Améliorer l'infrastructure routière dans les meilleurs délais, prioritairement la route reliant Benslimane à Bouznika et suivre régulièrement l'avancement des travaux d'infrastructures ;**
- **Améliorer l'infrastructure et le réseau d'assainissement et mettre à disposition de nouvelles bennes à ordures ;**
- **Mettre en place des terrains de proximité et des maisons des jeunes, afin d'encourager les talents ;**
- **Valoriser les ressources naturelles afin de développer le tourisme et créer de l'emploi ;**
- **Créer des espaces culturels, en particulier un centre socio-culturel et fournir leur desserte par les moyens de transport urbain.**

JOUR 72 - BENSLIMANE

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

65% Actifs
20% Non actifs
8% Etudiants
4% Journaliers
3% Retraités

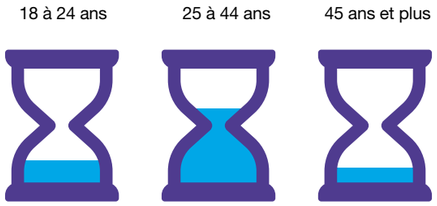
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE



21% 65% 14%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

64% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

39% L'éducation

32% L'amélioration des standards et des conditions de vie

13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 72 - BENSLIMANE

Développer le transport pour accéder aux soins et au travail

La rencontre organisée en ligne avec les habitants de Benslimane fut l'une des plus suivies de la caravane virtuelle des Indépendants. En effet, ce sont plus de 230 personnes qui se sont connectées simultanément à la plateforme, pour débattre et exposer leur vision de la commune.

Les participants ont d'abord rappelé que la ville est historiquement réputée pour son calme, son micro-climat, son air pur et sa nature environnante. Auparavant, on venait de loin pour bénéficier de ses centres de soin dédiés à la tuberculose. Hélas, aujourd'hui, tout cela semble avoir disparu et la santé est devenue le principal point faible de Benslimane. Le grand hôpital est sous-équipé et il n'y a pas assez de personnel médical pour le faire fonctionner à pleine capacité. De même, la présence d'un centre de dialyse est soulignée, mais il s'avère insuffisant et les patients doivent trouver d'autres solutions quand ils le peuvent. Par ailleurs, le manque d'ambulances publiques rend les déplacements difficiles et l'accès au soin est un problème majeur pour la population.

La deuxième thématique la plus abordée durant la réunion a été celle de l'emploi. En dépit des richesses agricoles alentour, l'activité économique est relativement pauvre et le taux de chômage dépasse les 20%. Les citoyens déplorent le faible développement industriel de la commune, qui n'attire pas assez les investisseurs. Pourtant, tous sont persuadés que l'agriculture ou le tourisme vert pourraient contribuer durablement au renouveau de la ville.

Enfin, la problématique de la mobilité a également été longuement débattue. Les participants fustigent les transports en commun, qui ne permettent pas de se déplacer au sein de Benslimane et desservent particulièrement mal les villes avoisinantes. Se rendre au travail ou à l'université implique souvent de devoir marcher plusieurs kilomètres, tant les réseaux sont insuffisants et peu organisés. Quant aux bus, de nombreuses personnes dénoncent le danger qu'ils représentent pour les passagers, mais aussi pour les autres usagers de la route.

Yassine D. participant à l'étape de Benslimane

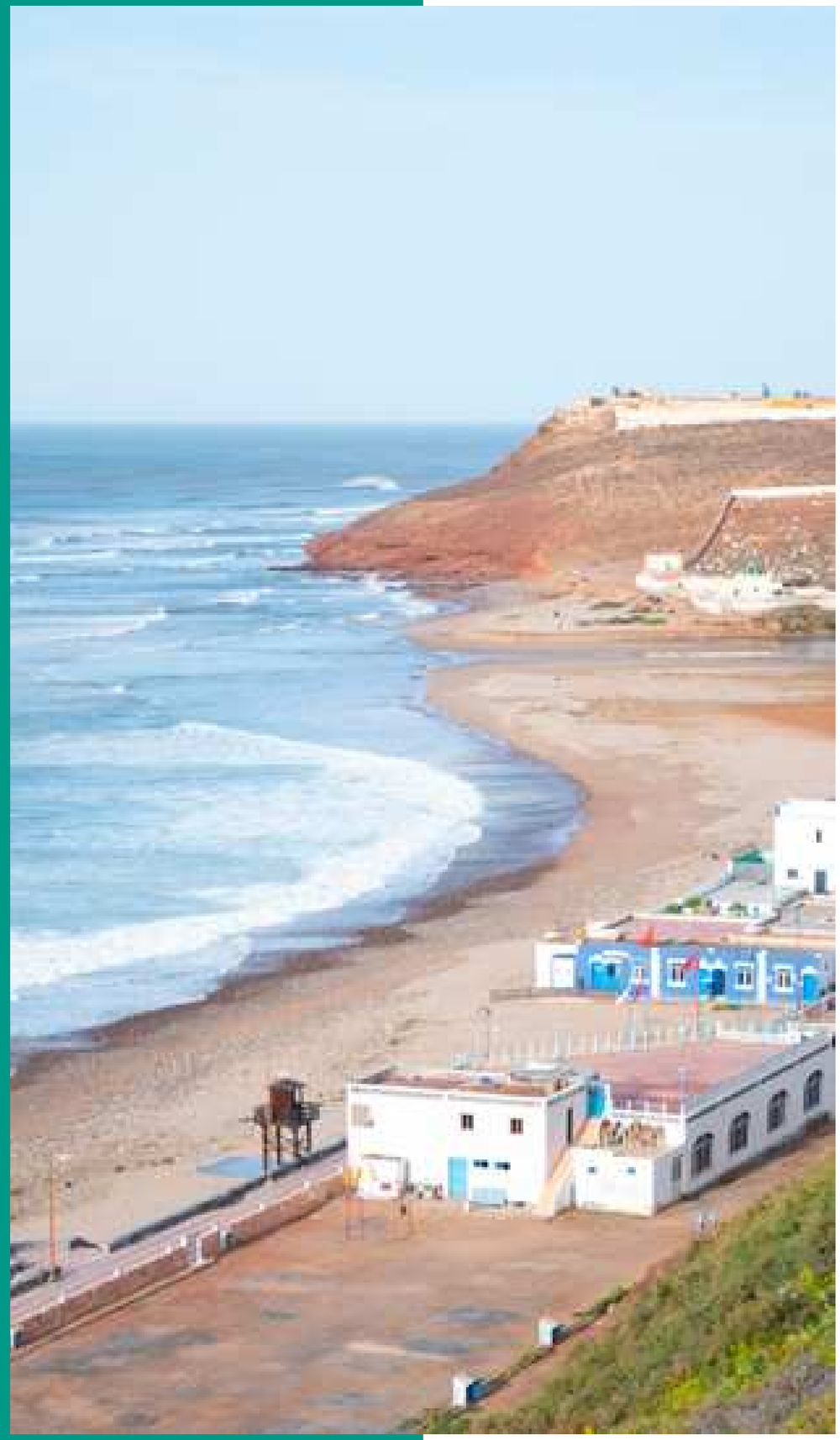
Benslimane bénéficie d'un emplacement stratégique entre la capitale administrative et la capitale économique du pays. Pour moi cette proximité est à la fois un point positif mais également négatif parce que tous les projets qui se lancent dans la région sont accaparés soit par les pôles industriels de Rabat et de Kénitra soit par la zone industrielle de Ain Sebaâ. Il y a aussi une volonté de laisser Benslimane comme une sorte de ceinture verte de cette région et lui donner un cachet touristique mais malheureusement il n'y a pas eu un travail sérieux dans ce sens. On ne peut pas considérer Benslimane comme une ville touristique alors qu'il n'y a pas un seul hôtel digne de ce nom. Alors voici l'amer constat, cette ville est marginalisée : un chômage qui explose en l'absence d'opportunités de travail, mis à part la fonction publique et un pouvoir d'achat très faible. La jeunesse est à la dérive et la consommation de drogues grimpe. Malheureusement, la croissance démographique n'est accompagnée ni par la croissance économique ni par l'aménagement urbain nécessaire. La ville continue de grandir et avec elle son lot de bidonvilles.

Le transport pose également problème. Le niveau de qualité de la société responsable a clairement baissé, les bus sont moins nombreux qu'avant, des lignes ont été suspendues et on entend à chaque fois parler d'un nouvel accident causé par un de leurs véhicules. Et puis, il faut voir l'état de ces bus, nous ici on les appelles "les boites", donc je vous laisse un peu imaginer… Chaque jour, un grand nombre d'étudiants se rendent à Mohammedia mais le bus n'a pas le droit d'accéder au centre-ville. Ils sont alors obligés de descendre au beau milieu de la route et de finir les deux kilomètres restants à pied pour arriver à l'université. Ils ont protesté, ils ont fait des grèves, mais ça n'a rien donné ! Pareil pour ceux qui vont à l'hôpital Moulay Abdellah ou ceux qui vont faire des analyses. Il ne reste alors que les taxis qui ne sont pas à la portée de tout le monde, en plus, leur tarif coûte deux fois plus cher le soir.

Pour résumer, il y a beaucoup de choses qui ne vont pas mais le citoyen aussi doit s'impliquer pour faire changer les choses, que ce soit de manière individuelle ou dans le cadre d'une institution, d'un parti, etc… Il faut cesser de tout mettre sur le dos des autres. Rien ne changera si nous ne le faisons pas nous-même et tout peut changer si nous avons la volonté qu'il faut.

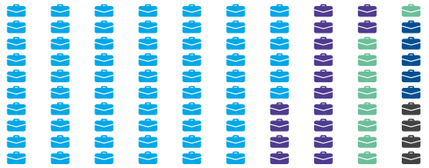
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Renforcer les effectifs en personnel de santé, dans toutes les spécialités et assurer la disponibilité d'ambulances équipées ;
- Assurer une bonne gouvernance, améliorer l'accès et l'accueil dans tous les établissements de santé ;
- Garantir le respect des rendez-vous et réduire les délais d'attente ;
- Instaurer des indemnités pour éloignement et des incitations financières au profit du personnel soignant, afin d'encourager leur installation dans la ville ;
- Ouvrir un dispensaire de santé à Tamahroucht et mettre en place un nombre suffisant de personnel médical à Tankkarfa et Ait Abdallah ;
- Mettre en place des établissements scolaires, en particulier des collèges et des écoles communales mais aussi un centre de formation professionnelle et des maisons de jeunes ;
- Réhabiliter l'école publique, soutenir les enseignants et renforcer les effectifs en personnel éducatif ;
- Améliorer et élargir le réseau de voirie le plus rapidement possible et construire une gare routière ;
- Mobiliser les terrains militaires pour attirer les investisseurs ;
- Elargir le réseau d'eau potable ;
- Créer un centre de traitement et de recyclage des déchets ;
- Soutenir le tourisme, valoriser le patrimoine historique et la diversité culturelle de la ville et encourager le tourisme écologique, récréatif et naturel ;
- Construire une salle couverte, aménager des terrains de proximité multisports dans toute la ville, soutenir les associations et mettre en œuvre les conventions sportives signées ;
- Aider et accompagner les femmes à créer des coopératives pour promouvoir les produits locaux (cactus, arganier, orfèvrerie et broderie).



PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



66% Actifs
16% Non actifs
9% Etudiants
5% Journaliers
4% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

82% Je suis d'accord

18% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 58%
45 ans et plus — 30%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

64% La santé

59% La création d'emploi, combattre le chômage

46% L'éducation

26% L'amélioration des standards et des conditions de vie

17% La culture, l'art et les sports

JOUR 73 - SIDI IFNI

Développer la culture de figues de barbarie et renforcer le tourisme

Porte atlantique du Sahara marocain, Sidi Ifni a constitué la 73e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. En raison de la pandémie de Covid-19, la rencontre s'est déroulée par visioconférence et une centaine de participants a pu discuter via la plateforme numérique des Indépendants.

La capitale historique des tribus Aït Baâmrane fait la fierté de ses habitants, même si de nombreux problèmes se posent au quotidien. Durant la réunion, il a notamment été question des infrastructures de la ville : le réseau d'eau potable et la gestion des déchets ne sont pas satisfaisants et les citoyens espèrent de prochaines améliorations. De même, ces derniers regrettent le manque d'animation des lieux culturels, le peu d'entretien des espaces verts et l'absence d'une gare routière, qui pourrait aider au développement de la commune.

Car, pour le moment, Sidi Ifni connaît une faible activité économique et les participants pensent qu'il y a de nombreuses opportunités à saisir. Tout d'abord, la ville jouit d'un climat propice à la culture du figuier de barbarie, dont les pépins sont utilisés pour plusieurs produits cosmétiques et se vendent à un prix élevé. En développant ce commerce, grâce à de meilleures techniques d'irrigation, la ville pourrait diversifier son économie, qui dépend essentiellement du port de pêche et du tourisme. Deux domaines qui pourraient également connaître des améliorations, selon les habitants, en soutenant davantage les coopératives et en proposant des services pour les touristes caravaniers et ceux attirés par les sports extrêmes, comme le surf ou le parapente.

Enfin, le sujet de la santé a été longuement débattu lors de la rencontre : l'absence d'un hôpital adapté à la taille de la ville et d'un service des urgences est notamment relevée par les citoyens. De plus, le peu d'équipements et de personnel médical dans l'hôpital de la ville contraint les patients à aller se soigner ailleurs. Or, le nombre limité d'ambulances et le coût du service ne permettent pas aux plus démunis d'en bénéficier.

Nourredine L. participant à l'étape de Sidi Ifni

Nous sommes fiers de l'histoire des tribus d'Ait Baâmrane et de nos ancêtres, membres de l'armée de libération et de lutte contre la colonisation. C'est sans doute la chose qui nous rend fiers de notre ville, bien qu'il y ait des insuffisances en termes d'infrastructures. Nous avons besoin d'un renouveau urbain ! On s'appuie encore sur ce qui est resté de l'époque du protectorat. Avant, nous avions un aéroport, des établissements scolaires de niveau, un terrain de sport. Aujourd'hui, on n'a même pas de terrain de proximité, le seul terrain dont nous disposions fût emporté par les inondations en 2014. Pour ce qui est de l'aspect culturel, nous avons une seule salle de représentation, la salle de la Marche verte, également vestige de l'époque coloniale. Hormis le festival du cinéma et de la mer, il n'y a pas vraiment d'activités durant l'année. Le parking principal à proximité de la plage doit avoir une capacité de 15 voitures maximum ! Peut-on décemment aspirer à développer le tourisme avec un parking pour 15 voitures ? Pourtant le climat est agréable et la ville paisible. Beaucoup de personnes viennent de Guelmim et d'Assa en vertu de la proximité, mais l'absence d'infrastructures conduit à une accalmie. Finalement, notre seule ressource provient de la pêche qui a connu un progrès considérable avec l'allocation d'équipements ayant beaucoup aidé les associations locales, comme par exemple les remorques bateaux. Cependant, on espère que les choses ne s'arrêteront pas en si bon chemin : agrandir le port et améliorer les standards du marché aux poissons. Le marché actuel étant vieux et petit, il manque de commerces.

Pour ce qui est de la santé, tout le Maroc souffre. Depuis la pandémie, c'est d'ailleurs le monde entier qui est en difficulté, mais Sidi Ifni manque des choses les plus simples ! Pour consulter un rhumatologue, le rendez-vous est sur quatre ou cinq mois. Il faut donc se rendre à Agadir, sur ces deniers personnels, et si tu n'en as pas, tu n'as nulle part où te soigner. La ville manque cruellement d'équipements ! Si par exemple cinq ou six femmes enceintes sont admises à l'hôpital, les suivantes n'auront plus de places.

On souhaiterait également avoir de nouveaux collèges et lycées pour venir à bout du problème d'encombrement des classes. Lorsque l'enseignant se retrouve avec 40 élèves, il en vient à se demander si c'est pour les instruire ou pour lever une armée !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Aménager une zone industrielle et valoriser les produits du terroir, à travers la mise en place d'unités de conditionnement de tomates et de coopératives de production de lait et de produits laitiers ;
- Assurer le contrôle et le respect du code du travail dans les usines, en particulier dans le secteur du textile ;
- Simplifier et faciliter les procédures en faveur des investisseurs et prévoir des avantages fiscaux pour encourager les auto-entrepreneurs et les investisseurs ;
- Encourager l'export des produits agricoles et agroalimentaires vers les pays d'Afrique ;
- Mettre en place un hôpital de proximité disposant des équipements et des ressources humaines nécessaires, en particulier en médecins spécialistes et généralistes et doté de plus d'ambulances ;
- Améliorer la qualité de service dans les établissements de santé en assurant le respect des rendez-vous, les bonnes pratiques et plus de supervision et de contrôle du personnel médical ;
- Créer un service des urgences à Sidi Bennour et agrandir le centre d'hémodialyse ;
- Renforcer les effectifs d'infirmières, en particulier les sages-femmes ;
- Subventionner l'achat et l'installation de panneaux solaires au profit des agriculteurs ;
- Embellir et donner plus de considération à l'aspect de la ville et trouver une solution à l'extension de l'habitat insalubre ;
- Relier le quartier "Al karia" au réseau d'assainissement ;
- Mettre en place des maisons de jeunes, des terrains de proximité et des espaces verts, des bibliothèques et des centres de documentation dans les écoles ;
- Construire des centres au profit des personnes en situation d'handicap et des personnes atteintes d'autisme ;
- Construire de nouvelles écoles afin de diminuer l'encombrement des classes et améliorer les conditions de travail des enseignants en équipant les écoles du matériel nécessaire.

JOUR 74 - SIDI BENNOUR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

65% Actifs
20% Non actifs
13% Etudiants
1% Journaliers
1% Retraités

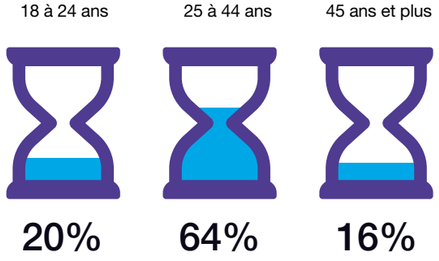
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

80% Je suis d'accord

20% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 20%
25 à 44 ans — 64%
45 ans et plus — 16%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

79% La santé

63% La création d'emploi, combattre le chômage

50% L'éducation

28% L'amélioration des standards et des conditions de vie

4% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 74 - SIDI BENNOUR

Construire une zone industrielle pour exploiter le potentiel agricole

Fin juin 2020, une réunion virtuelle a été organisée pour Sidi Bennour, 74e ville étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Elle a permis la participation de plus de 150 personnes, qui ont débattu des différents sujets de gestion publique de la commune. Parmi eux, le remplacement du grand souk hebdomadaire par un marché de bétail moderne, une première à l'échelle du territoire national, qui vise à mieux organiser la distribution, réduire l'intermédiation et garantir la qualité des produits de la région.

Située dans la plaine fertile de Doukkala, la ville et sa région excellent dans la production sucrière, grâce aux superficies de culture de la betterave à sucre et de la culture de la canne à sucre, mais aussi grâce à l'usine Cosumar, qui génère un emploi industriel très recherché. Pourtant, certains producteurs expliquent que leur activité génère peu de revenus, car ce marché est peu concurrentiel et les débouchés restreints.

Selon les participants, la construction d'une zone industrielle permettrait de créer davantage d'emplois, mais aussi de valoriser les autres produits agroalimentaires et ainsi d'augmenter le niveau de vie des petits producteurs. Il serait possible, par exemple, de créer des unités de transformation et d'emballage, ou encore décentraliser de petites coopératives de production de lait, qui sont une force de la région.

La santé constitue l'autre grand sujet abordé durant la rencontre. L'hôpital provincial de Sidi Bennour manque d'équipements et il est décrit comme un centre de transit médical plutôt qu'un réel hôpital. En effet, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer l'absence de plusieurs spécialités. Ainsi, la plupart des malades sont transférés à El Jadida, et certaines femmes accouchent parfois en route.

Enfin, les participants ont discuté du secteur de l'enseignement et des infrastructures de leur commune. D'une part, ils souhaitent la construction d'un centre de langues et de bibliothèques publiques, mais aussi l'amélioration des conditions de travail des enseignants. D'autre part, l'apparence de la ville est décrite comme peu flatteuse : un point important pour les citoyens, qui souhaitent une progression à ce niveau, ainsi qu'une meilleure gestion des déchets et la rénovation des infrastructures routières.

Aziz K. participant à l'étape de Sidi Bennour

Il faut savoir qu'il n'y a pas de vrais boulots ici. Il n'y a pas de quartier industriel. Les jeunes chôment. Il faut vraiment plus de considération envers cette tranche de la population. Ici à Sidi Bennour, il n'y a pas d'organismes dédiés à l'accompagnement et l'orientation des jeunes. Il faut une maison des jeunes active. Nous en avons une mais ce qu'elle fait est insuffisant. Ça fait des années que nous sommes en attente d'une école supérieure de technologie, chaque année on nous promet qu'elle va ouvrir mais nous n'avons encore rien vu ! En ce qui concerne l'enseignement, je voudrais signaler que le programme Tayssir est insuffisant. Il faut augmenter les montants si on aspire vraiment à venir en aide aux ménages concernés, et augmenter le nombre de familles bénéficiaires.

A côté de ça, il y a deux autres secteurs qui sont dans un état catastrophique, c'est la santé et le transport. Le centre de dialyse ne répond pas aux besoins de la ville et à l'hôpital pour le moindre petit truc, même une blessure au doigt, ils transfèrent le cas à El Jadida. On dirait une administration chargée d'orienter les citoyens ailleurs. Des fois ils vont dire que le scanner ne marche pas, des fois que le cas n'est pas si grave que ça, bref à chaque fois une excuse, pareil pour la maternité. Des femmes peuvent arriver à l'hôpital, pliées de douleur, elles ne trouveront personne pour les faire accoucher.

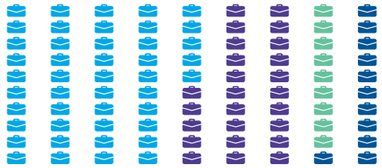
Pour ce qui est du transport, le trajet d'une dizaine de kilomètres qui sépare Sidi Bennour de Wlad Touira, Mouarid ou Mesnaoua coûte maintenant plus du double du tarif ancien, depuis qu'il y a les nouveaux taxis. En plus, ils prennent parfois jusqu'à dix personnes avec ces véhicules-là. Nous avons besoin de bus, pour la sécurité et le confort des citoyens. Et pour leur budget !

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Renforcer les effectifs en personnel soignant et les équipements de l'hôpital régional, dans toutes les spécialités, en particulier dans les services des urgences et de réanimation ;
- Mettre en place un centre d'oncologie afin de traiter les patients atteints de cancers ;
- Activer les compensations d'éloignement au profit du personnel médical, afin d'encourager leur installation dans la ville sur le long terme ;
- Mettre en place des écoles communales et rajouter une filière mathématiques (maths-sup, maths-spé) en classes préparatoires ;
- Résoudre les problèmes de l'enseignement privé et garantir les droits des employés de ce secteur ;
- Créer un centre de formation professionnelle disposant de nouvelles filières telles que le diagnostic automobile, les énergies renouvelables, le génie civil et le bâtiment ;
- Créer une université indépendante avec de multiples spécialisations adaptée à la population ;
- Mobiliser du foncier pour créer la futur cité des métiers et des compétences de Guelmim ;
- Prendre soin des oasis, les réhabiliter, augmenter leur productivité et mieux valoriser les produits locaux (arganiers, cactus et palmiers) en facilitant leur commercialisation. Redoubler d'efforts pour lutter contre l'insecte cochenille menaçant les cactus ;
- Requalifier les terres collectives à travers des plans de développement agricole et poursuivre l'accompagnement des coopératives agricoles dans leur développement ;
- Prévoir des "delivery unit" qui assurent l'accompagnement dans la mise en oeuvre des projets de développement intégrés ;
- Veiller à ce que la gestion des centres de formation professionnelle par alternance associe les chambres d'artisanat ;
- Encourager le tourisme culturel, écologique, récréatif et naturel. Mettre en oeuvre le projet de station touristique de la plage blanche ;
- Mettre en place une ligne aérienne entre Guelmim et les capitales européennes ;
- Activer le guichet unique au sein du centre régional d'investissement afin de simplifier les démarches administratives de création d'entreprises. Créer des structures d'accueil spécifiques pour attirer les investissements (zones industrielles et logistiques) ;
- Exploiter le barrage de Fasak pour développer le secteur agricole dans la région et créer des opportunités d'emploi dans ce secteur ;
- Encourager les promoteurs immobiliers à lancer des projets d'habitats sociaux et assurer l'emploi de jeunes dans ces projets.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



45% Actifs
25% Non actifs
9% Etudiants
20% Journaliers
1% Retraités

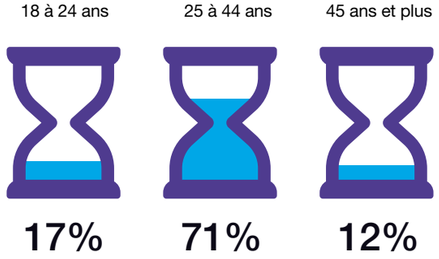
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

91% Je suis d'accord

9% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 71%
45 ans et plus — 12%

NIVEAU D'ÉDUCATION

95% Scolarisé

5% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

63% La santé

53% La création d'emploi, combattre le chômage

37% L'éducation

31% L'amélioration des standards et des conditions de vie

6% L'accès au logement

JOUR 75 - GUELMIM

Lutter contre le chômage en soutenant le développement économique.

Cap sur le sud pour la 75e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, avec une rencontre virtuelle, qui a été organisée par les Indépendants, en présence de 64 habitants de Guelmim. Autrefois important carrefour commercial, entre les nomades et les tribus sédentaires, sur la route de Tombouctou, la ville est toujours réputée pour les dromadaires vendus à "Amhayrich", le plus grand marché de camélidés du Maroc. Les participants sont fiers de cette histoire et de leur belle région, entre plages, montagnes et désert.

Ces atouts pourraient servir le tourisme local, mais, selon eux, les investissements manquent et la commune souffre sur le plan économique. Le chômage est en effet très important, figurant parmi les taux les plus élevés du pays, et la pauvreté ne cesse de croître. Afin de pallier ces difficultés, ils recommandent de diversifier l'économie et d'améliorer les infrastructures urbaines : les routes, l'eau et l'assainissement sont ainsi cités comme principales priorités.

Des efforts sont également attendus au niveau de la santé. Ce domaine préoccupe particulièrement les participants, car l'hôpital régional est sous-équipé et manque de personnel médical. Beaucoup d'habitants sont contraints de se déplacer à Agadir ou Marrakech, en l'absence d'un centre de dialyse par exemple. Même constat pour les femmes enceintes, qui ne peuvent pas toujours accoucher à Guelmim dans de bonnes conditions.

Autre priorité, l'éducation inquiète bien des citoyens : l'absence de transports scolaires et de moyens suffisants dans les écoles nuit au cursus des élèves et les pousse parfois vers de mauvaises fréquentations. D'autre part, les jeunes ne trouvent pas toujours de formations universitaires accessibles et se retrouvent sans projet, en proie à la délinquance.

EL Bachir A. participant à l'étape de Guelmim

Guelmim est le chef-lieu de la région Guelmim Oued Noun mais ne dispose ni d'un hôpital régional digne de ce nom ni d'une vraie annexe universitaire. L'annexe actuelle relève de l'université Ibn Zohr mais elle reste insuffisante. Nous n'avons pas non plus de centre oncologique. Le diagnostic se fait ici mais pour le suivi et la chimiothérapie, il faut aller à Agadir à 200 km de distance. Ce problème ne concerne évidemment pas que notre ville, parce que Guelmim est la porte du Sahara, alors toutes les régions voisines souffrent de ce manque. Même pour faire un scanner dans un cabinet privé, il faut aller à Agadir. Je pense que le secteur de la santé peut être un secteur d'investissement et si on le développe ça peut à la fois créer des emplois et aussi soulager la souffrance des gens.

Nous n'avons pas de zones industrielles, commerciales ou logistiques, alors soit on est dans la fonction publique soit on vit de petits commerces. La région a du potentiel mais qui n'est malheureusement pas exploité. Regardez la plage blanche, elle peut devenir un vrai site touristique aux standards internationaux. Cela peut faire bouger toute la région, assurer un revenu pour beaucoup de gens et la commune en bénéficiera évidemment à travers les taxes. Malheureusement, sur cette plage il n'y a aucune structure d'accueil. Les gens qui y vont sont obligés d'emmener leur tente, de l'eau, même les toilettes n'y sont pas… Pourtant le paysage est paradisiaque et on peut en profiter toute l'année. Nous avons également des sites historiques et des oasis comme celle de Tighmert, Aday, Taghjijt mais ces lieux ne sont pas mis en valeur par des agences de voyage ou des campagnes publicitaires avec des circuits qui regroupent tous les centres d'intérêt à visiter ici. En trois jours ici, le touriste peut aller à la mer, visiter des oasis et aller au désert… Il ne pourra trouver ça nulle part ailleurs ! L'activité agricole a aussi besoin de promotion et de soutien à la commercialisation, aussi bien au niveau national qu'à l'international. Toutefois, nous avons toujours des problèmes de manque d'eau. Un barrage est en construction mais nous ne savons pas encore quand il sera opérationnel.

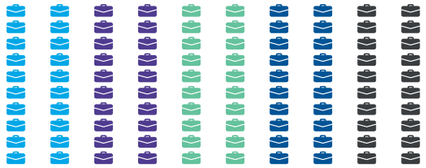
Le dernier point que je souhaite évoquer concerne les concours de la fonction publique. Il faut que les candidats soient issus de la région d'affectation parce qu'on tombe souvent sur des cas de médecins qui sont affectés ici puis au bout d'une année ils essayent de partir, surtout les médecins spécialistes. Il faut donc remédier à ce phénomène.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Donner de l'importance au tourisme en tant que secteur potentiellement pourvoyeur en emplois, eu égard aux atouts considérables de la région ;**
- **Encourager l'économie sociale et solidaire ;**
- **Construire des barrages afin de relancer le secteur agricole et créer des opportunités d'emplois ;**
- **Accélérer le projet de construction de l'hôpital, motiver et encourager les médecins pour qu'ils s'installent de manière permanente dans la ville ;**
- **Renforcer le réseau électrique de la ville ;**
- **Aménager des terrains de proximité et encourager la pratique sportive dans la ville.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



48% Actifs
35% Non actifs
4% Etudiants
10% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

92% Je suis d'accord

8% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 78%
45 ans et plus — 10%

NIVEAU D'ÉDUCATION

94% Scolarisé

6% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

58% La santé

50% La création d'emploi, combattre le chômage

39% L'amélioration des standards et des conditions de vie

25% L'éducation

5% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 76 - ASSA

Améliorer le réseau électrique et attirer des médecins

Une quarantaine d'habitants d'Assa ont participé à la 76e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours en se connectant à la visioconférence organisée par les Indépendants, début juillet 2020. Le patrimoine historique apparaît comme la grande fierté de cette ville, avec la zaouïa soufie Al Mourabitine datant du XIe siècle. De même, le Mouggar, moussem où se rassemblent les tribus nomades de la région de Tan-Tan, est classé au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO et contribue à la renommée d'Assa.

Sur le plan touristique, la commune peut également compter sur la proximité de sites préhistoriques et les paysages du désert ; mais ses atouts sont peu exploités et les participants regrettent le manque de projets dans ce domaine. En effet, la situation économique de la ville est précaire et le taux de chômage relativement élevé, notamment chez les jeunes diplômés, qui doivent souvent quitter la région pour travailler.

Par ailleurs, les citoyens déplorent les défaillances du réseau électrique, avec de nombreuses coupures en été. De plus, l'insuffisance d'espaces verts et de jardins est citée comme un point faible de la commune.

Enfin, le thème de la santé est revenu très souvent durant le débat. La population est inquiète, car l'hôpital manque cruellement de médecins. En effet, la ville est isolée et rares sont les professionnels qui acceptent de s'y installer.

El Ouafi S. participant à l'étape d'Assa

Nous vivons dans une petite ville quasiment frontalière avec un climat désertique. Les températures ici grimpent parfois jusqu'à frôler les 50 degrés et malheureusement les infrastructures sont insuffisantes. Nous n'avons même pas de jardin avec des arbres sous lesquels on pourrait avoir un peu d'ombre. Et puis en été, quand tout le monde utilise les climatiseurs, il y a beaucoup de coupures d'électricité et il est donc difficile de se rafraîchir.

Les gens ont du mal à s'installer définitivement à Assa, parce que d'un autre côté il n'y a pas d'usines ou de sociétés ici. Le chômage fait des ravages. Les jeunes partent étudier et décrochent des licences puis reviennent ici pour rester à la maison. Des fois, même avec des masters et des doctorats, ils n'arrivent pas à en tirer profit ici.

Nous avions la culture des dattes mais malheureusement l'oasis a séché et un incendie l'a quasiment achevée par la suite. Aujourd'hui il n'y a pas une activité économique qui fait vraiment bouger la ville ou qui crée des opportunités de travail. Une dynamique de projets d'économie solidaire avait vu le jour mais malheureusement, la majorité d'entre eux ne sont pas pérennes. Beaucoup ont ouvert des cafés, mais la ville est déjà pleine de cafés qui ont déjà du mal à fonctionner.

Il aurait été intéressant de lancer des projets d'unités hôtelières mobiles, comme les bivouacs. Sur le plan touristique je pense qu'il y a beaucoup à faire, et beaucoup de choses à voir ici à Assa et dans les zones voisines, mais leur promotion est insuffisante. Nous avons des dunes de sable, des monuments historiques et beaucoup d'autres sites inexploités.

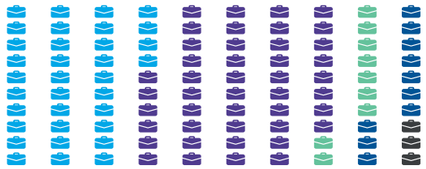
Comme je l'ai dit, les gens ont du mal à s'installer définitivement et cela affecte aussi le secteur de la santé. Nous avons un hôpital correct mais le personnel médical est insuffisant. Et même ceux qui sont là ne le sont pas à plein temps. Beaucoup d'entre eux sont autorisés à travailler deux semaines et à partir le reste du mois. On peut donc imaginer les conséquences que cela peut avoir sur un secteur aussi délicat.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Prévoir davantage de dispensaires de proximité, mettre à disposition le matériel et les effectifs de santé nécessaires. Adopter la médecine de famille dans ces établissements ;
- Revoir la procédure d'admission dans le service des urgences qui a besoin de plus de personnel qualifié ;
- Mettre à disposition les médicaments nécessaires dans les différents établissements de santé afin de permettre aux patients démunis d'avoir accès aux traitements onéreux surtout pour les maladies chroniques ;
- Assurer la bonne gouvernance dans la santé, réduire les délais d'attente, améliorer la prise en charge des patients et les conditions de travail et de rémunération des personnels soignants ;
- Structurer le secteur informel afin de permettre l'accès à la sécurité sociale à ces travailleurs ;
- Subventionner l'éducation préscolaire et mettre en place plus de crèches et jardins d'enfants publics respectant les normes sanitaires et pédagogiques ;
- Renforcer le rôle de l'ANAPEC afin de faciliter l'intégration professionnelle des jeunes ;
- Soutenir l'auto-emploi des jeunes, ainsi que les coopératives ou les projets d'économie sociale et solidaire ;
- Aider les centres de formation professionnelle à diversifier leur offre pour qu'elles soient en adéquation avec les demandes du marché du travail.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



76% Actifs
10% Non actifs
8% Etudiants
3% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

41% Je suis d'accord

59% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 10%
25 à 44 ans — 57%
45 ans et plus — 33%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé
0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

56% La santé
45% L'éducation
43% La création d'emploi, combattre le chômage
30% L'amélioration des standards et des conditions de vie
22% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 77 - RABAT

Dynamiser la capitale et améliorer l'enseignement

Organisée à distance durant le mois de juillet 2020, la rencontre avec les habitants de Rabat a évidemment constitué une étape spéciale pour l'initiative 100 Villes, 100 Jours. La capitale du Royaume, qui concentre l'essentiel des administrations du pays, n'en reste pas moins une ville qui fait face à des défis économiques et sociaux. Ainsi, les 222 participants, s'ils n'ont pas manqué de souligner les bonnes infrastructures de la commune, ont recensé plusieurs problématiques subies par les habitants.

Malgré son statut de capitale administrative, Rabat ne bénéficie pas d'une activité économique florissante et son taux de chômage reste relativement préoccupant. Les disparités entre les quartiers sont importantes et certains, comme Yacoub El Mansour, se sentent particulièrement marginalisés. De plus, le coût de la vie est jugé élevé par les citoyens, qui ont parfois du mal à se loger et à gérer leur pouvoir d'achat.

Tous sont très fiers de leur ville et de son formidable patrimoine historique et culturel. Vivre à Rabat est agréable et chacun aimerait que la commune attire plus d'entreprises, notamment dans le secteur touristique, qui pourrait être bien mieux exploité. De même, un soutien aux jeunes porteurs de projets et une simplification des démarches administratives permettraient sans doute de dynamiser la capitale.

En ce qui concerne les domaines de la santé et de l'éducation, les Rbatis semblent confrontés à des faiblesses similaires à celles recensées dans d'autres villes. Les hôpitaux manquent de moyens et des dysfonctionnements sont enregistrés, remettant en cause le principe de l'égalité des chances dans l'accès aux soins. Une situation particulièrement difficile pour les plus démunis qui, en dépit du Ramed, disent être souvent mal accueillis.

Quant aux écoles publiques, leur défaillance a été très visible durant le confinement et la digitalisation des cours. Selon les participants, l'enseignement privé est la seule solution fiable, mais son coût dissuade bien des familles. Ce secteur constitue donc également l'une des priorités pour l'avenir de Rabat.

Fatima L. participante à l'étape de Rabat

J'ai envie de parler de plusieurs points qui touchent à la santé. Déjà, il y a la prédominance du secteur privé à Rabat et qui attire de plus en plus de médecins aux dépens du secteur public et je pense qu'il est nécessaire de réglementer tout ça. Ensuite, les médecins spécialistes sont absents des dispensaires. Une femme enceinte ou un diabétique n'y trouvent donc pas leurs spécialistes. Je me dis que ce serait bien d'avoir un système de rotation des spécialistes et que chacun d'entre eux puisse assurer une présence d'un jour par semaine dans chaque dispensaire. Il y a aussi le problème de l'hôpital Ibn Sina dont l'infrastructure est dans un état déplorable. En tant que professeur à la faculté de médecine et de pharmacie je vois dans quelles conditions les médecins font leurs études. Je peux vous dire que beaucoup d'entre eux sont très compétents mais ne trouvent pas l'infrastructure et le matériel nécessaire pour mettre à profit leur savoir. Même l'hygiène est catastrophique et les ambulances sont insuffisantes ! Et là on parle tout de même de la capitale du pays ! D'un autre côté, l'une des grandes priorités aussi est d'élargir la couverture médicale à ceux qui travaillent dans l'informel.

En ce qui concerne l'éducation, je trouve que c'est une bonne idée d'avoir eu recours à de nouveaux enseignants. Les problèmes des enseignants contractuels peuvent être réglés, le plus important est d'assurer une formation continue à ces gens, surtout en termes de pédagogie d'enseignement, avec des cycles de formation pendant les vacances scolaires pour essayer de relever le niveau. Il est évident que le niveau de l'école publique a clairement baissé par rapport à avant. Regardez, par exemple : tous les hauts cadres du pays sont issus de l'école publique. Par ailleurs, je veux souligner que les personnes actives se retrouvent dans l'obligation de payer une maternelle pour leurs enfants. Pourquoi on ne met pas en place un système d'enseignement préscolaire public, avec des standards corrects ne serait-ce qu'à partir de l'âge de quatre ans. On peut même prévoir une initiation aux langues étrangères dès cet âge.

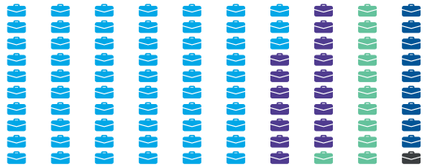
Pour être tout à fait honnête, il faut reconnaître que le visage de la ville a changé grâce aux différents projets : tramway, marina de Bouregreg, Grand Théâtre, etc. Beaucoup de choses ont été réalisées en termes d'infrastructures, mais on continue à espérer un effort supplémentaire en termes de gestion des déchets et de transport. Particulièrement les autobus qui restent toujours encombrés et qui ne couvrent pas encore certains axes.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Protéger la nappe phréatique en luttant contre la pollution de l'eau et en encadrant le forage de puits ;
- Construire une station de dessalement d'eau de mer pour mettre un terme aux coupures d'eau potable, notamment pendant l'été ;
- Accélérer la mise en place du programme de préservation foncière ;
- Faire bénéficier la ville de Tan-Tan des programmes de l'Etat en terme de logements sociaux et encourager les promoteurs immobiliers à investir dans ce domaine, en garantissant la transparence des marchés publics ;
- Aider les projets portés par les pêcheurs en subventionnant les coopératives et les associations ;
- Encourager le tourisme culturel, écologique, récréatif et naturel et valoriser les paysages montagneux, désertiques et le patrimoine historique, notamment les gravures rupestres. Donner vie au projet de station touristique "Orascom" ;
- Valoriser les produits locaux (cactus, acacia) et faciliter la commercialisation des produits transformés en encourageant les coopératives, notamment les coopératives féminines ;
- Créer une direction provinciale pour la promotion des affaires culturelles et artistiques à Tan-Tan, un institut de documentation et de préservation du patrimoine naturel. Créer un centre cinématographique pour l'aide à la production de films ;
- Pérenniser le festival de Tan-Tan et en faire une locomotive pour le développement afin d'attirer les investissements dans les secteurs culturel et touristique ;
- Mettre en place de nouvelles unités industrielles dans la ville et à El Ouatia, valoriser les produits de la mer tout en respectant l'environnement et les richesses halieutiques ;
- Poursuivre la réhabilitation, agrandir et augmenter la capacité de l'hôpital provincial de Tan-Tan ;
- Accélérer le projet de construction d'hôpital régional afin de diminuer la pression sur l'hôpital provincial ;
- Créer des centres d'oncologie, pour traiter les patients atteints de cancers ;
- Assurer la prise en charge de la tuberculose, mais aussi des maladies psychiatriques ;
- Activer l'octroi des compensations pour les zones reculées au profit des médecins et personnel médical afin d'encourager leur installation dans la ville, en assurant des avantages provenant du ministère de tutelle, de la région ou d'autres administrations territoriales ;
- Construire et agrandir le centre provincial de formation professionnelle, augmenter le nombre d'étudiants et créer de nouvelles filières et spécialisations telles que les énergies renouvelables, le génie civil, la construction et l'industrie ;
- Agrandir l'annexe universitaire d'El Ouatia, mettre en place un lycée professionnel, des classes préparatoires puis encourager la recherche en construisant des bibliothèques communales et des centres de recherche et d'études dans plusieurs spécialités et sciences ;
- Mettre en place des lignes aériennes et maritimes entre les Îles Canaries et Tan-Tan ;
- Agrandir la gare routière et améliorer les conditions des chauffeurs professionnels dans les secteurs du transport ;
- Créer un centre de contrôle technique à El Ouatia.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



63% Actifs
16% Non actifs
11% Etudiants
9% Journaliers
1% Retraités

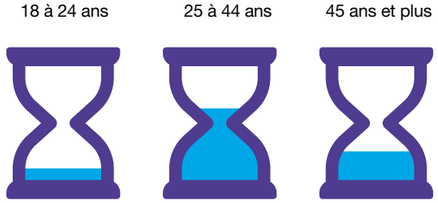
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

92% Je suis d'accord

8% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 11%
25 à 44 ans — 63%
45 ans et plus — 26%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

72% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

36% L'amélioration des standards et des conditions de vie

29% L'éducation

6% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 78 - TAN-TAN

Diversifier l'activité économique

Mi-juillet 2020, 71 habitants de Tan-Tan se sont connectés à la plateforme numérique de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, dans le cadre de sa 78e étape. Ils ont pu échanger avec des responsables politiques des Indépendants pour évoquer leur vie quotidienne et les perspectives de la commune.

Tous les participants sont fiers de présenter leur célèbre moussem, qui réunit chaque année plus d'une trentaine de tribus nomades du Sahara. Témoignage des cultures orales et artistiques sahraouies, il est inscrit par l'UNESCO sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité depuis 2008.

En plus de cet évènement, les citoyens aimeraient que la ville développe l'écotourisme pour augmenter son activité économique, tournée essentiellement vers la pêche jusqu'à présent. Le port, situé à quelques kilomètres, est en effet considéré comme l'un des plus importants du pays et contribue largement au développement socio-économique de la région. D'autre part, des habitants recommandent aussi d'encourager la culture du cactus, en soutenant les coopératives, pour diversifier les ressources de Tan-Tan.

Par ailleurs, la rencontre a également porté sur le secteur de la santé et ses nombreuses faiblesses. L'hôpital Hassan II manque d'équipements et les participants évoquent des traitements préférentiels, ainsi que le mauvais accueil des patients, pour souligner les problèmes locaux. Selon eux, les faibles infrastructures de la commune n'incitent pas les médecins à venir s'y installer.

Enfin, le secteur de l'éducation semble être dans le même cas. Les enseignants n'ont pas de bonnes conditions de travail et les écoles sont très encombrées, ce qui provoque beaucoup d'abandons chez les élèves.

Mustapha B. participant à l'étape de Tan-Tan

La ville est petite et donc même un petit effort de rénovation et de développement serait visible. Malheureusement on ne voit rien ! A la place d'un travail de fond, on se contente de colmater les brèches. Le sujet crucial ici à Tan-Tan concerne les infrastructures. Il suffit de faire un petit tour pour constater à quel point les routes sont dégradées. Nous avons aussi un vrai problème de gestion des eaux usées et de gestion des déchets, et ce depuis des années. Je ne sais pas pourquoi on n'arrive pas à le résoudre. En plus de ça nous subissons des coupures d'eau potable de manière récurrente. Croyez-moi, dans certains quartiers ça peut durer deux jours ! Les habitants concernés ont organisé des manifestations dans ce sens mais jusque-là rien n'a été fait.

Nous avons également de gros soucis au niveau de l'enregistrement des titres fonciers, et ceci représente une contrainte majeure pour tout type d'investissement. Même pour un crédit immobilier, la première chose que demande une banque, c'est le titre foncier. Sans cela, il n'y a ni confiance, ni stabilité. On ne peut pas dépenser des millions pour monter une usine, et prendre le risque que quelqu'un sorte de nulle part et dise que le terrain lui appartient. Par conséquent, il n'y a pas d'investissement et donc pas de véritable activité économique. A Tan-Tan, il y a deux usines et le reste c'est de l'informel. Et donc le pouvoir d'achat reste faible.

La ville bouge un peu l'été, notamment du côté de la plage d'El Ouatia mais on ne peut pas dire que Tan-Tan est une ville touristique. C'est dommage parce qu'il y a des sites très intéressants dans la région. Juste à côté, nous avons Oued Chbika, l'Oasis Ben Madkour, l'embouchure de Oued Drâa, mais tous ces endroits ne sont pas valorisés. Un projet avait commencé à Oued Chbika mais il s'est arrêté subitement. Sur le plan culturel, à part le Moussem organisé par Almouggar, il n'y a rien à signaler.

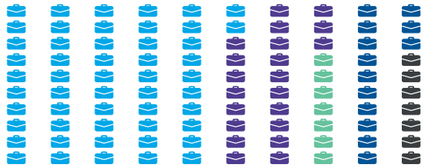
Pour finir, le secteur de la santé est dans un état catastrophique. Rares sont les opérations chirurgicales qui sont réalisées ici. Les patients sont à chaque fois orientés vers Guelmim ou Agadir. Les spécialistes sont rares et les rendez-vous sont trop éloignés, car il n'y a ni médecins, ni matériel, et donc la survie des patients reste entre les mains de Dieu.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Mettre en place un hôpital disposant de spécialités, de personnel médical et un centre d'hémodialyse, afin d'améliorer la condition sanitaire au profit des habitants de Had Soualem ;
- Construire des dispensaires de proximité en adéquation avec le développement démographique et urbain rapide que connaît la commune ;
- Mettre à disposition des ambulances, afin d'assurer le transport des malades à l'hôpital local mais aussi pour transférer les cas urgents aux hôpitaux provinciaux ;
- Mettre en place un service de maternité disposant des équipements et d'un personnel qualifié et suffisant, afin de limiter les difficultés rencontrées par les femmes enceintes ;
- Encourager l'investissement dans le secteur industriel avec l'obligation de prioriser les jeunes de la région. Mettre en place de nouveaux centres de formation professionnelle délivrant des formations diverses et en particulier le secteur de l'industrie et la construction ;
- Encourager les femmes à la création de coopératives en particulier dans les secteurs de l'agriculture et les produits du terroir ;
- Réhabiliter l'infrastructure des institutions éducatives afin qu'elles soient propices à l'épanouissement des élèves ;
- Généraliser le préscolaire et rendre obligatoire la scolarité au moins jusqu'à l'âge de 15 ans. S'ouvrir davantage sur l'enseignement des langues étrangères ;
- Généraliser la bourse pour les étudiants dans le supérieur ;
- Prendre en considération l'aspect de la ville et créer des espaces verts et de loisirs. Lutter contre la pollution et mettre la propreté au coeur des priorités ;
- Structurer l'activité des marchands ambulants en mettant à leur disposition un marché ;
- Créer des centres de protection de l'enfance et au profit des personnes marginalisées ;
- Améliorer le réseau d'assainissement dans certains quartiers périphériques

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



52% Actifs
21% Non actifs
7% Etudiants
13% Journaliers
7% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 27%
25 à 44 ans — 59%
45 ans et plus — 14%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

66% La santé

40% L'éducation

39% La création d'emploi, combattre le chômage

23% L'amélioration des standards et des conditions de vie

15% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 79 - HAD SOUALEM

Améliorer le secteur de la santé et lutter contre la pollution

C'est en plein mois de juillet 2020 que la caravane des Indépendants est venue virtuellement à la rencontre des habitants de Had Soualem. La réunion en ligne s'est tenue dans une ambiance positive et 141 participants ont pu s'exprimer sur leur quotidien. La ville est réputée pour son marché hebdomadaire, où sont échangés les produits agricoles de la région, mais aussi pour son festival de fantasia. En revanche, les citoyens regrettent que l'histoire de Had Soualem soit peu valorisée et se perde peu à peu.

Durant les discussions, le secteur de la santé a été la principale problématique abordée : la commune dispose d'un seul centre hospitalier, qui est dépourvu d'équipements et manque de personnel médical. Les habitants ont également évoqué des difficultés de prise en charge pour les femmes enceintes, qui sont dans l'obligation de se déplacer à Dar Bouazza pour accoucher et recevoir des soins. C'est aussi le cas pour les personnes qui ont besoin d'un centre de dialyse par exemple.

Par ailleurs, la question de l'environnement a été largement débattue, avec notamment la pollution causée par l'usine d'asphalte. Les répercussions sur la santé des habitants inquiètent. En outre, les citoyens souhaiteraient plus de parcs et d'espaces pour le divertissement et l'épanouissement des enfants principalement.

Au niveau économique, la présence d'un grand quartier industriel offre des opportunités d'emplois, mais ce n'est pas suffisant. Le taux de chômage à Had Soualem reste élevé et les jeunes se retrouvent souvent dans l'obligation d'aller chercher du travail à Casablanca ou à El Jadida. Enfin, les participants ont également dénoncé la marginalisation des écoles publiques et la prédominance du secteur privé, qui sont des freins à la scolarisation de tous.

Brahim L. participant à l'étape de Had Soualem

Personnellement, je pense que la principale chose qui manque à Had Soualem c'est un bon hôpital. C'est prioritaire ! Had Soualem s'est agrandie et on n'y trouve qu'un seul hôpital. C'est surréaliste ! On ne dénombre plus les cas d'urgence où l'on se retrouve contraint d'aller jusqu'à Morizgo (ndlr: le CHU Ibn Rochd) à Casa ! Quand bien même on se rend dans un hôpital public, la consultation n'est jamais gratuite et on doit payer pour beaucoup de petites choses. Pourtant, certains d'entre nous n'ont même pas de quoi s'acheter une aiguille ! Sans parler du fait que si par malheur vous venez l'après-midi, il y a très peu de chances que vous trouviez un médecin. Arrivé à l'hôpital, le premier interlocuteur, l'agent de sécurité, vous annonce qu'il y a 35 personnes qui attendent et que l'accès à l'hôpital vous est donc refusé. Que doit faire le cas d'urgence alors ? Je pense qu'il est impératif d'augmenter l'effectif des médecins et des infirmiers dans les plus brefs délais, de renforcer le contrôle dans le secteur de la santé et d'améliorer les conditions d'accueil.

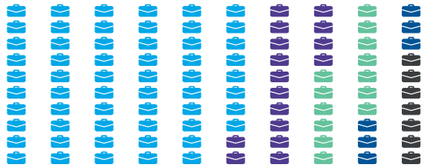
Le secteur du transport aussi connaît des difficultés mais pas autant que la santé. Lorsque celle-ci est couverte, le reste ne semble pas très difficile à surmonter, que ce soit le transport ou autre chose. L'être humain est capable de résilience et de trouver des solutions. Cependant, lorsqu'il tombe malade, il n'y a pas vraiment de solutions individuelles ! Nous rencontrons aussi des problèmes dans le secteur de l'éducation et de l'emploi. Mais je pense que pour l'éducation, lorsqu'on veut vraiment étudier, malgré les circonstances difficiles, on finit par y arriver. Le chômage existe, mais là encore si l'on veut vraiment travailler et s'émanciper on se met sur pied et on bouge pour arriver à ce qu'on souhaite.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Agrandir le service des urgences de l'hôpital local et construire plus de dispensaires de proximité ;
- Créer des centres d'orientation professionnelle pour les jeunes et y prévoir des cycles d'acquisition des langues étrangères afin de faciliter leur accès à l'emploi ;
- Proposer plus de spécialités dans l'hôpital local et augmenter les effectifs de santé et leur offrir une rémunération motivante ;
- Réduire les délais d'attente pour les rendez-vous et consultations médicales. Assurer la bonne gouvernance et lutter contre le favoritisme et le clientélisme ;
- Faciliter les procédures liées à l'investissement en proposant des crédits d'impôts au profit des auto-entrepreneurs et des investisseurs ;
- Construire de nouvelles écoles et salles de classes pour réduire l'encombrement, prendre en considération l'état déplorable des établissements et les équiper du matériel pédagogique. Augmenter le nombre d'enseignants et leur permettre d'avoir accès à des formations continues ;
- Equiper les avenues et les jardins de caméras de surveillance et améliorer l'éclairage public ;
- Améliorer le réseau de voirie et les équipements de la ville mais aussi travailler sur la création d'espaces verts et l'aspect de la ville ;
- Mettre fin à la problématique de l'habitat informel.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



58% Actifs
16% Non actifs
13% Etudiants
6% Journaliers
7% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 50%
45 ans et plus — 33%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

59% La santé

45% La lutte contre la criminalité et la violence

41% La création d'emploi, combattre le chômage

37% L'éducation

27% L'amélioration des standards et des conditions de vie

JOUR 80 - SALÉ

Sortir de l'ombre de Rabat et relancer l'économie

Souvent confinée dans l'ombre de Rabat, la ville de Salé a profité de la 80e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours pour démontrer qu'elle pouvait être beaucoup plus que cela. Ainsi, 287 habitants se sont connectés à la réunion virtuelle pour évoquer les défis de la commune et expliquer comment elle pourrait rayonner davantage.

En premier lieu, les participants déplorent le manque de considération pour leur ville, en comparaison avec Rabat, qui semble accaparer tous les investissements. Pourtant, Salé possède sa propre identité et un réel potentiel pour se développer. Riche de son histoire et de ses traditions, qui font la fierté de ses habitants, la commune se doit d'exister à côté de la capitale du Royaume.

Pour cela, elle doit soutenir son secteur économique et lutter contre la pauvreté, qui a tendance à augmenter ces dernières années. Les participants y voient le meilleur moyen de lutter contre une délinquance de plus en plus problématique dans certains quartiers. Les citoyens espèrent donc une reprise de l'activité dans les zones industrielles pour offrir du travail aux jeunes et limiter le chômage.

Ce renouveau doit également passer par une amélioration de l'enseignement public, très critiqué durant la rencontre pour son manque de moyens. Actuellement, beaucoup de parents privilégient les écoles privées ou envoient leurs enfants à Rabat quand ils le peuvent.

Même constat pour le domaine de la santé. Selon les participants, la pandémie de Covid-19 met en lumière ses immenses lacunes. Ainsi, l'hôpital de Salé est sous-équipé et son fonctionnement est entravé par certaines pratiques immorales telles que le clientélisme et le favoritisme. Des efforts sont également attendus pour faciliter l'accès aux médicaments et optimiser la prise en charge des urgences.

Said D. participant à l'étape de Salé

La priorité, c'est la jeunesse. Les jeunes de Salé manquent de beaucoup de choses, à commencer par les opportunités d'emplois. Les maisons des jeunes, quant à elles, ne sont plus ce qu'elles étaient. Dans les quartiers de Rahma, Tabriquet, Bettana, Karia et bien d'autres, elles sont synonymes de maisons fantômes. Ces espaces manquent cruellement d'encadrants éducatifs à même de les animer et de leur redonner vie, d'orienter les jeunes garçons et les jeunes filles et de les aider à libérer leurs énergies. Il n'est pas surprenant de constater la recrudescence de la consommation de drogues et l'augmentation du taux de suicide. Auparavant, nous pouvions compter sur les associations et autres partis politiques pour superviser l'encadrement dont nos jeunes ont besoin, au travers d'activités, d'ateliers et de rencontres. C'en est fini de tout cela et un grand vide s'est installé dans la ville de Salé. Même au niveau sportif, il n'y a plus rien ! Le théâtre, auparavant actif, est mort aujourd'hui. En somme, il y a un véritable manque au niveau social. Il n'y a pas de centres pour les retraités, qui se retrouvent contraints de s'asseoir sur le bord de la route car il n'y a même pas d'espaces verts. Auparavant, des cours d'alphabétisation pour les femmes étaient offerts mais plus maintenant.

D'un point de vue économique, la crise sévit de manière générale dans tout le pays en raison de la pandémie. Lorsqu'un café ferme ses portes, ce sont quatre ou cinq personnes qui se retrouvent sans emploi. Sans parler de l'éducation qui faisait déjà face à des problèmes, qui se sont aggravés avec la pandémie. Les parents d'élèves scolarisés dans les établissements privés trépignent de colère car ils paient sans savoir de quoi demain sera fait.

Enfin, pour ce qui est des infrastructures et des lieux publics, je pense que les échos liés aux problèmes rencontrés au sein de l'hôpital Moulay Abdellah ont dépassé les frontières de Salé. Le favoritisme et le clientélisme sont des passages obligés à l'hôpital. Lorsqu'on s'y rend, pas de matériel ni de médicament ! Il y a également un problème de routes. Quand il pleut à verse, c'est toute la route qui est bloquée ! Le dernier point concerne la sécurité : les autorités font leur travail, toutefois, nous espérons que soit déployé un effectif plus important à mesure que la ville grandit.

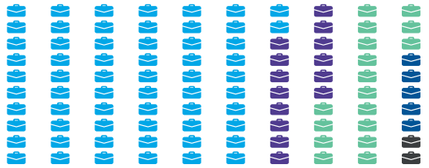
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Adopter une bonne gouvernance dans le secteur de la santé, lutter contre le clientélisme et le favoritisme, améliorer les services d'accueil et d'accès et assurer l'hygiène dans les différents centres de santé ;
- Mettre en place des dispensaires additionnels, en particulier dans la zone industrielle nord, dans les quartiers de Bachkou, Sidi Maarouf, Sidi Bernoussi, et les doter des équipements nécessaires et du personnel médical nécessaire ;
- Encourager le personnel médical à rester dans le secteur public en garantissant de bonnes conditions de travail ;
- Réduire le nombre d'élèves dans les salles de classes en construisant de nouveaux établissements scolaires (primaire, collège, lycée) puis assurer le transport scolaire ;
- Améliorer la propreté et l'esthétique de la ville puis résoudre le problème des marchands ambulants, des mendiants et des bidonvilles (en particulier le rond-point près de "Atacadao" et Ain Chock) ;
- Lutter contre l'occupation abusive de l'espace public en particulier les terrasses de cafés ;
- Lutter contre le transport informel et offrir plus de transport et de mobilité, mettre en place une ligne reliant le centre-ville au quartier Al-Rahma, une ligne reliant l'université au quartier Al-Wefaq et plus de bus vers la plage d'Ain Diab ;
- Réhabiliter l'infrastructure et le réseau de voirie et améliorer la mobilité entre le centre de Casablanca et ses quartiers excentrés ou villes satellites, par exemple : Sidi Bernoussi et Mohammedia ;
- Assurer l'éclairage public dans tous les quartiers de la ville ;
- Encourager les jeunes à la pratique du sport en construisant des terrains de proximité et des espaces verts et trouver une solution au problème de la piscine municipale de Sidi Maarouf ;
- Construire des centres culturels et des maisons de jeunes en assurant une bonne gestion et animation de ces centres.

JOUR 81 - CASABLANCA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



62% Actifs
14% Non actifs
17% Etudiants
5% Journaliers
2% Retraités

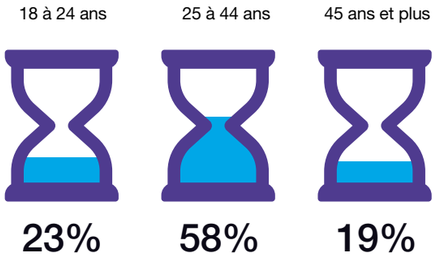
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

79% Je suis d'accord

21% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 23%
25 à 44 ans — 58%
45 ans et plus — 19%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

61% La santé

45% L'éducation

38% La création d'emploi, combattre le chômage

28% L'amélioration des standards et des conditions de vie

24% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 81 - CASABLANCA

Améliorer la mobilité et rendre la ville plus agréable

Capitale économique du Royaume, Casablanca est une ville hors-norme qui a nécessité deux visioconférences pour donner la parole à un maximum de citoyens. Ainsi, ce sont plus de 400 participants qui ont été répartis entre les deux réunions, dédiées au sud et au nord de la métropole, pour échanger avec les Indépendants fin juillet 2020.

Casablanca ne laisse personne indifférent et de nombreux sujets ont été évoqués durant ces rencontres. Certains habitants rappellent son histoire et regrettent que son patrimoine culturel ne soit pas davantage entretenu et valorisé pour devenir un atout. En revanche, tous soulignent l'évolution positive des infrastructures, même si beaucoup reste à faire. C'est notamment le cas pour la mobilité : malgré le tramway et les nouvelles trémies, la circulation dans la ville demeure infernale, surtout pour ceux qui empruntent les transports en commun.

Sur le plan économique, Casablanca est incontestablement l'endroit qui offre le plus d'opportunités au Maroc. Bien des citoyens sont arrivés ici pour travailler et accéder à un mode de vie impossible ailleurs. Pourtant, tout n'est pas parfait : la pollution atteint un niveau préoccupant depuis plusieurs années, tandis que les espaces verts sont devenus très rares.

En ce qui concerne l'emploi, la situation est difficile, avec un taux de chômage élevé, en dépit du grand nombre d'entreprises. Les participants regrettent aussi les fortes inégalités sociales, ainsi que le manque de respect du Code du travail dans certains métiers. D'autres dénoncent le secteur informel, qui perdure et freine le développement économique.

En pleine crise liée au Covid-19, le domaine de la santé a été longuement abordé par les Casablancais. Si la ville semble bien lotie par rapport au reste du pays, elle n'en est pas moins en difficulté : équipements médicaux et personnels soignants font cruellement défaut et les hôpitaux ont des capacités d'accueil trop limitées, d'après les participants. En outre, les établissements sont considérés comme souffrant de dysfonctionnements au niveau de leur gestion, et les bénéficiaires du Ramed ne sont pas toujours bien pris en charge.

Enfin, c'est le secteur de l'éducation qui a également beaucoup occupé les discussions : Casablanca dispose de nombreuses formations supérieures, mais elles ne sont pas assez en adéquation avec la demande des entreprises. Quant aux plus jeunes, leurs écoles sont souvent surpeuplées, avec 30 à 40 élèves par classe, poussant les familles à scolariser leurs enfants dans des institutions privées, parfois malgré la faiblesse de leurs moyens. Les Casablancais attendent donc des améliorations palpables dans leur quotidien.

Azeddine E. participant à l'étape de Casablanca

Les licenciés et les diplômés des centres de formations professionnelles sont nombreux mais il n'y a pas de travail, du coup il y a beaucoup de chômage. C'est d'autant plus grave que c'est à Casa, la capitale économique ! Je suis acteur associatif et ce dont je vais vous parler, je l'ai vécu et je vois les gens le vivre au quotidien.

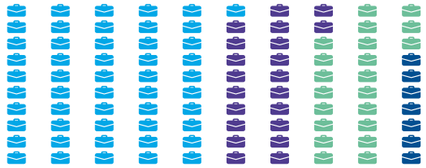
Ai-je vraiment besoin de vous décrire l'état de la santé et de l'éducation ? C'est un problème national. Une autre problématique, ce sont les dizaines de bidonvilles qui ont été déplacés sans études préalables et sans vision et programme à long terme. Cela a créé un problème social : chômage, manque d'hôpitaux et j'en passe. Ici, à "Hay Jamil" nous n'avons pas de dispensaires de santé, ce sont donc plusieurs quartiers qui se retrouvent sans centre de soin. Les malades doivent aller soit à l'hôpital Mohammed V ou au quartier Sidi Bernoussi, sans assurance de trouver un médecin. Il y a un manque important de personnel médical surtout les médecins spécialistes, et quand un rhumatologue ou un ophtalmologiste prend sa retraite, personne ne le remplace. Au moins pour l'enseignement, ils ont embauché des jeunes contractuels pour combler le manque même si ça cause d'autres problèmes, mais pour les médecins rien n'a été fait ! Et si tu es bénéficiaire du Ramed tu peux toujours attendre pour avoir un rendez-vous à l'hôpital. Il y a des personnes qui ont un cancer et on leur donne des rendez vous sur 7 mois ! Le concept du Ramed présente beaucoup d'avantages et s'il est mieux appliqué cela peut être quelque chose de formidable ! Pareil, pour le programme Tayssir, la zone où j'habite est défavorisée, beaucoup de familles ont déposé leur dossier pour y avoir droit mais seulement quelques-unes ont été prises, tout ça pour 100 dirhams ou moins par enfant scolarisé, ce n'est pas suffisant. Comme je vous l'ai dit, avec le déplacement des bidonvilles la population a augmenté et il n'y a toujours pas de collège. Même si des efforts ont été faits dans le cadre de l'INDH avec l'ouverture de centres pour la formation à la couture, la cuisine ou la coiffure, ce n'est toujours pas assez. Il faut des maisons des jeunes, et il faut surtout régler les problèmes de transport, et j'insiste sur les problèmes de santé et d'éducation qu'il faut absolument prioriser.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire un nouvel hôpital regroupant l'ensemble des spécialités et l'équiper du matériel nécessaire en particulier d'une radio, d'un IRM, construire des dispensaires de santé pour réduire la pression sur les autres établissements et éviter aux malades de devoir se rendre dans d'autres villes pour recevoir des soins ;
- Renforcer les effectifs en personnel soignant et mettre en place plus de supervision et de contrôle pour garantir le respect des horaires du travail ;
- Prévoir un parc suffisant en ambulances à mettre à la disposition des habitants de la ville ;
- Augmenter le nombre d'établissements scolaires afin de réduire l'encombrement, les équiper du matériel pédagogique nécessaire et mettre en place un service de transport scolaire gratuit. Donner de l'importance à l'éducation des filles ;
- Renforcer la supervision et la formation des enseignants ;
- Simplifier les procédures d'investissement, les procédures d'octroi de crédit et mettre en place des avantages fiscaux afin d'encourager les auto-entrepreneurs mais aussi les investisseurs. Assurer le respect du code du travail dans les usines ;
- Créer des jardins publics et espaces verts et construire des centres sportifs et culturels, des maisons des jeunes et terrains de proximité et mettre l'accent sur la diversification des activités et ne pas rester centré sur le football uniquement ;
- Etendre le réseau d'eau potable, rénover les routes, lutter contre l'habitat informel et assurer le respect des normes dans l'immobilier social et économique.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



51% Actifs

21% Non actifs

21% Etudiants

7% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

66% Je suis d'accord

34% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans | 25 à 44 ans | 45 ans et plus

31% | 62% | 7%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

59% L'éducation

53% La santé

44% La création d'emploi, combattre le chômage

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

32% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 82 - BOUKNADEL

Renforcer les infrastructures médicales et scolaires

Fin juillet 2020, la rencontre virtuelle dédiée à la ville de Bouknadel a réuni une centaine de personnes sur la plateforme des Indépendants. Les participants ont passé en revue les atouts et les points faibles de la commune afin d'envisager le meilleur avenir possible.

Avec sa plage des Nations, ses fameux jardins exotiques, ou encore le musée Dar Belghazi, Bouknadel propose des activités variées à ses habitants. Néanmoins, certains aimeraient que la ville s'équipe également de terrains de sport, sans se focaliser sur le football, pour permettre aux jeunes de s'épanouir pleinement.

Au niveau du secteur de la santé, les citoyens connectés expliquent que la progression démographique n'a pas été prise en compte et qu'aujourd'hui les dispensaires ne sont pas suffisants. De ce fait, ils souffrent d'encombrement et les patients doivent parfois se déplacer dans d'autres villes pour recevoir des soins, alors même que les ambulances sont peu nombreuses.

L'analyse est la même pour l'éducation, avec des écoles surpeuplées qui ne peuvent assurer un enseignement de qualité. De plus, le manque de collèges et de lycées pousse parfois les élèves tout droit vers l'abandon scolaire. Ce sujet préoccupe particulièrement les participants.

Enfin, les habitants rappellent que plusieurs usines ont fermé récemment leurs portes et qu'il faudrait soutenir les jeunes porteurs de projets pour créer de nouveaux emplois. Parfaitement située entre Rabat et Kénitra, Bouknadel devrait pouvoir attirer plus d'investisseurs. Un soutien est ainsi espéré pour améliorer la situation économique.

Hamza L. participant à l'étape de Bouknadel

La vérité, j'ai beaucoup de choses à dire. Même si Bouknadel est une commune urbaine, on ne sent pas qu'elle a les caractéristiques d'une ville à proprement parler.

L'enseignement par exemple : il y a assez d'écoles primaires, mais il manque des collèges et des lycées. Et c'est à cause de cette carence en institutions qu'il y a de l'abandon scolaire. Certains élèves habitent loin des établissements secondaires et il leur est difficile de faire le trajet quotidien, en l'absence de moyens de transport scolaire.

Des travaux ont été entrepris pour améliorer l'infrastructure, mais ce n'est pas suffisant. Le réseau électrique constitue toujours un problème quotidien. La population et la ville grandissent et dans certains quartiers le réseau est saturé et il y a des coupures. Des réclamations ont été faites à la commune et à la société chargée du réseau pour qu'ils augmentent la capacité, mais les coupures subsistent et parfois, elles peuvent durer longtemps. La zone industrielle qui était prévue n'est encore qu'un projet, il n'y a pas d'usines ! Et le projet de marché de proximité n'a pas fonctionné. Si tu veux un revenu, tu dois le chercher en dehors de Bouknadel.

Par contre, concernant la santé, nous avons bien un hôpital qui a été inauguré fin 2017. Il est bien construit, mais il manque de personnel. Et puis, sachant qu'il n'y a pas de dispensaires dans les villages alentour, tous les malades y vont et il est très souvent saturé. Dieu est témoin du parcours pour recevoir des soins : même en arrivant tôt le matin pour pouvoir consulter, il y a toujours quelque chose qui ne va pas. Soit c'est le médecin, soit c'est l'accueil qui fait défaut. Il faut absolument trouver une solution et mettre à disposition plus de docteurs et d'infirmiers pour prendre en charge tout le monde.

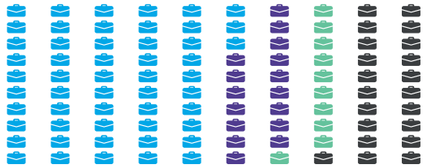
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Encourager l'investissement dans le secteur touristique afin de valoriser les richesses naturelles de la ville de Ouled Berhil ;**
- **Construire un hôpital et diversifier l'offre de soins en y ajoutant de nouvelles spécialités mais aussi en réhabilitant et dotant les dispensaires de santé de plus de personnel, de médicaments, d'équipements et d'ambulances ;**
- **Assurer de bonnes pratiques en terme de gouvernance dans le secteur de la santé, et assurer un meilleur accueil des malades dans l'ensemble des établissements ;**
- **Construire et équiper les écoles et assurer le transport des élèves ;**
- **Généraliser l'octroi de bourses universitaires et créer des centres de formation professionnelle ;**
- **Réhabiliter l'infrastructure du réseau de voirie et construire des terrains de proximité ;**
- **Généraliser et étendre le réseau d'eau potable et celui d'assainissement à tous les quartiers.**

JOUR 83 - OULED BERHIL

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



53% Actifs

16% Non actifs

10% Etudiants

21% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

79% Je suis d'accord

21% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
22%	60%	18%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 77% La santé
- 64% La création d'emploi, combattre le chômage
- 33% L'éducation
- 25% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 5% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 83 - OULED BERHIL

Redynamiser l'économie et consolider les infrastructures

Petit bourg agricole de la plaine du Souss, situé à une quarantaine de kilomètres à l'est de Taroudant, Ouled Berhil a rassemblé, début août 2020, près d'une centaine de personnes sur la plateforme numérique des Indépendants, pour participer à l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Ses habitants ont exprimé leur fierté d'appartenir à une localité chargée d'histoire et marquée par l'héritage du Caïd Haïda Ou Mouïs, personnage emblématique de la région.

Les participants expliquent que la ville a connu un développement rapide dans les années 1990, sous l'impulsion de l'irrigation moderne et de l'organisation des producteurs en coopératives. Cela a permis l'installation de nombreuses unités industrielles de transformation et d'emballage, autour de la production d'agrumes et du maraîchage. Pourtant, cette dynamique ne semble pas avoir atteint son cap. D'après eux, seul le commerce de l'argan progresse actuellement, alors que la commune connaît un taux de chômage relativement élevé, notamment chez les jeunes, qui sont obligés de quitter la ville pour trouver un emploi.

Mais la priorité de Ouled Berhil est incontestablement la santé. Les participants racontent qu'en l'absence d'équipements ils doivent se déplacer pour recevoir des soins. C'est par exemple le cas des femmes enceintes et des personnes nécessitant une dialyse, qui doivent aller à Taroudant. Ainsi, tous espèrent l'installation de nouveaux médecins et l'organisation de caravanes médicales pour leur venir en aide. Par ailleurs, des difficultés sont également signalées dans le secteur de l'éducation, où les élèves sont trop nombreux par rapport au nombre de classes. En outre, les écoles manquent de moyens et les enseignants sont souvent dans l'incapacité de bien travailler.

Enfin, les citoyens souhaitent une amélioration des infrastructures urbaines : les fortes précipitations provoquent des inondations qui menacent leur intégrité. Les ponts sont décrits comme fragiles et la récente annonce d'un projet de protection du centre urbain a suscité beaucoup d'espoir.

Brahim B. participant à l'étape d'Ouled Berhil

La première chose qui me vient à l'esprit, c'est le problème de l'eau. Les coupures sont fréquentes et on ne sait pas si elles sont dues à une mauvaise gestion ou si c'est le résultat des années de sécheresse qu'a connu la région et qui ont affecté les nappes phréatiques. Je voudrais aussi pointer du doigt quelques insuffisances en termes d'infrastructures : les rues sont étroites, les routes ne sont pas toutes goudronnées et il y a un manque d'espaces verts. D'un autre côté nous n'avons pas non plus des terrains de proximité avec du gazon synthétique, ni de centres dédiés aux jeunes pour qu'ils puissent libérer leur potentiel au lieu de rester dans la rue avec toutes les dérives possibles. Des fois ce ne sont que des adolescents de quatorze ou quinze ans qui consomment des matières dangereuses, et cela fait mal au coeur ! Ces comportements addictifs s'accentuent aussi avec l'abandon scolaire, qui est un phénomène aux causes multiples, même si j'ai tendance à penser que l'encombrement des classes et l'absence de transport scolaire sont des facteurs aggravants.

En ce qui concerne le secteur de la santé, je pense qu'il y a beaucoup à dire. Nous avons un dispensaire, et il me semble qu'il n'y a même pas d'enseigne à l'entrée. On pourrait passer devant le bâtiment sans savoir qu'il s'agit d'un dispensaire. Pour moi il manque de tout, alors beaucoup préfèrent aller au dispensaire de Oulad Issa qui se trouve à 12 kilomètres de Berhil. Il est un peu mieux mais on y trouve surtout des généralistes et il y a beaucoup de monde parce que tous les villageois d'à côté s'y rendent. On a entendu dire qu'un hôpital comme celui de Mokhtar Soussi à Taroudant sera construit mais on attend de voir.

Pour ne pas être tout à fait pessimiste, je voudrais revenir sur quelques éléments positifs. Berhil est connue pour l'olive et l'huile d'argan et dernièrement on a assisté à une vraie dynamique solidaire au sein des coopératives féminines. Plusieurs femmes se regroupent, travaillent et exportent elles-mêmes leurs produits. Alors qu'avant, il y avait un patron qui leur faisait faire le gros du travail contre une faible rémunération pendant qu'il empochait la grande partie des bénéfices. On peut dire qu'il y a certaines choses positives qui aident à garder espoir.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Encourager les investisseurs en offrant des incitations fiscales ;
- Diversifier les activités de la ville, en développant le tourisme et en insistant sur la digitalisation et les NTIC ;
- Accélérer l'ouverture du nouvel hôpital, mettre à disposition suffisamment de personnel médical, d'équipements, notamment les ambulances ;
- Construire de nouvelles écoles et améliorer celles déjà existantes pour lutter contre l'encombrement et développer la digitalisation de l'enseignement ;
- Construire une antenne universitaire pour que les étudiants ne soient pas obligés de quitter la ville ;
- Construire des espaces verts, des lieux de divertissements, des terrains de proximité et
- les équiper pour la pratique de plusieurs sports ;
- Lutter contre l'habitat informel ;
- Renforcer le réseau d'eau potable ;
- Accorder plus d'importance à la préservation de l'environnement ;
- Accélérer les travaux du tramway, mettre en place davantage de bus reliant Temara à Rabat et renforcer le réseau routier.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

67% Actifs
17% Non actifs
7% Etudiants
5% Journaliers
4% Retraités

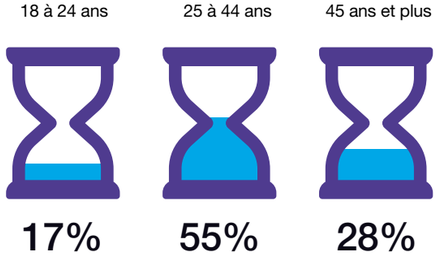
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 17%
25 à 44 ans — 55%
45 ans et plus — 28%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

58% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

46% L'éducation

36% L'amélioration des standards et des conditions de vie

28% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 84 - TEMARA

Profiter de la situation entre les deux métropoles

En faisant virtuellement étape à Témara, la caravane des Indépendants a donné la parole à une centaine d'habitants, très motivés à l'idée d'échanger en ligne sur leurs problèmes quotidiens et les perspectives de la ville.

Située sur le littoral à quelques kilomètres de Rabat, la commune ne semble pas bénéficier de cette proximité. Au contraire, d'après les participants, ses usines ferment régulièrement, tandis que d'autres préfèrent s'installer dans les zones industrielles de la capitale économique. Les citoyens regrettent que Témara soit parfois considérée comme une cité-dortoir pour les travailleurs de la capitale. Ils se sentent exclus du développement que connaissent les autres villes du pays. Pour remédier à la situation, ils suggèrent d'investir dans le tourisme et dans les métiers du digital, afin de créer de nouvelles opportunités.

Par ailleurs, la croissance démographique de la commune semble dépasser la vitesse de développement des infrastructures. L'habitat informel prend de l'ampleur alors que les problèmes d'assainissement, d'accès à l'eau potable et de gestion des déchets sont de plus en plus nombreux. Et en ce qui concerne la mobilité, les habitants attendent avec impatience la prochaine arrivée du tramway.

Enfin, les secteurs de la santé et de l'éducation ont également été au cœur des débats. Les centres médicaux manquent de personnel et d'équipements et ne peuvent pas s'occuper de tous les patients. De plus, beaucoup de participants rappellent que le nouvel hôpital n'est toujours pas ouvert, sans que personne ne sache pourquoi. Enfin, l'enseignement souffre aussi de multiples lacunes : les classes sont encombrées et les écoles manquent d'entretien, ce qui rend difficile le travail des enseignants.

Adil B. participant à l'étape de Témara

Pour moi, le problème principal dont souffrent les habitants de Temara concerne les bidonvilles. Cela fait des dizaines d'années que ce problème existe. La ville de Témara est proche de la capitale mais il y a un gap important en ce qui concerne le développement économique, social, culturel mais aussi au niveau de l'infrastructure. Temara connaît encore de gros retards en termes de développement. C'est une ville moderne, mais elle est affectée par l'habitat informel et toute la précarité qui en découle.

Autre chose, le béton gagne du terrain sur les espaces verts, Temara est connue pour sa nature et ses forêts. Aujourd'hui, les habitants sont enclavés et entourés de constructions bétonnées. Les enfants n'ont pas d'espaces où jouer et pas de centres où passer leur temps libre. Il y a bien des maisons des jeunes mais elles ne jouent plus leur rôle et le citoyen doit se tourner vers le secteur privé s'il cherche des animations et une formation de qualité. Les maisons des jeunes sont comme de simples administrations, parce que s'il n'y a pas une association qui a la capacité de faire bouger les choses, il n'y a au final aucune activité.

La lutte contre l'habitat informel doit être menée de manière rationnelle. Un programme doit être préparé avant d'agir. Tout le monde a vu ce qui s'est passé quand ils ont déplacé le bidonville "Douar Jedid". Un problème a été remplacé par un autre. Les gens sont relogés dans des immeubles dans un quartier sans équipements - même les plus basiques - et qui souffre d'une forte densité d'habitants.

L'autre point qui nous cause beaucoup de tort concerne l'hôpital provincial Sidi Lahcen et tous les habitants s'en plaignent. Le nombre de lits n'est vraiment pas suffisant vu le nombre d'habitants. Un nouvel hôpital a bien été construit il y a de ça plusieurs années mais il est toujours fermé et n'a jamais été inauguré. Le personnel médical a aussi manifesté pour son ouverture mais ça n'a mené à rien.

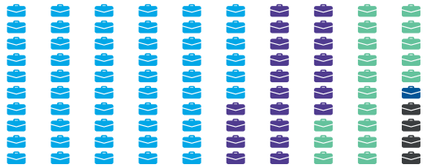
Les habitants militent afin que se réalise le projet de liaison grâce au Tramway de Temara à Rabat. Ce nouveau moyen de transport va être bénéfique pour les étudiants qui pourront rejoindre leurs facultés plus facilement mais aussi pour les fonctionnaires et salariés qui pourront aller au travail en toute dignité et dans de bonnes conditions. Mais ici aussi, parmi les obstacles qui entravent l'aménagement de cette ligne, on trouve des bidonvilles, ce qui nous ramène aux problèmes que j'ai déjà évoqué.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Réglementer les cours de soutien privés, qui sont devenus une activité rentable pour les professeurs et affaiblissent la qualité de l'enseignement au sein des écoles et des universités ;
- Mettre à niveau les établissements scolaires, et renforcer les inspections dans les écoles et les universités ;
- Diffuser l'expérience du baccalauréat professionnel dans tout le pays ;
- Construire des hôpitaux, augmenter les capacité des dispensaires, équiper tous les établissements du matériel médical nécessaire et mettre en place les ressources humaines nécessaires à leur bon fonctionnement ;
- Lutter contre les dysfonctionnements et le clientélisme dans le secteur de la santé en renforçant les contrôles au sein des établissements de santé ;
- Promouvoir les campagnes de dons du sang ;
- Assurer la couverture médicale pour l'ensemble des concitoyens.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



56% Actifs
21% Non actifs
18% Etudiants
1% Journaliers
3% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

80% Je suis d'accord

20% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans	25 à 44 ans	45 ans et plus
26%	48%	26%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

63% La santé

38% L'éducation

33% La création d'emploi, combattre le chômage

27% La lutte contre la criminalité et la violence

25% L'amélioration des standards et des conditions de vie

JOUR 85 - KENITRA

Poursuivre l'essor de la ville de manière inclusive

Ville en plein essor industriel depuis quelques années, Kénitra a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme l'initiative 100 Villes, 100 Jours. 175 habitants se sont ainsi connectés sur la plateforme numérique des Indépendants pour évaluer la situation locale, mais aussi évoquer les problèmes qui persistent au sein de la commune.

Grâce au lancement de l'Atlantic Free Zone, Kénitra a pris une nouvelle dimension. Il s'agit en effet de la plus grande zone franche d'exportation du continent africain, qui s'étend sur 345 hectares et emploie plus de 20 000 personnes. Les participants expliquent que le parc offre des avantages fiscaux et douaniers, favorisant l'installation de grands groupes internationaux tels que PSA ou Saint-Gobain.

Malheureusement, d'après eux, ce développement économique ne profite pas à tous. Ils espèrent en effet une hausse des salaires, pour permettre aux habitants de faire face au coût de la vie qui augmente. De même, ils souhaiteraient que la dynamique économique profite à tous les habitants de la commune et limite la pauvreté.

D'ailleurs, les citoyens de la ville pensent que le secteur de l'éducation pourrait contribuer à une meilleure insertion professionnelle. Pour cela, il faudrait améliorer le niveau des écoles publiques afin d'éviter aux familles de devoir recourir à des cours particuliers ou aux établissements privés, qui ne sont pas à la portée de tous. Ceci permettrait à plus d'élèves d'accéder à l'offre d'enseignement supérieur, qui est très satisfaisante à Kénitra.

Enfin, la problématique de la santé a été présentée comme une priorité pour la ville. Il existe bien des compétences, mais beaucoup de médecins quittent régulièrement la commune et creusent le déficit en personnel médical. En outre, les médicaments manquent dans les hôpitaux et la durée d'attente pour obtenir un rendez-vous semble interminable pour les malades.

Siham H. participante à l'étape de Kénitra

Bien qu'il y ait beaucoup de projets à Kénitra, comme la création d'usines et le TGV, qui ont beaucoup aidé la population de Kénitra à trouver du travail, il n'y a pas vraiment eu d'efforts fournis dans le secteur de la santé. Lorsqu'on tombe malade, les projets précités ne pourront pas nous sauver, c'est un hôpital qu'il faut ! Lorsqu'on se réveille tôt le matin pour aller étudier mais que l'on ne trouve pas d'autobus, le TGV ne peut nous être d'aucune aide pour aller à l'école ! Il n'y a pas de bus dans tout Kénitra, on se contente du transport non réglementaire. Une personne prend des gens dans sa voiture, au noir, sans autorisation de transport. C'est pourtant la seule solution disponible. Avant nous avions le Bus Alkarama mais il n'est plus en fonction. Les étudiants et les élèves sont les plus touchés par cette problématique ! Sans parler du fait que les routes sont en piteux état.

En ce qui concerne la santé, si l'on se rend tout de suite vous et moi à l'hôpital de la forêt vous verrez par vous-même la façon avec laquelle le citoyen est traité. C'est l'agent de sécurité qui est à l'accueil et il fait comme bon lui semble avec un citoyen qui n'est là que par nécessité : il ne se rendrait pas à l'hôpital s'il était en parfaite santé. C'est quand même bien un droit, d'avoir accès à un hôpital public ! Il faut impérativement revoir les conditions d'accueil au sein de l'hôpital. Lorsqu'on se rend dans une clinique, c'est un autre problème qui survient à l'accueil : il faut d'abord déposer un chèque, et après on peut discuter. J'aimerais bien voir une caméra cachée au milieu des hôpitaux du pays pour que les responsables saisissent la réalité que vit le citoyen !

Quant au volet éducation, Kénitra est comme d'autres villes, les personnes qui ont les moyens placent leurs enfants dans le privé et sont en partie rassurés, les autres prennent leur mal en patience et se tournent vers l'école publique, qui est surpeuplée. Les conditions dans le public impactent le niveau d'éducation et empêchent le suivi de l'élève. Enfin, les enfants souffrent du manque d'espaces de loisirs. Il faut les conduire jusqu'à Rabat pour avoir accès à des espaces agréables où ils peuvent jouer en toute sécurité.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Construire un nouvel hôpital, le doter des ressources humaines qualifiées et l'équiper du matériel nécessaire en particulier d'une radio, d'un scanner et d'ambulances. En parallèle, mettre à niveau les dispensaires de santé ;**
- **Réduire les délais d'attente pour les rendez-vous et consultations médicales. Assurer la bonne gouvernance et lutter contre le favoritisme et la discrimination ;**
- **Mettre en place plus de personnel médical et d'ambulances ;**
- **Soutenir le préscolaire et le généraliser pour tous les enfants de la ville ;**
- **Lutter contre l'abandon scolaire et l'analphabétisme, améliorer les programmes scolaires et augmenter le nombre de professeurs tout en leur offrant une formation continue ;**
- **Améliorer l'état des routes et repenser le réseau de transport dans la ville ;**
- **Construire une salle des fêtes communale, des terrains de proximité et des centres culturels pour les jeunes.**

JOUR 86 - AIN EL AOUDA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

40% Actifs

40% Non actifs

11% Etudiants

9% Journaliers

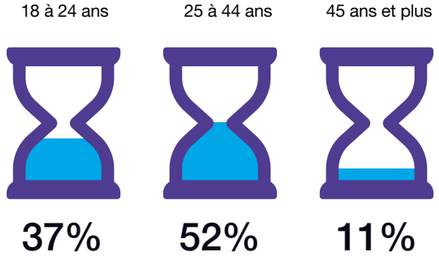
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

88% Je suis d'accord

12% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 37%

25 à 44 ans — 52%

45 ans et plus — 11%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

59% La santé

54% La création d'emploi, combattre le chômage

31% L'amélioration des standards et des conditions de vie

28% La lutte contre la criminalité et la violence

23% L'éducation

JOUR 86 - AIN EL AOUDA

Développer la qualité de vie des habitants

La rencontre virtuelle organisée par les Indépendants, pour donner la parole aux habitants de Ain El Aouda, a permis de dresser un état des lieux préoccupant de la commune. En effet, les personnes connectées en visioconférence ont évoqué de nombreux problèmes qui y rendent la vie quotidienne difficile.

Situé dans la périphérie de Rabat, ce bourg agricole est touché par un taux de chômage élevé, en l'absence d'une réelle activité économique. La plupart des actifs travaillent dans la capitale ou à Témara et le manque de transport rend la trentaine de kilomètres pénible à parcourir.

Par ailleurs, les participants indiquent que plusieurs quartiers sont enclavés, en raison du mauvais état des routes et que l'habitat informel se développe depuis plusieurs années. Dans ces conditions, les citoyens s'inquiètent pour l'avenir.

La santé est également considérée comme une problématique importante de Ain El Aouda. Un nouvel hôpital est prêt depuis trois ans, mais personne ne sait pourquoi son ouverture est suspendue. En attendant, les patients doivent se déplacer dans d'autres communes pour recevoir des soins. Le trajet est souvent complexe, car il n'y a pas suffisamment d'ambulances dans la région.

Enfin, le secteur de l'éducation n'est pas mieux loti : les écoles sont mal entretenues et manquent de professeurs pour offrir un enseignement digne de ce nom. De plus, les familles sont parfois peu sensibilisées à la scolarisation des enfants, et par conséquent, ne le considèrent pas comme étant une priorité.

Zahra E. participante à l'étape de Ain El Aouda

Ce qu'il y a de bien à Ain El Aouda, c'est son climat et sa situation proche de Rabat. On peut dire que c'est une ville qui a de l'avenir. Pour ce qui est de nos besoins, la priorité c'est l'emploi.

Les entreprises installées sont insuffisantes pour employer tous les jeunes de la ville. Il faut également soutenir le travail associatif car il permet de venir en aide à la population et participe à son encadrement et à son orientation. Prenons l'exemple d'une femme au foyer qui prépare des pâtisseries : des aides peuvent lui permettre de rendre son travail lucratif, de le formaliser, voire même de lui faire bénéficier d'une couverture médicale, d'une retraite et de la formation nécessaire pour tenir une comptabilité en bonne et due forme. Il en va de même pour les artisans de la laine et de tapis ayant besoin d'aides pour la commercialisation de leurs produits, par exemple à travers la mise en place d'un marché profitable à tous.

Il y a des problèmes liés au secteur de la santé, nous n'avons que des dispensaires, l'un à Hay Rbaâtach et l'autre à Sidi Laarbi. Nous voulons un hôpital regroupant suffisamment de spécialités ! Ma fille est tombée malade et je n'ai pas réussi à trouver de spécialistes pouvant établir un diagnostic. Dans l'hôpital de proximité, on n'a trouvé personne pouvant la prendre en charge comme il se doit. Il n'y a même personne pour s'occuper des échographies ! Ain El Aouda est en position très difficile en matière de santé, sans parler de son explosion démographique, il n'y a qu'à voir la taille de Hay Rahma ! Faute d'alternatives, nous sommes obligés de nous rendre à Temara ou à Rabat. On est nombreux à avoir été contraints d'aller jusqu'à l'hôpital Souissi, au beau milieu de la nuit, pour une urgence ! Au-delà du secteur public, nous aimerions bien voir des médecins spécialistes s'installer ici.

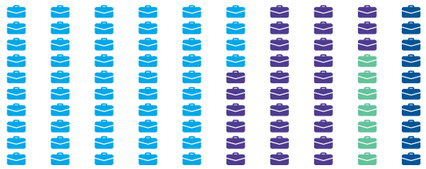
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Exploiter les terrains agricoles à l'entrée de la ville et y installer une zone industrielle afin d'attirer des investisseurs et créer de l'emploi ;
- Profiter de l'emplacement stratégique de la ville et encourager les jeunes porteurs de projets ;
- Mettre en place un cahier des charges qui obligerait les investisseurs à employer les habitants de Skhirat ;
- Construire un hôpital plus grand qui regroupe toutes les spécialités et des dispensaires de santé ;
- Améliorer l'offre de soin en mettant à disposition du matériel, des équipements, des ambulances et du personnel qualifié dans tous les centres de santé de la ville ;
- Construire de nouvelles écoles pour lutter contre l'encombrement, améliorer et rénover les écoles existantes et mettre en place un service de transport scolaire afin d'améliorer la qualité de l'enseignement public ;
- Construire une université et des centres de formation professionnelle pour que les étudiants ne soient pas obligés de quitter la ville ;
- Fournir des transports en commun aux étudiants universitaires ;
- Trouver une solution à l'habitat informel qui est largement répandu et dont les habitants souffrent d'un manque d'eau potable et d'isolement ;
- Créer des espaces verts, des lieux de divertissement, des terrains de proximité multisports, un stade communal et des maisons des jeunes.

JOUR 87 - SKHIRAT

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



54% Actifs

29% Non actifs

7% Etudiants

10% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

93% Je suis d'accord

7% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 20%

25 à 44 ans — 63%

45 ans et plus — 17%

NIVEAU D'ÉDUCATION

79% Scolarisé

21% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

59% La création d'emploi, combattre le chômage

38% L'amélioration des standards et des conditions de vie

34% La lutte contre la criminalité et la violence

31% La santé

28% L'éducation

JOUR 87 - SKHIRAT

Développer l'activité économique autour du tourisme

Skhirat, cité balnéaire située entre Rabat et Casablanca, était au programme de la 87e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Ainsi, fin août 2020, des participants de la ville se sont connectés à la plateforme numérique des Indépendants pour débattre avec des responsables politiques.

Si les participants sont fiers de vivre à proximité de l'une des plus belles plages du Royaume, ils n'en restent pas moins déçus du faible impact touristique sur l'économie locale. En effet, le tourisme saisonnier est l'activité principale de la ville, mais il s'avère insuffisant pour faire vivre l'ensemble de la commune, qui déplore un taux de chômage élevé. Les citoyens voudraient donc encourager les entreprises à venir exploiter le potentiel de Skhirat. D'ailleurs, plusieurs personnes signalent des terrains disponibles, notamment au sein du projet de la zone d'activités Skhirat Business Valley, pour faciliter les installations.

Tous souhaitent également voir la localité se développer de façon équilibrée. Actuellement, le littoral, avec ses nombreuses résidences balnéaires de haut standing, contraste avec le centre-ville, plus modeste. De même, des améliorations sont attendues sur le réseau d'assainissement et au niveau des transports publics, pour rendre la cité plus attractive.

En ce qui concerne la santé, l'hôpital local manque d'équipements et de médecins spécialistes. En conséquence, les habitants doivent aller se faire soigner à Rabat dans bien des cas. De même, les écoles de la commune sont surchargées et les enseignants n'ont pas assez de moyens pour assurer un apprentissage de qualité.

Mohammed M. participant à l'étape de Skhirat

Je pense qu'à Skhirat on souffre des mêmes problèmes que beaucoup d'autres villes du Maroc. Le point le plus important que je souhaiterais évoquer c'est la vulnérabilité sociale. Nous n'avons pas d'investissements intégrés au sein du territoire. Un bon investissement doit respecter les normes économiques, environnementales et sociales. Cela se traduit par un développement qui profite à la population locale, en créant des emplois.

Actuellement, l'investisseur profite de l'assiette foncière et des facilités fiscales, tandis que les habitants ne profitent de rien ! Je trouve que la gestion de l'intérêt public n'est pas en phase avec son temps, ni avec les attentes des citoyens. On entend souvent dire que « le budget ne le permet pas ». Les responsables locaux qui se cachent derrière l'absence de ressources doivent comprendre que c'est justement à eux de faire en sorte que le budget augmente ! C'est à eux de trouver des investissements à même de renflouer les caisses de l'Etat à l'aide des impôts ! On ne peut plus attendre que tout vienne des budgets des ministères ! Il faut en finir avec la gestion basée sur les moyens et aller vers une gestion basée sur la recherche de résultats tout en mettant en place une bonne gouvernance et des moyens de contrôle.

Nous souffrons également d'une pauvre infrastructure. A Skhirate, nous n'avons que deux dispensaires largement insuffisants. Ceux-ci ont besoin d'une restructuration. Lorsqu'on appelle une ambulance, elle ne répond pas. Il faut unifier et centraliser le système d'appel d'urgence qui se chargera de l'ambulance pour le citoyen.

D'un autre côté, nous jouissons de grandes richesses naturelles non exploitées. Nous sommes idéalement situés face à la mer mais sans réelle revitalisation touristique ! Il y a trois hôtels mais ça ne bouge pas parce qu'il n'y a pas de stratégie pour faire fructifier ce secteur et attirer plus de touristes.

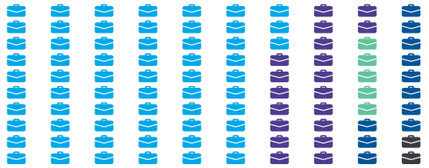
Je souhaite mettre l'accent sur l'importance des efforts à allouer pour l'emploi des jeunes afin de ne pas nous retrouver face à d'autres problèmes sociaux encore plus difficiles, comme la criminalité, le trafic de stupéfiants, et je ne sais quelles autres plaies. Il vaut mieux prévenir que guérir ! La prévention consiste à fournir les conditions d'une vie digne.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Offrir aux investisseurs des exonérations fiscales et des facilités pour créer des entreprises surtout dans les domaines de l'agroalimentaire et du textile ;**
- **Trouver une solution au problème de la sécheresse afin de faire progresser le secteur agricole dans la région en construisant des barrages par exemple ;**
- **Aider les femmes mais aussi les jeunes de la région à créer des activités génératrices de revenus, notamment à travers la subvention de coopératives agricoles et artisanales et l'encouragement des porteurs de projets ;**
- **Former les jeunes de la région à travailler dans la prochaine centrale solaire Noor ;**
- **Construire un grand hôpital avec toutes les spécialités nécessaires et des dispensaires de proximité ;**
- **Mettre en place des ambulances gratuites et bien équipées ;**
- **Construire des écoles plus proches des habitants afin de lutter contre l'abandon scolaire, rénover certaines écoles qui sont dans un état déplorable et mettre à disposition un cadre professoral compétent pour améliorer la qualité d'éducation ;**
- **Mettre en place une antenne universitaire et des centres de langues ;**
- **Fournir une assistance aux familles dans le besoin pour la réussite de l'enseignement à distance ;**
- **Améliorer les conditions de travail et de vie des enseignants en particulier en ce qui concerne le transport et le chauffage ;**
- **Moderniser la commercialisation des produits agricoles (abricots, olives) et mettre en place des chambres froides pour les conserver à un prix préférentiel pour les petits agriculteurs ;**
- **Relier la province au réseau autoroutier, afin d'améliorer le potentiel commercial et garantir une livraison fluide des produits de la région vers d'autres villes.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



63% Actifs
19% Non actifs
5% Etudiants
11% Journaliers
2% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

66% Je suis d'accord

34% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 12%
25 à 44 ans — 66%
45 ans et plus — 22%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

64% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

39% L'éducation

21% L'amélioration des standards et des conditions de vie

12% La voiries, les routes, les trottoirs...

JOUR 88 - MIDELT

Développer l'agroalimentaire et profiter de la station Noor

Bourg agricole du Moyen Atlas, Midelt a été représentée par une centaine de ses habitants lors de la réunion virtuelle qui lui était consacrée fin août dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. A cette occasion, les participants ont évoqué différents sujets du quotidien et attiré l'attention des Indépendants sur certains points faibles de la ville.

La situation économique est perçue comme difficile localement, avec un important taux de chômage. Selon les citoyens, il faudrait développer l'industrie agroalimentaire pour offrir de nouveaux débouchés aux agriculteurs et créer des emplois. Midelt possède en effet un bon potentiel agricole et pourrait promouvoir ses produits du terroir en soutenant la création de coopératives. La pomme, mais aussi l'abricot et l'olive de la région sont réputés et offrent des opportunités. Même chose pour l'artisanat : le savoir-faire local est à valoriser, dans le domaine de la confection par exemple, pour engendrer de l'activité.

Par ailleurs, le développement de la centrale Noor Midelt, qui sera à terme la plus grande centrale solaire hybride (thermodynamique et photovoltaïque) au monde, devrait sans doute davantage bénéficier à la commune. Les Mideltis aimeraient que ce projet dynamise aussi l'économie locale.

Autres sujets abordés durant la rencontre, la santé et l'éducation, considérées comme des chantiers prioritaires pour la ville. Les habitants déplorent le déficit en infrastructures médicales : l'hôpital et les dispensaires ne disposant pas des moyens et du personnel nécessaires pour jouer pleinement leur rôle. En outre, certaines spécialités manquent à l'appel, tout comme le service des urgences.

Le secteur de l'éducation, quant à lui, souffre de faibles performances et la qualité de l'enseignement est décriée par les participants. Ils évoquent des équipements insuffisants dans les écoles et des difficultés pour y accéder lorsque l'hiver est rugueux. Enfin, ils signalent que l'expérience des cours à distance durant la pandémie est compliquée et que les familles défavorisées doivent être aidées.

Jawad A. participant à l'étape de Midelt

Midelt est la ville de la pomme, seulement il n'y a pas d'usines dans le secteur. On ne trouve du travail que lors de la saison des récoltes. Ensuite, le produit est exporté. On ne produit rien chez nous. On aimerait bien avoir des unités de production de jus, de confitures ou d'autres produits. On perd des opportunités d'emplois. Malheureusement, les natifs de Midelt se retrouvent éparpillés dans les autres villes faute de trouver un emploi leur assurant la stabilité près de leurs familles. Il y a également un manque d'unités frigorifiques permettant la conservation des pommes. Si l'agriculteur n'arrive pas à vendre toute sa récolte, il enregistrera des pertes.

L'autre point que je souhaiterais aborder est l'absence de terrains de proximité avec herbage comme dans les autres villes. Nos jeunes jouent dans des terrains goudronnés et asphaltés, si l'un d'entre eux tombe, que Dieu le préserve. Aussi, nous ne disposons que d'une seule maison des jeunes et celle-ci est loin d'être suffisamment active.

Pour moi, telles sont les priorités de la ville, sans parler des problèmes liés au manque de personnel médical dans les hôpitaux qui se fait de plus en plus sentir. Pour beaucoup d'habitants, la seule mission de l'hôpital consiste à renvoyer les patients vers Errachidia ou Meknès.

Un certain nombre de quartiers subissent la défaillance de leurs infrastructures, comme l'absence d'éclairage public, d'asphaltage des rues et de carrelage des trottoirs. Il en va de même pour les parcs et les jardins. Ceux qui existaient ont aujourd'hui disparu. Tout est devenu sec et aride, il n'y a pas d'entretien ni de maintenance. Par ailleurs, nous subissons tous les jours l'absence d'un réseau de transport urbain à Midelt.

Enfin, un point que je voudrais évoquer concerne l'institut de formation professionnelle qui doit être mieux équipé afin de permettre aux apprentis de se former dans de meilleures conditions. Il faut également envisager la mise en place d'un internat. Des jeunes viennent de villes environnantes pour étudier ici et financièrement il leur est difficile de louer.

Nous souhaiterions également que soient allouées plus d'aides sociales, notamment pour les veuves.

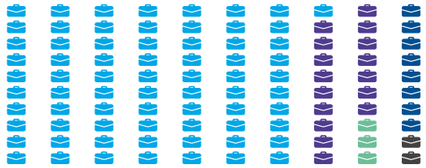
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Réhabiliter les infrastructures pour encourager les investissements telles que les chemins de fer, les routes et les moyens de transport ;
- Faciliter les procédures administratives, éviter la bureaucratie et mettre en place des exonérations fiscales afin d'attirer les investissements ;
- Prendre soin des palmeraies et encourager les petites entreprises et coopératives à développer le commerce des dattes ;
- Construire un hôpital avec toutes les spécialités et équipements nécessaires pour ne plus avoir à se déplacer vers d'autres villes ainsi que des dispensaires de proximité ;
- Créer des centres d'analyses médicales et fournir davantage de médicaments et d'équipements médicaux et mettre à disposition des habitants des ambulances gratuitement, en particulier pour les familles pauvres ;
- Mieux former les enseignants, mieux les superviser et leur accorder des logements de fonction ;
- Construire plus d'écoles et encourager le réaménagement des écoles existantes ;
- Revoir le programme scolaire et encourager les activités parascolaires pour que les élèves puissent développer leurs talents ;
- Mettre en place une université pluridisciplinaire et une ENCG dans la région.

JOUR 89 - ERRACHIDIA

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



71% Actifs71%
16% Non actifs
3% Etudiants
8% Journaliers
2% Retraités

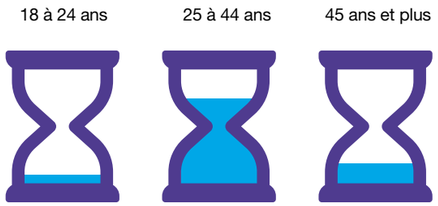
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

71% Je suis d'accord

29% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans 8%
25 à 44 ans 74%
45 ans et plus 18%

NIVEAU D'ÉDUCATION

100% Scolarisé

0% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

87% La santé

55% L'éducation

55% La création d'emploi, combattre le chômage

34% L'amélioration des standards et des conditions de vie

3% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 89 - ERRACHIDIA

Désenclaver la ville pour attirer les investissements

Autrefois appelée Ksar Es-Souk, puis renommée en l'honneur du prince Moulay Rachid, Errachidia a accueilli la 89e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, début septembre 2020. Une centaine d'habitants se sont ainsi prêtés au débat en ligne, organisé par les Indépendants, pour évoquer les enjeux de leur commune. Ils se disent fiers de la ville et de son patrimoine, composé notamment de ksours et d'oasis. Hélas, Errachidia connaît aussi des problèmes, qui nuisent au quotidien des citoyens.

Pour commencer, les participants soulignent le faible développement économique d'une localité qui a surtout une vocation administrative et militaire. L'insuffisance du tissu industriel rend la recherche d'emploi difficile et le taux de chômage préoccupant. En l'absence d'investissements, les perspectives d'amélioration sont minces et les habitants cherchent des solutions. Selon eux, il faudrait davantage connecter la commune aux routes commerciales, en la reliant au réseau d'autoroutes ou en équipant son aéroport pour l'international. Loin des chemins de fer et des côtes, la ville est actuellement enclavée et peu attractive. En outre, certains participants proposent d'octroyer des terrains aux investisseurs pour les inciter à y développer des activités. Cela permettrait par exemple de valoriser davantage les produits du terroir, comme les dattes, en encourageant les coopératives agricoles.

Autre sujet d'inquiétude, le secteur de la santé a occupé une bonne partie des échanges. L'hôpital provincial Moulay Ali Cherif est débordé : il a besoin de plus de moyens pour fonctionner correctement. Par ailleurs, l'absence de plusieurs spécialités médicales, ainsi que de médecins de garde, a été signalée plusieurs fois.

Le même problème se pose pour le secteur de l'éducation : les deux lycées locaux reçoivent les élèves de cinq communes voisines, provoquant leur saturation. Plus généralement, les écoles manquent de moyens techniques et humains, ce qui rend leur fonctionnement difficile. Enfin, les jeunes doivent souvent quitter la ville pour étudier, car les établissements supérieurs y sont trop peu nombreux. Un choix impossible pour bien des étudiants, qui doivent se résoudre à abandonner leurs projets universitaires, faute de moyens.

Yassin J. participant à l'étape d'Errachidia

Errachidia est une ville agréable lorsqu'on pense à ses habitants. Nous nous sentons en sécurité, la vie n'est pas chère, comme c'est le cas dans bien des villes et ça tout le monde peut en témoigner.

Mais tout citoyen qui aime cette ville et cette province sait qu'il y a beaucoup de choses qui manquent pour qu'elle connaisse le même rythme de développement du pays, et c'est de ça que j'ai envie de parler. Nous avons deux facultés à Errachidia qui dépendent de l'université Moulay Ismaïl de Meknès, mais à mon avis c'est insuffisant et il est nécessaire d'avoir une université indépendante ici.

Les étudiants viennent des régions d'Errachidia et une université indépendante résoudra quelques problèmes vécus actuellement comme l'encombrement, le transport et le manque de spécialités, en particulier pour les étudiants en master.

Les habitants se plaignent d'autres choses aussi, comme les autobus qui sont anciens et leur qualité de service est mauvaise.

L'un des grands problème reste celui de la santé. Les prestations de l'hôpital régional sont insuffisantes et cela pousse les citoyens à se tourner vers le secteur privé ou encore vers des hôpitaux en dehors de la région.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Attirer plus d'entreprises dans l'unité industrielle d'Ain Jawhara et dans la ville d'une manière générale, afin de créer de l'emploi pour les habitants de la région ;**
- **Donner la priorité aux habitants de la ville en matière d'emploi ;**
- **Construire un hôpital disposant de l'ensemble des spécialités, surtout d'un service des urgences et mettre à niveau les dispensaires de proximité ;**
- **Prévoir les équipements nécessaires dans les établissements de santé et les doter des ressources humaines nécessaires à leur bon fonctionnement. Renforcer le parc des ambulances également ;**
- **Construire une antenne universitaire pluridisciplinaire, ainsi que des centres de formation professionnelle, et mettre en place un transport universitaire afin que les jeunes puissent poursuivre leurs études ;**
- **Aménager de nouvelles écoles et améliorer l'infrastructure des écoles existantes pour lutter contre l'encombrement, et mettre en place un service de transport scolaire ;**
- **Doter les établissements scolaires de ressources humaines compétentes, en investissant sur leur formation continue.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

61% Actifs

13% Non actifs

23% Etudiants

3% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

58% Je suis d'accord

42% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans | 25 à 44 ans | 45 ans et plus

16% | 68% | 16%

NIVEAU D'ÉDUCATION

94% Scolarisé

6% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

66% L'éducation

53% L'amélioration des standards et des conditions de vie

34% La création d'emploi, combattre le chômage

13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 90 - TIFLET

Exploiter plus efficacement les ressources de la région

Le 31 août 2020, c'est la ville de Tiflet qui a reçu la caravane virtuelle des Indépendants. Quelques dizaines d'habitants se sont ainsi connectés en visioconférence pour échanger avec plusieurs responsables politiques. Ils racontent que la commune dispose de nombreux atouts, mais que les citoyens en profitent peu.

Située à une cinquantaine de kilomètres de Rabat et desservie par l'autoroute menant à Fès, la ville jouit d'un emplacement stratégique. D'un côté, elle possède un statut de centre administratif, de l'autre, elle est un lieu de commerce important pour les localités rurales de la région. Les agriculteurs viennent y échanger le produit de leurs récoltes : par exemple, la graine de semoule de Tiflet, réputée dans tout le Royaume, fait la fierté de ses habitants. Cependant, malgré cette spécialité et l'installation de l'unité industrielle d'Ain Jawhara, les participants déplorent le manque de retombées économiques pour la commune, où les opportunités de travail sont encore rares. Tous espèrent que des efforts pourront être réalisés pour mieux exploiter le potentiel de la région.

Le thème de la santé a été longuement abordé durant la réunion. L'hôpital est fortement critiqué car il manque de personnel et d'équipements médicaux. Les habitants signalent également la rareté des ambulances et l'absence d'un service des urgences ; des points qui les préoccupent particulièrement.

Enfin, le secteur de l'éducation préoccupe également les participants. D'une part, les établissements scolaires sont mal desservis, avec des classes surpeuplées qui nuisent à l'apprentissage des élèves. D'autre part, l'offre d'enseignement supérieur est pauvre et les étudiants doivent souvent faire leurs études dans d'autres villes, ce qui pèse sur le budget de leur famille. Ainsi, un grand nombre d'entre eux se résignent à abandonner leurs projets universitaires.

Najoua B. participante à l'étape de Tiflet

Je suis née et j'ai grandi ici, mais comme beaucoup de jeunes de la ville, j'ai dû partir ailleurs pour poursuivre mes études, parce que les possibilités de formations sont très réduites à Tiflet. Pas d'universités, ni d'écoles supérieures. Quand on obtient son bac, on se retrouve obligé de quitter la ville et on doit affronter les difficultés liées aux transports et à la location à Khémisset, Kénitra ou Rabat. Et les coûts sont parfois exorbitants. J'avais demandé la bourse et une chambre à l'internat universitaire mais je n'ai obtenu ni l'une ni l'autre. Actuellement je travaille, et j'aurai voulu me consacrer à mon boulot la journée et continuer ma formation à travers des cours du soir, mais ce n'est pas possible. Même pour une formation en langues étrangères, il faut la chercher ailleurs. C'est dommage pour une ville qui regorge de jeunes talents et qui a donné auparavant naissance à des médecins, des avocats, des ingénieurs, des professeurs universitaires.

Le souci est que même ceux qui partent étudier et reviennent avec des idées de projets butent sur les contraintes. Nous ne demandons rien d'autre que l'assouplissement des procédures administratives, pour qu'on nous évite les allers retours inutiles. On aurait souhaité l'agrandissement du quartier industriel et qu'on attire de nouveaux investisseurs. A Tiflet, il n'y a même pas de grandes surfaces commerciales, alors qu'on a du foncier disponible. C'est un secteur qui peut créer de l'emploi, et on évitera aux gens d'aller à Rabat ou Kénitra pour faire leurs achats. Une partie de la population dispose d'un pouvoir d'achat correct et cherche des produits de qualité mais ne les trouve pas. Certains d'entre eux se tournent alors vers l'achat en ligne.

A Tiflet, nous avons un grand hôpital mais qui manque d'équipements, et le nombre de médecins est insuffisant. On peut y aller et être tordu de douleurs et ne pas trouver un médecin pour nous prendre en charge. Ou bien y aller et trouver que le scanner ou l'échographe sont en panne. Et en plus on ressent un manque d'attention envers le citoyen.

Le budget dont dispose la ville doit aller vers les priorités des citoyens. La route a été refaite de l'entrée jusqu'à la sortie de Tiflet, mais est-ce que c'est suffisant ? C'est tout ce dont on a besoin ? Non ! Nous manquons encore de beaucoup de choses.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Construire une zone industrielle et encourager l'investissement dans la région dans les domaines du tourisme et de l'agriculture ;
- Corriger les obstacles administratifs qui entravent les investissements dans la région ;
- Promouvoir les produits locaux en créant des souks modernes de proximité et encourager les activités et les coopératives agricoles de la région ;
- Encourager les petites et moyennes entreprises et les jeunes porteurs de projets ;
- Assurer la formation professionnelle et encourager les activités génératrices de revenu au profit des jeunes ;
- Réaliser rapidement le projet du tunnel de Tichka et finir la construction du barrage hydraulique ;
- Construire de nouvelles écoles, rénover et équiper certaines écoles qui sont dans un état déplorable et mettre en place des cantines ;
- Recruter suffisamment d'enseignants compétents, tout en leur assurant de bonnes conditions de travail (logement et transport), afin d'améliorer la qualité de l'éducation dans le secteur public ;
- S'ouvrir sur les langues étrangères, notamment l'anglais, et les enseigner dans les établissements scolaires et dans les centres de formation professionnelle afin de préparer les jeunes à intégrer les métiers de l'industrie cinématographique ;
- Améliorer l'infrastructure routière, faciliter l'accès aux écoles et assurer le transport scolaire ;
- Mettre en place des maisons des jeunes ;
- Fournir une assistance aux familles dans le besoin afin que leurs enfants puissent poursuivre leurs études, surtout les jeunes filles du milieu périurbain ;
- Prévoir une faculté de médecine dans la ville et construire un CHU, en plus de nouveaux hôpitaux regroupant toutes les spécialités et des dispensaires de proximité. Equiper l'ensemble des établissements, surtout l'hôpital de Sidi Hssin et l'hôpital de Boughafer du matériel nécessaire ;
- Acquérir des ambulances et assurer la gratuité des médicaments et des analyses médicales pour les plus démunis ;
- Améliorer le réseau d'eau potable, accélérer la construction du barrage hydraulique afin de réduire les inondations que connaît la région ;
- Élargir l'infrastructure routière, accélérer les travaux de la route 09 qui relie Marrakech et Ouarzazate, et combattre l'isolement des villages et quartiers périphériques en les reliant à Ouarzazate.

JOUR 91 - OUARZAZATE

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

40% Actifs

15% Non actifs

31% Etudiants

14% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

78% Je suis d'accord

22% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 37%

25 à 44 ans — 46%

45 ans et plus — 17%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

65% La santé

52% La création d'emploi, combattre le chômage

45% L'éducation

25% L'amélioration des standards et des conditions de vie

5% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 91 - OUARZAZATE

Exploiter davantage l'immense potentiel touristique

Ville historique et célèbre pour ses tournages cinématographiques, Ouarzazate a accueilli l'initiative 100 Villes, 100 Jours à la fin de l'été 2020, à travers la plateforme mise en ligne par les Indépendants. Ce sont ainsi une centaine d'habitants qui se sont connectés depuis le "Hollywood du Maroc" pour débattre de la cité et échanger avec des responsables politiques.

D'après eux, l'industrie du cinéma n'est plus aussi active que dans le passé, en raison notamment de la concurrence internationale, et il serait bon de la relancer. Il s'agit là d'un véritable moteur pour l'économie locale, dont dépendent de nombreux emplois. De même, l'activité touristique est essentielle pour Ouarzazate et il faudrait encore la développer. Le potentiel est immense : des paysages sans pareil de la région à la Kasbah d'Aït Ben Haddou, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, en passant par les sites rupestres, tout semble fait pour attirer les touristes du monde entier. Là encore, les participants espèrent des investissements pour structurer ce secteur.

Par ailleurs, la centrale solaire Noor, construite aux abords de la ville, a suscité beaucoup d'espoirs chez les citoyens. Mais, quelques années plus tard, les retombées au niveau local paraissent encore faibles pour la population. Ainsi, les infrastructures s'améliorent peu et le réseau routier, qui pourrait réduire le trajet vers Marrakech, ne semble progresser que lentement. De même, la qualité de l'eau à Ouarzazate a été l'objet de nombreuses critiques durant la réunion.

Les participants ont également beaucoup évoqué le domaine médical. Selon eux, ce secteur est en crise, comme en témoigne le récent mouvement de grève impliquant plus de 30 médecins, revendiquant l'amélioration des conditions de travail et des salaires à l'hôpital. Rien de surprenant d'après les participants, pour qui les établissements de santé fonctionnent mal. Enfin, les difficultés rencontrées par les écoles ont aussi été soulignées durant la réunion : en manque de moyens et d'enseignants, elles peinent à gérer les nombreux élèves de la commune, qui parfois abandonnent leur cursus.

Ouadia E. participante à l'étape de Ouarzatate

J'appelle Ouarzazate la ville des retraités. Une ville dans laquelle on se détend et c'est tout ! A vrai dire, le retraité n'a même pas où aller. Je trouve personnellement que l'on manque de beaucoup de choses : que ce soit l'emploi des jeunes, ou bien encore les infrastructures, notamment les espaces verts. On n'a nulle part où aller, les petits n'ont pas d'aires de jeu, nous n'avons même pas de centre commercial comme les autres villes. Il m'est difficile de décrire l'ennui et la marginalisation que nous ressentons. Il est impensable de vivre dans une ville où nous ne pouvons que travailler, régler des affaires administratives et aller chez l'épicier, où sommes-nous censés vivre ? Sans parler du fait que la ville du 7ème art n'a même pas une salle de cinéma ! Pourquoi ne pas ouvrir une salle de cinéma que l'on puisse au moins regarder les films produits chez nous? Pour ce qui est du positif, on peut au moins dire que la ville est propre.

Sur le plan économique, l'activité reste faible. Avant la Covid, il y avait au moins un peu de tourisme, mais maintenant, plus rien. Les gens qui travaillent dans le secteur public s'en sortent mais ceux du privé ont subi la crise de plein fouet. Il faut encourager davantage les investissements pour créer de l'emploi et adapter la formation au marché du travail, notamment en ce qui concerne l'activité minière et les énergies renouvelables.

Nous avons la chance d'avoir le projet Noor. Il faudrait donc former les jeunes dans ce domaine pour en tirer profit. Même le cinéma emploie plus d'étrangers que de Marocains et on ne peut pas dire que les blockbusters produits à Ouarzazate lui sont profitables. Les sociétés de production cinématographique sont internationales et communiquent en anglais. Il faut donc enseigner l'anglais à nos jeunes.

Pour ce qui est du secteur de la santé, nous manquons de médecins spécialistes, nous n'avons pas de CHU au niveau de notre région, alors beaucoup doivent aller jusqu'à Marrakech pour trouver la spécialité dont ils ont besoin. Les dispensaires sont également insuffisants. Lorsqu'on rapporte le nombre de médecins sur la population, les chiffres sont faibles.

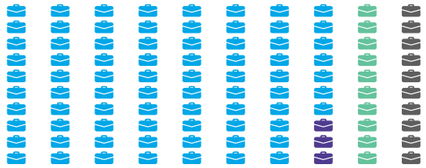
L'enseignement n'est pas exempt de contraintes. L'école privée propose généralement une éducation de qualité, en revanche dans l'école publique, le niveau n'est pas toujours le même, et les parents doivent assurer un suivi de près de leurs enfants. Je pense que la qualité de l'éducation est liée aux problématiques de ressources humaines et aux incitations insuffisantes proposées aux enseignants. Je crois aussi que la création d'écoles communales aidera à lutter contre l'abandon scolaire.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Accélérer le projet de construction de l'hôpital provincial, créer un service d'urgences, mettre en place davantage de dispensaires et renforcer le parc d'ambulances ;
- Promouvoir les campagnes de dons de sang ;
- Construire de nouvelles écoles et élargir l'empreinte géographique du transport scolaire, afin de les rapprocher des élèves ;
- Construire d'une université et des instituts d'enseignement supérieur ;
- Améliorer la couverture du réseau et améliorer la connexion internet ;
- Mettre en place des avantages pour les fonctionnaires de la Santé et de l'Education nationale ;
- Promouvoir les produits locaux, encourager les coopératives dans la production de dattes et développer le secteur touristique ;
- Réhabiliter le secteur minier et créer des centres de formation dédiés à ce domaine.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



77% Actifs

3% Non actifs

10% Etudiants

10% Journaliers

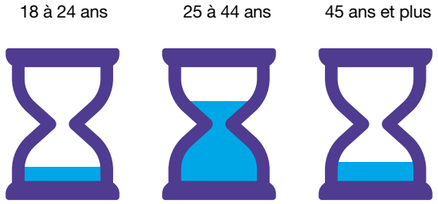
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

76% Je suis d'accord

24% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 13%

25 à 44 ans — 70%

45 ans et plus — 17%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

83% La santé

54% L'éducation

53% La création d'emploi, combattre le chômage

23% L'amélioration des standards et des conditions de vie

9% Les infrastructures (la voiries, les routes, les trottoirs...)

JOUR 92 - ZAGORA

Investir dans le tourisme et les produits du terroir

La 92e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours devait mener la caravane des Indépendants jusqu'à Zagora, aux portes du désert. Mais, pandémie oblige, la rencontre avec les 150 habitants inscrits s'est tenue par visioconférence, en septembre 2020. Ces derniers expriment spontanément leur attachement à la ville et à son patrimoine culturel. Il faut dire que l'histoire de cette oasis est très riche, puisqu'elle remonte à l'époque des Saadiens, avec le départ en 1591 de la célèbre expédition du sultan Al Mansour vers Tombouctou.

Mais le quotidien des participants est aujourd'hui moins glorieux et tous sont préoccupés par la situation économique, qui n'offre que peu d'opportunités de travail. La commune vit essentiellement de l'agriculture et du tourisme, lesquels rencontrent quelques difficultés. Ainsi, les habitants espèrent une meilleure valorisation des produits du terroir, grâce à l'accompagnement d'un plus grand nombre de coopératives actives dans la filière du palmier-dattier et dans la production de henné. Ils souhaitent aussi que des solutions structurelles soient adoptées pour faire face au recul des ressources hydriques, après plusieurs années de sécheresse.

Au niveau touristique, les citoyens attendent également une progression, en tablant par exemple sur le tourisme vert, qui valoriserait la palmeraie, la kasbah, ou encore le désert et ses dunes. De plus, les participants indiquent qu'il faudrait rénover la ville, en renforçant son authenticité, pour la rendre plus attractive. Le tunnel du Tichka (en projet) et le barrage d'Agdz (en cours) sont également très attendus.

Enfin, le volet de la santé a aussi été longuement débattu lors de la rencontre. L'hôpital provincial de Zagora est l'un des plus grands de la région, pourtant, les patients disent être souvent transférés à Ouarzazate ou Marrakech pour recevoir des soins. Cette situation serait essentiellement due à un manque d'équipements, au sous-effectif du personnel médical et à l'absence de plusieurs spécialités.

Hamid A. participant à l'étape de Zagora

Honnêtement, il y a beaucoup de choses que l'on souhaite voir s'améliorer ici. La ville est marginalisée à un point que je ne saurais décrire.

A l'hôpital, on ne trouve pas d'interlocuteur. On nous renvoie à Ouarzazate. A partir de là, il faut trouver un autocar, ou payer l'ambulance 1500 à 2000 dirhams et encore faut-il que l'ambulance soit disponible. Si une personne se trouve dans un état critique, l'aide n'arrive parfois pas à temps. Les femmes vivent le même calvaire à l'accouchement. Les gens se font piquer par un scorpion et ne trouvent même pas quelqu'un pour leur faire une piqûre ! On n'arrive pas à comprendre comment un hôpital de cette taille n'a pas assez de médecins. Zagora est une grande ville entourée par beaucoup de douars et toutes ces personnes se rendent à ce même hôpital aux ressources humaines insuffisantes.

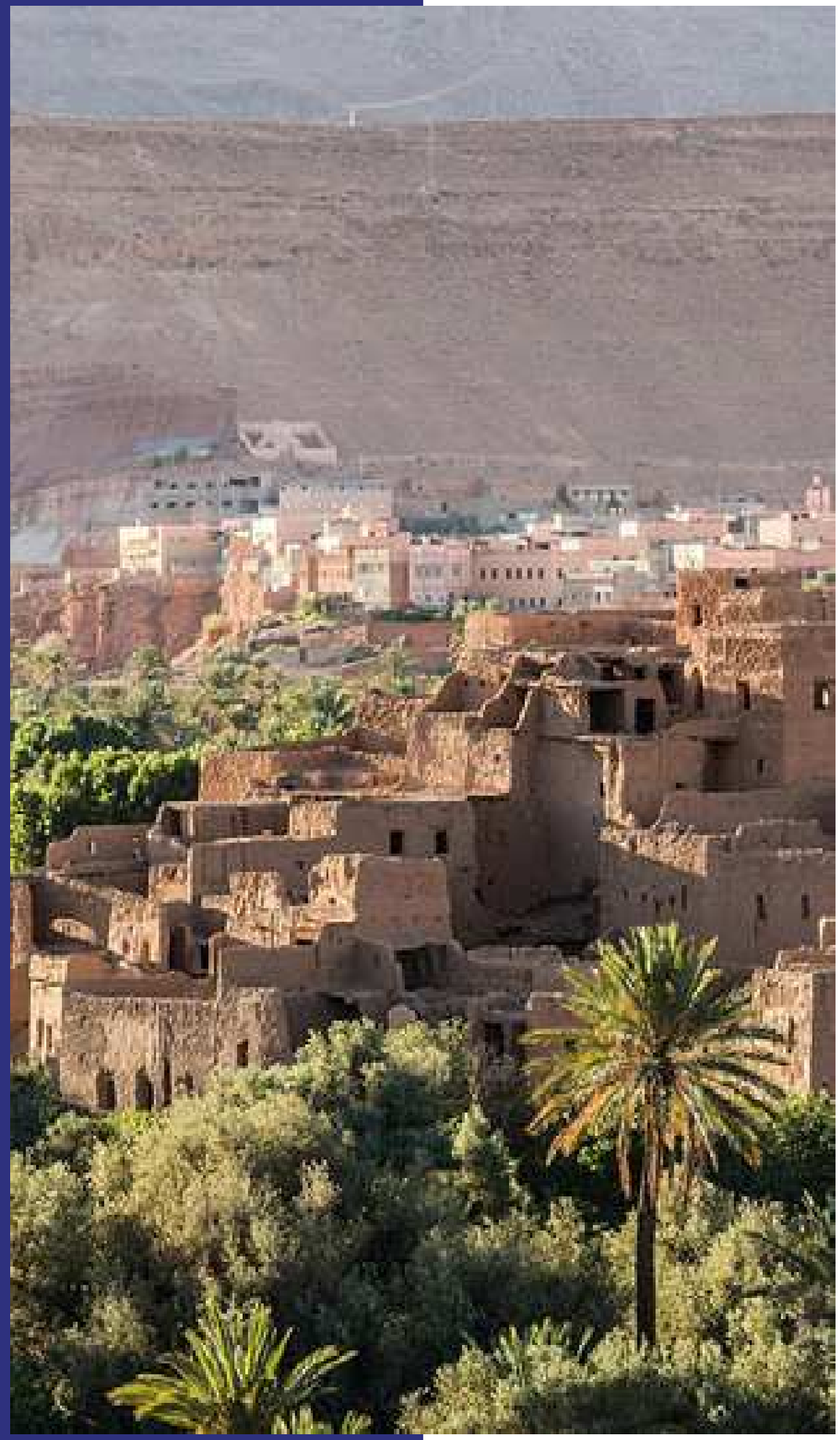
Pour ce qui est de l'éducation, les étudiants se rendent souvent jusqu'à Agadir, à plus de 500 km d'ici, pour poursuivre leurs études ! Il y a une faculté à Ouarzazate avec quelques spécialités mais ça reste insuffisant.. Si on est parents de seulement deux enfants, comment sommes-nous censés leur payer le loyer, le transport et de quoi vivre sachant que très peu de gens ont accès à la bourse ? Résultat : les parents envoient leurs enfants étudier pour un temps avant de leur demander de rentrer, faute de moyens.

L'autre problème qui se pose est celui des infrastructures. J'habite Hay Amezrou, ils ont goudronné les routes en 2010 et en 2015 ils ont dû creuser pour faire passer les conduites d'assainissement et depuis la route est pleine de trous. Vous trouvez ça normal ? Quand vous demandez au taxi de vous emmener à Amezrou, il répond : non je ne vais pas là-bas, les trous risquent d'endommager ma voiture. On se retrouve obligés de traverser le quartier, alourdis par le poids des courses.

Quant à l'économie, tout le monde est en difficulté en particulier depuis la pandémie. La plupart d'entre nous sommes des travailleurs journaliers. Le tourisme a régressé bien avant le Covid et je dirais même que certains citoyens sont responsables de cette situation. Par exemple les faux guides qui ne laissent pas les touristes à leur aise : dès son arrivée à Zagora, le touriste est oppressé par les racoleurs de tel ou tel bazar. Sans parler des arnaqueurs qui vendent leurs produits à des prix indécents. Forcément, chaque touriste qui vit une mauvaise expérience la partage avec d'autres personnes, et donc les gens deviennent méfiants et c'est toute la ville qui est impactée sur le long terme !

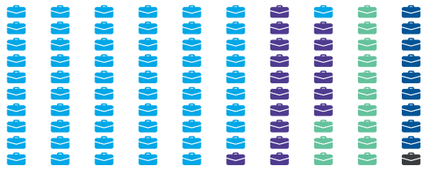
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Faciliter les procédures administratives, éviter la bureaucratie et mettre en place des exonérations fiscales afin d'attirer les investissements et encourager les jeunes porteurs de projet ;
- Encourager les coopératives artisanales et agricoles, valoriser les produits locaux en leur permettant d'accéder à des formations en terme de gestion ;
- Agrandir l'hôpital, diversifier l'offre de spécialités surtout le nombre de chirurgiens, équiper les établissements de santé du matériel nécessaire (radio, scanner, échographie etc.) et mettre en place un service pour les soins des grands brûlés et un service de maternité ;
- Combattre les dysfonctionnements administratifs et les traitements préférentiels, afficher les plannings de disponibilité des médecins et assurer les bonnes conditions de travail pour le corps médical ;
- Construire d'avantages d'établissements scolaires qui respectent les normes nationales pour diminuer l'encombrement en classes et des centres de formation professionnelle ainsi qu'une faculté indépendante ;
- Encourager l'enseignement des personnes à mobilité réduite et mettre en place un service de transport scolaire ;
- Affecter des enseignants compétents et assurer les bonnes conditions de travail pour les enseignants et les étudiants ;
- Améliorer l'infrastructure de la ville en construisant des ponts, une station moderne de traitement des déchets, des barrages et assurer une bonne maintenance de ces équipements ;
- Combattre l'enclavement de certains quartiers en assurant une bonne infrastructure routière ;
- Aménager des centres culturels et des terrains de proximité.



PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



59% Actifs59%
18% Non actifs
13% Etudiants
9% Journaliers
1% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

73% Je suis d'accord

27% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 19%
25 à 44 ans — 62%
45 ans et plus — 19%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

70% La santé

53% L'éducation

41% La création d'emploi, combattre le chômage

24% L'amélioration des standards et des conditions de vie

12% La voiries, les routes, les trottoirs...

JOUR 93 – TINGHIR

Soutenir le développement touristique de la ville

C'est depuis Tinghir que se sont connectées les 150 personnes qui ont participé à la 93e étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Nichée à 1300 mètres d'altitude dans la vallée du Todgha, cette commune est une véritable oasis dont les paysages font le bonheur des touristes et la fierté des habitants. De même, les participants citent les Gorges du Todgha, à quelques kilomètres, qui attirent énormément de visiteurs.

En dépit de cet immense potentiel, l'activité touristique est réduite et le taux de chômage reste important dans cette localité. Les citoyens regrettent donc ce manque à gagner et appellent à la mobilisation pour mieux exploiter les atouts de Tinghir. On parle ainsi de développer l'écotourisme ou encore de soutenir l'agriculture, avec les productions de pommes, de dattes et d'abricots par exemple. Pour cela, les participants espèrent un soutien qui permette la formation des agriculteurs ou encourage l'essor des coopératives.

D'autre part, le secteur de la santé est présenté comme très préoccupant. Ainsi, l'hôpital est sous-équipé et manque de personnel. C'est d'ailleurs suite au drame de la petite Idaya qu'il a pu obtenir un scanner et qu'un nouveau centre médical a été inauguré. Cette situation est d'autant plus grave que certains habitants signalent la présence de maladies liées à la mauvaise gestion des déchets.

En ce qui concerne l'éducation, les citoyens déplorent là aussi un manque de moyens qui nuit à la qualité de l'enseignement. Ils recommandent la construction de nouvelles écoles pour diminuer le nombre d'élèves par classe et faciliter la tâche des enseignants. De même, la création de centres de formation professionnelle permettrait d'insérer plus efficacement les jeunes dans le monde du travail.

Soufiane A. participant à l'étape de Tinghir

Les jeunes étudient jusqu'au brevet ou jusqu'au bac puis arrêtent, parce que les parents n'ont pas les moyens de les envoyer dans une autre ville poursuivre leurs études universitaires. Une fois diplômés, ils ne trouvent pas de travail. Il n'y a pas d'usines, et pas d'endroits adaptés pour passer du temps. Il faut aussi parler des subventions des associations, bon nombre d'associations ont réduit leurs activités à cause de la réduction des aides. Les coopératives féminines ont été particulièrement touchées. Certaines associations sont obligées d'arrêter leurs activités si elles ne reçoivent pas de subventions.

Il y a beaucoup de choses à dire sur l'enseignement et sur la santé. Quand tu rentres dans un hôpital, tu ne trouves pas à qui parler. Personne ne te prend en charge. La radio et le scanner qui ont été livrés ne fonctionnent déjà plus et l'on ne connaît pas la raison. Il n'a d'hôpital que le nom. Il faut du personnel et des équipements. Quand une femme doit accoucher, elle est envoyée à Errachidia. Et à Errachidia, les gens se plaignent de la pression, s'il n'y a plus de place et ça arrive, tu es obligé d'aller jusqu'à Meknès. Sans oublier que tu dois payer l'ambulance de ta poche.

Les écoles sont surchargées, il y a un manque cruel d'enseignants. Un professeur doit faire cours à trois ou quatre niveaux différents. Comment va-t-il faire? Il faut impérativement revoir l'éducation, car elle pose un grand problème.

L'infrastructure est peu développée. Et puis, dès qu'il y a un peu de pluie, des flaques recouvrent les routes.

J'ai l'impression que toute la région est marginalisée, même si les festivals et la production cinématographique ont créé un peu d'activité. De même, pour le projet de centrale solaire, qui n'est pas très éloigné. Mais il y a un manque d'intérêt pour la région.

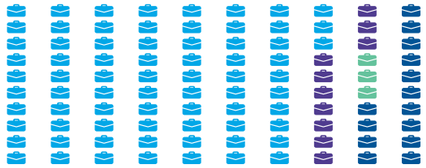
Moi je dis ça parce que j'aime beaucoup Tinghir et je veux qu'elle s'améliore. J'aime également les habitants de cette ville car même si tu es sans le sou, tu trouveras de la solidarité de leur part.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Développer le domaine touristique en exploitant les oasis et les ressources touristiques ;
- Mettre en place une zone industrielle, afin d'encourager l'installation d'usines et attirer des investisseurs ;
- Encourager et soutenir les coopératives agricoles surtout féminines ;
- Construire un barrage d'eau sur l'Oued Ghriss afin de développer l'agriculture ;
- Construire un grand hôpital avec toutes les spécialités et les équipements nécessaires, des dispensaires de proximité pour le milieu rural et mettre en place des caravanes médicales ;
- Renforcer les effectifs en personnel soignant et leur assurer de bonnes conditions de travail pour encourager la stabilité ;
- Renforcer la bonne gouvernance et favoriser l'égalité de traitement dans les hôpitaux et renforcer le contrôle (respect des horaires etc.) ;
- Construire de nouveaux établissements scolaires afin de diminuer l'encombrement, mettre à disposition un nombre suffisant d'enseignants et assurer le transport scolaire ;
- Donner plus d'importance à la formation des jeunes en construisant des centres de formation professionnelle et une université comprenant une faculté de médecine ;
- Améliorer la ville en termes d'infrastructures, en la reliant au réseau autoroutier et en mettant au norme l'aéroport de la ville ;
- Aménager des espaces verts et des terrains de proximité.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



73% Actifs

10% Non actifs

3% Etudiants

14% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

73% Je suis d'accord

27% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 3%

25 à 44 ans — 78%

45 ans et plus — 19%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

66% La santé

59% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'éducation

29% L'amélioration des standards et des conditions de vie

10% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 94 - ERFOUD

Développer le tourisme et attirer des médecins

La rencontre virtuelle organisée par les Indépendants pour la commune d'Erfoud, en septembre 2020, a réuni une centaine de participants. Vaste oasis située à l'extrémité sud de la route du Ziz, la ville compte plus d'un million de palmiers qui font la fierté de ses habitants. Ces derniers évoquent également les dattes de la région, lesquelles, avec une vingtaine de variétés différentes, sont réputées et célébrées chaque année lors du salon international Sidattes.

Ces atouts favorisent le tourisme, mais pas suffisamment pour fournir un emploi à chacun. Le taux de chômage est élevé et les citoyens regrettent de devoir aller chercher du travail ailleurs ; Erfoud étant parfois considérée comme un simple réservoir de main-d'œuvre. Cette situation déçoit les habitants, qui souhaiteraient pouvoir recevoir plus de touristes, tout en attirant aussi de nouvelles entreprises. Tous sont convaincus du potentiel de leur ville et espèrent une progression des infrastructures de transport pour l'exploiter, avec notamment le développement des routes et l'amélioration de l'aéroport.

En revanche, les participants sont beaucoup moins optimistes en ce qui concerne le domaine de la santé. Là encore, ils doivent quitter la commune pour se faire soigner, en raison du manque d'équipements et de médecins. Aussi, voudraient-ils améliorer les conditions de travail dans les centres médicaux de la ville, pour y encourager l'installation de professionnels de santé.

Pour terminer, les citoyens connectés ont abordé le sujet de l'éducation. Leur constat est sans appel : ce secteur est chaotique, avec des classes très encombrées et bien trop peu d'enseignants pour pouvoir assurer des cours dans de bonnes conditions.

Amina B. participante à l'étape d'Erfoud

Nous rencontrons des problèmes au quotidien à Erfoud. Et la situation, je vais la résumer en trois points: le chômage, la culture et la santé.

Nous n'avons pas d'investissements ou de projets qui peuvent offrir du travail aux habitants et les jeunes de la région en sont très affectés, une grande partie des jeunes préfère tenter sa chance dans d'autres villes. Même si tu trouves du travail ici, la rémunération ne sera pas à la hauteur. Personnellement, si j'ai une opportunité ailleurs, je ne resterai pas. S'il y avait des centres ou espaces pour le développement, les habitants resteraient ici. Il y a des choses qui pourraient être créées ou améliorées comme les coopératives agricoles ou artisanales, pour profiter des richesses de la région ! Et puis, nous avions un peu de tourisme, mais avec le corona tout s'est arrêté. Nous avons une main d'œuvre, mais pas d'opportunités, pas de travail.

Le plus gros problème est que nous manquons d'espaces culturels ou artistiques pour le développement personnel et l'accompagnement de nos jeunes. De même pour les enfants et les adolescents, il n'y a pas de lieux où ils peuvent exprimer et développer leurs talents, la maison des jeunes est délabrée, elle est en ruines. Il est très rare d'y voir une animation. À Erfoud il y a des peintres, des musiciens ou des comédiens capables de redonner vie à ce centre, mais cet animateur a besoin de quelque chose de stimulant pour le faire, "un certificat de participation" c'est ce que cet effort vaut aux yeux des responsables ? C'est ce qui va l'encourager ? Qu'est-ce qu'il va faire de ce certificat ? Si nous l'encourageons financièrement, il sera motivé à transmettre son savoir, offrir un encadrement à beaucoup d'enfants qui développeront leur potentiel et capital intellectuel plutôt que de traîner dans les rues. Et tout le monde sait ce qui se passe dans nos rues…

En ce qui concerne la santé. Les hôpitaux manquent d'équipements même la plus simple des analyses n'est pas disponible. De même pour le personnel médical, si tu trouves quelqu'un ce sera un généraliste et qui de surcroît n'est pas tout le temps là. Le secteur de la santé est dans un état catastrophique !

L'infrastructure de la ville est délabrée. Un pont à Hay Nahda s'est récemment rompu alors qu'un camion tentait de le traverser. Et dans d'autres quartiers, comme Hay Al Batha, il y a tout le temps des travaux pour régler les problèmes d'assainissement mais sans résultats. Il faut en finir avec le bricolage. Il y a des tentatives pour développer la ville, mais une main toute seule ne peut applaudir. Les gens d'Erfoud, que Dieu les préserve, sont réputés pour leur bonté, leur bienveillance et leur gentillesse, mais il faut qu'on parle, qu'on se manifeste quand quelque chose ne va pas, il faut qu'on se bouge, qu'on se mobilise, que l'on contribue tous au changement.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- **Mettre en place un environnement favorable et encourageant pour les investisseurs, les porteurs de projets et les petites et moyennes entreprises afin de dynamiser l'économie et créer de l'emploi ;**
- **Faire respecter le code du travail et combattre les traitements de faveur pour l'accès aux postes ;**
- **Aider les agriculteurs à s'équiper de machines agricoles, à mettre en place des systèmes d'irrigation et encourager l'installation d'usines de transformation et d'emballage agroalimentaire ;**
- **Réglementer, élargir le réseau et mettre en place de nouveaux moyens de transport, permettre au femmes d'accéder au permis de confiance et mettre en place une ligne maritime avec les Iles Canaries ;**
- **Construire, équiper des terrains de proximité et encourager les associations sportives ;**
- **Faire connaître la culture hassanie, élever l'oued Sakia Hamra au rang de monument historique et le préserver ainsi que le reste du patrimoine historique et organiser des manifestations culturelles et festivals pour tous surtout les populations vivant dans les quartiers et zones périphériques ;**
- **Trouver d'urgence des solutions pour les coupures d'eau, en contrôler régulièrement la qualité, élargir le réseau d'assainissement de la ville et moderniser le traitement des déchets.**

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

41% Actifs

40% Non actifs

11% Etudiants

8% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

66% Je suis d'accord

34% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 33%

25 à 44 ans — 51%

45 ans et plus — 16%

NIVEAU D'ÉDUCATION

95% Scolarisé

5% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

68% La santé

46% La création d'emploi, combattre le chômage

45% L'éducation

40% L'amélioration des standards et des conditions de vie

13% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 95 - LAÂYOUNE

Lutter contre le chômage et développer l'enseignement supérieur

Capitale du Sahara marocain, Laâyoune était une étape très attendue de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Aussi, avec plus de 220 participants, la visioconférence organisée en septembre 2020 par les Indépendants a tenu toutes ses promesses : les nombreux échanges avec les responsables politiques ont permis de dresser un réel état des lieux, tout en signalant les chantiers prioritaires pour l'avenir.

Les habitants sont fiers de leur histoire, traversée par la culture hassanie, et se montrent très attachés à l'identité de leur ville. Celle-ci dispose d'une activité économique variée, qui repose essentiellement sur la pêche, l'agro-industrie et l'exportation du phosphate. Le port est en effet relié au site de Boucraa grâce à un immense convoyeur, considéré comme « le plus long tapis roulant au monde ». Pourtant, le taux de chômage est élevé et les participants déplorent le manque d'opportunités de travail à Laâyoune.

Pour améliorer la situation, ils estiment qu'il faudrait notamment développer le secteur de l'éducation. Actuellement, si le nombre d'écoles semble satisfaisant, il n'en va pas de même pour l'enseignement supérieur, dont l'offre en formations est très faible. La ville manque en effet d'établissements proposant des cursus en adéquation avec les besoins de la région. Par ailleurs, les citoyens regrettent l'absence d'animation culturelle et souhaiteraient plus de moyens pour leur commune.

Enfin, le secteur de la santé a également été cité parmi les priorités de Laâyoune. Les hôpitaux n'ont pas assez d'équipements spécialisés et de personnel, tandis que la construction du CHU semble se prolonger. Les citoyens sont donc inquiets, notamment en cette période de crise sanitaire.

Yassine E. participant à l'étape de Laâyoune

Pour commencer, je vais vous parler de la discussion que j'ai eu avec les participants de la table 20. Nous, les chauffeurs, sommes laissés pour compte ! Nous voulons la mise en place de la carte professionnelle de chauffeur de taxi ! Pour que nous puissions avoir accès à la couverture médicale et à la retraite.

Je suis un utilisateur quotidien des routes et je constate que les travaux durent depuis plusieurs années. Les services de la voirie travaillent sur un boulevard et le goudronnent. Quelques mois après, ils reviennent pour creuser à nouveau ! La même chose pour les places : sitôt inaugurées, ils doivent les refaire ! Je ne comprends vraiment pas cette gestion.

Autre chose, la santé. Il y a juste deux jours, j'ai emmené ma fille à l'hôpital Hassan Ben Mehdi pour qu'ils la mettent sous oxygène. L'hôpital était dans un état délabré! Pas d'équipements, mauvaise gestion, manque de médecins… Quand ma femme a dû subir une opération elle a eu des complications et on a dû l'emmener en urgence jusqu'à Rabat.

Concernant l'enseignement, ceux qui ont les moyens arrivent à offrir une bonne éducation à leurs enfants dans les écoles privées, et ceux qui n'en ont pas inscrivent les leurs dans une école publique et espèrent qu'ils s'en sortiront ! Parce que plusieurs écoles publiques manquent d'équipements, les salles de classes ne respectent pas le cahier des charges et le niveau des enseignants n'est pas toujours bon.

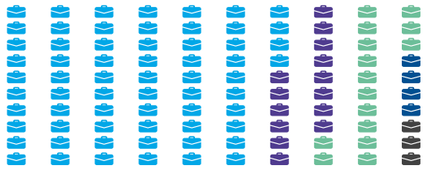
Voilà les problèmes que j'ai pu rencontrer, même si en vérité il y a de bonnes choses dans notre pays et il faut un peu de travail. A Laâyoune, il y a du changement notamment des projets culturels et sportifs qui animent la ville, même si nous aimerions accueillir plus de touristes, en développant le tourisme intérieur. Nos compatriotes de tout le pays sont les bienvenus à Laâyoune.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Faciliter les conditions d'accès au travail au profit des jeunes ;
- Construire des souks modernes de proximité et encourager les PME ;
- Construire plus d'écoles, rénover les anciennes pour combattre l'encombrement des classes ;
- Améliorer l'infrastructure routière pour faciliter l'accès aux écoles et mettre en place un service de transport scolaire ;
- Augmenter les effectifs, améliorer les conditions de travail et les salaires des enseignants ;
- Améliorer la gouvernance au sein des établissements scolaires afin de limiter les absences récurrentes ;
- Construire des centres de formation professionnelle et mettre en place des conseillers d'orientation dans les collèges et lycées ;
- Ouvrir le centre hospitalier universitaire ;
- Assurer la gratuité du service des urgences ;
- Assurer la formation continue du personnel médical et assigner un médecin réanimateur à chaque maternité ;
- Signer des conventions entre le secteur public et privé pour bénéficier d'équipements médicaux ;
- Faire bénéficier les travailleurs non déclarés de la couverture médicale.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



64% Actifs
14% Non actifs
15% Etudiants
4% Journaliers
3% Retraités

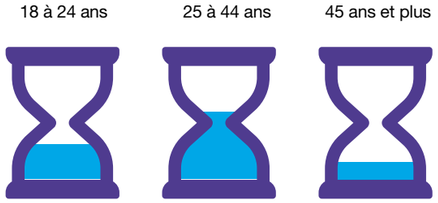
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

66% Je suis d'accord

34% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 29%
25 à 44 ans — 57%
45 ans et plus — 14%

NIVEAU D'ÉDUCATION

99% Scolarisé

1% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

68% La santé

62% L'éducation

30% La création d'emploi, combattre le chômage

27% L'amélioration des standards et des conditions de vie

19% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 96 - TANGER

Accroître le rayonnement social et culturel de la ville

Considérée comme le deuxième pôle économique du pays, Tanger a constitué une étape importante de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. En raison des mesures sanitaires, toujours en vigueur en septembre 2020, c'est par visioconférence que 160 habitants ont pu participer à la rencontre organisée par les Indépendants. La ville du détroit est réputée à travers le monde grâce à son histoire exceptionnelle et tous les participants aimeraient que cette identité culturelle rayonne davantage. Par ailleurs, la cité est présentée comme propre, avec de nombreux espaces verts, et plutôt agréable à vivre.

Depuis une décennie, Tanger s'est profondément transformée, avec de nouvelles infrastructures et l'essor du port de Tanger Med notamment. Ses zones industrielles se sont multipliées et les citoyens apprécient cette progression fulgurante qui favorise son développement. Pourtant, quelques défis subsistent et les participants s'inquiètent du taux de chômage, principalement chez les jeunes. Beaucoup recommandent de garantir l'égalité des chances dans l'accès aux opportunités d'emploi.

Si le secteur économique connaît une très bonne dynamique, il n'en va pas de même pour celui de la santé. Au contraire, les citoyens déplorent de nombreuses insuffisances en matière d'équipements et de personnel médical. L'hôpital Mohammed V est particulièrement visé, tandis que l'ouverture du CHU se fait toujours attendre.

Par ailleurs, le domaine de l'éducation est également critiqué, avec des écoles mal réparties dans la ville et des classes en sureffectif. Les participants ajoutent que le manque de moyens des établissements a été encore plus visible durant la crise liée à la pandémie de Covid-19.

Aziza B. participante à l'étape de Tanger

Le visage irradié de Tanger est indéniable. On y retrouve les caractéristiques des grandes villes. Paradoxalement, c'est la cacophonie dans certains quartiers populaires, laissés pour comptes, entre vendeurs à la sauvette qui s'installent où ils peuvent, le non-respect de la route devant l'hôpital, la négligence en matière de propreté etc.

Dans la mesure où j'exerce dans le milieu médical, permettez-moi de parler de la situation au sein des hôpitaux. Tous les citoyens ont droit à la santé, c'est un droit constitutionnel. C'est pourtant tout le secteur qui est en souffrance ! Certains hôpitaux n'ont accès à rien, ils n'ont rien. Dans l'hôpital où je travaille, spécialisé dans les troubles mentaux, la capacité est restée la même depuis des années. Malgré la croissance démographique importante, il n'y a pas eu d'efforts pour résorber le manque de lits, d'équipements et d'accessibilité. Il n'y a pas non plus d'espaces pour enfants en bas âge. Il en va de même pour l'hôpital Mohammed V, nous y constatons un manque de médicaments.

Pour ce qui est de l'éducation, les classes sont surpeuplées et le nombre d'enseignants est quant à lui insuffisant.

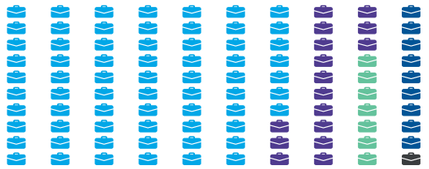
Enfin, comme je l'ai mentionné plus tôt, il y a beaucoup de points positifs ici à Tanger. Al Boraq a facilité beaucoup de choses pour ceux qui se rendent régulièrement à Rabat ou Casablanca, que ce soit pour le travail ou pour des raisons personnelles. Le travail associatif est également en floraison, il y a des aides, un encadrement citoyen, beaucoup de possibilités dans l'enseignement supérieur. Le volet culturel est également en plein essor, avec de nombreuses activités, des foires, le festival du cinéma, le festival de jazz. Ces derniers temps, malgré la pandémie, on remarque des changements positifs. Les gens sont plus indépendants et cherchent à trouver des ressources malgré les difficultés.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Diversifier l'activité économique de la région et encourager les projets touristiques et agricoles, afin de pas rester dépendant du secteur de la pêche ;
- Valoriser les richesses et des paysages de la ville, comme la plage qui gagnerait à être plus développée ;
- Construire des dispensaires de proximité et un hôpital universitaire et mettre en place davantage de spécialités comme l'ophtalmologie, cardiologie, pédiatrie et gynécologie ;
- Donner plus d'importance à la propreté et l'hygiène à l'hôpital Hassan II et mettre en place une radio et un scanner ;
- Construire davantage d'écoles, bien former et offrir de bonnes conditions de travail pour les enseignants afin de redonner de la valeur au secteur public ;
- Assurer l'orientation des futurs étudiants dès le collège ;
- Généraliser le préscolaire ;
- Améliorer le réseau d'eau potable ;
- Améliorer le réseau d'assainissement pour régler les problèmes d'odeurs et mettre en place une station de traitement des eaux usées afin d'éviter que les eaux rejetées par les unités industrielles ne se déversent dans la mer et polluent le littoral ;
- Augmenter le nombre de bus et de taxis ;
- Traiter les déchets, encourager le recyclage, augmenter le nombre de poubelles et mettre en place un partenariat pour le ramassage des déchets avec une société délégataire de service public ;
- Harmoniser l'aspect de la ville et adopter une couleur unifiée pour les façades.

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



67% Actifs
16% Non actifs
7% Etudiants
9% Journaliers
1% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

73% Je suis d'accord

27% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans | 25 à 44 ans | 45 ans et plus

20% | 65% | 15%

NIVEAU D'ÉDUCATION

98% Scolarisé

2% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

60% La santé

43% La création d'emploi, combattre le chômage

40% L'éducation

32% L'amélioration des standards et des conditions de vie

15% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 97 - DAKHLA

Développer l'activité économique et l'enseignement supérieur

Lors de sa 97ème étape, l'initiative 100 Villes, 100 Jours avait rendez-vous avec les habitants de Dakhla, organisé par les Indépendants via visioconférence. C'est ainsi que 336 participants ont assisté à cette rencontre virtuelle riche en échanges. D'emblée, les citoyens ont exprimé leur attachement pour leur commune, véritable porte d'entrée du Royaume, entre montagnes et océan. Ils apprécient cette situation géographique privilégiée, tout comme la nature environnante.

En plus de ces atouts qui permettent le développement des activités touristiques, la région de Dakhla dispose de nombreuses ressources naturelles. Elle est notamment réputée pour l'abondance de ses richesses halieutiques, qui représentent une part considérable de son économie. En outre, ce territoire connaît aussi un large essor de la culture sous serre, ce qui offre de nouvelles opportunités d'emplois aux habitants. Néanmoins, les participants estiment que ces grands potentiels pourraient être mieux exploités et ainsi faire progresser plus rapidement la commune. Ils considèrent notamment que des freins limitent l'investissement et que des mesures devraient être prises pour en obtenir davantage. De même, l'amélioration du réseau d'eau potable et l'augmentation des espaces verts pourraient rendre Dakhla plus attractive aux yeux des porteurs de projets.

Pour grandir, la commune a également besoin de former localement sa jeunesse. D'après les personnes connectées, il y a actuellement trop peu d'établissements de formation pour satisfaire la demande. Beaucoup de filières sont absentes et les étudiants doivent souvent quitter la région pour continuer leur cursus. Les villes universitaires étant très éloignées, cette démarche se révèle coûteuse et peu de familles peuvent se le permettre.

En revanche, le secteur de la santé progresse grâce à l'hôpital régional Hassan II, récemment inauguré. Les citoyens espèrent qu'il sera bientôt mieux doté en personnel médical, afin qu'il puisse pleinement fonctionner. De même, des efforts sont attendus pour améliorer l'accueil et la prise en charge des patients, et plus particulièrement celle des bénéficiaires du Ramed, qui sont parfois délaissés.

Dounia R. participante à l'étape de Dakhla

Mon mari et moi, vivons à Dakhla depuis 6 ans. Nous sommes venus pour des raisons professionnelles et à l'époque, nous avions le choix entre plusieurs villes d'affectation. Les images de Dakhla sur internet nous ont donné envie, mais une fois sur place, mis à part le côté touristique, nous avons trouvé que la vie est difficile ici. Il y a des problèmes dans les hôpitaux ! L'hôpital Hassan II, par exemple, devrait être beaucoup plus grand et mieux équipé. Les personnes qui doivent faire un scanner ou une simple opération des amygdales doivent aller à Laâyoune ou jusqu'à Agadir. Il m'arrive d'y emmener mon fils pour qu'on lui administre de l'oxygène et il se peut qu'il n'y en ait pas. Il n'y a pas non plus de spécialités. J'ai de la famille à Rabat, quand je suis malade, j'attends de leur rendre visite pour aller chez le médecin. Quand je dois aller au dispensaire du quartier, je me lève à 5h du matin pour faire la queue, sans assurance de voir le docteur.

Pour les jeunes aussi la vie est difficile, il n'y a pas d'entreprises où travailler. Tu fais de longues études, tes parents te prennent en charge pour le logement et le tout le reste, quand tu décroches ton diplôme et que tu veux revenir dans ta ville auprès de tes proches, tu ne trouves pas de boulot. La seule alternative que tu trouves, c'est de travailler dans des chambres froides. Du coup, tu te dis à quoi bon faire des études ! C'est bien qu'il y ait ces industries de la pêche, mais ce n'est vraiment pas suffisant, il faut diversifier.

Il n'y a pas de bus non plus, les habitants qui n'ont pas le budget pour se déplacer en taxi sont obligés de prendre les triporteurs et vous connaissez les risques que cela comporte. Nous n'avons pas de jardins ou de parcs où sortir les enfants, et quand la municipalité décide enfin d'aménager une place, elle est couverte de zellige. Quand on veut aller à la plage pour changer d'air et se réunir en famille, on est obligé d'aller à la plage "kilomètre 25" ou une autre plage encore plus éloignée. Je veux dire par là, que tu seras une nouvelle fois confronté au problème de transport. Si on sort c'est pour faire les courses et rentrer, c'est tout!

Je travaille dans l'éducation et, malheureusement, le préscolaire est négligé ! J'ai des élèves de six ans qui commencent l'école au CP et ne savent pas tenir un crayon. Ce retard a des répercussions sur leur parcours scolaire, et dans notre pays, ils sont nombreux à en pâtir. Je pense que la généralisation de l'enseignement préscolaire doit être une des priorités de l'éducation nationale.

PROPOSITIONS DES CITOYENS

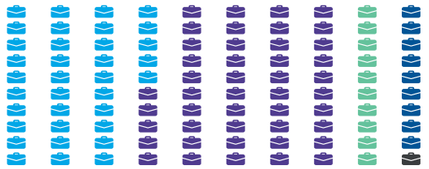
- Mettre en place une zone industrielle afin d'encourager l'investissement dans la région ;
- Prévoir des instituts de formation et diversifier les filières de formation dans les secteurs de l'agriculture, la pêche et les énergies renouvelables, afin de répondre à l'offre du marché du travail ;
- Valoriser les ressources de la zone, en particulier à travers l'aménagement de la plage et y encourager les projets touristiques ;
- Aménager un marché de proximité moderne avec des loyers à la portée des commerçants ;
- Mettre en place un hôpital dans la ville disposant de toutes les spécialités, surtout d'un service de pédiatrie et d'une maternité équipée de salles dédiées à l'accouchement, encadrée par des gynécologues et des sages-femmes ;
- Equiper les établissements existants de matériels médicaux nécessaires, en particulier radios, scanners, échographies et ambulances ;
- Assurer la présence de pharmacies dans toute la ville ;
- Construire de nouvelles écoles et salles de classes pour réduire l'encombrement, prendre en considération l'état déplorable des établissements et les équiper du matériel pédagogique. Augmenter le nombre d'enseignants et leur permettre d'avoir accès à des formations continues ;
- Améliorer et harmoniser les programmes scolaires et mettre l'accent sur l'apprentissage des langues étrangères ;
- Construire une antenne universitaire dans la ville et des bibliothèques pour encourager la lecture ;
- Réglementer les cours particuliers donnés par certains enseignants du secteur public ;
- Encourager le reboisement, construire des espaces verts et de divertissements, et donner plus d'importance à l'aspect et à la beauté de la ville ;
- Construire des théâtres et des maisons des jeunes ;
- Améliorer le système d'assainissement pour faire face aux inondations, améliorer l'accès et la qualité de l'eau potable et élargir le réseau électrique.

100 VILLES 100 JOURS

BOUJDOUR

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



35% Actifs
45% Non actifs
10% Etudiants
9% Journaliers
1% Retraités

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

91% Je suis d'accord

9% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 31%
25 à 44 ans — 53%
45 ans et plus — 16%

NIVEAU D'ÉDUCATION

96% Scolarisé

4% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

- 65% La santé
- 57% La création d'emploi, combattre le chômage
- 53% L'éducation
- 40% L'amélioration des standards et des conditions de vie
- 5% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 98 - BOUJDOUR

Améliorer les infrastructures publiques

Tournée vers l'Atlantique, grâce à son port de pêche et ses longues plages, la ville de Boujdour était représentée par 174 habitants lors de la visioconférence organisée dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours. Durant ce riche échange avec les Indépendants, les participants ont montré qu'ils étaient fiers de leur culture et de leur héritage hassani, dans une localité où la solidarité entre les citoyens joue un grand rôle.

Ils expliquent en revanche que les inégalités sociales sont nombreuses. Ainsi, d'après eux, la commune dispose de suffisamment de ressources, mais leur mauvaise distribution nuit à son homogénéité. Le taux de chômage est élevé et il s'avère que les diplômés ont beaucoup de difficultés à trouver du travail. Les Boujdouris espèrent donc une amélioration prochaine de la situation économique locale, en valorisant davantage ses atouts touristiques et ses ressources halieutiques.

De même, les habitants signalent que les infrastructures urbaines manquent d'entretien : les routes deviennent impraticables en cas de pluie et les réseaux d'eau et d'assainissement sont parfois défectueux.

Les infrastructures médicales sont également pointées du doigt. Les hôpitaux et les dispensaires n'ont pas assez de moyens techniques et humains pour bien fonctionner, et plusieurs spécialités manquent à l'appel. Par exemple, en l'absence de maternité, les femmes doivent accoucher à Laâyoune.

De même, le domaine de l'éducation connaît des lacunes, avec trop peu d'écoles pour pouvoir accueillir convenablement tous les élèves de la commune. D'ailleurs, l'expérience de l'enseignement à distance, durant le confinement, a soulevé de nombreux problèmes dans le secteur public. Enfin, il est également signalé que Boujdour manque d'établissements de loisirs et de culture pour les jeunes. En effet, ceux-ci aimeraient pouvoir disposer de lieux pour se rencontrer et s'épanouir dans leur ville.

Khaled N. participant à l'étape de Boujdour

Pour que la région soit plus dynamique et se développe, la priorité est de créer des opportunités d'emploi. Les habitants, qu'ils soient diplômés ou non, ne trouvent pas de travail. Et les jeunes, à peine leurs études terminées, sont confrontés à la pénurie d'offres d'emploi et au chômage. Si tu veux un revenu, il faut partir tenter ta chance dans une grande ville ! Moi-même j'en ai fait l'expérience, je travaille dans un domaine différent de celui auquel mes études m'ont destiné ! L'autre problème que rencontrent nos jeunes, porte sur l'enseignement supérieur : les étudiants doivent parcourir 800 km jusqu'à Agadir. Une fois là- bas, le logement leur coûte cher, 1.000 dirhams la chambre! Comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ? Il nous faudrait une annexe universitaire, ici, à Boujdour.

Concernant le tourisme, il n'est pas développé comme à Dakhla par exemple. Même si l'océan est à proximité, il n'y a pas d'infrastructures touristiques, même si quelqu'un s'arrête à Boujdour c'est uniquement une étape de passage, pour se reposer et reprendre la route le lendemain.

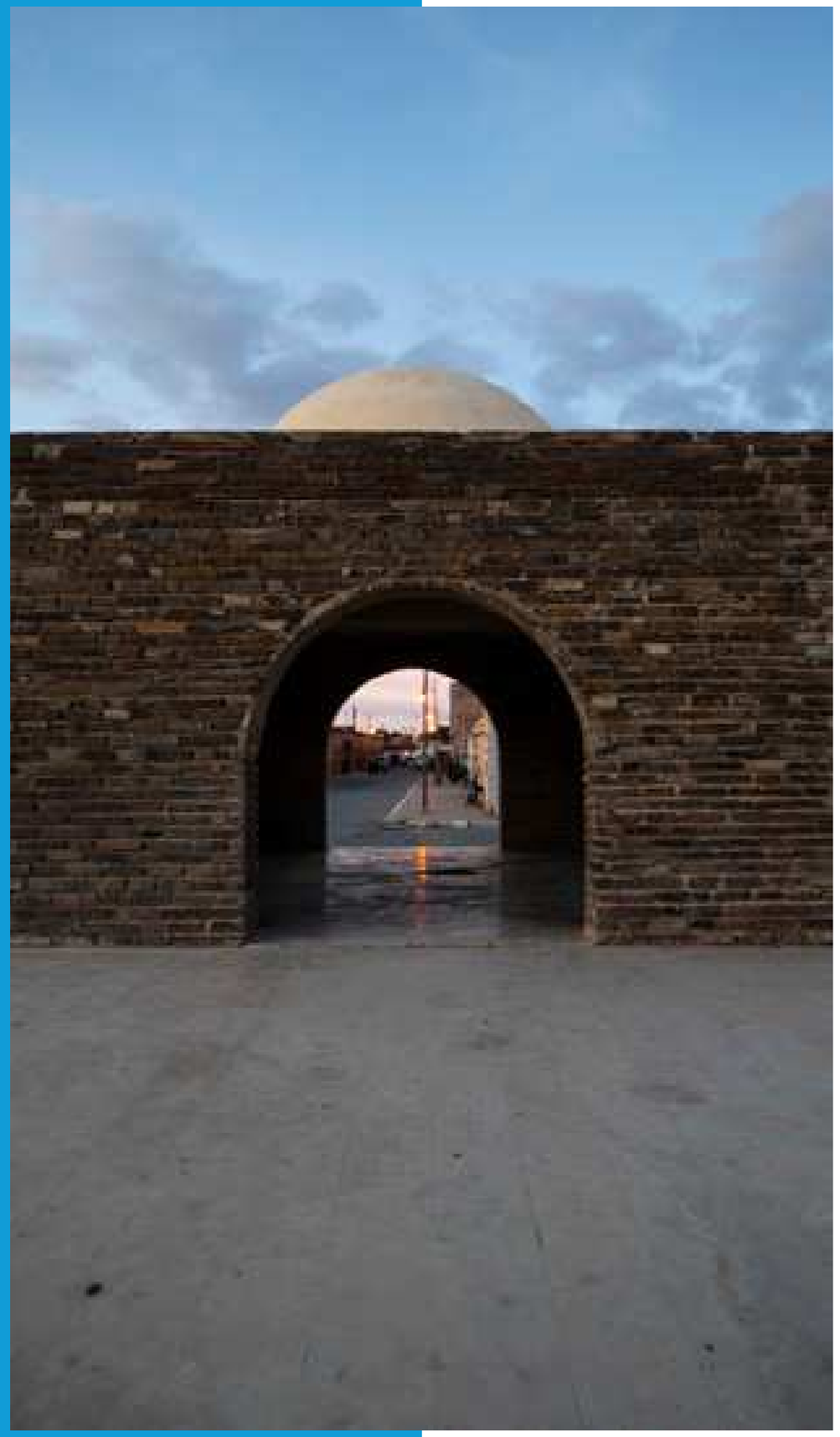
Il faudrait construire des espaces de divertissement gratuits pour les enfants. Ici, Il n'y a ni jardins, ni espaces de jeux. Les parents aimeraient emmener leurs garçons ou leurs filles dans un endroit où ils peuvent avoir l'esprit tranquille et ne pas les laisser jouer dans la rue ou sur la chaussée.

La situation du secteur de la santé est très détériorée, il faut des équipements dans l'hôpital mais aussi de la supervision et du contrôle. On aimerait aussi la mise en place d'au moins un laboratoire d'analyses médicales pour que l'on n'ait plus à se déplacer jusqu'à Laâyoune pour faire les analyses. L'accueil est convenable, le personnel médical fait des efforts mais il manque de moyens.

Enfin, il y a des efforts qui sont faits quant à la beauté et à l'embellissement de la ville. Les routes, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, sont bien entretenues, comme par exemple la route qui relie Boujdour à Laâyoune, mais les partis politiques devraient connaître et prendre en considération les besoins des habitants et faire l'effort d'écouter la population locale.

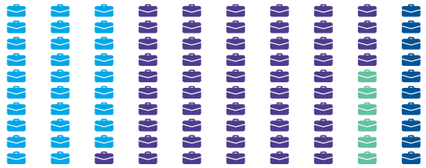
PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Mettre en place un environnement favorable et encourageant pour les investisseurs et les porteurs de projets afin de dynamiser l'économie et créer de l'emploi surtout dans les domaines du textile ;
- Accorder une attention particulière aux diplômés de la ville et investir leurs compétences dans les projets de la région, en les priorisant dans l'emploi ;
- Encourager l'élevage, la production de produits du terroir et surtout les coopératives féminines ;
- Elargir le réseau routier et désenclaver certaines zones pour créer une plus grande dynamique économique ;
- Construire un nouvel hôpital et l'équiper du matériel nécessaire en particulier d'une radio, d'un scanner et d'ambulances, construire des dispensaires de santé pour réduire la pression sur les autres établissements ;
- Préciser la spécialité de chaque médecin et la rendre visible au public pour faciliter l'orientation des citoyens vers le bon médecin ;
- Construire de nouvelles écoles et salles de classes pour réduire l'encombrement, prendre en considération l'état déplorable des établissements et les équiper du matériel pédagogique. Augmenter le nombre d'enseignants et leur permettre d'avoir accès à des formations continues ;
- Encourager les événements et manifestations culturelles tels que le salon du livre et mettre en place des bibliothèques dans les écoles et facultés ;
- Revoir la pédagogie et mettre en place un programme scolaire en adéquation avec le marché de l'emploi ;
- Construire un théâtre, des maisons des jeunes, des cafés culturels pour encourager la lecture et la culture ;
- Aménager des espaces verts, de divertissement et des centres pour les personnes en situation de handicap ;
- Protéger et valoriser le patrimoine local, en particulier dans la région de Rchiouat ;
- Prendre en considération l'aspect et la beauté de la ville.



PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE



29% Actifs

55% Non actifs

6% Etudiants

10% Journaliers

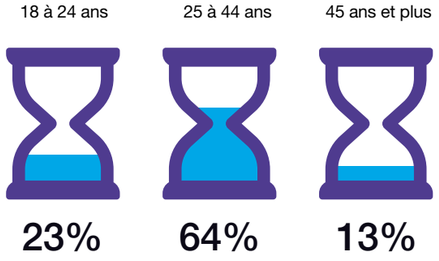
SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

67% Je suis d'accord

33% Je ne suis pas d'accord

AGE



18 à 24 ans — 23%

25 à 44 ans — 64%

45 ans et plus — 13%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

78% La santé

50% L'amélioration des standards et des conditions de vie

44% L'éducation

43% La création d'emploi, combattre le chômage

19% L'accès au logement

JOUR 99 - ES SMARA

Soutenir les investissements sociaux et le secteur médical

Fin septembre 2020, Es Smara a fait partie des dernières villes concernées par l'initiative 100 Villes, 100 Jours. A cette occasion, 79 de ses habitants ont participé à la rencontre en ligne organisée sur la plateforme numérique des Indépendants. Ils ont pu échanger avec quelques responsables politiques et faire part de leurs attentes pour Es Smara, dont ils soulignent la très forte identité historique.

D'après les participants, la commune a surtout une vocation administrative et militaire, sans activité économique très soutenue. Sa situation s'est sensiblement améliorée avec le nouveau découpage régional, qui la rattache à Laâyoune plutôt qu'à Guelmim, mais le taux de chômage y reste toujours élevé, notamment chez les jeunes diplômés. Contrairement à d'autres villes du sud, Es Smara ne dispose pas de ressources agricoles et son potentiel de développement est relativement limité. C'est pourquoi les citoyens espèrent des programmes d'investissements soutenus par l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) afin de dynamiser leur localité.

Pour favoriser l'essor de la commune, les habitants voudraient aussi pouvoir compter sur l'éducation. Mais ils expliquent que les formations académiques proposées ne sont pas adaptées au marché du travail local. De nombreux espoirs sont fondés sur la diversification de l'offre universitaire après l'annonce de la transformation de la Faculté d'études théologiques Chariaa en Faculté Polydisciplinaire.

Enfin, le secteur de la santé est lui aussi en difficulté. Les habitants estiment que la commune manque d'équipements médicaux, d'ambulances et surtout de personnel soignant, tel que des pédiatres et des médecins-obstétriciens. Ils expliquent par exemple que les femmes sont obligées d'accoucher dans d'autres villes. Beaucoup comptent sur l'agrandissement de l'hôpital provincial, mais sa troisième tranche semble avoir pris du retard. Néanmoins, plusieurs participants soulignent le bon travail réalisé par la nouvelle équipe médicale.

Lahbib E. participant à l'étape d'Es Smara

Selon moi, le premier secteur qui nécessite une amélioration à Es Smara c'est le secteur de la santé. Nous manquons de médecins, d'équipements et d'un certain nombre de moyens. Les médecins de la ville n'ont pas de matériel pour travailler. Le rhumatologue t'envoie à Laâyoune, pour un scanner on t'envoie à Laâyoune, ou même Agadir ou Marrakech ! Ce n'est pas un hôpital, c'est une gare routière ! C'est comme ça qu'on l'appelle ici.

L'activité commerciale est très timide à Es Smara. Je suis électricien, je n'ai pas de grandes entreprises à qui offrir mes services afin d'avoir un salaire et d'être déclaré. Je travaille ici et là, mais je n'ai ni protection sociale, ni couverture médicale, ni rien. J'ai le Ramed, un point c'est tout ! La prise en charge à Es Smara est très moyenne, donc même le Ramed ne m'offre pas grand-chose. Si seulement on pouvait avoir une bonne couverture médicale et une retraite, c'est tout ce qu'on demande.

Il y a aussi le problème de logements insalubres. Dans beaucoup de quartiers, la construction est très approximative, cela a des répercussions sur les habitants ainsi que sur l'aspect de la ville. On nous a fait miroiter des projets de logements sociaux, je pense que cela pourrait beaucoup aider. Pour tout vous dire, on a vu beaucoup de choses évoluer ces dernières années, comme les routes entre Laâyoune et Es Smara qui étaient toutes crevassées et dont on s'est plaint des années durant. Désormais elles sont arrangées, et les travaux d'amélioration continuent. On a construit des places et des jardins et on continue sur cette lancée. Al hamdoulilah. Il reste encore du travail notamment dans le secteur de la santé comme je l'ai dit et tout ira pour le mieux. Personnellement, je ne nous vois vivre, mes enfants et moi, qu'à Es Smara!

PROPOSITIONS DES CITOYENS

- Encourager les investissements dans le domaine agricole afin d'attirer les entreprises de l'agroalimentaire spécialisées dans la transformation et l'emballage et créer des instituts agronomiques qui dispensent des formations en adéquation avec les besoins du marché du travail local ;
- Assurer la couverture médicale, le respect du code du travail et le transport au profit des ouvriers agricoles ;
- Encourager l'artisanat, soutenir les artisans et construire un espace pour accueillir leurs ateliers et leurs boutiques ;
- Créer des opportunités de travail pour les personnes à mobilité réduite et les intégrer dans le marché du travail ;
- Assurer la gratuité des médicaments et traitements pour les maladies chroniques en particulier l'insuline et combattre le favoritisme liés à l'octroi de ces médicaments ;
- Augmenter le nombre de dentistes ;
- Assurer la présence d'un nombre suffisant d'agents administratifs dans les hôpitaux mais aussi de personnel médical et leur fournir le matériel nécessaire et des formations pour les mettre dans les meilleures conditions ;
- Activer et élargir le champs du programme Ramed ;
- Revoir l'approche pédagogique de l'éducation nationale ;
- Construire de nouveaux établissements éducatifs pour combattre l'encombrement et mettre à disposition un nombre suffisant d'enseignants ;
- Assurer de bonnes conditions de travail pour les enseignants en leur proposant des logements de fonction et d'autres incitations ;
- Mettre en place des centres d'orientation pour les jeunes étudiants et mettre à disposition des conseillers d'orientation bien formés mais aussi revoir les programmes scolaires ;
- Créer des clubs (écriture, art, sport) au sein des écoles et des universités ;
- Aménager des terrains de proximité, des maisons des jeunes et des espaces verts et de divertissement ;
- Trouver une solution aux problèmes causés par les déchets industriels et améliorer le réseau d'assainissement ;
- Améliorer l'infrastructure routière et aménager les berges de l'oued Souss.

JOUR 100 - AIT MELLOUL

PROFIL DES PARTICIPANTS

SITUATION PROFESSIONNELLE

52% Actifs

18% Non actifs

18% Etudiants

12% Journaliers

SENTIMENT GENERAL

La situation de ma ville s'est beaucoup dégradée au cours des cinq dernières années

83% Je suis d'accord

17% Je ne suis pas d'accord

AGE

18 à 24 ans — 33%

25 à 44 ans — 57%

45 ans et plus — 10%

NIVEAU D'ÉDUCATION

97% Scolarisé

3% Jamais scolarisé

LES 5 CHANTIERS LES PLUS PRIORITAIRES

56% La santé

47% La création d'emploi, combattre le chômage

35% L'éducation

31% L'amélioration des standards et des conditions de vie

28% La lutte contre la criminalité et la violence

JOUR 100 - AIT MELLOUL

Diversifier l'économie pour offrir du travail aux jeunes

Ultime étape de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, la visioconférence dédiée à Ait Melloul a réuni plus de 1000 participants sur la plateforme numérique des Indépendants. La rencontre a été marquée par le discours introductif de Aziz Akhannouch, président du RNI. Celui-ci a en effet souligné la réussite de cet ambitieux programme, qui a permis de sillonner le Royaume, pour donner la parole aux citoyens, en dépit de la pandémie de Covid-19.

Les participants définissent leur ville comme une agglomération urbaine satellite d'Agadir, avec une très forte croissance démographique ; ce phénomène s'expliquant notamment par l'exode rural des populations du Souss, mais aussi par les normes de construction moins exigeantes qu'à Agadir depuis le tremblement de terre de 1960. De ce fait, les infrastructures sont parfois insuffisantes : c'est par exemple le cas des routes, en mauvais état, ou du réseau d'assainissement, qui ne dessert pas tous les quartiers. De même, les habitants souhaitent plus d'espaces verts, d'établissements culturels et de lieux dédiés à la pratique sportive.

Sur le plan économique, l'agriculture est le moteur de la plupart des activités. Les producteurs locaux viennent commercialiser leurs récoltes à Ait Melloul, qui dispose de stations de conditionnement pour les agrumes ainsi que de plusieurs équipementiers agricoles. Mais cette dynamique est insuffisante et le taux de chômage reste élevé, surtout chez les diplômés, dont les compétences sont peu sollicitées localement. Pour remédier à cette situation, les participants recommandent de diversifier l'économie en encourageant les nouveaux projets. En outre, certains indiquent qu'il faut absolument réduire le favoritisme qui nuit au climat des affaires.

Dans le domaine de la santé aussi, les problèmes de gouvernance ont occupé une bonne partie des débats. Plus généralement, le fonctionnement de ce secteur concentre beaucoup de critiques, alors qu'il dispose de très peu de moyens. Le déficit d'équipements, et notamment le scanner, et le manque de personnel médical sont ainsi constatés par tous.

Enfin, les participants ont salué le statut scientifique d'Ait Melloul, notamment après l'ouverture du complexe universitaire Azrou - Ait Melloul, projet majeur intégrant des formations et des spécialités aussi importantes que variées. Toutefois, les habitants souhaitent venir à bout des lacunes de l'enseignement primaire et secondaire. Certaines classes comptent plus de 50 élèves et de nombreuses familles scolarisent leurs enfants dans des écoles privées, lorsque leurs moyens leur permettent. Pour finir, les participants ont également appelé à la création d'un institut de formation agricole, qui permettrait d'insérer plus facilement les jeunes dans le monde du travail.

Youssef B. participant à l'étape d'Ait Melloul

Ce dont je souffre le plus et dont je pâtis chaque jour, c'est le manque de travail. Et ça s'est aggravé avec le Corona. Quand tu demandes du travail à quelqu'un, il te répond qu'il est en difficulté, qu'il ne peut pas recruter et qu'il peut à peine payer ses employés. La situation a empiré. Les gens sont très affectés, de nombreuses connaissances ont travaillé trois mois sans toucher de salaire rien que pour garder leur emploi, parce qu'ils savent qu'ils n'auront aucune autre alternative. Certaines nounous ont été interdites de garder des enfants, quand bien même elles respectaient les consignes sanitaires. Ça me rappelle un autre problème auquel nous sommes confrontés, la situation économique ne nous permet pas d'inscrire nos enfants à la crèche. Comme il n'y a pas de crèches publiques, les familles qui ont les moyens inscrivent leur enfants dans des garderies privées, alors que celles qui sont en difficulté attendent le CP pour les scolariser et souvent ils ne sont pas prêts ou bien ils sont en décalage par rapport à ceux qui sont passés par le préscolaire.

Ait Melloul a des aspects positifs mais beaucoup de choses laissent encore à désirer: il n'y a pas d'espaces verts, et même si des arbres ont été plantés à certains endroits, l'espace n'est pas adapté pour s'y détendre ou y emmener ses enfants. Et c'est dommage vu les terrains à disposition. Il est aussi urgent d'aménager un hôpital aux normes et équipé, afin de nous épargner le déplacement jusqu'à Inezgane pour une opération ou pour consulter un spécialiste. C'est triste, mais nos espérances dépassent la réalité que nous vivons. En toute sincérité, il nous faut des médecins proches de la population, qui connaissent nos antécédents médicaux et suivent leurs évolutions. Pas des docteurs que l'on ne voit qu'une fois que la situation est devenue délicate. J'aimerai aussi évoquer la situation des personnes handicapées, car je travaillais dans ce domaine. Un centre d'orientation et d'assistance a été construit mais il est loin, il se trouve à Hay Chouhada.

100 VILLES 100 JOURS : LEVIERS DE DÉVELOPPEMENT

Moins d'une année après le lancement de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, dans la ville de Demnate, la caravane des Indépendants s'est conclue en visioconférence avec les habitants de Aït Melloul, en octobre 2020.
En onze mois, le Rassemblement national des indépendants (RNI) a rencontré des dizaines de milliers de citoyens à travers le Royaume, dans le cadre d'une consultation publique sans précédent au Maroc. Dans les salles communales ou sous des chapiteaux, autour de grandes tables, tous ont partagé leur quotidien et échangé avec des responsables politiques à propos de leur avenir.

Au fil des étapes, s'est affiné le portrait de villes trop souvent absentes du débat public : les villes moyennes, de plus de 25 mille habitants ; des localités appelées à accueillir plus de 40% de la population urbaine dans les prochaines décennies. Si elles semblent toutes souffrir des mêmes maux, avec d'importants besoins dans les secteurs de la santé, de l'emploi et de l'éducation notamment, elles font face à des enjeux différents, qui exigent une approche de développement spécifique et adaptée aux contextes locaux.

Cette approche inédite permet de dresser la radiographie du Maroc de demain, à travers les attentes et sentiments des habitants, lesquels souhaitent être plus impliqués, plus écoutés dans la conception des programmes politiques de leurs gouvernants. Leurs priorités peuvent apparaître hétérogènes, mais à y voir de plus près, elles sont en phase avec les profils de leurs villes. C'est la raison pour laquelle le RNI propose, à l'issue de ce travail, une segmentation des villes moyennes qui doit, à notre sens, servir le plan de développement des villes. Dans cette conclusion analytique, nous présentons également, cinq grands leviers pour revitaliser les villes marocaines et rappelons enfin le rôle central des élus territoriaux pour relever les défis de développement.

Des villes moyennes aux profils urbains spécifiques

A la lumière des consultations publiques programmées dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, il nous est apparu que certaines villes partagent des enjeux spécifiques et qu'il était possible de les regrouper selon six catégories, présentées ci-après.

Note méthodologique: Les témoignages des habitants ont été systématiquement croisés avec des données socio-économiques issues du recensement général de l'habitat et de la population de 2014 et de statistiques officielles, notamment les taux de croissance démographique, de chômage, de pauvreté. Quand cela a été possible, les données disponibles sur les équipements collectifs (bibliothèques, cinémas, théâtres, musées, maisons des jeunes) ont aussi été récoltées.

GROUPE 1
Les villes en difficulté économique

Ces villes, dont le tiers sont des "cités anciennes", comme Azemmour, Bejaâd, Ksar El Kebir ou Sefrou, présentent des communautés soudées autour d'une forte identité locale, qu'elle soit basée sur l'histoire (Ouazzane) ou sur l'économie (Youssoufia), mais aussi et surtout, à en croire les habitants eux-mêmes, par des performances économiques très insuffisantes. En dépit d'atouts locaux et régionaux, le taux de chômage moyen dans les villes en difficulté économique est de 4 points supérieur (24%) au taux de chômage enregistré en moyenne dans les villes visitées (20% en 2018) . Ces difficultés liées aux emplois sont d'ailleurs au centre des préoccupations des habitants et poussent les jeunes à rechercher des opportunités d'emploi ailleurs, quand ils le peuvent, en dépit d'un fort attachement à leur ville.

Ouazzane: une ville en difficulté économique à fort chômage

L'exemple de Ouazzane illustre les difficultés économiques d'une partie des villes moyennes. En raison d'une forte identité qui se ressent chez les habitants, lesquels croient en leur commune et en sa capacité à rebondir, celle que l'on surnomme Dar Dmana – le havre de paix – reste optimiste. Ce constat doit être tempéré par la fracture perçue entre les habitants et les responsables politiques, qui se traduit par une perte de confiance envers les institutions et même un sentiment d'abandon.

Avec un taux de chômage élevé (22%), l'emploi demeure une priorité majeure, notamment pour les jeunes. Ces derniers réclament des programmes de formation aux métiers de l'artisanat ou de l'agriculture afin de trouver un emploi.

Les activités historiques de Ouazzane, que sont l'artisanat et l'huile d'olive, ne fournissent plus assez d'emplois stables et la reconversion économique de la ville passe par de nouvelles activités, telles que le tourisme de niche, avec le pèlerinage, ou la mise en place de plateformes de sous-traitance, pour la confection et le câblage par exemple.

Comme souvent dans les villes en difficulté, les habitants sont attachés à leur patrimoine historique et à sa mise en valeur, tout en réclamant de meilleures infrastructures, notamment les routes et les hôpitaux. La santé est une préoccupation majeure pour les Ouazzanis qui disent souffrir de l'attitude du personnel. Pour l'éducation, les problèmes s'étendent du primaire, où les classes sont surpeuplées selon 35% des habitants interrogés, au supérieur, pour lequel aucune offre universitaire n'est disponible. Les formations professionnalisantes ne sont pas à la hauteur des attentes des habitants ni des employeurs. En l'absence de cinéma, de musée ou de bibliothèque, les habitants sont en attente d'une offre de loisirs et de lieux de rencontre.

GROUPE 2
Les villes fragiles

Ce qui distingue les villes fragiles, c'est d'abord un taux de pauvreté qui reste plus élevé que la moyenne des villes marocaines, environ 8% contre 5% ailleurs. Par rapport aux autres villes, leur niveau de pauvreté recule plus lentement. Ce niveau de pauvreté et de fragilité économique est le résultat d'un déclassement économique, et d'une faible attractivité, dont témoigne le faible niveau des infrastructures : eau courante à Tinghir, assainissement et ordures à Taroudant et Demnate, manque d'établissements scolaires et absence d'universités sauf à Beni Mellal. En raison d'un taux de chômage élevé, la migration vers d'autres villes plus dynamiques est un recours, notamment pour les jeunes adultes. Il s'agit de villes majoritairement anciennes et elles sont particulièrement concentrées dans la région de Béni Mellal-Khénifra.

Zagora, une ville fragile, sous-équipée mais optimiste

La population de Zagora semble compenser le sentiment d'abandon par certains élus en mettant en avant l'optimisme et la forte cohésion sociale entre les habitants. 60% des personnes interrogées perçoivent des améliorations dans leur ville, soit deux fois plus que dans la moyenne des villes moyennes (27%). Le quotidien est pourtant difficile, dans cette cité de la région Draâ-Tafilalet, avec un taux de pauvreté de 13% (moyenne nationale de 5%) et un taux de chômage de 19%, l'emploi demeure un sujet de préoccupation. La rareté des ressources en eau, l'enclavement de la ville constituent des handicaps pour le développement de la ville qui dispose pourtant d'atouts, que ce soit dans l'agriculture (dattes, safran, roses, henné) ou dans le tourisme (kasbah, oasis, dunes, écotourisme).

Comme dans de nombreuses villes fragiles, les infrastructures montrent des défaillances, à Zagora, c'est par exemple la fourniture d'eau potable et son traitement, ainsi que le manque de routes goudronnées qui sont cités comme des points d'insatisfaction.

Par ailleurs, la santé est citée comme un dysfonctionnement prioritaire par le quart des personnes interrogées, en dépit de l'existence d'un hôpital provincial, car celui-ci orienterait souvent des patients vers Ouarzazate ou Marrakech.

L'éducation cumule les problématiques de capacité, telles que l'équipement, l'hygiène, le transport et la cantine scolaire, mais aussi des défaillances de qualité, avec 20% des habitants qui citent un corps enseignant insuffisant. Dès le primaire, les lacunes s'accumulent pour les écoliers et le taux d'abandon scolaire chez les filles est une préoccupation majeure.
Enfin, les citoyens déplorent le manque d'espaces culturels et de loisirs qui nuit à l'animation de Zagora. Ainsi, les jeunes sont à la recherche de lieux où se rencontrer et échanger.

GROUPE 3
Les villes excentrées

Ces villes, surtout présentes dans les régions sahariennes et dans l'Oriental se distinguent par deux critères, la distance par rapport aux grandes métropoles et la forte présence d'un secteur de l'emploi public. Face à un chômage endémique, une part importante des ménages dépendent d'un emploi public. Dans ces villes, on estime que l'emploi public représente 26% de l'emploi total (17% dans les villes moyennes).

L'insuffisance du secteur privé laisse une partie importante de la population sous la menace de la pauvreté et de la vulnérabilité. Des problématiques d'accès multidimensionnelles (eau, santé, habitat, services sociaux, etc.) rendent difficile la vie quotidienne des habitants. Point positif : le lien fort avec les communautés installées à l'étranger dynamise les investissements des MRE.

Guercif, une ville excentrée, qui enregistre une dynamique positive

A l'image de nombreuses villes moyennes excentrées, Guercif est une ville administrative où le secteur public prend une part importante. Si le profil économique de la cité de l'Oriental peut paraître diversifié avec des activités agricoles (olives, élevage, cultures céréalières et légumes), artisanales (tbouga, tissages) et désormais industrielles aussi, le chômage y reste élevé. Avec un taux de pauvreté de 16%, Guercif est largement plus fragile économiquement que beaucoup de villes moyennes, bien qu'elle soit chef-lieu de province depuis 2010.

La ville est en forte croissance démographique en raison d'un fort exode rural. Dans cette région traditionnellement émettrice d'émigrants, le lien avec les MRE et leur soutien sont des motifs de satisfaction et de confiance. Guercif se distingue, en revanche, par un fort taux d'optimisme qui semble lié à la dynamique positive que connaît la ville, avec la proximité des services administratifs et le lancement encourageant d'activités industrielles, lesquelles sont à renforcer.

Beaucoup d'espoirs sont ainsi fondés sur les activités industrielles, telles que le textile, l'agroalimentaire et la métallurgie, pour créer des emplois de qualité pour les jeunes.

Par ailleurs, la population exprime des griefs envers la qualité des soins, avec un personnel hospitalier insuffisant et parfois jugé négligent. L'éducation est une priorité majeure, avec des problèmes diffus : sureffectif des classes, qualité des enseignements, discipline.

Enfin, le manque de lieux de loisirs et de sociabilité est une source de frustration. Deux maisons des jeunes sur les quatre construites sont fermées. Pour beaucoup, le café est le seul espace de divertissement. Ils demandent la construction de structures polyvalentes pour les associations, qui pourraient également inclure une dimension économique, avec l'incubation de projets sociaux et l'aide à l'orientation professionnelle.

GROUPE 4
Les bourgs agricoles

Villes à vocation agricole, et pour certaines érigées en chefs-lieux de provinces (Berkane, Chichaoua, Midelt, Sidi Bennour, Sidi Kacem, Sidi Slimane, Taounate), ce sont des communes à part dans la galaxie des villes moyennes. Dans ces villes, la croissance démographique modérée (2,7%) cache des flux importants : exode rural dans le sens des entrants et émigration vers les grandes villes ou vers l'étranger dans le sens des sortants. Dépendantes relativement de leur environnement rural, ces communes sont bien dotées en infrastructures de base (eau, électricité) même si les habitants pointent des problèmes de gestion des déchets ménagers. Le taux de chômage, inférieur à la moyenne, est aussi le reflet de la vocation agricole, si l'on tient compte de l'emploi saisonnier. Les jeunes plus qualifiés n'y trouvent pas d'opportunités à la hauteur de leurs attentes, ce qui pose la question de la diversification des activités.

Souk El Arbâa, un bourg agricole qui réclame des infrastructures de qualité

Souk El Arbâa est un bourg agricole de la région Rabat-Salé-Kénitra, mais dont les habitants font l'expérience quotidienne de conditions de vie très éloignées des grandes métropoles. Seule l'existence du souk hebdomadaire qui donne son nom à la ville constitue un motif de fierté et d'attachement identitaire. Pour le reste, la population met en avant des lacunes et des enjeux persistants.

Si le taux de chômage élevé (18%) est un problème prioritaire, d'autres urgences sont plus spécifiques à Souk El Arbâa : une personne sur quatre dénonce des problèmes liés à l'eau (assainissement et traitement de l'eau) et au réseau routier. Ces motifs de souffrance s'ajoutent aux défaillances évidentes des secteurs de la santé et de l'éducation, deux services publics peu performants.

Le fait que les malades soient systématiquement dirigés vers l'hôpital de Kénitra est vécu comme une injustice et une négligence des médecins. En l'absence de service de maternité, les accouchements sont une source d'angoisse. L'éducation n'est pas en reste, avec le sureffectif des classes et la piètre qualité éducative, notamment dans le primaire.

En l'absence de cinéma, de musée ou de bibliothèque, les jeunes réclament des loisirs et au minimum des espaces de vie (place publique, parc et espaces verts), au moment où la maison des jeunes ne comble pas leurs attentes.

GROUPE 5
Les villes dynamiques

Dans quatre cas sur cinq, ce sont des villes satellites, proches de bassins d'activités et situées à moins de cinquante kilomètres d'une grande agglomération. Leur croissance démographique (4%, contre 2,7% pour les villes moyennes dans leur ensemble) témoigne d'une activité plus intense. Leur taux de chômage, bien qu'élevé, est le plus bas de toutes les villes moyennes (17%). En revanche, la vitesse de leur croissance pose parfois des problèmes critiques au niveau des infrastructures, comme à Aïn Harrouda, où les habitants dénoncent le problème de l'habitat insalubre. Ces villes paraissent subir une urbanisation sans planification, ce qui rejaillit négativement sur le bien-être des habitants, souvent attirés par un coût de la vie inférieur aux grandes villes les plus proches.

Médiouna, une ville dynamique qui veut se défaire de l'étiquette de dortoir

Profitant de la proximité de Casablanca, les habitants de Médiouna témoignent d'un niveau de satisfaction élevé par rapport aux autres villes moyennes. Le dynamisme de la capitale économique du Royaume explique en partie un taux de chômage de 14%, inférieur de 6 points à la moyenne.

Si la connectivité avec Casablanca s'est améliorée depuis quelques années, elle reste encore très insuffisante. Les citoyens regrettent un service de bus peu fréquent et inadapté et le mauvais état des routes, notamment en cas de pluie. En l'absence d'établissements de santé à la dimension de la commune, la problématique du transport touche aussi les personnes qui ont besoin de soins. L'hôpital est sous-équipé et manque de personnel et de médicaments. De nombreuses spécialités médicales (maladies respiratoires, cardiologie, gastrologie) sont absentes et le renvoi vers les hôpitaux de Casablanca est un motif de mécontentement pour les habitants.

Ville à vocation résidentielle, Médiouna souffre de l'habitat insalubre, qui concerne un Mediouni sur quatre. Enfin, la décharge de Médiouna provoque des nuisances (odeurs nauséabondes, débordement de lixiviats) qui pénalisent la qualité de vie des habitants. Cette problématique souligne la nécessité de mieux gérer les équipements autour des grandes agglomérations.

GROUPE 6
Les grandes villes

Toutes ces villes ont une population de plus de 300 000 habitants, en 2020. Par leur taille critique, elles sont perçues comme les moteurs du développement du royaume, attirant une population venue d'ailleurs. Le taux de pauvreté y est deux fois plus bas (2,8%) que dans les villes moyennes (5,6%). Les opportunités économiques dans ces grandes villes sont mises en avant par les citoyens, même si certaines souffrent de grandes difficultés illustrées par un taux de chômage élevé, comme à Safi (25%) ou à Oujda (26%). Même en mettant de côté Casablanca, dont plusieurs arrondissements dépassent les 250 000 habitants (Hay Hassani, Sidi Moumen, Aïn Chock, Hay Moulay Rachid) et constituent en soi des grandes villes à l'intérieur de la métropole, les grandes villes connaissent de grandes inégalités entre quartiers. Le transport urbain illustre pour les habitants cette ségrégation urbaine et appelle des réponses à un échelon plus proche des préoccupations des riverains. Dans la santé, la densité de l'offre de soins semble insuffisante face à la demande croissante des riverains, d'autant plus que les centres hospitaliers (voire CHU) accueillent la misère des villes et provinces voisines. De la même manière, les lieux de loisirs (espaces verts, places publiques, centres socio-éducatifs) et de mixité sociales sont une demande récurrente des habitants, qui ont parfois l'impression d'étouffer dans la jungle urbaine, même si l'offre d'équipements culturels, en théâtres et musées par exemple, est riche sur le papier. Alors que ces grandes villes enregistrent les plus forts taux d'abstention aux élections, les habitants des grandes villes demandent plus de démocratie participative. Ce désir d'engagement se conçoit à l'échelle du quartier et c'est la raison pour laquelle la Caravane des Indépendants a décidé d'aller à la rencontre des habitants des grandes villes dans le cadre du programme 100 Villes, 100 Jours, ciblant en priorité les villes moyennes.

Les villes marocaines font face à des enjeux différents et requièrent une approche de développement spécifique

	1 Les villes en difficulté économique	2 Les villes fragilisées	3 Les villes excentrées	4 Les villes à vocation agricole	5 Les villes dynamiques	6 Les grandes villes
Villes	• Jerada (7) • Bouarfa (7) • Tiflet (6) • Nador (6) • Sefrou (6) • Khémisset (6) • Benslimane (5) • Taza (5) • Ouezzane (5) • Al Hoceima (5) • Settat (5) • Mohammadia (5) • Bejaad (5) • Youssoufia (5) • Khouribga (5) • Ksar El Kebir (5) • Larache (4) • Tiznit (2) • Azemmour (2) • Chefchaouen (1) • Ouarzazate (1) • M. Yaacoub (3) • Assa (5)	• Tinghir (5) • Kasba Tadla (5) • Taroudannt (4) • Zagora (4) • Demnate (4) • Béni Mellal (4) • Arfoud (4) • Fquih Ben Salah (4) • Azilal (3) • Essaouira (2) • Ouled Berhil (3)	• Taourirt (6) • Es-semara (6) • Guelmim (6) • Errachidia (5) • Tan Tan (5) • Laayoune (5) • Missour (4) • Guercif (3) • Boujdour (1)	• El Kelaâ des Sraghna (6) • Khenifra (6) • Ben Ahmed (6) • Midelt (6) • Tahla (5) • Sidi Slimane (5) • Sidi Kacem (5) • MechraaBel Ksiri (5) • Sidi Yahya El Gharb (5) • Azrou (5) • Oued Zem (5) • Taounate (4) • Chichaoua (3) • Jorf El Melha (3) • Sidi Bennour (3) • Laattaouia (2) • Berkane (2) • Souk El Arbaa (2) • Midar (4) • Kariat Ba Mohamed (4) • Sidi Bulletfni (5) • Bouknadel (4)	• Ouislane (6) • El Hajeb (6) • Zaio (5) • Bouskoura (4) • Dar Bouazza (4) • Biougra (3) • Médiouna (3) • Oulad Teima (3) • Ait Melloul (2) • Berrechid (2) • Ben Guerir (2) • Dcheira El Jihadia (2) • Deroua (2) • Had Soualem (2) • Inezgane (2) • El Jadida (2) • Skhirate (1) • Ain El Aouda (1) • Dakhla (1) • Ait Ourir (1) • M'Diq (1) • Assilah (2	• Oujda (6) • Safi (5) • Tétouan (5) • Kénitra (5) • Meknès (5) • Fès (2) • Salé (1) • Marrakech (1) • Tanger-Assilah (1) • Témara (1) • Rabat (1) • Casablanca (1) • Agadir (1)
Critères Croissance démo. Taux chômage Taux de pauvreté	1,5% (2,7%) 24% (20%) 4,8% (5,3%)	1,7% (2,7%) 19% (20%) 7,9% (5,3%)	2,2% (2,7%) 24% (20%) 6,5% (5,3%)	2,7% (2,7%) 21% (20%) 5,6% (5,3%)	4,0% (2,7%) 17% (20%) 4,3% (5,3%)	1,7% (2,7%) 20% (20%) 2,8% (5,3%)
Description	Territoires ayant perdu ou en risquant de perdre leur activité économique	Les territoires en situation de précarité et de grande pauvreté	Les territoires excentrés avec un chômage élevé et une forte présence du secteur public	Les territoires avec de petites agglomérations avec une activité économique peu	Les villes à forte croissance démographique et faibles taux de chômage / pauvreté	Grandes villes de plus de 250k hab. devant gérer l'intégration de leurs villes satellites
Poids du segment	23 11%	11 4%	9 5%	22 7%	22 13%	13 60%

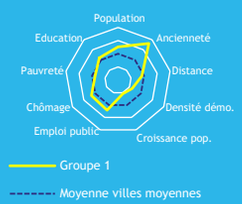
Source: HCP

(X) indice de criticité économique de 1 à 8 (le plus élevé)

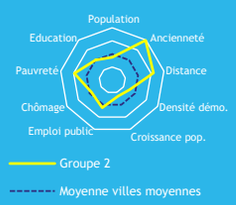
X X Nombre de villes et part de la population de l'échantillon

Six groupes de villes avec des problématiques spécifiques

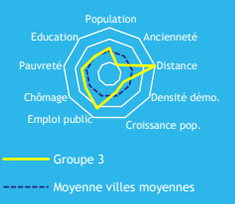
1 Les villes en difficulté économique et appelant à une action urgente



2 Les villes fragilisées, où il est prioritaire d'adresser la pauvreté



3 Les villes excentrées, avec un chômage élevé et un manque d'investissement privé



4 Les villes à vocation agricole, à activité économique élémentaire

5 Les villes dynamiques, souvent satellites des grandes villes

6 Les grandes villes, avec une croissance démographique en ralentissement

En DIX enseignements, une radiographie inédite des villes marocaines

Plus qu'une tournée des villes, l'initiative 100 Villes, 100 Jours a permis d'approfondir, au plus près des citoyens, la démarche d'écoute défendue par le RNI, en l'élargissant à une grande variété de contextes locaux, historiques et socio-économiques. Ce sondage géant à l'échelle du Royaume nous a permis d'identifier, au-delà des différences, ce qui fait réunir les habitants des villes, confrontés à des défis nombreux. Si dans chacune des villes visitées, les citoyens ont exprimé des attentes qui leur sont propres, des tendances communes se distinguent et permettent de formuler dix enseignements clés.

ENSEIGNEMENT #1 - Les habitants des villes moyennes sont globalement peu satisfaits de leur situation

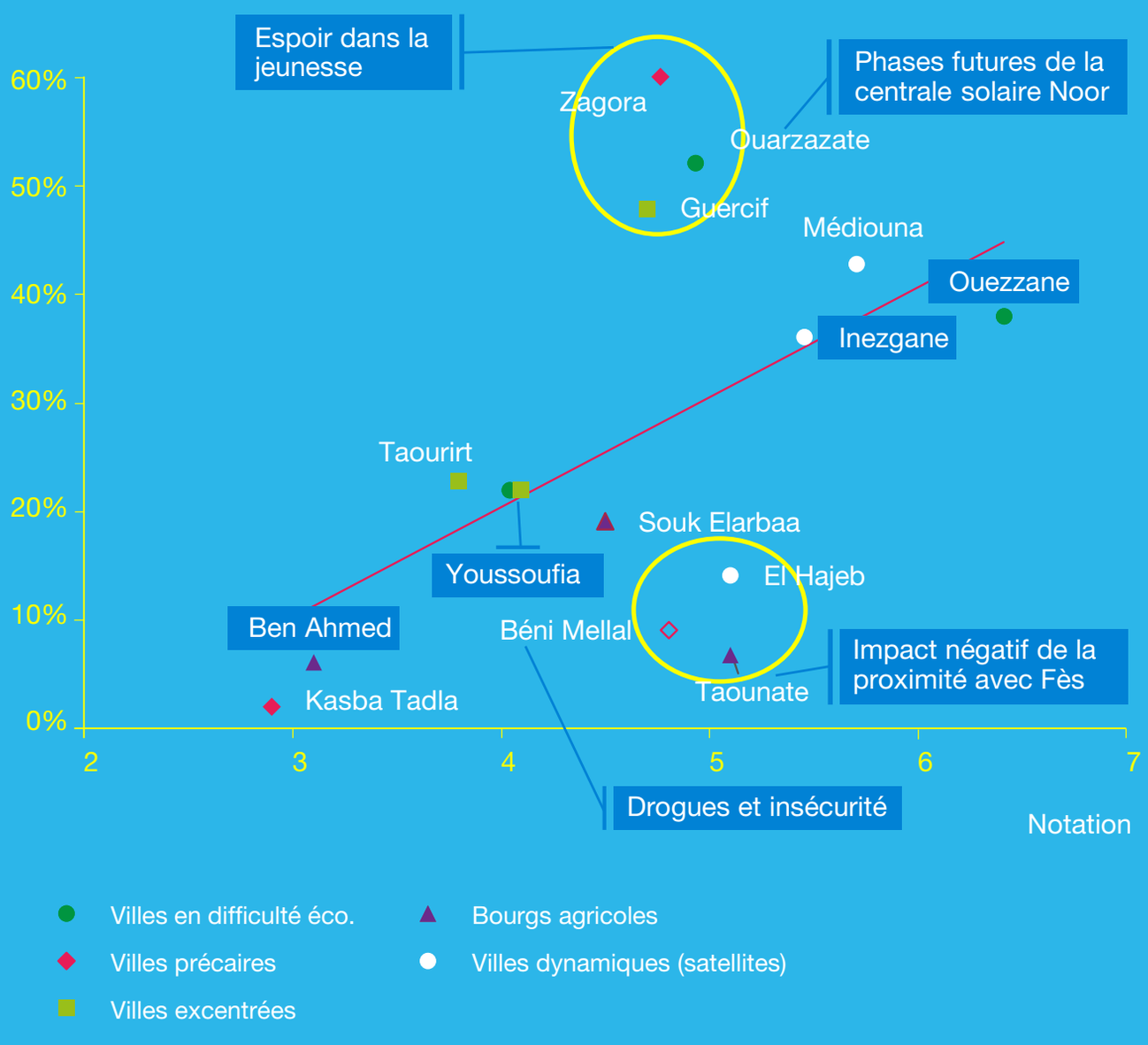
Quand on les interroge sur l'évolution du Maroc dans les dix prochaines années, les habitants des villes moyennes se montrent majoritairement (sept fois sur dix) optimistes et sont au fait des progrès structurels que le pays a accomplis. Cet optimisme pour le Maroc est nuancé par la perception des situations individuelles. "J'ai une licence en biologie et j'ai effectué plusieurs stages mais je n'arrive pas à trouver du travail. Il y a des personnes qui ont des masters et n'arrivent pas à en trouver non plus. Parfois, on peut tomber sur une personne qui a une licence en économie et qui étale n'importe quelle marchandise dans la rue pour pouvoir se nourrir", témoigne Meriem d'Inezgane, qui exprime le besoin de se réaliser par le travail.

De façon globale, sept habitants sur dix affirment être insatisfaits de leur situation actuelle et peu optimistes pour l'avenir. A chaque étape, "partir ou rester ?" était une question centrale dans les discussions. S'ils ne veulent pas tous partir, ils se disent toutefois pessimistes quant au sort de leur ville. A Beni Mellal, Kasba Tadla, Taounate ou encore Ben Ahmed, ils sont pratiquement neuf sur dix à croire que la situation de leur ville, dans dix ans, sera moins bonne qu'aujourd'hui.

En revanche, des disparités significatives sont constatées d'une ville à l'autre : dans certaines villes - et pas toujours les mieux dotées économiquement ou en termes d'infrastructure - se distinguent des niveaux élevés d'optimisme, comme à Zagora, où 60% de la population interrogée se dit optimiste pour son avenir.

Faible niveau de bien-être, avec des disparités significatives d'une ville à l'autre

Satisfaction et optimisme, % répondants



ENSEIGNEMENT # 2 - Les citoyens ont besoin d'être écoutés

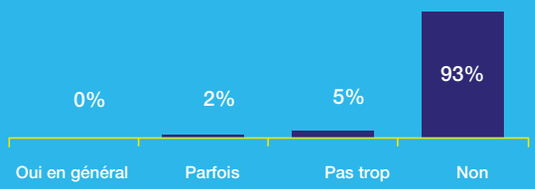
A chaque étape, la caravane des Indépendants a pu mesurer combien les habitants avaient soif de s'exprimer et d'être écoutés. Espoirs de changement, angoisses, critiques et colères sont exprimés, pour peu que l'on y prête une oreille attentive. Les habitants revendiquent ainsi le droit et l'espace pour exprimer leurs attentes liées par exemple au manque d'opportunités de travail et aux difficultés d'accès à la santé, à l'éducation ou à la culture.

Cette frustration de ne pas être écouté se ressent dans les mots de Youssef de Youssoufia : "est-ce que vous trouvez normal d'aller aux urgences et d'attendre deux heures ? Si vous n'êtes pas capable de hausser le ton et réclamer votre droit, personne ne vous prêtera attention". Souad de Bejaad regrette, quant à elle, le manque de concertation et d'espaces de dialogue : "Je pense que le politique ne peut pas tout faire, tout seul. Le citoyen aussi doit participer au changement, ne serait-ce qu'en prenant conscience de ce qui se passe autour de lui, de qui le représente et gère les affaires de sa communauté. Il doit également s'exprimer et critiquer le politique de manière constructive, pour qu'il sache qu'il a des comptes à rendre, et pour lui signaler ce qu'il fait de bon et ce qu'il fait de mauvais !"

Besoins de concertation publique et de transparence exprimés par les habitants des villes moyennes

Modèle de concertation publique

Sentiment d'être consulté, % répondants



Modèle de transparence

Connaissance de moyens de s'informer, % répondants

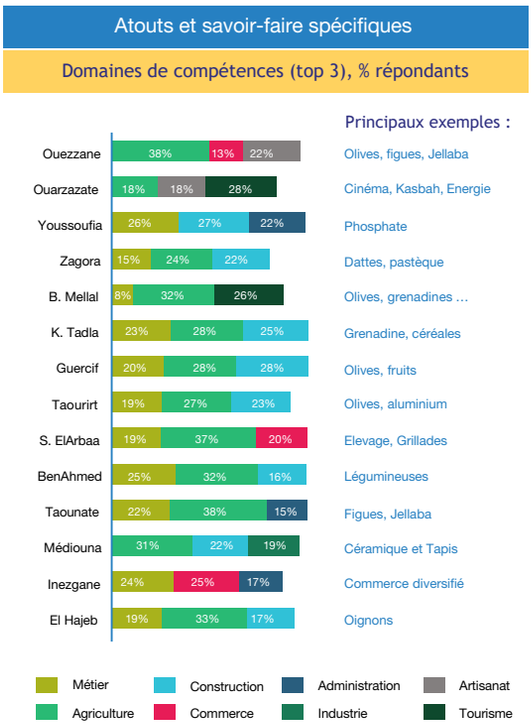
Cependant, les nombreuses réunions ont été autant d'occasions pour les citoyens de partager et d'exprimer des sentiments positifs, notamment quand ils évoquent le développement de certaines activités et projets marquants, comme l'économie du solaire à Ouarzazate ou la zone franche de Kenitra.

ENSEIGNEMENT #3 - L'économique est une priorité… mais n'explique pas tout

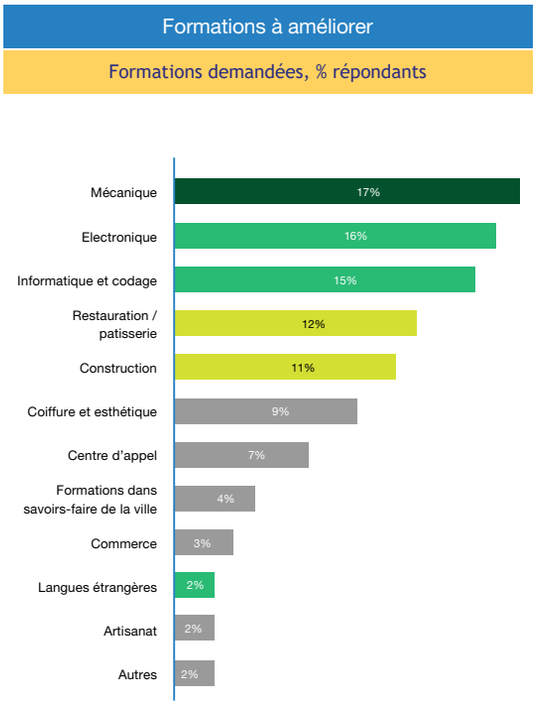
Si la création d'opportunités d'emploi est considérée comme prioritaire pour plus de 53% des habitants des villes moyennes, certaines villes "compensent" par un fort lien communautaire, même en l'existence d'un fort chômage et de longue durée. "Le vrai problème c'est que lorsque des jeunes arrivent à décrocher un diplôme, ils ne trouvent pas d'opportunités de travail par la suite. La priorité c'est ça : l'emploi ! Beaucoup de jeunes sont désœuvrés et beaucoup de potentiel est gâché… Et même s'il y a quelques usines de textile, le SMIG reste trop faible", avance Zakia de Guercif.

La confiance dans l'avenir n'est donc pas exclusivement liée à la situation matérielle et même les villes les plus dynamiques ont leur lot de facteurs irritants : c'est le cas de la mobilité à Mediouna, ou à Dakhla par exemple. "Il n'y a pas de bus. Les habitants qui n'ont pas le budget pour se déplacer en taxi sont obligés de prendre les triporteurs et vous connaissez les problèmes que cela engendre', témoigne Dounia à Dakhla.
Conscients des atouts distinctifs de leurs villes, certains habitants regrettent que la forte identité, historique et culturelle de leurs localités ne soit pas suffisamment mise en avant afin d'offrir davantage d'opportunités d'emploi. C'est le cas notamment à Ouazzane ou à Taza, villes au patrimoine naturel, culturel et artisanal important, mais qui peinent à valoriser leurs atouts, comme l'explique Younes : « Ouazzane dispose de plusieurs atouts, mais qui sont mal exploités. Ici, il y a l'artisanat, l'argile, le tissage de "doum" (palmier)… Il y a aussi l'huile d'olive, les plantes médicinales, la figue mais il n'y pas un bon marketing, pas de foires de vente, pas d'encadrement des coopératives et pas de valorisation. »

Un grand nombre de symboles et de savoir-faire potentiellement différenciant à mettre en lumière - Sélection pour certaines villes moyennes



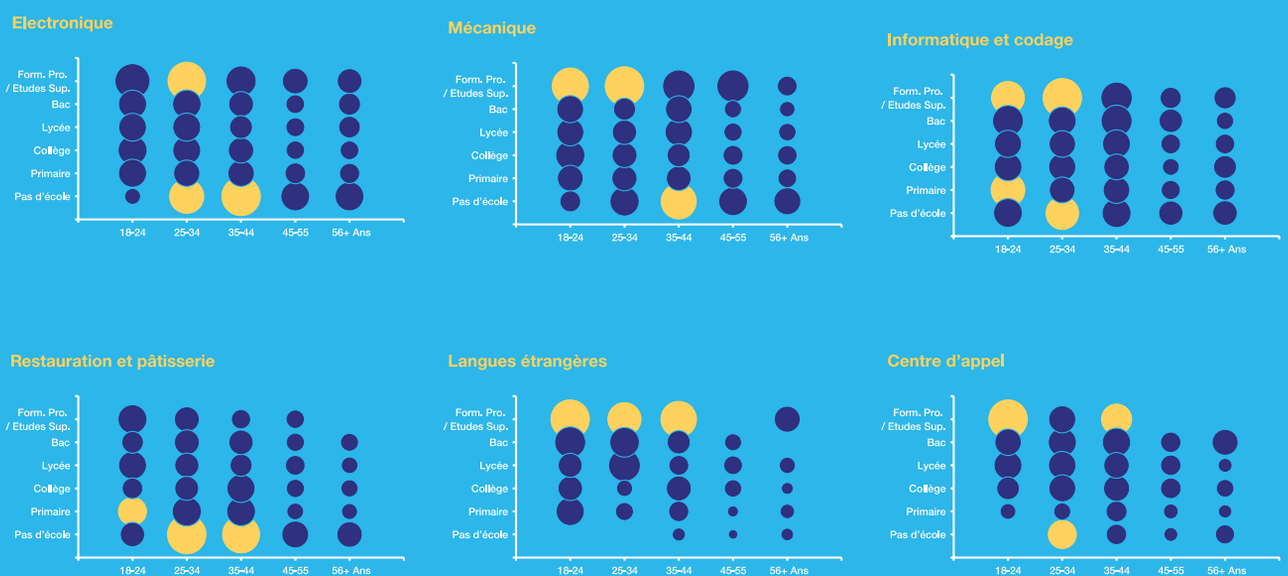
Des formations ciblées et spécifiques, attendues par les habitants des villes moyennes



Les jeunes formulent aussi de fortes attentes pour l'émergence d'offres de formation et d'accompagnement spécifiques, en dehors des domaines traditionnels, afin d'améliorer leurs chances d'employabilité. A leur tête, arrivent les formations dans l'électronique et la mécanique, l'informatique, le codage et les métiers de la restauration. "La majorité des spécialités proposées par la formation professionnelle est dépassée. L'offre de formation doit être adaptée au tissu économique [...] Lorsqu'on donne un diplôme à quelqu'un, alors qu'il n'y a pas de besoin sur le marché de travail, cela revient à délivrer un certificat de chômage officiel !" constate Saïd de Taroudant.

Cela étant, les besoins de formation diffèrent substantiellement selon l'âge et l'éducation des personnes interrogées et ils sont tout aussi nombreux à suggérer, avec pragmatisme, l'adaptation de ces formations à l'activité économique propre à la ville. « Nous avons la chance d'avoir le projet [d'énergie solaire] Noor. Il faudrait donc former les jeunes dans ce domaine pour en tirer profit. Même le cinéma emploie plus d'étrangers que de Marocains... Les sociétés de production cinématographique sont internationales et communiquent en anglais. Il faut donc enseigner l'anglais à nos jeunes », affirme Ouadia de Ouarzazate.

Les besoins en formation varient selon l'âge et le niveau d'éducation

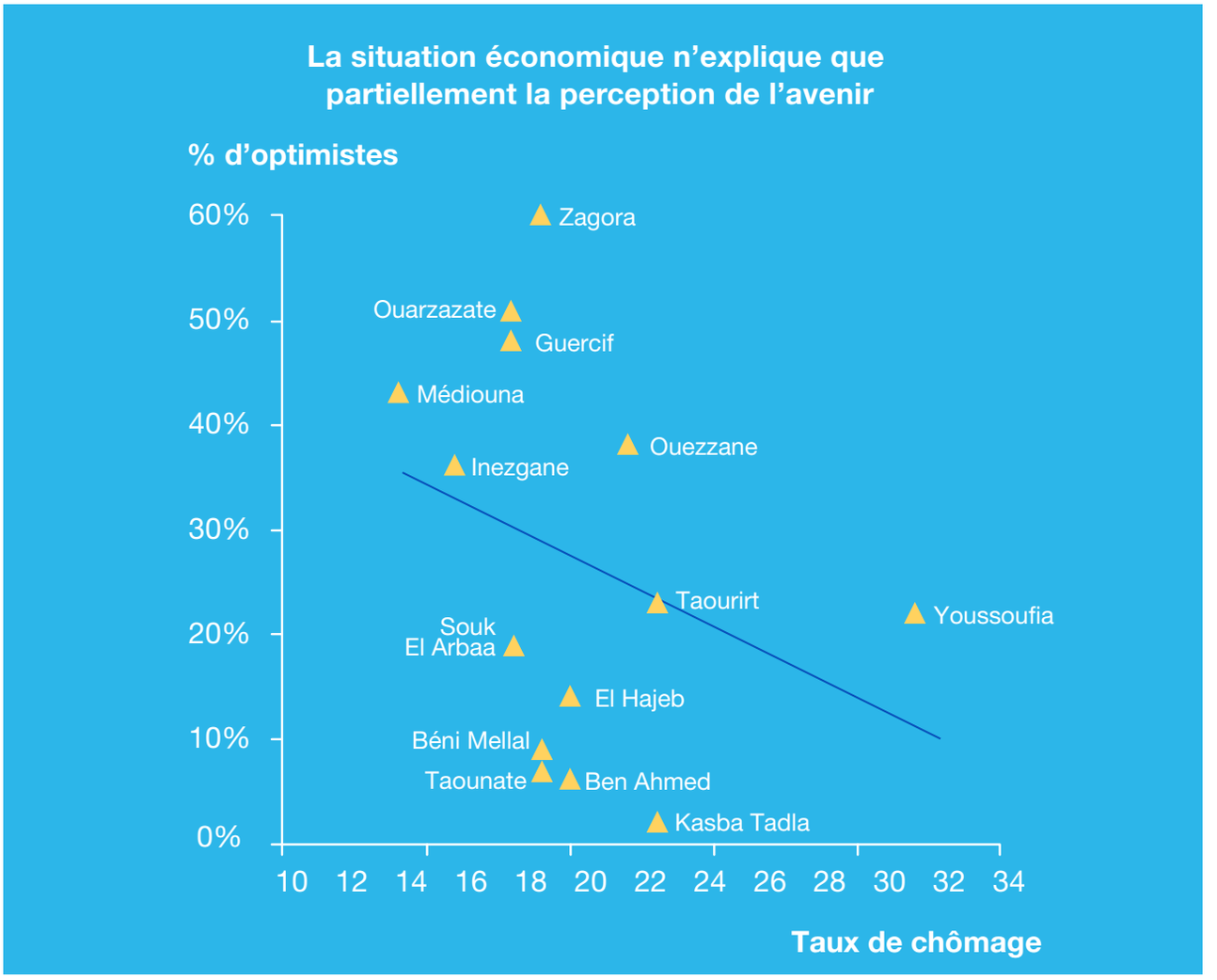


ENSEIGNEMENT #4 - Le bien-être dépend, aussi, du sentiment d'utilité, d'attachement et de dynamique perçue de la ville

Si le sentiment d'utilité se réalise fondamentalement à travers l'insertion professionnelle, toujours prioritaire pour les habitants des villes moyennes, il dépend aussi de la solidité des relations sociales et les opportunités de s'engager dans la vie de la ville. En effet, dans certaines villes, où le sentiment d'identité a été mis en avant par les habitants, l'optimisme et la perception du progrès sont plus élevés, en dépit de difficultés économiques objectives.

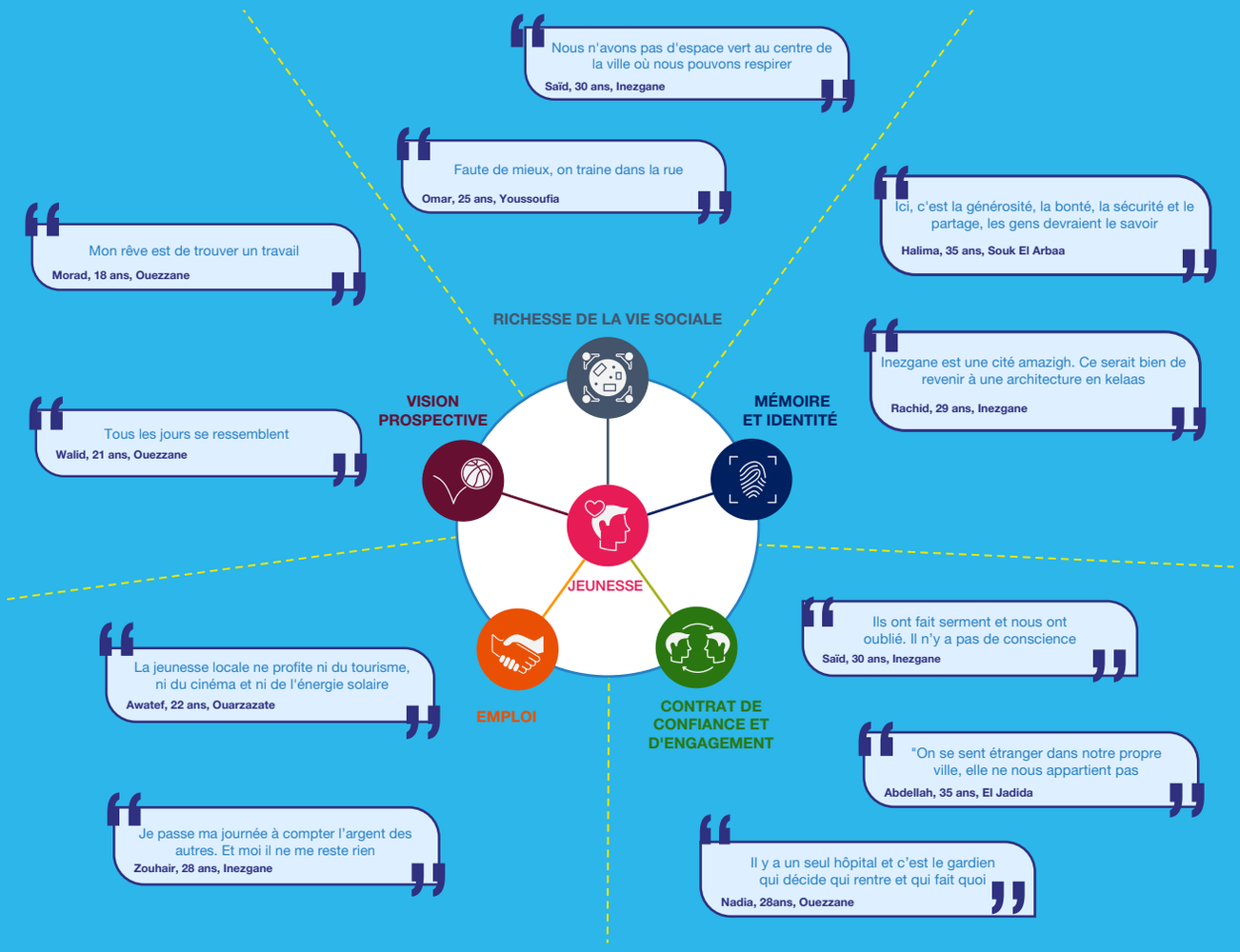
"Oui, il y a des espaces culturels. La vraie question, c'est plutôt : avons-nous les ressources qualifiées pour animer, diriger, développer les talents des jeunes ? Pas sûr. Heureusement qu'il y a un tissu associatif actif, des gens qui veulent travailler et d'autres qui veulent les soutenir. Souvent, ce sont des gens modestes, certains donnent 50 dh, d'autres 100 dh et ainsi de suite... Et on arrive finalement à réaliser des activités qui permettent à nos enfants de s'épanouir !", revendique Najib, acteur associatif à Fès.

L'augmentation du nombre de projets solidaires prenant la forme de coopératives a permis la consécration et souvent l'appropriation des éléments distinctifs de l'identité de la ville, par l'artisanat ou la valorisation des produits du terroir. "Je suis proche de certaines coopératives féminines et je suis heureuse de voir à quel point elles sont solidaires. Elles défendent leurs projets et se battent pour trouver du soutien avec une persévérance qui les aide à surmonter toutes les contraintes. Les citoyens, de leur côté, jouent le jeu et les encouragent en privilégiant leurs produits", note Saâdiya de Tiznit.



En plus de l'urgence exprimée quant à la résorption du chômage de masse, les habitants exigent des pouvoirs publics d'investir dans les biens stratégiques communs, dans l'éducation et la santé, mais également dans des lieux publics comme les parcs et espaces socio-éducatifs. Ils considèrent en effet que de tels investissements solidifieraient leur lien social, leur sentiment d'utilité et d'appartenance et renforceraient leur attachement à la ville.

Le bien-être requiert l'investissement des pouvoirs publics dans des biens stratégiques communs



ENSEIGNEMENT #5 - Les jeunes ont besoin d'espaces pour se rencontrer, s'exprimer, se former et s'engager

L'expérience du chômage revient dans les témoignages des jeunes, ainsi que leurs parents, comme une source d'angoisse quotidienne, et les moins de 35 ans trouvent un confort limité au sein de leurs familles, quand elles sont affaiblies. L'isolement et le manque d'accompagnement aggravent ce ressenti. De manière générale, Les habitants formulent des attentes précises concernant les centres de formation professionnelle, les maisons des jeunes, les incubateurs d'entreprises, les associations et coopératives.
Zahra, d'Ain Aouda, insiste sur ce point: "Il faut soutenir le travail associatif car il permet de venir en aide à la population et participe à son encadrement et à son orientation. Prenons l'exemple d'une femme au foyer qui prépare des pâtisseries, on peut la former à la comptabilité, ce qui rendra son travail plus lucratif, le formaliser, et la faire bénéficier d'une couverture médicale, d'une retraite."

A l'inverse, la faible offre existante mais surtout le manque d'animation, d'entretien et la négligence des lieux de rencontre et d'expression culturelle, artistique et sportive, sont vécus comme autant de signaux d'abandon. "Le plus gros problème est que nous manquons d'espaces culturels et artistiques pour le développement personnel et l'accompagnement de nos jeunes, témoigne Amina d'Erfoud. La maison des jeunes est délabrée. Il est très rare d'y voir une animation. À Erfoud, il y a des peintres, des musiciens ou des comédiens capables de redonner vie à ce centre, mais cet animateur a besoin d'incitation et de reconnaissance. Une attestation de participation, ce n'est vraiment pas suffisant! Le travail de l'animateur doit être payé, afin qu'il soit motivé pour transmettre son savoir et accompagner les enfants et les jeunes, qui en ont besoin."

Les habitants des villes moyennes sont nombreux à avoir exprimé le besoin de places publiques, de structures de loisirs et de centres culturels de qualité. Ces lieux sont perçus comme essentiels pour la quête d'autonomie et pour l'épanouissement de tous, enfants et étudiants en tête. "Les élèves, qui n'ont nulle part où aller en dehors des heures de cours, se retrouvent contraints de rester dehors, dans la rue, avec tout ce que cela implique, en proie à toutes sortes de dangers, menacés par les mauvaises fréquentations, s'inquiète Soukaina de Sidi Slimane. La bibliothèque pourrait être leur refuge, tout en les aidant à réviser, à lire et à s'instruire !", pense-t-elle. La gestion des lieux culturels, quand ils existent, laisse souvent à désirer, comme le dénonce Youssef d'El Jadida: "Nous avons bien le théâtre Afifi mais est-ce qu'il y a une programmation culturelle annuelle? Est-ce qu'ils nous ramènent de belles pièces de théâtre ? Combien de Jdidis y vont ? Rien du tout !"

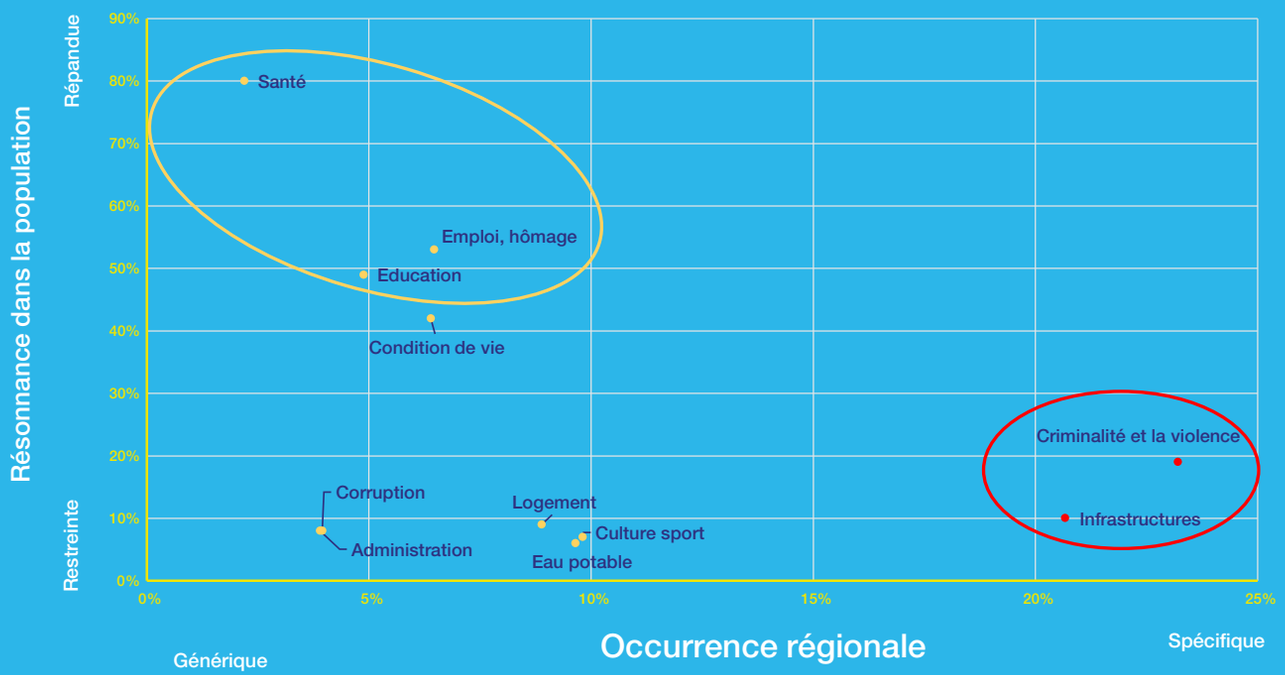
Le sport est régulièrement cité comme un vecteur de partage et un espace de transmission de valeurs positives par les citoyens, mais dans les faits, les terrains sportifs sont trop peu nombreux, éloignés des quartiers ou inaccessibles en raison de contraintes tarifaires. Youssef de Médiouna, est très remonté contre cette situation: "Le seul terrain de foot que nous avons a été fermé pour, dit-on, le réparer ! Ça fait deux ans maintenant ! Nous n'avons pas non plus de terrains de proximité alors même que le football fédère les jeunes. Les gens doivent savoir que cela affecte les jeunes. (...) Beaucoup de promoteurs profitent de terrains avantageux mais ils ne prévoient dans leurs projets ni espaces verts, ni espaces socio-culturels, ni terrains… Au mieux, ils construisent une mosquée. C'est bien la mosquée mais il faut aussi d'autres installations."

Des attentes précises pour les espaces publics et les centres socio-culturels

ENSEIGNEMENT #6 - Les infrastructures nouvelles ne sont pas au coeur des préoccupations

Domaine dans lequel beaucoup d'efforts ont été consentis selon les habitants, les infrastructures semblent moins au cœur des préoccupations immédiates, sauf quand un besoin précis touche la dignité des habitants. C'est le cas de l'assainissement, qui reste un sujet critique pour une ville sur cinq ou de l'eau courante qui concerne 13% des villes. L'eau potable reste un problème spécifique dans certaines localités, comme à Ouarzazate ou à Zagora. L'électricité n'est citée comme un sujet majeur que dans 9% des villes visitées.
Le sentiment de bien-être des habitants des villes moyennes dépend de conditions matérielles, mais pas seulement. Ainsi, dans de nombreuses villes visitées par la Caravane des Indépendants, la tranquillité et le sentiment de sécurité sont cités comme des points forts par les habitants. En revanche, les citoyens relèvent, localement, des exceptions, qui peuvent entraîner un malaise véritable. «L'absence de l'éclairage public dans certains quartiers crée un sentiment d'insécurité le soir pour ceux qui y vivent», déplore ainsi Saâd de Dcheira El Jihadiya.
Le travail des services de sécurité est apprécié par la population, qui demande même parfois une présence supplémentaire de la police -notamment autour des écoles- afin de dissuader la délinquance et en particulier celle liée au trafic de stupéfiants. Pour Reda, de Deroua, «la priorité, c'est de trouver des solutions pour combattre la délinquance.» Mais, en dépit de ces points noirs, la situation sécuritaire semble globalement satisfaisante.

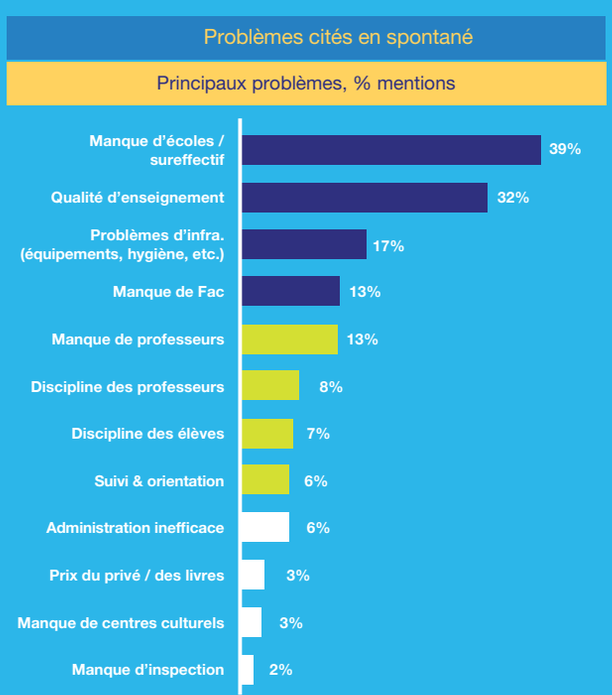
La demande en infrastructures concerne d'abord les services sociaux, avec la persistance de "points noirs" locaux, relatifs à l'eau et l'assainissement liquide



En revanche, dans le secteur prioritaire de l'éducation, près de deux personnes interrogées sur cinq font état d'un déficit important d'équipements. Le manque d'école et son corollaire, le sureffectif dans les classes, est un grief récurrent. C'est même le premier sujet de doléances concernant l'école, avant même la qualité de l'enseignement.

Dysfonctionnements du secteur de l'éducation, cités spontanément par les habitants des villes moyennes

Le manque d'écoles et de classes illustre le décalage entre l'accroissement démographique des villes satellites des grandes métropoles et les plans d'équipements élaborés par le ministère de l'Education nationale. L'encombrement des salles de classes, les problèmes d'infrastructure, tels que les équipements et l'hygiène (17%) mais aussi le manque de personnel éducatif dans les établissements du primaire et du secondaire (13%) influent de manière intrinsèque sur la qualité de l'enseignement, en effet, 32% des participants estiment que la qualité de l'enseignement n'est pas au niveau souhaité, certains estiment même que le niveau a régressé. Tous ces éléments montrent que les infrastructures ne sont pas les seules à faire défaut, pour les habitants des villes moyennes.



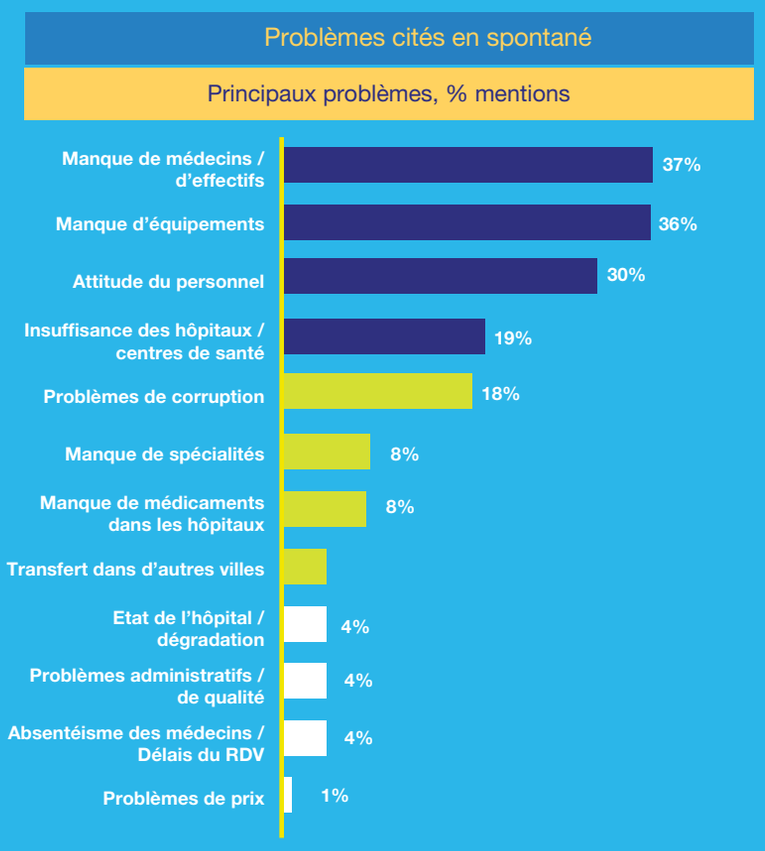
ENSEIGNEMENT #7 - Le bon fonctionnement des infrastructures existantes est, en revanche, au coeur des préoccupations

Dans les villes visitées, les habitants considèrent que les équipements publics sont tantôt insuffisants ou inadaptés, tantôt sous-utilisés, notamment dans le secteur vital de la santé. Le décalage entre la carte sanitaire - avec ses promesses de prise en charge en gynécologie-obstétrique - et la réalité vécue par de nombreuses femmes enceintes, a été un sujet récurrent dans l'ensemble des villes visitées. Les problèmes de la santé concernent le fonctionnement des hôpitaux et sont d'abord liés au manque de médecins (40%), d'équipement (36%), à l'attitude du personnel (30%), en plus des problèmes de corruption et d'accessibilité. Trop souvent, les hôpitaux des villes moyennes renvoient systématiquement vers les hôpitaux des grandes villes, même pour des actes médicaux primaires.

"Nous avons un gros problème de personnel médical, juge Karim. J'habite Oued Zem et tous mes enfants sont nés à Khouribga. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas de maternité ici. Théoriquement on l'a, mais ils ne font que renvoyer les gens. Le souci est que beaucoup viennent de la campagne pour accoucher à Oued Zem. Certaines femmes viennent de Smaâla ou Bni Khayran et on leur demande d'aller jusqu'à Beni Mellal ou Khouribga. Parfois, ça peut être fatal pour la mère ou son enfant ! Sans parler de l'ambulance qui ne va pas la transporter gratuitement."

Le secteur de la santé concentre les plaintes relatives à la corruption quotidienne, au clientélisme et plus généralement au mauvais traitement dans les services publics. Saâdiya de Tiznit pointe le sentiment de hogra de l'usager de l'hôpital provincial : "On se réveille à 6h du matin pour aller à l'hôpital et une fois arrivés, le seul interlocuteur est l'agent de sécurité. Pourquoi on ne peut pas avoir en face un infirmier, un médecin, un vrai bureau d'accueil ? Pourquoi sommes-nous reçus par un agent qui ne doit pas assurer cette fonction et qui se comporte de manière odieuse? Pourquoi faut-il nécessairement avoir un piston pour avoir droit aux soins ? Nous avons les bâtiments qu'il faut, un corps médical, mais nous n'avons pas de considération pour le citoyen !"
Relatant une expérience négative à l'hôpital de Missour, Asmae dénonce le favoritisme. "Je me présente et on me donne un rendez-vous deux mois plus tard pour le scanner. (...) En revanche, si j'avais une connaissance, j'aurais pu tout faire en une journée." La même pratique est dénoncée par Oussama de Sidi Kacem, qui pointe un problème récurrent dans le service de maternité: "Dès qu'une femme enceinte se présente pour accoucher, on lui remet un bout de papier pour qu'elle aille à Kenitra ou à Meknès, sauf si elle a une connaissance qui peut lui arranger les choses." Mourad d'Azemmour résume un sentiment partagé par les habitants d'autres villes: "L'hôpital est encore neuf mais il manque d'équipements. Et le sens du service est inexistant. Sur les murs on voit des pancartes de lutte contre la corruption mais il n'y a personne pour lutter."
La corruption concerne également d'autres domaines. A l'origine de grandes frustrations, elle est perçue comme un frein au développement. Pour de nombreux citoyens, tant qu'il y aura de la corruption, il sera difficile de réaliser des avancées majeures.

Dysfonctionnements du secteur de la santé, cités spontanément par les habitants des villes moyennes



ENSEIGNEMENT #8 - Les citoyens n'attendent pas de miracle mais veulent être au centre de la démocratie participative locale

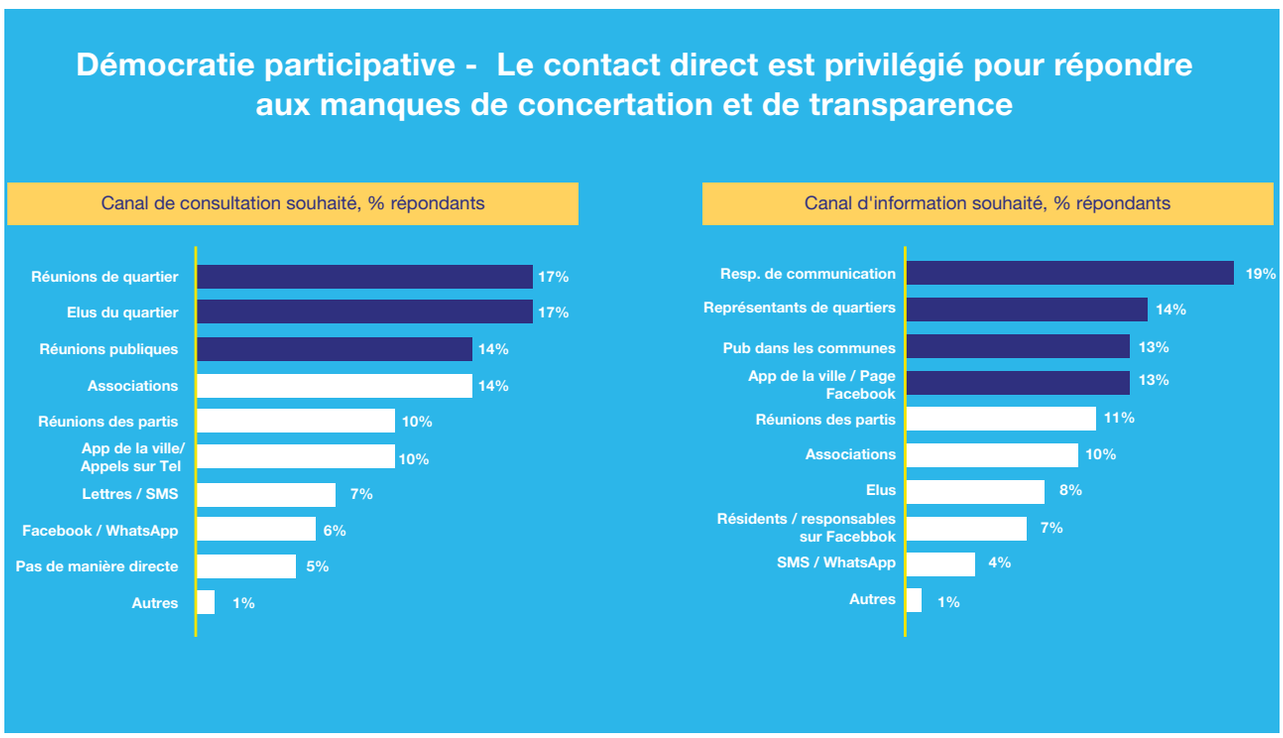
Lors des différentes rencontres, la majorité des participants exprime un haut degré de conscience politique et même de lucidité sur les difficultés liées à l'émergence de sujets à l'agenda public et de mise en œuvre de plans de développement locaux. Cette conscience des complexités économiques et sociales ne décourage pas le désir de s'engager et la première exigence concerne l'instauration d'un dialogue avec les décideurs, afin de prioriser et de faire réussir les projets. Près de 93% des personnes interrogées ne s'estiment pas consultées et plus de 97% des participants disent ne pas connaître les moyens de s'informer sur les projets en cours.

Asmae, de Missour, pointe du doigt l'absence de concertation avec les citoyens, qui est une des causes de l'inadéquation de certains équipements collectifs: "Il y a quelques jardins, mais ce ne sont pas des endroits où on a envie de passer du temps. On ne sent pas vraiment que ça a été fait en tenant compte des besoins et des envies du citoyen. On aménage n'importe comment pour venir nous dire après: «voilà, on vous a fait un jardin !»"

La communication directe, via les réunions de quartier, est avancée comme une solution concrète par la moitié des répondants. Enfin, un tiers des habitants consultés ont exprimé leur volonté de prendre part à un projet citoyen. Pour Abdelhalim, de Meknès, la démocratie participative devrait être mieux prise en compte par les pouvoirs locaux: "Nous avions soumis une proposition afin de construire un grand théâtre, mais la municipalité reste sourde pour l'instant , témoigne-t-il. Il n'y a aucune communication avec les administrations. Bien que l'on entame des correspondances, celles-ci demeurent lettres mortes. On ressent un manque de considération que ce soit à l'égard du citoyen ou de la société civile."

D'autres participants ont exprimé leur mécontentement au sujet de l'exclusion de certaines franges de la population. Amine cite l'exemple des personnes en situation de handicap: "Marrakech est une ville où l'accessibilité aux personnes en situation de handicap est inexistante, constate-t-il. Ni dans l'administration, ni dans les lieux publics. Je trouve qu'il n'y a pas de considération envers ces citoyens. Il n'y a même pas d'endroits où ils peuvent étudier, se former ou travailler. En plus, une grande partie de ces personnes sont jeunes et ont du potentiel."

Démocratie participative - Le contact direct est privilégié pour répondre aux manques de concertation et de transparence



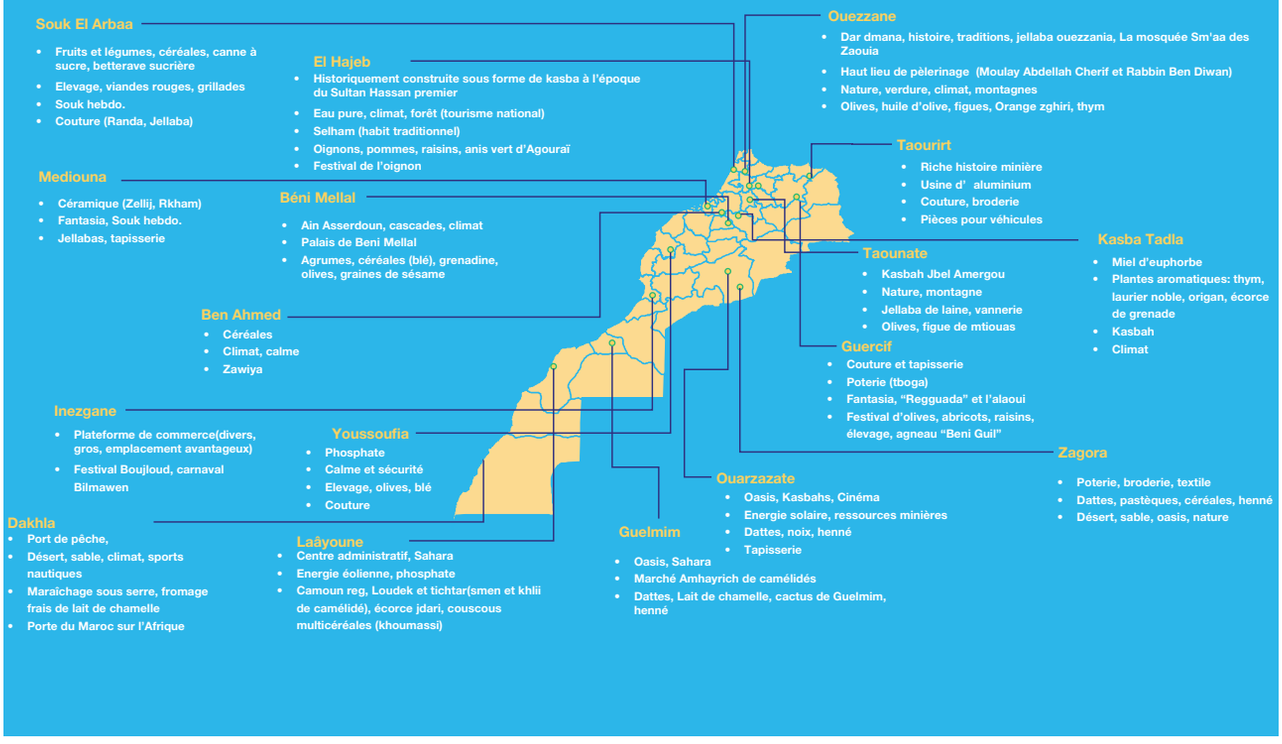
ENGAGEMENT #9 - Les villes disposent d'atouts qui devraient être davantage valorisés

A Sidi Ifni, Errachidia, Tétouan ou Taroudant, aux quatres coins du Maroc, les habitants sont unanimes dans la volonté de promouvoir ce qu'ils perçoivent comme des atouts locaux. Motifs de fierté et d'identité, ces "trésors cachés" gagneraient à être mieux valorisés, en particulier dans les domaines du tourisme, de l'artisanat et de l'économie locale et solidaire.

L'identité partagée devrait conforter, selon les habitants, des vocations économiques et des savoir-faire valorisés, comme la poterie à Safi, les olives à Beni Mellal, la pêche à El Hoceima, etc. S'ils sont nombreux à réclamer l'implantation de zones industrielles, synonymes d'offres d'emploi attractives pour les jeunes, les citadins portent aussi un intérêt à la richesse immatérielle des différents terroirs du Royaume et y voient des leviers du développement local.

Youssef de Ouezzane est conscient de la richesse du patrimoine de sa ville et témoigne qu'il ne soit pas perpétué et valorisé. "Ouazzane dispose pourtant de plusieurs atouts, mais qui sont mal exploités… Rien que pour les olives, il y a une recette locale de conservation qui peut être valorisée et exportée à l'étranger. Autre point à signaler : le savoir-faire autour de la djellaba et de l'olive ouazzanis risque de disparaître si les anciens ne le transmettent pas aux jeunes."

Exemples d'atouts, symboles et savoir-faire dans les villes moyennes



ENGAGEMENT #10 - Les priorités des habitants des villes moyennes ne sont pas toujours alignées avec celles des plans de développement territoriaux

L'analyse des consultations menées dans les villes révèle un décalage entre les attentes qu'expriment les citadins dans les villes moyennes et les priorités programmées dans les plans de développement territoriaux. L'échelon communal reste celui responsable des services de proximité, attendu par les habitants pour leur bien-être quotidien.

Les priorités affichées par le chef-lieu de région paraissent bien loin des préoccupations de Midelt ou de Chefchaouen, par exemple. A la lecture des budgets des PDR, près de 70% des crédits alloués ne s'adressent pas aux priorités des habitants des villes moyennes, ce qui pose la question de la déclinaison territoriale des plans régionaux et de leur efficacité future. "Le budget dont dispose la ville doit aller vers les priorités des citoyens", explique Najoua de Tifelt. "La route a été refaite de l'entrée jusqu'à la sortie de Tifelt, mais est- ce que c'est suffisant ? C'est tout ce dont on a besoin ? Non ! Nous manquons encore de beaucoup de choses", poursuit-elle.

En définitive,

Tout au long des rencontres 100 Villes, 100 Jours, les habitants des villes moyennes ont exprimé leurs ressentis vis-à-vis de leur cité. Il en ressort des éléments positifs et beaucoup d'attentes quant à l'évolution de leur commune.

L'engouement des habitants pour ces réunions publiques est notable, ce qui démontre leur réelle volonté de faire avancer les choses. Teinté d'enthousiasme et parfois de crainte et de colère, ce haut degré de conscience citoyenne devrait servir d'avertissement pour tous les responsables politiques. Les citoyens regrettent d'ailleurs le manque d'écoute des élus et souhaitent pouvoir participer régulièrement à la réflexion sur l'avenir de leur commune. Les réunions de quartier sont considérées comme le meilleur canal de communication, car elles permettent à chacun d'intervenir et d'évoquer précisément des problématiques locales.

Ce premier constat en appelle un autre : les habitants sont souvent attachés à leur ville et à son identité. Leur sentiment d'appartenance à la ville est revenu en boucle durant les rencontres. Tous aiment rappeler leur histoire et font preuve d'un réel intérêt pour leur patrimoine. Les monuments historiques et les manifestations culturelles sont systématiquement cités parmi les points forts de chaque ville. Mais l'évolution urbanistique néglige trop souvent, selon les participants, leur identité culturelle. De plus, cet attachement engendre certaines exigences. Les habitants rappellent que la qualité de vie est importante et réclament plus d'espaces verts, de parcs, mais aussi de lieux socioculturels et de loisirs. Ces revendications émanent généralement des jeunes, qui peuvent avoir du mal à trouver leur place dans ces villes insuffisamment équipées.

Les jeunes, qu'ils soient diplômés ou non, sont surtout victimes du chômage et de nombreux témoignages illustrent leurs difficultés à trouver du travail, et leur tentation de quitter leur région, voire leur pays. La problématique de l'emploi est en effet centrale dans toutes les villes visitées, entraînant dans certains cas un niveau de pauvreté préoccupant. Pourtant, les participants estiment toujours que leur localité dispose du potentiel nécessaire pour faire baisser le taux de chômage : tourisme, agriculture, industrie, artisanat, climat, position géographique, etc. D'une part, les habitants voudraient que l'on soutienne davantage les jeunes porteurs de projets, tout en facilitant les formalités administratives et les investissements. D'autre part, beaucoup de voix s'élèvent pour revendiquer une réelle égalité des chances et dénoncer le favoritisme et la corruption.

Au-delà des difficultés économiques, qui sont en partie compensées par les solidarités familiales, il s'avère que la grande inquiétude des citoyens concerne le domaine de la santé. Ainsi, dans chacune des 100 villes sondées, ce secteur est présenté comme prioritaire. Qu'elles disposent ou non d'établissements médicaux, toutes sont frappées par les mêmes maux : le manque d'équipements et de personnels soignants. Dès les premières étapes de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, avant même le début de la pandémie de Covid-19 au Maroc, la santé était en tête des préoccupations des habitants, une priorité qui n'a fait que se renforcer durant les périodes de confinement puis de déconfinement. Confrontés à des situations de détresse et d'extrême vulnérabilité, les participants dénoncent le dysfonctionnement des hôpitaux, où le sentiment de hogra (mépris et injustice mêlés) est fortement ressenti, face à un mauvais accueil – parfois géré par des agents de sécurité outrepassant leurs droits – mais aussi pour les pratiques de corruption qui y sont constatées.

Par ailleurs, le secteur de l'éducation arrive en haut de la liste des doléances. Partout, les habitants déplorent le manque de moyens des écoles et les classes surpeuplées. Ces difficultés ont été encore plus visibles lors du confinement et des périodes de cours administrés à distance. Les enseignants sont décrits comme livrés à eux-mêmes face à des lacunes qui les dépassent. Par ailleurs, l'enseignement privé, trop onéreux pour la plupart des familles, est régulièrement cité comme la seule solution pour accéder à un apprentissage relativement de qualité. L'abandon scolaire apparaît, dès lors, comme un fléau difficile à combattre.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, des villes semblent bien loties, tandis que d'autres souffrent de leur éloignement des écoles supérieures et des universités. C'est ainsi que bon nombre d'étudiants doivent quitter leur région pour poursuivre leur cursus, engendrant des frais que leur famille ne peut pas toujours assumer. Une meilleure mobilité entre les villes et davantage de soutien aux plus démunis sont ainsi attendus pour améliorer la situation.

Un plan de développement pour une nouvelle urbanité

Pour réaliser l'ambition de développer notre pays, nous pensons que le nouveau modèle de développement des villes doit partir des citoyens, non seulement pour mieux connaître les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien et mieux les surmonter, mais également pour placer les habitants au cœur des choix qui seront faits pour la ville et les ériger en acteurs d'un changement positif (1. Bâtir un nouveau modèle, en partant du citoyen).

Dans le domaine économique, il nous semble tout aussi important de réaliser l'inventaire des atouts de chaque ville, afin de mettre en adéquation les savoir-faire locaux et les opportunités d'emplois. La puissance publique joue un rôle d'impulsion dans le bien-être économique de la population, en formant et en incitant les initiatives privées (2. Multiplier les sources d'emploi, en libérant les énergies), notamment pour les jeunes, qui réclament plus d'accompagnement.

Au premier rang des attentes exprimées par les habitants des villes moyennes visitées, l'accès à des services publics de qualité (3. Privilégier les investissements dans les services sociaux). Pourtant, dans les villes visitées par la Caravane des Indépendants, la liste est longue des défaillances et de manquements parfois peu acceptables. Qualité de l'eau, gestion des déchets, absence d'ambulances ou de transport scolaire sont autant de motifs d'insatisfaction. La santé et l'éducation apparaissent partout comme des domaines d'action prioritaire.

Au-delà, le paysage urbain des villes moyennes fait apparaître de grandes disparités en termes de qualité de la vie (4. Créer plus d'espaces d'échange, de formation et d'expression). Chaque ville doit disposer de parcs et lieux publics, pour respirer et passer du temps avec ses proches ; et de centre-ville actifs pour se rencontrer, s'animer et partager ce qui dans le présent ou dans le passé les habitants rend fiers de leurs villes. Les jeunes, en particulier, expriment des demandes légitimes : faire du sport, apprendre, expérimenter et s'exprimer dans des centres polyvalents.

Malgré cette liste de requêtes qui peut sembler décourageante, la tournée 100 Villes, 100 Jours a capté un sentiment positif partagé unanimement: la fierté d'appartenir à un lieu et à une histoire (5. Affermir la fierté d'appartenance).

5 axes pour vitaliser les villes Marocaines

1 Un nouveau modèle : partir du citoyen

3 dispositifs à systématiser

- a La concertation publique
- b Incubation d'initiatives et de projets socio-économiques citoyens
- c Transparence dans le suivi des réalisations

2 Economie : multiplier les sources d'emplois

- a Activer tous les gisements d'emplois pertinents, domestiques et export
- b Cibler, selon les atouts et savoir-faire spécifiques de chaque ville
- c Libérer les contraintes, créer les conditions d'émergence d'écosystèmes
- d Faire émerger des modèles modulaires professionnalisant

3 Services publics : focaliser l'investissement sur les services sociaux prioritaires plutôt que sur l'infrastructure "lourde"

- a Traiter les points noirs affectant certaines villes (eau, assainissement…)
- b Santé : pallier rapidement au déficit de personnel médical
- c Education : améliorer l'infrastructure et la qualité de l'enseignement

4 Loisirs : créer des espaces d'échanges, d'expression et de rencontre

- a Investir dans les espaces verts, en faire des points de rencontres
- b Prioriser l'émergence de centres socio-culturels polyvalents
- c Recréer de la centralité urbaine

5 Identité : créer un sentiment de fierté et d'appartenance

4 éléments à définir et promouvoir

- a Une vocation et vision fédératrices
- b Des symboles
- c Des célébrations
- d Des modèles

1. Bâtir un nouveau modèle, en partant du citoyen

«A cause de certains élus, on se sent étranger même dans notre propre ville, tellement ils ne nous parlent pas.»

Hasnaâ, 33 ans, Inezgane

S'il est un point essentiel que l'on retrouve dans toutes les villes visitées, c'est le sentiment d'abandon qui limite l'engagement citoyen. Tout au long de la tournée 100 Villes, 100 Jours, les habitants regrettaient de voir émerger des projets dans leurs villes, sans les avoir consulté au préalable et souvent, loin de leurs préoccupations majeures : «Les décisions ne nous appartiennent pas», résument-ils, tout en déplorant le manque de canaux de communication directs avec les élus.

Face à ce constat, nous souhaitons poursuivre la démarche participative initiée par le programme 100 Villes, 100 jours, pour rendre coutumière la culture de concertation et de dialogue avec les citoyens. Dans les communes où nous aurions mandat représentatif, nous veillerons à systématiser l'implication des citoyens afin de prioriser les projets à retenir dans le cadre des plans de développement communaux.

Dans cette quête, nous mobiliserons divers modes d'interaction, allant des réunions de concertation publique, jusqu'aux plateformes interactives, en passant par les courriels postaux ou électroniques et les cahiers citoyens que nous rendrons accessibles dans les communes. Nous renforcerons enfin la transparence de la gestion des affaires locales, en rendant accessibles les informations relatives à l'avancement des plans d'actions communaux.

2. Multiplier les sources d'emploi, en libérant les énergies

«Sans travail, j'ai peur…Je me sens inutile»

Rachid, 25 ans, Médiouna

Bien qu'elles disposent d'atouts indéniables, les villes moyennes souffrent de taux de chômage élevés. Le manque d'opportunités et la précarité de l'emploi exacerbent la peur de l'avenir et nuisent à l'économie, comme au bien-être social.

Conscients que le travail décent est primordial pour venir à bout des angoisses actuelles et du malaise social, nous déploierons une série d'actions à même de libérer le potentiel économique des villes dont nous aurons la responsabilité de gestion. En l'occurrence :

- Nous établirons un diagnostic 360° de la ville pour identifier ses atouts et ses savoir-faire locaux à valoriser ;
- Nous veillerons à prioriser pour chaque ville des leviers de développement durables, générateurs de valeur et d'emplois ;
- Nous travaillerons, autant que possible, à l'arrimage des plans d'actions communaux aux politiques publiques nationales ainsi qu'aux plans de développement des étages supérieurs (province et région) ;
- Nous mettrons en place des catalyseurs pour amorcer le décollage économique des villes, tels que la formation professionnelle, la structuration des filières locales et une fiscalité attractive ;
- Nous nous assurerons de la mobilisation des moyens de financement pour atteindre les ambitions fixées ;
- Et nous adopterons une gouvernance locale claire permettant d'identifier le rôle, les objectifs, les délais, les leviers et les ressources de chaque partie prenante.

3. Privilégier les investissements dans les services sociaux

«L'eau est marron et sent mauvais !...
Ça ne devrait pas exister aujourd'hui !»

Chafiq, 35 ans, Guercif

En termes de services sociaux, les villes moyennes se trouvent confrontées à une multitude de risques et de défis, face à une action publique fragmentée à l'excès et un déficit chronique de coordination entre intervenants. Qu'il s'agisse de la qualité de l'eau, de la gestion des déchets, de la qualité du logement, ou du système de santé et de l'éducation, des améliorations s'imposent à court-terme pour faire-face aux points noirs et préserver la dignité des citoyens, en parallèle d'actions de fond à mener progressivement, au niveau territorial et national.

La santé est une priorité pour tous les Marocains, avant comme après la pandémie du Covid-19. L'emploi et l'éducation forment les deux autres priorités pour nos concitoyens ; nous l'avions souligné en février 2018, dans le cadre de notre plateforme politique "la Voie de la Confiance", tout en veillant à formuler des solutions concrètes pour chacun de ces trois chantiers névralgiques. Dans le cadre de l'initiative 100 Villes, 100 Jours, la santé, l'emploi et l'éducation se sont une fois de plus dressées à la tête des attentes, dans chacune des villes visitées.

Au niveau national, nous sommes engagés à prioriser l'investissement dans les services sociaux, en particulier l'éducation et la santé, plutôt que dans l'infrastructure lourde, si les électeurs nous accordent leur confiance lors des prochaines élections. Notre vision pour la santé et l'éducation est détaillée dans "la Voie de la Confiance" et a été davantage précisée à l'occasion de la présentation du Programmes des Indépendants pour la période (2022-2026).

4. Créer plus d'espaces d'échange, de formation et d'expression

«Il n'y a pas d'espace, encore moins d'espaces verts, les gens n'ont pas d'espaces pour penser, se défouler, passer des moments heureux en famille !»

Mehdi, 29 ans, Youssoufia

Si la question de l'emploi est centrale, elle ne doit pas éclipser d'autres sources d'épanouissement au quotidien, trop souvent délaissées, alors qu'elles constituent le ciment du lien social et portent en elles l'ambition de demain.

Nos concitoyens étaient unanimes sur l'importance du bien-être individuel et en société, en ce qu'il renforce le sentiment d'attachement et d'appartenance. Ils exigent d'être associés aux projets urbains et d'être le moteur de projets sociaux. Les jeunes, en particulier, expriment un besoin critique d'espaces pour s'exprimer, se former, se rencontrer et s'engager. Ils veulent avoir, à tout moment et à toute période, une alternative à celle d'être livrés à eux-mêmes : faire du sport sur des terrains de proximité accessibles et ouverts, acquérir de nouvelles compétences, s'exprimer dans des centres polyvalents, etc.

Nous devons répondre à ce besoin d'épanouissement fortement exprimé. Voilà pourquoi nous veillerons, dans les communes où nous aurons remporté la confiance des citoyens, à revitaliser les centres culturels et sociaux, en particulier :

- Les espaces verts, pour qu'ils soient sécurisés, accessibles, bien entretenus et co-animés par la société civile ;
- Les centres socio-culturels polyvalents, pour offrir à la jeunesse des lieux de référence où se rendre pour se former, s'exprimer et s'épanouir ;
- Les centres urbains, en les transformant en centre de vie actifs qui mettent en valeur l'histoire et la singularité de la ville et entretiennent la fierté d'appartenance.

5. Affermir la fierté d'appartenance

«Je suis fière d'être née ici, de l'histoire de cette terre et de la contribution de mes aïeuls à sa libération ! Je ne veux pas être obligée de partir...»

Amina, 27 ans, Sidi Ifni

Les villes moyennes disposent de nombreux atouts qui font la fierté de leurs habitants et l'on peut en distinguer trois types. D'abord, des villes avec de remarquables sites naturels susceptibles d'attirer aussi bien les touristes nationaux qu'internationaux, s'il sont mis en valeur c'est le cas par exemple, de la randonnée dans le parc national de Tazekka proche de la ville de Taza ou à Ain Asserdoun vers Beni Mellal ou encore, la vague de Ras Lafaa à Safi classée cinquième meilleure mondiale.

Ensuite, d'autres villes disposent quant à elles d'un patrimoine historique auquel les habitants sont très attachés et qui fait leur fierté. Le site antique de Lixus à Larache et le lieu de la bataille des trois rois à Ksar El Kebir sont des des lieux de mémoire nationale importants et qui pourraient accueillir, par exemple, des visites pédagogiques pour des milliers d'élèves.

Enfin, les activités culturelles comme la transformation des produits du terroir, l'artisanat, l'art culinaire, les danses et célébrations sont autant de sources de fierté pour les habitants de ces villes. Parmi elles on peut citer, la production du tapis de laine d'Ait Ouaraine dans la région de Tahla, le couscous khoumassi de Laayoune ou encore la bardiya, danse guerrière rythmée au son des bendirs et du ney de Guercif.

Les atouts locaux des villes moyennes sont souvent reconnus mais peu valorisés, en l'absence de démarche participative permettant de définir une vocation pour chaque ville, au regard de son histoire et de sa trajectoire. Les Marocains rencontrés sont pourtant fiers de leur ville la plupart du temps et ce sentiment légitime nourrit leur volonté de contribuer à son progrès. L'histoire et le riche patrimoine doivent être mis au service du développement local et à cette fin, nous voulons redonner force à l'identité des villes, à travers :

- L'identification des symboles en puisant dans l'histoire et le patrimoine socio-culturel de la ville ;
- La définition de la vocation, de l'ADN de la ville, portée par une vision collective que souhaitent atteindre ses habitants dans 10 ans ;
- L'organisation de célébrations qui permettent d'exalter la passion des citoyens pour leur ville, en y impliquant la jeunesse locale pour qu'elle s'approprie l'histoire de sa ville et y apporte son empreinte ;
- La mise en avant des modèles de réussite, des «enfants de la ville» qui ont réussi, qui inspirent et redonnent de l'espoir aux jeunes.

L'élu territorial, au coeur du développement des villes moyennes

La caravane 100 Villes, 100 jours a voulu formuler un cadre et une réponse aux défis que posent les habitants des villes moyennes, lesquelles semblent laissées pour compte dans les stratégies et programmes nationaux ou territoriaux et manquent souvent de vision de développement à l'échelon local. Ces minipopulus avaient également pour objectif de lutter contre la défiance croissante du citoyen à l'égard du politique et de dépasser les limites d'une représentativité biaisée, face à une majorité silencieuse et un recul chronique des taux de participation aux élections générales.

Vaste consultation citoyenne, 100 Villes, 100 jours a sans doute rempli honorablement son premier objectif, en ce qu'elle a permis de recenser les attentes des citoyens et formuler des réponses précises face aux ruptures sociales et territoriales existantes. Or, si ce moment de rassemblement a permis de construire au fur et à mesure une connaissance collective et d'établir une vision politique, cette initiative n'aurait grand intérêt si elle demeurait circonscrite temporellement et ne se traduisait pas, in fine, par des actes concrets, contribuant au bien-être des habitants.

Les échanges avec les citoyens ont été aussi l'occasion de déceler leur ressenti vis-à-vis du politique. S'ils déclarent à 69% connaître leurs élus locaux, ils semblent tout ignorer de leurs responsabilités, des contours de leurs prérogatives et de leurs bilans, ce qui est de nature à alimenter davantage le sentiment de défiance générale constaté vis-à-vis des responsables politiques.

Les assemblées citoyennes organisées ont été donc l'occasion de revenir aux bases, en rappelant le lien direct qui existe entre d'une part, l'usage fait par le citoyen de son droit politique et d'autre part, son bien-être au quotidien et l'amélioration de ses conditions de vie. En effet, la régionalisation avancée est l'un des apports majeurs de la Constitution de 2011, ayant abouti au renforcement des prérogatives dévolues aux collectivités territoriales, telles qu'énoncées par les lois organiques relatives à l'organisation territoriale.

Une nouvelle architecture territoriale

L'organisation territoriale et administrative du Royaume s'articule autour d'un maillage et d'une hiérarchie des collectivités. Du plus petit échelon au plus grand, il s'agit d'abord des communes, qui sont 1538 au total. Au niveau immédiatement supérieur, on dénombre 75 préfectures et provinces: les préfectures à dominante urbaine sont au nombre 13 et il y a 62 provinces à dominante rurale. Enfin, les régions constituent le dernier échelon du découpage territorial. Depuis la réforme de 2015, il y en a douze, qui remplacent les anciennes seize régions administratives.

A chaque territoire correspond un conseil élu : ce sont les conseils de la commune, de la province ou de la préfecture, de la région. Ces élus sont les interlocuteurs de la population, mais aussi de l'Etat puisqu'ils coopèrent et interagissent avec les agents de l'autorité, placés sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, que sont les walis, gouverneurs, pachas et caïds. Parmi ces derniers, walis et gouverneurs exercent un contrôle administratif sur les actes et décisions des conseils élus. Les lois organiques relatives aux communes, préfectures et provinces, et régions définissent les compétences exercées par chacun.

On distingue trois types de compétences des collectivités territoriales : des compétences propres, des compétences partagées, et des compétences transférées par l'Etat. Le principe constitutionnel de subsidiarité, adopté par le législateur marocain, permet de répartir au niveau territorial l'exercice des compétences, entre les conseils régionaux, provinciaux et préfectoraux, et communaux, afin d'apporter la réponse la plus pertinente en termes de développement. Les compétences, dites partagées et transférées par l'Etat, peuvent aussi évoluer vers des compétences propres, si le conseil communal ou provincial en prouve la capacité, en vertu des principes constitutionnels de progression et de différenciation.

Le conseil communal : premier échelon de la démocratie locale

Elu au suffrage universel direct pour six ans, le conseil communal exerce des compétences propres. Il se dote pour cela, dès la première année de son élection, d'un programme d'action communal, qui fixe pour la durée du mandat, les "actions de développement prévues d'être réalisées ou d'y participer sur le territoire de la commune". Parmi les compétences propres de la commune, la gestion des services et équipements de proximité : distribution d'eau et d'électricité, transport et éclairage publics, assainissement, nettoiement, collecte des ordures, signalisation, stationnement, transport des malades, cimetières, marchés, souks et foires de l'artisanat, gares routières, marchés de gros, abattoirs, etc. La commune est également compétente en matière d'urbanisme, et c'est le président de la commune qui délivre les permis de construire et d'habiter.

Mouhamadi Touhtouh - Président de la commune de Bouarak

Le commune dispose de plusieurs compétences pour répondre aux besoins des citoyens en suivant un programme déterminé. La préparation du programme doit inclure les citoyens et tous les acteurs de la société, pour écouter les problèmes prioritaires ainsi que les solutions proposées. Le décisionnaire local quant à lui doit être au niveau pour répondre à toutes ces attentes.

Si certains secteurs comme l'éducation, la santé... etc, sont à la charge d'autres institutions gouvernementales, la commune joue un rôle majeur dans la mobilisation des partenaires et il est impossible de se limiter à ses compétences propres et d'ignorer les autres problèmes dont souffre le citoyen.

Au niveau de la commune de Bouarak par exemple, immédiatement après les élections, nous avons tenu une série de réunions avec la société civile et un certain nombre de rencontres avec les acteurs de différentes franges de la société, et nous avons pu élaborer un programme qui reflète les besoins des habitants. Cette approche participative a donné de la crédibilité au programme et a contribué à convaincre le reste des parties prenantes, les partenaires ainsi que les bailleurs de fonds.

Grâce à cette démarche, et depuis que j'ai assumé la responsabilité de la présidence de la commune de Bouarak en 2015, nous avons accompli un ensemble de réalisations : D'abord, nous avons construit le premier collège de la commune et deux écoles primaires en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale, car le manque d'établissements constituait un frein à l'accès à l'enseignement, les familles étaient obligées d'envoyer leurs enfants dans des établissements en dehors de la commune et faire face aux problèmes de transport, et l'abandon scolaire était par conséquent très répandu. Nous avons aussi ouvert neuf nouvelles classes dédiées au préscolaire et élargi le parc de transport scolaire, qui atteint aujourd'hui 12 bus. Des centaines d'élèves en bénéficient et cela facilite considérablement leur accès aux établissements scolaires. Nous avons également fourni des vélos aux étudiants qui ne peuvent profiter du transport scolaire vu l'éloignement trop important de leurs domiciles par rapport aux itinéraires.

De plus, grâce à un travail participatif, nous avons pu connecter toute la commune à l'électricité, alors que 4000 personnes sur les 40000 que compte la commune ne bénéficiaient toujours pas de ce service en 2014. Nous avons également lancé un programme de raccordement de plus de 2000 foyers à l'eau potable.

Au niveau des routes, nous avons pu réparer plus de 100 kilomètres de routes rurales en partenariat avec le conseil régional et le fonds de développement rural, et ces routes ont considérablement amélioré le quotidien de la population.

Sur le plan de la santé, nous avons inauguré le premier dispensaire de la commune afin de fournir les services sanitaires de base aux citoyens pour qu'ils n'aient plus besoin de se déplacer vers les communes voisines ou l'hôpital provincial pour recevoir de tels soins. Nous avons également fourni une ambulance pour transporter les patients vers l'hôpital provincial ou au CHU d'Oujda ainsi qu'un véhicule équipé et gratuit pour assurer le service de pompes funèbres, tout en veillant à assurer ces services gratuitement.

Nous avons également résolu de nombreux problèmes notamment ceux liés à l'habitat informel et aux constructions non réglementaires, tout en élargissant le parc de collecte des déchets.

En plus de tout cela, plusieurs centres socio-éducatifs ont été mis en place : un centre pour femmes a été mis en place dans une zone avec une forte densité résidentielle, qui compte près de 7000 personnes. Ce centre offre de multiples services tels que la formation à la couture, l'alphabétisation, l'enseignement élémentaire, etc, "Dar Al-Falah" un deuxième centre socio-éducatif qui cible les familles d'agriculteurs ainsi qu'un club de femmes de la région de "Laghriba" pour fournir des services similaires afin de permettre aux femmes d'accéder à des opportunités de travail et pouvoir disposer d'un revenu stable.

Sur le plan sportif, deux terrains ont été créés pour permettre aux jeunes de la commune de pratiquer le football dans de bonnes conditions, et nous apportons également un soutien à l'équipe de la "Jeunesse de Bouarak" qui représente la commune dans la ligue de l'oriental.

Ceci est un bref aperçu de ce qui a été réalisé au cours des cinq dernières années et il est certain que la dynamique de réforme doit se poursuivre pour continuer à améliorer les conditions de vie des citoyens et répondre à leurs attentes.

La commune exerce des compétences partagées avec l'Etat dans le domaine du développement socio-économique, sur lesquels les responsables communaux sont fortement attendus par les habitants des villes moyennes. Parmi ceux-là, la promotion de l'emploi, la préservation du patrimoine culturel local, la promotion des investissements privés (infrastructures, zones d'activités économiques). La commune peut contribuer, aux côtés de l'Etat, à créer maisons de jeunes, crèches, foyers féminins, centres sociaux, centres de loisirs, complexes culturels, bibliothèques, musées, théâtres, conservatoires, terrains de sport, etc. Dans ces domaines, où les attentes des citoyens sont grandes, les ressources financières des communes doivent être suffisantes afin d'assumer ces compétences partagées. Il en de même pour l'entretien des dispensaires ou des routes nationales traversant la commune.

De ce qui précède, il peut être conclu que le choix de l'élu local et en particulier du président de la commune est une décision majeure pour le développement local, en l'occurrence d'une ville moyenne. Il a un rôle prééminent pour une série de compétences propres relatives au développement des services de proximité. En même temps, il joue un rôle de dynamo et de catalyseur de la gouvernance locale, pour assurer la convergence et la synergie entre les acteurs des différents étages, auxquels sont dévolues des compétences partagées ou transférées.

Le conseil provincial, maillon central du développement territorial

Echelon intermédiaire entre la commune et la région, la province (ou la préfecture dans les zones majoritairement urbaines) constitue l'acteur central du développement territorial, dans les domaines sociaux. Au titre de ses compétences propres, la province met en oeuvre les équipements et services de base, tels que le transport scolaire, les pistes rurales et les programmes de lutte contre la pauvreté. Elle réalise le diagnostic des besoins en matière de santé, de logement, d'enseignement, de prévention et d'hygiène, comme ont pu le constater les citoyens lors de la crise sanitaire du Covid-19. Cette mission de diagnostic des besoins s'étend aussi à la culture et au sport. A l'image du plan d'action communal, le conseil provincial se dote d'un plan de développement provincial.

Les compétences partagées avec l'Etat du conseil provincial s'étendent aux domaines suivants:

- la mise à niveau du monde rural dans les domaines de santé, de formation, des infrastructures et des équipements ;
- le développement des zones montagneuses et oasiennes;
- la contribution à l'alimentation du monde rural en eau potable et en électricité ;
- les programmes de désenclavement du milieu rural ;
- la contribution à la réalisation et à l'entretien des routes provinciales ;
- la mise à niveau sociale dans les domaines de l'éducation, de la santé, du social et du sport.

Abdellah Ghazi - Président du conseil provincial de Tiznit

Comme tout le monde le sait, le paysage institutionnel territorial est construit sur trois niveaux : les communes, les provinces et les régions. Ces niveaux constituent les fondements de la décentralisation au Maroc. Ils ont été consacrés par la constitution de 2011 et par les lois organiques sur les collectivités territoriales de 2015.

En vertu de ces lois, les conseils provinciaux et préfectoraux sont dotés de compétences propres, partagées et d'autres transférables par l'Etat. Elles concernent toutes le développement des territoires et plus particulièrement les questions sociales. Les compétences des régions quant à elles concernent l'aspect économique,tandis que les communes sont en charge des services de proximité. Le domaine social englobe la lutte contre la pauvreté et la précarité et également quelques compétences précises comme le transport scolaire et la gestion et l'entretien des pistes rurales...etc.

Au-delà de ce qu'énoncent les textes réglementaires, j'aimerais partager quelques enseignements quant à la gestion des provinces et des préfectures et que j'ai pu tirer à partir de mon expérience personnelle de deux mandats au sein du conseil provincial de Tiznit et ce depuis 2009.

Nous avons essayé, autant que possible, de nous distinguer par l'innovation par l'intelligence territoriale. Il s'agit de ne pas se contenter des tâches habituelles et de s'investir davantage dans l'ingénierie des projets sociaux ce qui permettra d'encourager la libre initiative et la créativité du gestionnaire d'un côté et suscitera une résonance positive chez le citoyen, de l'autre. Un autre indicateur de l'efficacité de la gestion réside dans la rationalisation, non seulement celle des moyens et des ressources, mais aussi une rationalisation pour atteindre un niveau d'incidence élevé et réaliser des objectifs qui dépassent les attentes habituelles.

Parmi les mécanismes qui s'offrent aux conseils provinciaux et préfectoraux, on trouve le partenariat. Le conseil provincial peut s'instituer comme une plateforme territoriale qui joue le rôle d'incitateur et de "mutualisateur". Il peut ainsi constituer un levier local en associant les autres collectivités territoriales, la société civile ainsi que les autres institutions nationales concernées.

Au niveau de la province de Tiznit, nous avons pu au cours des deux mandats et avec des moyens limités, concrétiser des centaines de partenariats que ce soit dans les domaines des infrastructures, des pistes et des routes, le raccordement à l'eau potable, l'animation culturelle et artistique et répondre aussi aux demandes des populations en termes de santé et d'éducation. Lorsque ces partenariats sont réalisés de manière intelligente et collective, leur impact est important. Chaque dirham du budget de la province a un effet multiplicateur et peut générer son double et plus en fonction du secteur.

Nous avons également créé de nouveaux mécanismes pour soutenir le logement universitaire. En l'absence d'organismes dédiés au sein de la province, l'installation de nos étudiants à Agadir requiert des ressources financières pour couvrir les frais de logement et de vie dans de bonnes conditions. En réponse à ces besoins, nous avons fourni aux étudiants non-boursiers un soutien dans le cadre d'un partenariat que nous avons noué avec des résidences universitaires privées, comme la résidence Souss Al Alima ou la résidence internationale d'Azrou, au profit de 250 à 300 étudiants par an. Nous avons aussi mis en place de nouveaux mécanismes pour encourager et inciter les cadres de la santé à s'installer dans le monde rural et dans les régions éloignées en général. Dans la phase de diagnostic qui a précédé la préparation du programme de développement provincial, nous avons constaté que l'un des problèmes du secteur de la santé concernaites médecins et des infirmiers qui n'acceptent pas toujours de s'installer loin des villes. Pour résoudre ce problème, nous avonsconclu un partenariat d'une durée de quatre ans avec une association pour financer une prime d'éloignement variant entre 1.200 et 2.500 dirhams pour les médecins généralistes et 500 et 1.000 dirhams pour les infirmiers.

D'un autre côté, le manque de disponibilité d'un foncier approprié, a entravé pendant plusieurs années lae création d'un noyau d'enseignement supérieur à Tiznit. Dans le cadre du programme de développement provincial, une étude à été diligentée pour la conception d'un noyau universitaire. Nous avons ainsi réussi, dans le cadre d'un partenariat avec le Département des Eaux et Forêts, à disposer d'un terrain de 40 hectares sur lequel nous avons édifié une cité de la connaissance, une plateforme qui va au-delà du noyau universitaire tant attendu. Les premiers résultats de cette initiative ont été visibles en 2020 grâce au lancement de la première faculté qui est la faculté d'économie de gestion et de développement durable.

Pour aborder également d'autres exemples précis, il y a un axe qui est souvent négligé, qui concerne l'animation culturelle, artistique et sportive, que le conseil provincial soit porteur du projet ou en soutien d'autres initiatives de la société civile dans le cadre d'un partenariat. A Tiznit nous avons centré nos efforts sur ces secteurs et nous avons travaillé sur le marketing territorial du conseil provincial en améliorant son image auprès du citoyen. Il est passé ainsi d'une institution ignorée à une institution connue auprès des jeunes à travers son implication dans les activités artistiques, culturelles, sportives etc… Je citerai comme exemples : les "Journées de la province de Tiznit "organisées en 2020" et aussi les festivals et les rencontres que le conseil a organisé ou soutenu.

Ce sont juste quelques exemples qui permettent d'illustrer toutes les possibilités d'action qui existent au sein des conseils provinciaux et des conseils préfectoraux, parallèlement aux actions entreprises par les autres conseils territoriaux.

Le conseil régional, tête de pont de la régionalisation avancée

La réforme de la régionalisation avancée, qui a abouti en 2015 à un nouveau découpage des régions et à la révision complètes des lois organiques des différentes collectivités territoriales, a reconnu aux conseils régionaux, et à leurs présidents, de larges prérogatives, notamment dans les domaines du développement économique "intégré et durable à travers son organisation, sa coordination et son suivi" (art 80. de la loi organique 111-14 relative aux régions). Cette mission générale se déploie à travers les objectifs d'amélioration de l'attractivité et de la compétitivité de la région, d'utilisation raisonnée des ressources, d'encouragement du climat des affaires et de l'initiative privée, de contribution au développement durable, et de renforcement du capital humain.

De manière spécifique, le conseil régional exerce des compétences propres dans les domaines suivants :

- le développement économique: soutien aux entreprises, aménagements des routes et des zones d'activités, promotion des marchés de gros, attraction des investissements ;
- formation professionnelle continue et la création d'emplois : centre régionaux de formation et d'emploi ;
- le développement rural : promotion des activités non agricoles, construction et entretien des routes non classées ;
- le transport : plan de transport régional, organisation du transport régional non-urbain ;
- la culture : préservation des sites archéologiques, organisation de festivals ;

- l'environnement : aménagement et gestion de parcs régionaux, stratégie régionale d'économie de l'énergie et de l'eau.

  La liste des compétences partagées entre l'Etat et le conseil régional est tout aussi étendue, dans les domaines variés :
- du développement économique (amélioration de l'attractivité et de la compétitivité des régions, emploi, recherche scientifique appliquée);
- du développement rural (mise à niveau , développement des zones montagneuses et oasiennes, désenclavement);
- du développement social (assistance sociale, réhabilitation des médinas, habitat social, sport et loisirs) ;
- de l'environnement (prévention des inondations, préservation des ressources naturelles, des zones protégées, des forêts et des ressources en eau, en particulier);
- de la culture (entretien des monuments, création et gestion des établissements culturels);
- du tourisme (promotion du territoire régional).

Ibrahim Hafidi, Président de la Région Souss Massa

La région est une institution très importante, car la régionalisation avancée a été un choix stratégique du Royaume. Elle tient une place importante dans la Constitution et elle est encadrée par la loi organique 111-14 qui délimite ses compétences. La Région en tant que collectivité territoriale possède plusieurs compétences : des compétences propres, des compétences partagées et des compétences transférables par l'État..

Les compétences propres de la région comprennent le développement durable comme le soutien aux entreprises, l'administration des zones industrielles et artisanales, la réhabilitation des marchés de gros et tout ce qui concerne les circuits touristiques, la formation professionnelle, l'emploi, la formation continue des fonctionnaires et des employés des collectivités territoriales. Les compétences propres englobent d'autres domaines tels que la culture, l'environnement, le développement social et rural en particulier les activités non agricoles. Puis, il y a les compétences partagées en partenariat avec les ministères et les compétences qui sont transférables par l'Etat à la région, selon un certain nombre de conditions et de modalités.

La philosophie de la régionalisation est basée sur le développement durable et la démocratie participative. Trois organes consultatifs ont été prévus par le législateur. Le premier traite des problématiques d'équité, d'égalité des chances et d'égalité homme-femme. Le deuxième aborde les questions relatives aux jeunes et à la jeunesse, tandis que le troisième concerne les questions économiques. A savoir que ces conseils ne sont pas composés uniquement de membres du conseil régional, mais comptent également des acteurs économiques et des membres de la société civile.

La mise en œuvre des programmes régionaux pour le développement nécessite des financements. Ces ressources budgétaires dont le montant à été revu à la hausse suite à la régionalisation avancée sont issues en grande partie des impôts. Il s'agit de l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, qui ont vu leurs taux augmenter de 1% à 5% mais aussi la taxe sur les assurances à hauteur de 20%. De plus, le budget général de l'Etat accorde un financement progressif pour chaque région à horizon 2021. D'autre part, la région dispose de revenus propres grâce aux impôts sur les mines, les carrières, les ports, etc…

Le programme régional pour le développement compte de grands projets structurants. Toutefois, dans la plupart des cas, ces ressources financières sont insuffisantes au regard des investissements à réaliser! Par exemple, le programme pour la région Souss Massa compte 25 projets structurants qui nécessitent 24 milliards de dirhams pour leurs réalisations. La région participe à leur financement à hauteur de 3 milliards, 1,5 milliards en autofinancement et 1,5 milliards sous forme de prêts. Cette situation nécessite d'autres moyens de financement du programme, en particulier dans le cadre de partenariats avec les ministères.

En ce qui concerne les institutions de mise en œuvre des programmes de développement régionaux,elles sont composées notamment de la direction de la région qui comprend la direction générale des services et la direction des affaires de la présidence et du conseil, et une agence qui met en œuvre les projets importants. L'agence mène les études et réalise des projets tels que la construction d'écoles, de routes et d'infrastructures. Dans la région Souss Massa, cette agence comprend 36 cadres permanents.

Il existe également les sociétés de développement régional. La région Souss Massa a été parmi les premières à activer ces structures. Par exemple, la société de développement touristique Souss Massa qui coordonne la plupart des chantiers dans le secteur du tourisme tels que la réhabilitation des hôtels, la promotion de l'écotourisme et d'autres actions. Mais aussi, la société de développement des zones industrielles comme Agropole, "Haliopolis" et de la zone franche. La région détient 40% du capital de cette société, le reste étant partagé par d'autres institutions.

En outre, il existe des sociétés de développement local dont la région détient 40% du capital, le reste étant la propriété des différentes communes du Grand Agadir. Parmi les sociétés créées dans ce cadre, on pourrait citer la Société de Transport du Grand Agadir, Agadir Aménagement et d'autres qui sont en cours de création notamment dans le secteur de l'environnement.

Concernant Souss Massa, dieu soit loué, ce fut une expérience réussie, d'autant plus que nous sommes encore dans les débuts de la régionalisation avancée. La coordination de plusieurs mesures nous a permis de lancer les vingt-cinq projets qui composent notre programme de développement. Certains de ces projets sont achevés et d'autres sont en cours.

NOTES

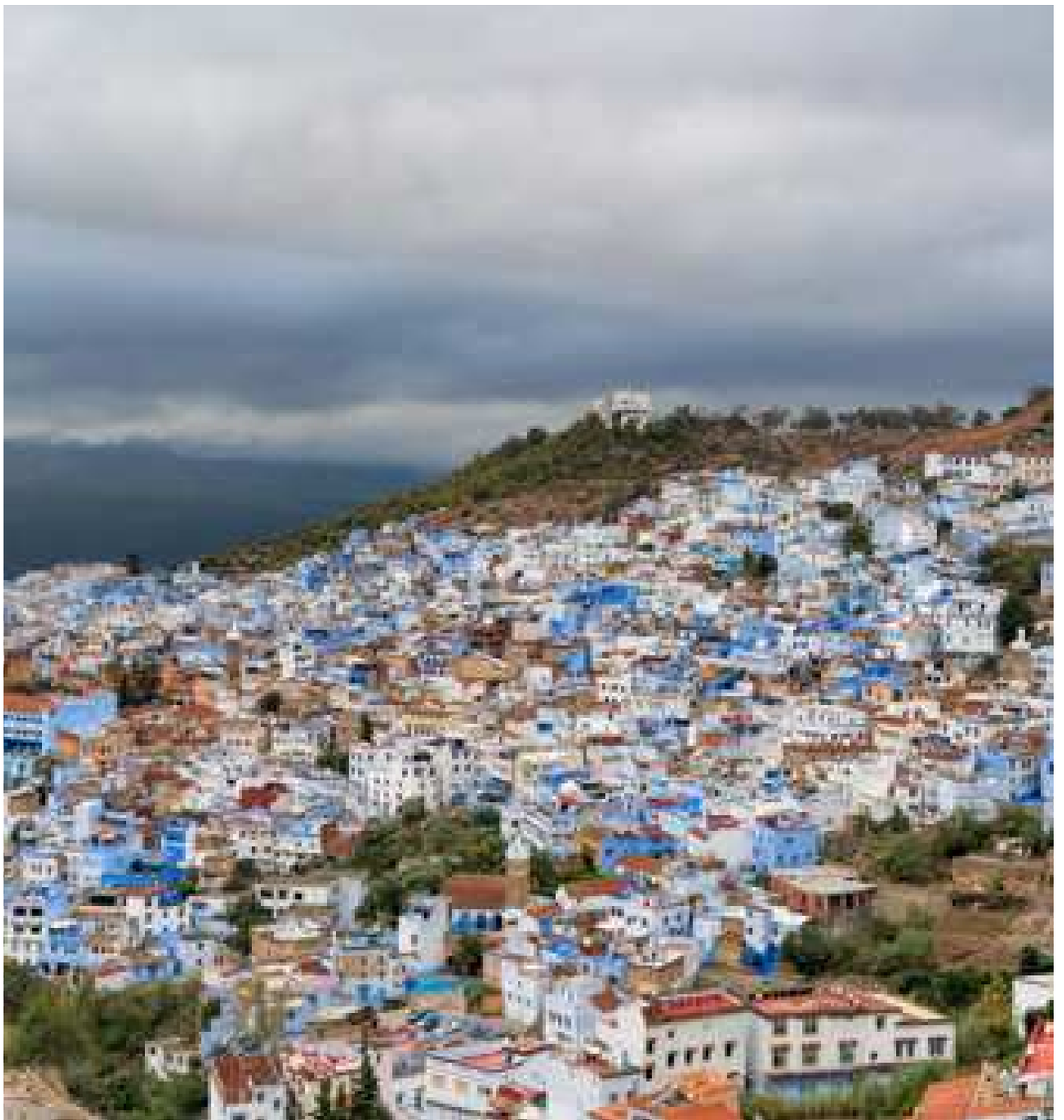
A la rencontre des villes du Royaume

L'initiative 100 Villes, 100 Jours est non seulement une consultation publique d'une ampleur inédite, mais également une formidable aventure humaine. Durant une année, la caravane des Indépendants a parcouru le Maroc à la rencontre de ses habitants. D'abord sur le terrain, puis virtuellement, pandémie de Covid-19 oblige, elle a permis l'échange et le débat entre des dizaines de milliers de citoyens et des responsables politiques.

En visitant 100 villes du Royaume et en donnant la parole à chaque participant, le projet a recueilli de nombreux témoignages et recensé d'innombrables doléances. Cet ouvrage restitue ainsi le fruit de cette initiative, le plus fidèlement possible.

Il permet également une lecture analytique des résultats, en proposant des éléments de réflexion pour un plan de développement destiné aux villes moyennes. Ces dernières, qui concentreront plus de 40% de la population urbaine dans les prochaines décennies, rencontrent en effet des problématiques différentes des grandes villes ou du monde rural.

L'initiative 100 Villes, 100 Jours est donc un premier pas vers une meilleure prise en considération des besoins de leurs habitants. Cette phase d'écoute, indispensable à la bonne compréhension des enjeux, constitue le socle de notre réflexion pour élaborer les politiques publiques qui sauront répondre à ces attentes et contribuer à la mise en œuvre du Nouveau Modèle de Développement, appelé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste.



RNI | التجمع الوطني للأحرار
ⴰⴳⵔⴰⵡ ⴰⵏⴰⵎⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⴰⵏⵏ

RETROUVEZ-NOUS

@partirni

@partirni

@partirni

@parti_rni

www.rni.ma